

20 octobre 2023 (Contrepoints)

[«Le Hamas a détruit l'innocence des civils de Gaza» \(lefigaro.fr\)](#)

«Le Hamas a détruit l'innocence des civils de Gaza»

Par Sandrine Boudana

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 59 minutes



«Le cynisme le plus terrible et le crime aux conséquences les plus dévastatrices sont ceux qui consistent à faire des enfants de Gaza des rageux et des haineux, y compris par l'école et les livres.» MOHAMMED FAIQ / AFP

FIGAROVOX/TRIBUNE - Sandrine Boudana, professeur à l'université de Tel-Aviv, analyse l'expression de «civils innocents» pour désigner les victimes de Gaza. Le Hamas, selon une logique totalitaire, a embrigadé toute une partie de la société et a propagé la haine jusque chez les enfants, déplore-t-elle.

Sandrine Boudana est professeur à l'université de Tel-Aviv et titulaire de la chaire du Dan Department of Communication.

Alors qu'Israël prépare une opération militaire d'ampleur, les politiques et médias occidentaux expriment leurs craintes pour les «civils innocents» de Gaza. **Pourquoi cette expression tautologique?** Les civils en temps de guerre ne sont-ils pas toujours «innocents», innocents par définition? Innocents dans le sens où ils ne participent pas au combat et ne devraient pas en subir les conséquences, dans le sens où ils sont sans défense et ne devraient donc pas être attaqués.

Bien entendu, nous n'avons pas le droit d'ignorer que des femmes, des enfants et des vieillards, des non-combattants, meurent dans les bombardements israéliens de Gaza. **C'est une réalité cruelle.** Et, contrairement aux mélenchonistes et autres irrécupérables, **j'ai honte de devoir commencer la phrase suivante par un «Mais». Mais les Gazaouis ont élu le Hamas en janvier 2006. Mais les Gazaouis n'ont pas cherché à se débarrasser du Hamas depuis 2006. Mais les Gazaouis ont célébré en masse chaque assassinat de civils israéliens depuis dix-huit ans.** Les femmes distribuant des pâtisseries aux enfants en liesse, admirant comme s'il s'agissait de preux chevaliers les tueurs du Hamas, qui paradaient, armes fièrement levées au-dessus de la foule. Leur joie bruyante, indécente, **démoniaque** tandis qu'à quelques dizaines de kilomètres de là, en Israël, des enfants pleuraient leur père, des pères leurs fils.

Les Gazaouis de moins de 20 ans n'ont rien connu d'autre que cette haine et cette rage. Le Hamas a détruit l'innocence des enfants de Gaza.

Sandrine Boudana

On me fera ces objections indignées: tous les Gazaouis ne soutiennent pas le Hamas; certains veulent se libérer de son joug et en sont eux-mêmes les victimes; les enfants, surtout, nombreux à mourir sous les bombes, sont totalement innocents. Et je dirai: c'est sans compter la logique totalitaire du Hamas. Le totalitarisme consiste à édicter et faire appliquer, par tous les moyens, des règles de conduite dans tous les domaines de la vie sociale, familiale, privée et intime. Depuis dix-huit ans, le Hamas a épuré, embrigadé, modelé la société et les civils. Les écoles, les mosquées, les médias, ont été les instruments de cet embrigadement, véhiculant avec obsession la haine anti-juive, la diffusant dans tout Gaza, chez tous les Gazaouis. Les manuels scolaires ont fomenté la rage, transformant des enfants innocents en adultes monstrueux. Les Gazaouis de moins de 20 ans n'ont rien connu d'autre que cette haine et cette rage. Le Hamas a détruit l'innocence des enfants de Gaza.

Les médias rapportent le cynisme des «combattants» du Hamas, qui utilisent leur propre population civile comme boucliers humains, qui lancent leurs missiles depuis les toits des hôpitaux, des mosquées et des écoles. Tandis que l'armée israélienne a prévenu d'une attaque imminente sur Gaza, qui s'annonce d'une violence sans précédent, tandis que le gouvernement israélien a appelé les civils à fuir vers le sud de Gaza, le chef du Hamas, Ismaël Haniyeh, donne l'ordre aux Gazaouis de ne pas évacuer. Ordre donné depuis sa résidence au Qatar, où il sirote des Virgin mojitos pendant que son peuple souffre.

La haine, la rage, le mal absolu qui se sont exprimés ce samedi 7 octobre se reproduiront, se répandront, sans espoir, tant que les écoles de Gaza tueront l'innocence de leurs propres enfants.

Sandrine Boudana

Mais le cynisme le plus terrible et le crime aux conséquences les plus dévastatrices sont ceux qui consistent à faire des enfants de Gaza des rageux et des haineux, y compris par l'école et les livres. En tant qu'enseignante, cette idée que l'école puisse servir à diffuser la haine dans les cœurs et les esprits m'est insupportable. À l'inverse, l'analyse critique, la liberté de pensée et les valeurs humanistes que je cherche à développer chez mes étudiants inspire au Hamas haine et rage. Cette même haine, cette même rage, qui ont conduit à l'assassinat des enseignants français Samuel Paty et Dominique Bernard.

Et qu'on ne me parle pas d'«importation du conflit» israélo-palestinien en Occident. De façon injuste et paternaliste, cette expression renvoie les acteurs du conflit dos à dos et suggère que nous, Occidentaux civilisés, ne devrions rien avoir affaire avec ce conflit entre illuminés orientaux, juifs ou musulmans. Je rappellerai simplement que Samuel Paty n'a pas été décapité dans un contexte de violences au Moyen-Orient. Il a été décapité parce que son enseignement encourageait la liberté de pensée et d'expression. C'est cette logique-là qu'il faut voir. Si le fait d'être juive ne suffisait pas; si le fait d'être Israélienne ne suffisait pas; si le fait d'être une femme «occidentale» ne suffisait pas, le Hamas et ses semblables m'assassineraient encore pour les cours que j'enseigne. La haine, la rage, le mal absolu qui se sont exprimés ce samedi 7 octobre se reproduiront, se répandront, sans espoir, tant que les écoles de Gaza tueront l'innocence de leurs propres enfants.

20 octobre 2023 (Contrepoints)

[Quand la Foire du livre de Francfort invite un admirateur de Lénine - Contrepoints](#)

Quand la Foire du livre de Francfort invite un admirateur de Lénine

[Rainer Zitelmann](#)

L'invitation de Slavoj Žižek à la Foire du livre de Francfort illustre la persistance de la complaisance à l'égard du communisme.



Publié le 20 octobre 2023

La Foire du livre de Francfort est la plus grande foire du livre au monde et accueille des milliers d'exposants venus de près de 100 pays pour présenter plus de 400 000 titres de livres. À la veille de la foire de cette année, le philosophe slovène Slavoj Žižek a provoqué un tollé en profitant de son discours lors de la cérémonie d'ouverture pour aborder [le conflit actuel entre Israël et le Hamas](#) dans la bande de Gaza.

M. Žižek a condamné les attaques terroristes du Hamas contre la population israélienne, mais a également déclaré qu'il était important d'écouter les Palestiniens, et de prendre en compte le contexte du conflit pour le comprendre. Plusieurs invités ont quitté la salle en signe de protestation, notamment Uwe Becker, commissaire à l'antisémitisme du Land de Hesse, qui avait interpellé M. Žižek avant puis pendant qu'il était sur scène. M. Becker a accusé l'éminent philosophe de relativiser les crimes du Hamas et a quitté la salle à plusieurs reprises en signe de protestation.

À mon avis, les organisateurs du salon du livre ont pris une décision scandaleuse en invitant M. Žižek à prononcer le discours d'ouverture. Un scandale qui prouve une fois de plus qu'une grande partie de l'élite intellectuelle occidentale est aveugle de l'œil gauche.

Qui est cet homme ?

Žižek fait partie de ces intellectuels qui ont tendance à s'exprimer de manière confuse, nébuleuse et floue, et qui espère à juste titre que certains de ses lecteurs prendront avec révérence son verbiage vague pour de la profondeur philosophique.

Žižek n'est cependant pas flou lorsqu'il s'agit de faire des déclarations politiques.

Dans son livre *Une gauche qui ose dire son nom*, publié en 2020, Žižek appelle à un « nouveau communisme » :

« Ce dont nous avons besoin aujourd’hui, c’est d’une gauche qui ose dire son nom, et non d’une gauche qui dissimule honteusement son essence sous une quelconque feuille de vigne culturelle. Et ce nom, c’est le communisme ».

Selon lui, la gauche devrait enfin abandonner le rêve socialiste d’un capitalisme plus équitable et plus « juste » et adopter des mesures communistes plus radicales. Comme objectif clairement formulé, il affirme que « la classe adverse doit être détruite ».

Žižek exalte la « grandeur de Lénine », qui réside dans le fait qu’après la prise du pouvoir par les bolcheviks, il est resté fidèle à ses principes socialistes, même si les conditions n’étaient pas réunies pour une véritable « construction du socialisme ». Selon les théories développées par Marx et [Lénine](#), le « socialisme » est une étape transitoire nécessaire jusqu’à ce que l’objectif final du communisme soit atteint. Žižek propose d’inverser cette séquence et de viser directement le communisme, qui devrait ensuite évoluer ou régresser vers le socialisme.

Selon M. Žižek, le [Grand Bond en avant](#) de la fin des années 1950 [sous Mao](#) – la plus grande expérience socialiste de l’histoire de l’humanité – a été l’occasion de « contourner le socialisme et d’entrer directement dans le communisme ».

Malheureusement, beaucoup de gens ne savent rien du Grand Bond en avant de Mao.

Sur la base d’analyses effectuées par les services de sécurité chinois et de rapports confidentiels détaillés publiés par les comités du Parti au cours des derniers mois du Grand Bond en avant, l’historien Frank Dikötter parvient à la conclusion suivante : au moins 45 millions de personnes sont mortes inutilement à la suite de cette grande expérience socialiste entre 1958 et 1962. La majorité d’entre elles sont mortes de faim, tandis que 2,5 millions d’autres ont été torturées ou battues à mort, privées délibérément de nourriture et mortes de faim. Et c’est précisément ce Grand Bond en avant que Žižek vante avec tant d’euphorie.

Le Grand Bond en avant de Mao a également servi de modèle à la [terreur communiste au Cambodge](#). Entre un cinquième et un quart de la population cambodgienne a péri entre la mi-1975 et le début de 1979 – les estimations varient entre 1,6 et 2,2 millions de personnes. Le chef des Khmers rouges, Pol Pot, a qualifié cette période de « super grand bond en avant ».

Žižek a déclaré que les Khmers rouges n’étaient pas allés assez loin :

« Les Khmers rouges n’étaient, d’une certaine manière, pas assez radicaux : s’ils ont poussé à son paroxysme la négation abstraite du passé, ils n’ont pas inventé de nouvelle forme de collectivité ». Il ajoute néanmoins que « la violence révolutionnaire devrait être célébrée comme ‘rédemptrice’ et même ‘divine’ ».

Le sociologue Paul Hollander a commenté :

« Les convictions de Žižek semblent être enracinées dans une conviction inébranlable que rien ne dépasse les maux du capitalisme et la violence qu’il génère. C’est une conviction partagée à des degrés divers par de nombreux intellectuels occidentaux qui étaient attirés par des dictateurs de différentes tendances politiques et qui avaient en commun une disposition anticapitaliste ».

Il convient également de noter que M. Žižek est un [admirateur de Che Guevara](#) et qu’il a qualifié la terreur stalinienne des années 1930 de « terreur humaniste » :

« Le stalinisme a sauvé l’humanité de l’homme ».

Enfin, dans un [article](#) de la *New York Review* intitulé « *The Violent Visions of Slavoj Žižek* », on peut voir la photo accrochée au-dessus du lit de Žižek : celle du meurtrier de masse Josef W. Staline.

Les références détaillées des citations de Slavoj Žižek se trouvent dans l'ouvrage de Rainer Zitelmann intitulé *In Defence of Capitalism*

20 octobre 2023 (The Economist)

[After six months of civil war, little remains of Khartoum \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Sudan's agony

After six months of civil war, little remains of Khartoum

Sudan's capital has become Africa's Aleppo



King of the rubbleimage: maxar

Oct 19th 2023

Mohammed hussain, a merchant, is a refugee in his own city. A few months after civil war broke out in Khartoum's streets in April, he tried to take his sick father to hospital. But the roads were blocked by soldiers from the Rapid Support Forces (rsf), a rebellious paramilitary group that is trying to seize control of the country. Unable to get medical help, his father died. Last month, fighters from the rsf seized Mr Hussain's home, robbing him and threatening to kill him. He fled to relatives in another part of the city. Khartoum, he says, echoes to the sound of gunfire and shelling "every day and every night".

The first shots of Sudan's civil war were fired in Khartoum, where the two rival warlords had their headquarters. On one side is Sudan's de facto president, General Abdel Fattah al-Burhan, who leads the Sudanese Armed Forces (saf). On the other is the leader of the rsf, Muhammad Hamdan Dagalo, better known as Hemedti. Since then the fighting has spread far beyond the capital's barracks. In West Darfur, the rsf and allied Arab militias are waging a genocidal campaign against the Masalit, a black African ethnic group. Nationwide, some 9,000 civilians have reportedly been killed, though this is probably a massive underestimate. More than 5.6m have been driven from their homes.

Though the fighting has spread, Sudan is unusual in the degree to which the centre of its war is the country's capital. Ever since British imperialists founded the modern city on the banks of the Nile, power and wealth in Sudan have been concentrated in Khartoum. The rsf, whose rank-and-file are mostly drawn from far-flung and downtrodden regions, are now exacting their revenge. "The rsf believe they cannot create a state in their own image unless they violently destroy the old one," argues Kholood Khair of Confluence Advisory, a Sudanese think-tank. In recent weeks, rsf fighters are alleged to have burnt land-registration records and taken over whole residential neighbourhoods. "Every house is occupied," says another Sudanese analyst. "The city is theirs."

Though the rsf controls most of downtown Khartoum, including districts that host the presidential palace and other government ministries, the saf remains holed up in several well-fortified bases in the city centre. It also controls the air base at Wadi Saidna, to the north. For months the rsf has been trying to overrun these redoubts of the army. The saf has responded with a combination of air strikes, including by armed drones, and the occasional raid on residential districts and warehouses used by the rsf, says

Nathaniel Raymond, a conflict monitor at Yale University. Mr Burhan, who fled from the army headquarters in August, now runs what is becoming a de facto capital in Port Sudan, on the Red Sea.

Since the civil war began six months ago, more than half the capital's population has fled. "Everyone I know has left now," says Waleed Adam, who escaped in July after rsf troops raided his apartment. Most of those who have remained are too old or too infirm to leave. Many are also too poor. Civilians who try to get out risk being robbed or forced to pay bribes to go through armed checkpoints. "If you forget your id card for any reason the rsf arrest you," says another recent escapee.

Many parts of the city are, in effect, under siege. Aid agencies can barely operate and medical care hardly exists. In August an airstrike hit one of the city's largest hospitals. "Nowhere is safe," says Mustafa Moduay, a teacher who has stayed put.

Many of the capital's historic landmarks as well its factories have been ground to dust. "Old Khartoum has been effectively demolished," says Magdi el-Gizouli of the Rift Valley Institute, a think-tank. The presidential palace was hit by an airstrike in May. The iconic Greater Nile Petroleum Operating Company Tower, one of the capital's tallest buildings and a symbol of the regime of the former dictator, Omar al-Bashir, was set alight last month. Khartoum, says Mr Raymond, faces the fate of Dresden, a historic German city destroyed by Allied air raids in the second world war. Whichever side conquers the capital will be left ruling over little more than ruins.

20 octobre 2023 (The Economist)

[The EU's response to the crisis in Israel exposes its limits \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Charlemagne

The EU's response to the crisis in Israel exposes its limits

Whose foreign policy is it anyway?



image: peter schrank

Oct 19th 2023

Nothing screams “great power” like an aircraft-carrier. And so on October 10th Thierry Breton, the European commissioner hailing from France, raised the idea of the eu availing itself of such a seafaring airbase. Alas, even before the merits of a floating jet-launcher for a bloc with neither navy nor air force could be considered, **the eu's geopolitical ambitions fared as poorly as a plane lurching off the deck and into the drink.** In the days around Mr Breton's flight of fancy, **a fumbled response to the terrorist attacks in Israel on October 7th left Europe looking muddled.** A union that had found its foreign-policy voice over Ukraine has rediscovered its penchant for cacophony. **A bout of chaotic diplomacy and internal squabbling has set back the cause of a “geopolitical eu” to match China and America.**

Europe's response to the crisis started off badly and got steadily worse. Beyond the usual lighting-up of buildings in the colours of whichever country is mourning its dead, **the first reaction of note to come out of Europe was the announcement that the eu would suspend all development aid to Palestinians—a serious move, considering the bloc is their largest donor.** The policy was reversed the very same day amid rising concerns in national capitals about the living conditions of innocent Gazans caught up in the fighting. Later in the week, on October 13th, the commission's boss, **Ursula von der Leyen**, travelled to Israel. The message she delivered there was dutifully sympathetic. **But national capitals fumed that she had failed to emphasise their concern that any response from the Israeli side needs to keep within the boundaries of international law. Government after government briefed that she was speaking not for the eu, merely for herself.** As the furore mounted, Mrs von der Leyen's team speedily announced that the eu's humanitarian aid to Gaza was to be tripled.

The war in Ukraine had given the eu a measure of geopolitical swagger. In the face of war, the club had found new means to be relevant, for example by paying for arms to be sent to hit back at Russian invaders. **That kind of unified resolve now looks like a one-off.** Attempts at forging a coherent response to a crisis just beyond its shores have been caught up in **bickering between national capitals and even between different eu institutions in Brussels.** Far from projecting power to the outside world, European politicians have instead looked within: a virtual meeting of 27 national leaders was arranged on October 17th to get everyone on the same page, which was not Mrs von der Leyen's. A fraught personal relationship between her and Charles Michel, who as European Council president chairs

meetings of eu leaders, used to be the stuff of the Brussels cocktail circuit. **Now it looks as if it made the bloc even more impotent than it might otherwise have been.**

The episode is damaging for Mrs von der Leyen, who since the war in Ukraine had been the face of a more forceful, geopolitical Europe. **Her influence—and that of the eu—seemed to extend beyond Ukraine.** A speech she gave in March calling for a “de-risking” rather than a “decoupling” of economic relations with China had set a new tone in the relationship there; **she has worked closely with America, too. New buzz phrases like “strategic autonomy” and “Team Europe” had hinted at the bloc playing its full part in geopolitics, a third power in a bipolar world.**

But in trying to project a similarly forceful eu in the Middle East, the unity that underpinned Europe’s previous efforts was lacking. Some countries in Europe, notably Mrs von der Leyen’s native Germany, align instinctively with Israel, and emphasise its right to defend itself. But others, such as Spain and Ireland, are more closely attuned to the plight of Palestinians, and warn of an impending humanitarian disaster. Many simply felt the dispute was beyond the paygrade of the eu’s central institutions. Ukraine united the continent: European leaders jointly visited Kyiv after the city beat back Russian attackers last year. This latest crisis divides it. This week the German chancellor, Olaf Scholz, travelled to Israel alone. France’s Emmanuel Macron is considering a later trip.

Mrs von der Leyen might have sensed that conflict in the Middle East was always going to be uniquely polarising. Israel is both close enough for Europe to care about—its scientists benefit from eu funding schemes, Israeli football teams play in European competitions and its crooners participate in the Eurovision Song Contest—yet too remote for a conflagration there to feel directly threatening. **Every eu country has its own relationship with the region, coloured by their Muslim and Jewish populations. Most fear a spillover of the violence onto their own streets. Anti-Semitic incidents in Europe have flared since the Hamas strike; France and Belgium have both endured terrorist attacks.** Others fret that a regional conflagration could result in a new wave of migration to Europe, as happened after wars in Syria and Afghanistan.

Eyeless in Gaza

Divided or otherwise, it is unlikely Europe would have had much sway on Israel’s response to being attacked. **But its impotence is starting to look serial.** The eu for years painted itself as a mediator in a territorial dispute pitting Azerbaijan against Armenia, yet could do little but meekly protest when Azerbaijan turfed tens of thousands of Armenians out of a disputed enclave last month. A deal with Tunisia to help cut migration across the Mediterranean has floundered: Tunisia returned €60m (\$63m) the eu had paid it to seal the agreement. Even closer to home, disorder reigns as Kosovo and Serbia keep tussling despite entreaties from Brussels.

The eu’s fans hoped that its impressive response to Russia’s invasion of Ukraine had exorcised a set of demons which have long haunted it: **that it is a construct perfectly adept at standardising phone chargers and making farmers rich, but one that scarcely matters when it comes to high politics.** A fortnight of disunion has made the eu look as plodding as ever: a club that does not shape geopolitics so much as endure its effects.

20 octobre 2023 (The Economist)

[Israel's four unpalatable options for Gaza's long-term future \(economist.com\)](https://www.economist.com)

When the shooting stops

Israel's four unpalatable options for Gaza's long-term future

The path to Israel's preferred outcome is littered with obstacles



Not the set-up Israel is looking for image: ap

Oct 19th 2023 | RAMALLAH

The public statements Joe Biden made during his lightning visit to Israel on October 18th did not suggest many misgivings about Israel's impending invasion of the Gaza Strip. In private, however, the American president's advisers hoped to press Israel's leaders on an urgent question: what should happen after the war?

Israeli officials say they are focused on toppling Hamas from power, in retribution for the massacre it committed in southern Israel on October 7th. "Gaza will no longer be a threat for Israel," says Eli Cohen, the foreign minister. "We will not agree that Hamas will have any power in Gaza." Even after the risks of fighting in such a densely populated place were illustrated by a deadly blast on October 17th at Gaza's Ahli Arab hospital, which Israel blamed on an errant Palestinian rocket, Israel's stated war aims have not changed.

Four-way stop

But Israel's post-war plans remain uncertain. It has four main options, all bad ones. First is a prolonged occupation of Gaza, like the one it undertook from 1967 to 2005. Israeli troops would have to secure the enclave and, in the absence of a Palestinian government, might have to oversee basic services as well.

This might please a segment of Israel's religious right, which still fumes about the withdrawal in 2005 of all Israeli soldiers and settlers from Gaza as the abandonment of a sliver of the biblical homeland of the Jews. But no one else wants to see Gaza reoccupied, given the heavy financial burden and the likelihood of endless bad press and a steady trickle of casualties. Mr Biden warned on October 15th that a lasting occupation would be a "big mistake". Most Israeli strategists agree.

The second option is to wage a war that decapitates Hamas and then leave the territory. This is arguably the worst way forward. Some of Hamas's leaders and supporters would probably emerge to reconstitute the group. Even if they did not, some other undesirable force would take its place. The Middle East has a history of radical groups taking advantage of ungoverned spaces.

The best outcome, from Israel's perspective, would be the return of the Palestinian Authority (pa), which governs parts of the West Bank in co-ordination with Israel. But that path is littered with obstacles. The first is that Mahmoud Abbas, the Palestinian president, is loth to do it. "I don't think anybody can be that stupid and think he can go back to Gaza on the back of an Israeli tank," says Ghassan al-Khatib, a former Palestinian minister.

Even if Mr Abbas were able to take power that way, he may not want to. Yasser Arafat, the previous president of the pa and longtime figurehead for Palestinian nationalism, had a fondness for Gaza; he lived there for a time after being allowed to return to Palestine in 1994. People close to Mr Abbas say that he, in contrast, views Gaza as a hostile place.



image: the economist

Gaza would almost certainly be hostile to Palestinian police sent to secure it. The pa employs around 60,000 people in its security services, which have authority in roughly a third of the West Bank (see map). It cannot control even that limited area: parts of Jenin and Nablus, cities in the northern West Bank, are so restive that the pa's forces dare not patrol them lest they be attacked. Morale is low. If Palestinian police returned to Gaza, they would be a target for the remnants of Hamas, Islamic Jihad and other militants. Hamas and the pa fought a bloody civil war in Gaza after Hamas won parliamentary elections in 2006. Hamas eventually prevailed and ejected the pa from the strip in 2007.

Nor is security the only question. After Hamas came to power, Mr Abbas told bureaucrats in Gaza to stop working. Hamas hired tens of thousands of supporters to fill the civil service instead, while the pa continued to pay its workers to sit at home. Keeping that bureaucracy would mean working with around 40,000 people hired for their ideological loyalty to Hamas; dismissing it would repeat the mistake of America's "de-Baathification" programme in Iraq, which threw legions of angry, unemployed men on the streets.

A fourth option would be to cobble together some sort of alternate administration, composed of local notables working closely with Israel and Egypt. Israel relied on that sort of arrangement until the 1990s, before the pa began to take over civil functions in the occupied territories.

There has been talk of trying to enlist Muhammad Dahlan, a former pa security chief who grew up in Gaza, to take the reins after Hamas. But Mr Dahlan has spent the past decade in Abu Dhabi, the capital of the United Arab Emirates (uae). He has fallen out with the pa; in 2016 a Palestinian court convicted him of corruption. There is also bad blood between him and families in Gaza: he led the fighting against Hamas in 2007. “I think that’s an illusion,” says Michael Milstein, a reserve colonel in the Israeli army and an analyst at the Moshe Dayan Centre, a think-tank in Tel Aviv. “I’m not even sure he’d want to come back. He’d be worried people would want him dead.”

The case of Mr Dahlan points to a larger problem. The Palestinians have been divided for almost two decades. The split is largely their fault: though Hamas and pa leaders meet every couple of years to pay lip service to reconciliation, neither party wants to compromise. But the schism has also been exacerbated by the divide-and-rule policy of Binyamin Netanyahu, the Israeli prime minister, who thought it a useful tool to stymie the Palestinian dream of an independent state. “Netanyahu had a flawed strategy of keeping Hamas alive and kicking,” says Ehud Barak, a former Israeli prime minister.

Both Hamas and the pa rule their statelets as one-party authoritarian regimes. In 2021 Nizar Banat, a critic of Mr Abbas, was beaten to death by Palestinian police at his home in Hebron. Those who oppose Hamas in Gaza risk torture and execution. Most Palestinians choose to keep silent, shunning politics and focusing on their day-to-day struggles.

The most recent poll from the Palestinian Centre for Policy and Survey Research (pcpsr) found that 65% of Gazans would vote for Ismail Haniyeh, the leader of Hamas, in a head-to-head presidential race against Mr Abbas (who would lose the West Bank as well). Hamas would win 44% of the vote in Gaza in a parliamentary ballot, whereas Fatah, Mr Abbas’s faction, would take just 28%.

Between a rock and a crock

At first glance this would suggest enduring support for Hamas. But such polls offer only a binary choice between militants and incompetents. Fully 80% of Palestinians want Mr Abbas to resign. Hours after the hospital explosion there were protests in cities across the West Bank, where demonstrators chanted: “The people demand the downfall of the president.” He is 87 and has no clear successor. None of his would-be replacements inspires much enthusiasm.

In a hypothetical race between Mr Haniyeh and Muhammad Shtayyeh, the pa’s colourless prime minister, the former would win by a 45-point margin in Gaza and 21 points in the West Bank. Again, this is less a testament to Mr Haniyeh’s popularity than to Mr Shtayyeh’s lack of it: a poll in 2019, after his first 100 days in office, found that 53% of Palestinians did not even know he was the prime minister.

Open-ended questions yield more telling results. When the pcpsr asked Palestinians to name their preferred successor to Mr Abbas, a plurality said they did not know. The second most popular answer, in both the West Bank and Gaza, was Marwan Barghouti, a member of Fatah serving multiple life sentences in an Israeli prison for orchestrating terrorist attacks in which Israeli civilians were killed. Several of the other top choices, such as Mr Dahlan and Khaled Meshal, a former Hamas leader, do not even live in the Palestinian territories.

Exiles, prisoners—or no one: Palestinian political life is moribund. Palestinians blame this sorry situation on Israel, arguing that the lack of meaningful peace talks has deprived the pa of its *raison d’être*. “I think Mr Abbas will be the last Palestinian president,” says Mr Khatib. “The whole idea of the Palestinian Authority is that it’s a transition towards a Palestinian state. If there’s no political horizon, then the whole pa becomes irrelevant.”

Israelis contend that the pa has undermined itself through rampant graft. Billions of dollars in foreign aid have been siphoned off over the past three decades to buy plush villas in Jordan and to pad bank accounts in Europe. Asked to name the main problems in Palestinian society, more people cite their own government's corruption (25%) than Israel's continued occupation (19%).

There is blame enough to share. The result, though, is that Fatah is probably irredeemable in the eyes of most Palestinians, a liberation movement turned ossified and decadent. In recent years even some Israelis had begun to wonder if Hamas could become an interlocutor, following the same path Fatah did decades earlier, from violent militants to pliable bureaucrats.

Not only had Hamas appeared focused on trying to improve Gaza's economy, some of its leaders also seemed amenable to a two-state solution. That would have been a remarkable shift for a group whose charter used to call for Israel's destruction. Last year Bassem Naim, a member of the group's political leadership in Gaza, told your correspondent that it was willing to accept "a state on 1967 borders". Ghazi Hamad, another political official, said much the same a year earlier.

Such thoughts now seem naive. Mr Milstein was one of the few prominent Israelis who warned, well before the massacre, that Hamas's apparent pragmatism was just a ruse. His view, vindicated by awful events, is now a near-universal one in Israel. Even if Hamas were willing to take part in peace talks, an angry, grieving Israeli public would not be a willing partner: the vast majority of Israelis want to obliterate Hamas, not reward it.

Two other questions will shape Gaza's future. One is what role Arab states will play. In private conversations over the past week, several Arab officials floated the idea of a foreign peacekeeping force for the enclave—but most quickly added that their country was not eager to participate.

Egypt is not popular in Gaza, both because it has joined Israel in blockading the territory and because of its prior history as Gaza's ruler from 1948 to 1967. The uae would be hesitant to play a big role. "We don't act solo," says an Emirati diplomat. The same is probably true of Saudi Arabia.

Israel would probably veto any role for Qatar, one of the countries with the most influence in Gaza. For years the emirate has helped stabilise Gaza's economy with Israel's blessing, distributing up to \$30m a month in welfare payments, salaries for civil servants and free fuel. But its support for Hamas—some of the group's leaders live there—will now make it suspect. "The whole strategy of Israel during the last decade was to trust Qatar," says Mr Milstein. "One of the lessons we should learn from this war is that we should not give Qatar any more involvement."

Although Arab states do not want to secure Gaza, they may be willing to help rebuild it. After the last big war, in 2014, donors pledged \$3.5bn for [reconstruction](#) (though by the end of 2016 they had disbursed just 51% of that). The bill will be even bigger this time.

The other question is what happens to the pa. Half of Palestinians tell pollsters it should be dissolved. Doing so would deprive many of them of an income (the pa is the largest employer in the West Bank) and probably lead to more violence. But it would also raise the costs of Israel's occupation and, perhaps, force Palestine's long-term future back onto Israel's political agenda after two decades in which it was rarely discussed. "It's the only card he has left," says a former confidant of Mr Abbas.

There is no lasting solution for Gaza alone. Despite the long schism, Palestinians there still see themselves as part of a larger polity. Anyway, the strip is too small and bereft of natural resources to thrive by itself. Its economy depends on Israel's: everything from strawberry farms to furniture factories relies on exports to its wealthier neighbour. Whoever takes control, Gaza will be neither stable nor prosperous as an isolated statelet.

The only way to bring enduring quiet to Gaza is through a broader settlement of the Israeli-Palestinian conflict. If the prospect of a negotiated solution evaporates completely, warns Mr Khatib, "with it,

moderate leadership will vanish.” Israel can decapitate Hamas. But it is far less clear that anything better will take its place.

20 octobre 2023 (The Economist)

[David Petraeus and Andrew Roberts on Ukraine and the future of warfare \(economist.com\)](https://www.economist.com)

By Invitation | How wars are fought

David Petraeus and Andrew Roberts on Ukraine and the future of warfare

A war between the most advanced armed forces would look very different, say the ex-general and historian

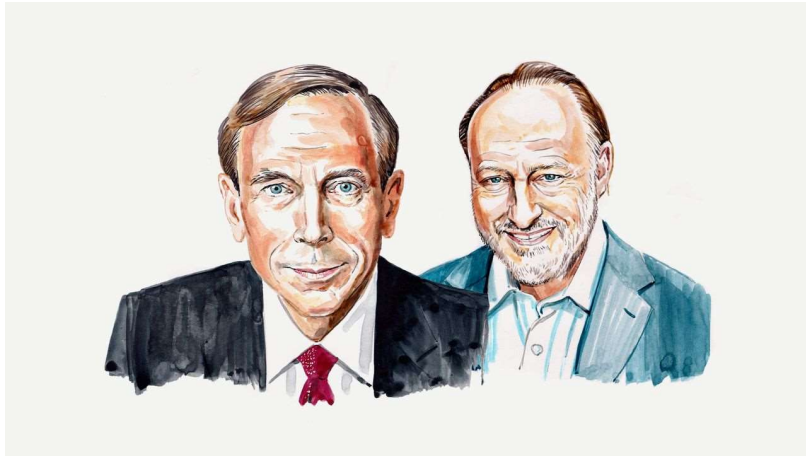


image: dan williams

Oct 17th 2023

The war in Ukraine contains many features of past conflicts. To what extent does it also offer clues about the nature of wars to come—particularly what one involving America, nato and other great powers might look like?

Some aspects of [the Russo-Ukrainian conflict](#) seem more reminiscent of the conflicts of the last century than of this one. The Donbas, in eastern Ukraine, features extensive trenches, no-man's-lands and barbed wire reminiscent of the first world war; [minefields](#) reminiscent of the second; and armoured, artillery and rocket systems reminiscent of the cold-war era.

The war does, to be sure, feature much state-of-the-art weaponry, from sophisticated anti-tank and air-defence systems to unmanned air and maritime systems and modern missiles. It is also being fought in the context of unprecedented battlefield transparency, given the availability of commercial satellite imagery, new geolocation capabilities and the ubiquity of smartphones, internet access, social-media sites and data-aggregation services. It does not yet, however, include much in the way of sophisticated long-range unmanned systems, either remotely or algorithmically piloted, of the type that would undoubtedly feature in any future conflict between the great powers.

That Ukraine does not foreshadow the future of warfare is also, in part, because few wars do. The war in Iraq in 2003, for example, was radically different from the Gulf war of 1990-91, despite being fought in the same region little more than a decade later and by many of the same combatants. Similarly, America's war in Vietnam was dramatically different from the seemingly formative American experience just a few years earlier in Korea—although that did not prevent American advisers from seeking to shape South Vietnam's forces for a Korea-like conflict rather than for the counterinsurgency campaign that should have been the focus of the effort.

The development of warfare has never been linear. It evolves in fits and starts, driven in part by the enthusiasms (or lack thereof) of generals and political leaders to learn lessons and apply them to the future, and, in part, by the context, capabilities, limitations and other qualities (including the willingness to take casualties) of the combatants. Developing technology has driven the way wars change ever since the invention of gunpowder, notably with the advent of the machine gun in the 19th century, the tank in the first world war and the nuclear bombs which ended the second, profoundly altering the face of battle.

Much of the Pentagon's thinking about the cold war in the 1970s and 1980s, and later about the Gulf war, was, for example, inspired by deep study of the Yom Kippur war between Israel and Arab states in 1973. On the other hand, the American military's reaction to its experience in Vietnam was largely to consign irregular warfare to the ash-heap of history—forcing America's armed forces in the post-9/11 era to heed lessons that should have been learned from what was America's longest war at that time.

The war in Ukraine has already taught us a lot about legacy weapons and extraordinarily high munition-consumption rates. On a technical level, the conflict has revealed much about what kit works and what doesn't—but not as much as it might have done, given that the war does not yet feature many of the cutting-edge capabilities possessed by the great powers.

Ukraine is therefore far from a perfect signpost for a more general war between the world's most advanced armed forces. In fact, America and nato have still not yet provided Ukraine with the kind of state-of-the-art systems—such as fifth-generation fighters and cutting-edge drones—that their forces would immediately deploy in the event of Russian aggression that triggered the collective self-defence commitment in Article 5 of the nato treaty.

Any direct nato-Russia conflict in the Baltic States or in the Suwalki Gap near Kaliningrad would undoubtedly involve far more capable intelligence, surveillance and reconnaissance kit and systems than has been used in Ukraine (indeed, open-source air tracking shows plenty of those platforms flying along the country's western border); much longer-range, larger and faster munitions; and much more advanced air, sea, ground, subsea, space and cyberspace weapons systems.

“What can be seen can be hit,” stated a cold-war adage, “and what can be hit can be killed.” This saying was often repeated even though it was never followed, owing to limited ability to see and to strike in depth, especially against moving targets. Given the advances of the past three decades, however—particularly in the sophistication of surveillance systems, connected to weapons systems by robust communications networks—this adage needs to be resurrected and taken seriously.

Today, virtually any significant military platform, from ships and planes to logistical sites and assemblages of troops, can increasingly be seen in any theatre of war (though sub-sea systems are still more difficult to detect). It can thus also be hit, including by sophisticated missiles and swarming munitions that can overwhelm defences and are extraordinarily precise.

Given this new reality, political and military leaders must use cutting-edge technology, including AI and robotics, to transform all aspects of their forces. And, where this fails to deter potential adversaries, weapons systems must be protected from armadas of relatively inexpensive drones, from sensor-guided missiles, and in cyber and outer space.

In warfare, necessity is the mother of invention. But rather than Russia demonstrating the mastery of hybrid warfare that was supposedly championed by its so-called Gerasimov doctrine, it is Ukraine, despite its limited resources, that has most impressively demonstrated mastery of all areas of warfare (though the miles-deep minefields in southern Ukraine are presently holding up its advances there). In particular, Ukraine proved to be much more resilient in cyberspace than was expected, undermining Russia's reputation as a master of cyber-attack.

Ukraine has been a sobering experience for Vladimir Putin, Russia's leader. He and his high command can be in no doubt that achieving their aims would be far more difficult in any wider war they provoke against nato. For all the Ukrainians' innovation, determination and courage, their struggle does not precisely represent the future of warfare, though it undoubtedly provides lessons from the past and offers hints of what is to come.

General David Petraeus, US Army (Ret.), commanded the surge in Iraq, US Central Command and nato/US forces in Afghanistan, later serving as director of the CIA. Andrew Roberts is the author

of more than 20 books, including “Churchill: Walking with Destiny”, and a member of the House of Lords. Their new book is “Conflict: The Evolution of Warfare from 1945 to Ukraine”.

20 octobre 2023 (The Economist)

[Only America can save Israel and Gaza from greater catastrophe \(economist.com\)](https://www.economist.com/middle-east-and-north-africa/2023/10/19/only-america-can-save-israel-and-gaza-from-greater-catastrophe)

The Middle East

Only America can save Israel and Gaza from greater catastrophe

Iran, Russia and China are profiting from the mayhem



image: dpa

Oct 19th 2023

How rapidly things fall apart. **The deadly blast in Gaza at Ahli Arab hospital on the evening of October 17th killed many Palestinians who were taking shelter. Despite strong evidence that their deaths were caused by the failure of a Palestinian rocket laden with fuel, Arab countries rushed to condemn Israel.** [Hizbullah](#), a heavily armed Lebanese militia, is lurching closer to outright war with Israel. **Bridges built painstakingly between Israel and its Arab neighbours lie in ruins.**

How fragile are the forces trying to hold things together. Fifteen hours after the blast, [President Joe Biden](#) landed in Israel, an old man with the weight of the world on his shoulders. **Mr Biden's diplomacy is a geopolitical moment. As well as signalling grief and support for Israel, it brings into focus how much this crisis matters to the Middle East and to America .**

For the past half-century the United States has been the only country willing and able to bring any kind of order to the region. Regardless of the many failures of American policy there, including in Iraq and Syria, **Mr Biden and his secretary of state, Antony Blinken, have once again taken up that burden.** Death and disease hang over Gaza. **The poison is spreading across the Arab world. They do not have long.**

The imminent danger is on that second front in the north of Israel. The death toll at Ahli Arab means that Hizbullah and its Iranian sponsors risk losing face if they fail to avenge lost Palestinian lives. Hizbullah will now also have strong backing in the Arab world if it attacks. If Israel concludes war is inevitable, it may strike first. **America has tasked two aircraft-carriers with deterring Hizbullah and Iran from opening a second front. If they defy it, it should use them for a show of force.**

A second danger is of Arab-Israeli relations being put back decades. Amid Israel's unprecedented bombing, Arabs remember previous wars in which Israel hit schools and hospitals. Israel has imposed a total siege of Gaza; its president has said all Gazans share responsibility. **Despite Israel's excesses, Arab leaders could have called for calm and for an independent investigation of the hospital blast.** What looks like the mass killing of Palestinians by Palestinians ought to have redoubled their efforts to **safeguard Gaza's civilians** and spurred them on to create a regional plan for a better Palestinian future.

Instead, the blast has deepened hatred and grievances. In words that cannot easily be taken back, Israel's Arab partners heaped blame upon the Jewish state. Jordan immediately cancelled a summit between Mr Biden and Arab leaders that had been the best hope for regional diplomacy. Egypt is more resolved than ever to keep temporary refugees out of the Sinai, partly for fear of being seen to abet Israel in what Palestinians worry is a plan to empty Gaza permanently.

This is a lamentable failure of leadership, with profound regional and global implications. Most Arab governments loathe Hamas and its backer, Iran. Countries like the United Arab Emirates and Saudi Arabia need stability and benefit from good relations with Israel. **However, they are so wary of testing their citizens' anger with the truth about the rocket's origin that they have chosen to sabotage their people's long-term interests.**

For Iran, that looks like victory. For years it has had a strategy of financing, arming and training proxies like Hamas and Hizbullah. It calculates that violence and mayhem weaken Israel and discredit Arab governments. **If the sight of America fighting Hizbullah alongside Israel leads to a rupture of Mr Biden's relations with the Arab world, an exultant Iran will have built the foundations for its own regional dominance.**

Russia and China are winning, too. There is a perception in the global south that this complex story is actually a simple one of oppressed Palestinians and Israeli colonisers. **China and Russia will exploit this caricature to argue that America is revealing its true contempt for brown-skinned people in Gaza and its hypocrisy over human rights and war crimes**—just as they claim it did by supposedly provoking a war in Ukraine.

What can Mr Biden do? His analysis must start with the need for peace between the Palestinians and Israelis and a recognition that there can be none for as long as Hamas governs Gaza—not after it has demonstrated that it puts Jew-hatred before any other goal. Gaza City is [honeycombed by tunnels](#). **Destroying Hamas's ability to wage war therefore requires a ground offensive.**

Everything follows from the prosecution of that ground war. The tragedy of Ahli Arab validates the cynical calculation that Palestinian casualties help Hamas by undermining support for Israel. **The Israeli army needs to be seen to spare civilians, not least because it needs time to destroy Hamas's tunnels.** Gaza is on the brink. Poor sanitation threatens epidemic disease. **Israel has at last agreed that some aid can cross into Gaza. Much more will be needed. If Egypt continues to bar refugees, Israel should go further by creating havens on its own territory in the Negev, supervised by un agencies.**

It is also vital to spell out what comes after the invasion. **Israel needs to show that its fight is with the terrorists, not the people of Gaza.** It should pledge a new beginning after the war, with a programme of rebuilding and the promise that it will not strangle Gaza's economy. **It should support a new Palestinian constitution and new elected leaders. All this would be easier under a new Israeli government voted in when the war is done.**

Even if Mr Biden can persuade Israel to take these steps, that leaves **the hardest question of all. How to provide security in post-Hamas Gaza?** Israel cannot occupy the enclave permanently. That idea was rightly abandoned in 2005. **An international commitment is therefore needed.** Because it is not clear who would join this, **Mr Biden should start building a coalition now.** **The more Israel shows the Arab world that it is serious about protecting civilians and planning for the day after, the more likely Arab leaders are to play their part.**

This is a tall order. Much can and will go wrong. Ordinary Arabs' ingrained anti-Zionism will gnaw at their leaders' willingness to help. But the alternative is the decay that feeds scavenger states like Iran and Russia. **Mr Biden is the only leader who can pull things back together.** If he fails, and the security of the Middle East crumbles, it will be a catastrophe for America, too.

20 octobre 2023 (NZZ)

[Die Klimadiktatur ist eine gefährliche Illusion – auch für das Klima selbst \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

GASTKOMMENTAR

Die Verlockung autoritärer Klimapolitik – wer meint, Diktaturen schützen die Umwelt besser, irrt gewaltig

Angenommen, die Macht zum Kampf gegen den Klimawandel wird in der Hand eines autoritären Staates konzentriert: Wie kann dann verhindert werden, dass diese Macht missbraucht wird? Und wer garantiert, dass dabei der Klimawandel überhaupt bekämpft wird?

Jan-Werner Müller 11 Kommentare 20.10.2023, 05.30 Uhr 4 min



Bau einer Photovoltaikanlage in der chinesischen Provinz Anhui, 2014. Jianan Yu / Reuters

Mit seinen Rekordtemperaturen, tödlichen Überschwemmungen und tobenden Waldbränden – die allein in Kanada so viele [Bäume zerstört haben, wie in ganz Deutschland](#) stehen – hat sich dieser Sommer wie eine letzte Warnung angefühlt: Ohne umgehende und drastische Massnahmen entwickelt sich die gegenwärtige Klimakrise zu einer irreversiblen Klimakatastrophe.

Daher könnten einige zu glauben versucht sein, wir könnten auf diese Bedrohung jetzt nur noch schnell und wirksam genug reagieren, wenn wir die staatlichen Befugnisse verstärken – oder gar ein autoritäres System einführen. Aber die Ansicht, ökologisch gesinnte Autokraten könnten das Klima besser schützen als demokratische Politiker, ist eine gefährliche Phantasie.

Zweifel an der Fähigkeit der Demokratien, schnell und effizient zu handeln, sind nicht neu: Regierungssysteme, die (theoretisch, wenn auch nicht immer faktisch) allen Bürgern eine Beteiligung ermöglichen, sind unvollkommen und langsam. Mehrheitlich unterstützte Massnahmen können häufig von einflussreichen Akteuren blockiert werden.

So ist die – lange eher zurückhaltend geäusserte – Ansicht, die irrationalen Massen hätten zu viel Macht, spätestens im Zeitalter von Donald Trump völlig salonfähig geworden. Beispielsweise neigen die Wähler dazu, Politiker für präventive Massnahmen zur Katastrophenabwehr [zu bestrafen](#). Stellen sich die Politiker hingegen während eines Desasters als Helden dar, werden sie dafür belohnt – obwohl Hilfsmassnahmen viel teurer sind als solche zur Vorbeugung.

Der Schaden der Langsamkeit

Zusätzlich kann man argumentieren, viele der Vorteile einer Demokratie seien in der Klimakrise nicht sehr hilfreich. Demokratien sind stolz auf die Tatsache, dass dort jede Entscheidung noch einmal revidiert werden kann – dass Massnahmen aktualisiert und verbessert werden können und dass die Verlierer einer Wahl die nächste gewinnen können (und damit gute Gründe haben, das demokratische Spiel weiter mitzuspielen).

Aber klimapolitische Massnahmen haben erhebliche, irreversible Folgen, also selbst wenn schlechte Entscheidungen – wie die, zu wenig zu tun – später geändert werden, ist bis dahin bereits ein schwerer Schaden entstanden.

Es gibt auch noch direktere Kritik: Der demokratische Prozess beruht auf Kompromissen, die sich aber häufig als faul erweisen – insbesondere in Mehrparteiensystemen, da dort zu viele unterschiedliche politische Akteure berücksichtigt werden wollen. Ein Beispiel dafür scheint die derzeitige [deutsche Regierungskoalition](#) zu sein. Eine solche Verwässerung zu korrigieren, kostet Zeit, die Demokratien unter normalen Umständen vielleicht haben, aber sicherlich nicht, wenn der Planet praktisch täglich heisser und unbewohnbarer wird.

Ein weiteres wichtiges Problem ist, dass die **Geschäftsinteressen** dominieren. Bekämpft man den Klimawandel, werden dadurch unweigerlich die Interessen zumindest einiger Kapitalisten verletzt, und so könnten diese versuchen, zu verhindern, dass rechtzeitig – oder [überhaupt](#) – die nötigen Schritte unternommen werden.

Scheinlösung Diktatur

Da die Klimakrise massiv eskaliert, werden nun die Rufe nach autoritärer Entscheidungsfindung immer lauter. Einige setzen sich für einen stärker technokratisch orientierten Ansatz ein, für den **China als leuchtendes Beispiel** dienen soll. **(Die Ironie, dass China der weltweit grösste [Emittent von Treibhausgasen ist](#), scheint ihnen dabei zu entgehen.)** Andere – insbesondere **der schwedische Denker Andreas Malm** – **stellen sich eine neue Form von Leninismus oder Kriegskommunismus vor.**

Diese Ideen werfen natürlich Fragen auf, die ihre Fürsprecher nie wirklich beantworten.

Angenommen, die Macht zum Kampf gegen den Klimawandel wird in der Hand eines Staates ohne Beteiligung seiner Bürger konzentriert: Wie kann dann verhindert werden, dass diese Macht missbraucht wird? Warum sollte ein autoritäres Regime, das den Menschen gegenüber nicht verantwortlich ist, den Klimawandel überhaupt bekämpfen?

Autoritäre Regime sind für ihre Korruption bekannt. Also ist die Annahme, ein solches System sei frei von «Partikularinteressen» und werde von neutralen, rationalen Technokraten regiert, nicht plausibel. **Tatsächlich würde eine Wende hin zu autoritärer Entscheidungsfindung den Klimaschutz nicht stärken, sondern die Katastrophe wahrscheinlich noch verschlimmern.**

(Klima-)Forschung braucht freie Rede

Eine autoritäre Klimapolitik könnte auch auf indirektere Art nach hinten losgehen: In einer politischen Landschaft, in der ein gewisser Grad von Freiheit herrscht, gibt es unweigerlich auch eine Opposition. **Halten die Behörden neue Restriktionen für nötig, um Kritik oder Widerstand zu verhindern, könnten sie leicht auch andere grundlegende Freiheiten einschränken – darunter auch die Freiheit, potenziell transformative Ideen zu finden und auszutauschen.**

Stellen wir uns vor, eine Gruppe von Klimawissenschaftlern hält die Politik eines Klimadiktators für ungenügend und versucht, andere zu mobilisieren, um strengere Massnahmen zu fordern. **Dann würde der Diktator «Ordnung» schaffen wollen und die akademische Freiheit und die Versammlungsfreiheit einschränken.**

Natürlich bedeutet all dies nicht, dass sich demokratische Systeme besonders gut zum Klimaschutz eignen. Stattdessen könnte man schlussfolgern, dass es überhaupt keine guten politischen Instrumente gebe. Aber damit übersieht man einen wichtigen Punkt: Die Hindernisse für einen effektiven Kampf gegen den Klimawandel sind in den heutigen Demokratien nicht zwingend enthalten. Im Gegenteil, sie sind mit demokratischen Idealen unvereinbar, und in einer gut funktionierenden Demokratie sollten sie beseitigt werden.

Sogar ohne die dringende Notwendigkeit, Mittel gegen die Klimakrise zu finden, hätten die Bürger gute Gründe dafür, Veränderungen zu fordern. Die Schlussfolgerung liegt auf der Hand: Wenn wir den Klimawandel nicht ernsthaft bekämpfen, werden wir auch die Demokratie nicht retten; und wenn wir die demokratischen Ideale nicht ernst nehmen, werden wir auch das Klima nicht retten.

Jan-Werner Müller ist Professor für Politik an der Princeton University. – Aus dem Englischen von Harald Eckhoff. Copyright: Project Syndicate, 2023.

20 octobre 2023 (FAZ)

[Wie die Hamas den Hass zum Weltbild macht \(faz.net\)](https://www.faz.net)

HAMAS-TERROR:

Sie machen den Hass zum Weltbild

VON JEFFREY HERF

-AKTUALISIERT AM 20.10.2023-08:51



Grüne Fahnen über Gaza: Die Hamas, ein Akronym für „Islamische Widerstandsbewegung“, wurde 1987 als Zweig der Muslimbruderschaft gegründet. Bild: Ashraf Amra/Laif

Der genozidale Judenhasse der Hamas erklärt sich aus der Geschichte des islamistischen Antisemitismus. Wer die Verschwörungsparanoia der Terrororganisation begreifen will, muss nur die Gründungscharta lesen. Ein Gastbeitrag.

Der terroristische Überfall der Hamas auf Israel am 7. Oktober 2023 ist das schlimmste Massaker an jüdischen Zivilisten seit dem Holocaust. Die Brutalität des Verbrechens mag viele Beobachter schockiert haben, diejenigen aber, die mit der Ideologie der Täter vertraut sind, dürften kaum überrascht gewesen sein. **Dieser jüngste Gewaltausbruch ist das logische Resultat des Judenhasses, den die Hamas seit 1988 unverhohlen predigt, und eines islamischen Antisemitismus, der im frühen zwanzigsten Jahrhundert aufkam und den Palästina-Krieg 1948 anfachte.** Die Ideologie der Hamas-Führung ist das Produkt der verhängnisvollen Fusion von Nationalsozialismus und Islamismus in den Dreißiger- und Vierzigerjahren. Die Hamas hat die Legitimität eines jüdischen Staates – wie jeder politischen Ordnung, die nicht explizit islamistisch ist – auf dem Gebiet des vormaligen britischen Mandatsgebiets Palästina nie anerkannt.

Der Angriff vom 7. Oktober erinnert an frühere Terroraktionen, deren Ziel es war, diplomatische Bemühungen um eine friedliche Beilegung des alten Konflikts zu sabotieren. Aber die jüngste Operation – die Ermordung jugendlicher Besucher eines Ravefestivals, die Hinrichtung ganzer Familien in ihren Häusern, die Verschleppung von Geiseln – **zeigt in ihrer Brutalität, wie sehr Judenhasse die Köpfe der Terroristen vernebelt.** Kurzfristige politische Überlegungen mögen den Zeitpunkt einzelner Angriffe erklären, **doch der genozidale Rassismus, der den langfristigen Zielen der Hamas zugrunde liegt, ist nur aus der Geschichte des islamistischen Antisemitismus heraus zu verstehen.**

Es ist Aufgabe des Kulturhistorikers, die ideologischen Leidenschaften von Islamisten in Erinnerung zu rufen. **Die Hamas betrachtet Judenhasse als Tugend und hat in ihren Kriegen gegen Israel wiederholt Ideologie und Politik vereint.** Im Laufe mehrerer Jahrzehnte hat das Middle East Media Research Institute (MEMRI) ein umfangreiches Archiv von Artikeln, Fernseh- und Radiosendungen sowie Internetkommentaren zusammengetragen, das reichlich Anschauungsmaterial für den Judenhasse der Hamas bietet. Auch das von Daniel Pipes geleitete Middle East Forum beschäftigt sich seit Jahren mit der Hamas. **Die Quellen sind zwar jedem zugänglich, der über einen Internetanschluss verfügt, aber**

die Bereitschaft, die Äußerungen von Hamas-Vertretern aufmerksam zur Kenntnis zu nehmen, ist in liberalen und linken Medien gering.

Die Gründungscharta: Antisemitismus und Verschwörungsparanoia

Die Hamas (Akronym für Islamische Widerstandsbewegung) wurde im Dezember 1987 als palästinensischer Zweig der Muslimbruderschaft gegründet. **Die 1988 proklamierte Charta bringt die Grundüberzeugungen der Organisation klar zum Ausdruck.** Im August 2014 schrieb ich in der Zeitschrift „The American Interest“, dass **die Hamas, wie alle Vertreter einer islamistischen Politik, die fragwürdige These der PLO verworfen habe, Antizionismus sei nicht identisch mit Judenhass.** Sie erklärte vielmehr: **„Unser Kampf gegen die Juden ist sehr groß und ernst“ – also Endziel, nicht bloß Taktik.** Für die Hamas ist dieser Kampf groß und ernst, weil er religiöser Natur ist. Die Charta ist ein manichäisches Dokument. Unterschieden wird zwischen echter und falscher, gerechter und ungerechter Politik. Im Namen des Islams, der zu Unrecht aus dem öffentlichen Leben verbannt worden sei, werde man die Welt neu ordnen. **Und das Motto der Organisation lautet: „Gott ist ihr Ziel, der Prophet ihr Vorbild, der Koran ihre Verfassung, der Dschihad ihr Weg und der Tod für Gott ihr größter Wunsch.“**



Der Anstifter: Mufti Amin al-Husseini :Bild: Picture Alliance

Wer den Antisemitismus der Hamas und ihre Verschwörungsparanoia begreifen will, kommt an ihrer Charta nicht vorbei.

In Artikel 22 heißt es:

„Die Feinde haben alles, was sie bisher erreicht haben, in langfristiger, minutiöser Planung vorbereitet. Dabei haben sie die Faktoren berücksichtigt, die den Lauf der Dinge beeinflussen. Sie haben gewaltige materielle Reichtümer angehäuft und zur Verwirklichung ihrer Träume verwendet. Mit ihrem Geld brachten sie weltweit die Medien unter ihre Kontrolle – Nachrichtenagenturen, Zeitungen, Verlage, Rundfunkanstalten und anderes mehr.

Mit ihrem Geld haben sie Revolutionen in verschiedenen Teilen der Welt angestiftet, um ihre Interessen durchzusetzen und die Früchte zu ernten. Sie standen hinter der Französischen Revolution, der Kommunistischen Revolution und den meisten anderen Revolutionen, von denen wir hier und da gehört haben. Mit ihrem Geld haben sie in vielen Teilen der Welt geheime Organisationen wie etwa Freimaurer, Rotarier, Lions Clubs, die Söhne des Bundes und andere gegründet, um Gesellschaften zu sabotieren und zionistische Interessen durchzusetzen. **Es sind allesamt zerstörerische Spionageorganisationen.** Mit ihrem Geld konnten sie imperialistische Staaten kontrollieren und dazu bringen, viele Länder zu unterwerfen, um dort Bodenschätze auszubeuten und Verderbtheit zu verbreiten.

Was lokale und Weltkriege betrifft, so kann man mit Fug und Recht sagen: Die Feinde standen hinter dem Ersten Weltkrieg, in dessen Verlauf sie das Ende des Islamischen Kalifats (Osmanisches Reich) herbeiführten, materiellen Gewinn machten und viele Bodenschätze kontrollierten. Sie erlangten die Balfour-Erklärung und errichteten den Völkerbund, um die Welt mittels dieser Organisation zu beherrschen. **Sie standen auch hinter dem Zweiten Weltkrieg, der ihnen dank Waffengeschäften ungeheure finanzielle Gewinne verschaffte, und sie bereiteten den Weg für die Errichtung ihres Staates. Sie regten die Gründung der Vereinten Nationen und des Sicherheitsrats als Nachfolger des Völkerbunds an, um auf diese Weise die Welt beherrschen zu können. Wo immer auf der Welt Krieg geführt wird, haben sie die Finger im Spiel.“**

Kollaboration mit dem NS-Regime

Während des Zweiten Weltkriegs war Hadsch Amin al-Husseini, Mufti von Jerusalem, NS-Sympathisant und Kollaborateur, oberster Führer der palästinensischen Araber. Er traf im November 1941 mit Hitler zusammen, kooperierte mit dem deutschen Geheimdienst und wirkte maßgeblich bei der Aufstellung einer muslimischen SS-Division in Jugoslawien mit. Die Araber, versicherte er Außenminister Joachim von Ribbentrop, seien „die natürlichen Freunde Deutschlands, weil sie die gleichen Feinde hätten wie Deutschland – die Engländer, die Juden und die Kommunisten“. Der Krieg sei vom Weltjudentum entfesselt worden, das die Vereinigten Staaten und die Sowjetunion kontrolliere.

In meinem Buch „**Nazi Propaganda for the Arab World**“ (2009) habe ich die Allianz von Nationalsozialisten und Islamisten zwischen 1941 und 1945 untersucht. **Der deutsche Historiker und Politikwissenschaftler Matthias Küntzel** hat in „**Djihad und Juden Hass. Über den neuen antijüdischen Krieg**“ (2002) und in „**Nazis und der Nahe Osten. Wie der islamische Antisemitismus entstand**“ (2019) die Geschichte des islamischen Antisemitismus vor und während des Holocausts und seine blutige Erbschaft im Nahen Osten untersucht. Ich habe über Küntzels Erkenntnisse 2022 in der Zeitschrift „Tablet“ geschrieben, dass die Zusammenarbeit palästinensischer Nationalisten mit den Nazis seinerzeit bekannt gewesen sei und weltweit eine Quelle von Irritation.

Linke amerikanische Politiker wie Senator Robert F. Wagner und der Abgeordnete Emanuel Celler, die Herausgeber der Zeitschrift „The Nation“, die linken Tageszeitungen „PM“ und „New York Post“, die führenden Repräsentanten des American Zionist Emergency Council, aber auch Simon Wiesenthal in Wien machten deutsche Dokumente publik, aus denen die Begeisterung Amin al-Husseinis für die Nationalsozialisten und sein tiefer Hass auf den Judentum, die Juden und das zionistische Projekt zweifelsfrei hervorging. **Großbritannien, Frankreich und die Vereinigten Staaten sahen sich unter Druck, al-Husseini wegen Kriegsverbrechen anzuklagen, aber die drei Regierungen lehnten es mit Blick auf arabische Empfindlichkeiten ab, einen Prozess anzustrengen, der seine politische Karriere hätte beenden können.**

Die religiöse Wurzel des Konflikts

Im Juni 1946 konnte al-Husseini aus französischem Hausarrest entkommen und **wurde in Kairo vom Gründer der Muslimbruderschaft, Hassan al-Banna, begeistert empfangen:** „Die Niederlage von Hitler und Mussolini hat dich nicht entmutigt. Du bist nicht ergraut, du bist voller Leben und Kampfesgeist. Was für ein Held, was für ein Mann. Wir wollen wissen, was die arabische Jugend, die Minister, die Reichen und die Fürsten von Palästina, Syrien, Irak, Tunis, Marokko und Tripolitanien tun werden, um sich dieses Helden als würdig zu erweisen. **Jawohl, dieser Held, der mit Hitlers und Deutschlands Hilfe ein Imperium herausforderte und gegen den Zionismus kämpfte. Deutschland und Hitler sind nicht mehr, doch Amin al-Husseini wird den Kampf fortführen.“**

Als Vorsitzender des Arabischen Hohen Komitees in Palästina lehnte al-Husseini den UN-Teilungsplan für das Mandatsgebiet Palästina ab. Sein Ziel war eine Islamisierung der nationalistischen Bewegung. Vierzig Jahre später entfachte die Hamas den islamisch grundierten Judentum von al-Banna und al-

Husseini zu neuem Leben. Von der Muslimbruderschaft in Ägypten und Gaza bis zur Islamischen Republik Iran erklärten Islamisten, dass es den säkularen Nationalisten und Linken in der PLO und in den arabischen Staaten nicht gelungen sei, Israel in den Kriegen von 1967 und 1973 zu vernichten. Problematischer erschien ihnen, dass **das Abkommen von Camp David des Jahres 1978** immerhin eine gewisse Hoffnung auf eine Kompromisslösung bot. Aus ihrer Sicht war der religiöse Fundamentalismus die Grundlage ihrer Ablehnung jedweder Kompromisse mit Israel, weil damit sichergestellt werde, dass der säkulare Konflikt um Land und Grenzen auch ein Religionskrieg und daher jede Verhandlungslösung ausgeschlossen sei.

Meir Litvak, Direktor des Department of Middle Eastern and African Studies an der Universität Tel Aviv, hat zahlreiche **Aufsätze über die Islamisierung des arabisch-israelischen Konflikts** unter besonderer Berücksichtigung von arabisch- und persischsprachigen Quellen veröffentlicht. In seinem Artikel „**The Antisemitism of Hamas**“, 2005 im „**Palestine-Israel Journal**“ erschienen, schreibt er: **„Hamas betont den islamischen Charakter der palästinensischen Sache. Folglich wird der Kampf als unüberbrückbare Dichotomie zwischen zwei Absoluten ausgegeben – als Religions- und Glaubenskrieg zwischen Islam und Judentum, zwischen Muslimen und Juden und nicht als Kampf zwischen Palästinensern und Israelis oder Zionisten. Es ist ein historischer, religiöser, kultureller und existenzieller Konflikt zwischen der wahren Religion (Islam), die alle älteren Religionen aufhebt, und der aufgehobenen Religion (Judaismus).“**

Litvak interpretiert, genau wie Küntzel, die Ideologie und die Aktionen der Hamas als Religionskrieg und daher als absolutistisches Überbleibsel eines vormodernen Politikverständnisses, in dem für die Kompromisse der politischen und kulturellen Moderne kein Platz ist. Und Paul Berman weist in „**Terror and Liberalism**“ (2003) und „**The Flight of the Intellectuals**“ (2010) auf die totalitäre Ideologie hin, die dem Terroranschlag vom 11. September und der Zweiten Intifada zugrunde lag. **Diese wissenschaftlichen Arbeiten stehen in einer liberalen Tradition, werden aber oft ignoriert von denjenigen, die sich nur ungern mit dem Charakter islamistischer Dogmen und Politik befassen wollen. Liberale und fortschrittliche Medien erklären den palästinensischen Terror lieber als Instrument postkolonialen Denkens und eines antiimperialistischen Widerstands und machen so aus einer reaktionär-rechtsextremen Ideologie eine Ideologie linker Revolutionäre.**

Derlei Verzerrungen bewirken, dass in der breiten Öffentlichkeit ein falsches Bild vom Nahen Osten entsteht. Der Massenmord vom 7. Oktober ist das jüngste Kapitel im langen Krieg der Islamisten gegen Juden, Israel und die Werte der westlichen Demokratien und ihre Institutionen. Es ist wichtig, dass Intellektuelle, Journalisten, Politiker, Experten und staatliche Repräsentanten deutlich auf den Zusammenhang zwischen der antisemitischen Ideologie der Hamas und ihrer barbarischen Praxis hinweisen. Wir müssen die Äußerungen ihrer Führer, Kleriker und Kader zur Kenntnis nehmen, wenn wir begreifen wollen, warum ihre Mordkommandos dieses brutale Massaker in Israel verübt haben.

Jeffrey Herf ist emeritierter Professor für Geschichte an der University of Maryland. Zuletzt veröffentlichte er „Israel's Moment: International Support for and Opposition to Establishing the Jewish State, 1945–1949 (Cambridge University Press 2022).

*Aus dem Englischen von **Matthias Fienbork**.*

20 octobre 2023 (FAZ)

[Antisemitismus in Deutschland: Ergebnis linker Willkommenskultur \(faz.net\)](https://www.faz.net)

JUDENFEINDLICHKEIT:

Importierter Antisemitismus

EIN KOMMENTAR VON [JASPER VON ALTENBOCKUM](#)

-AKTUALISIERT AM 20.10.2023-06:55



Ausschreitungen am 19. Oktober während einer pro-palästinensischen Demonstration in Berlin-Neukölln. Bild: dpa

Gibt es eine Leitkultur der Erinnerung? Es ist deutsche Selbstüberschätzung zu glauben, dass Einwanderer nicht mehr antisemitisch denken und handeln, weil die deutsche Geschichtspolitik läuternd wirken würde.

Ist es tatsächlich eine „neue Dimension“ der Judenfeindlichkeit, die Deutschland erlebt, wie die Grünen-Politikerin [Lamya Kaddor](#) sagt? Oder ist es nicht vielmehr eine Dimension, die seit Langem bekannt ist, die aber den deutschen Staat und seine Gesellschaft so sehr in Verlegenheit bringt, dass sie immer wieder als neu bezeichnet wird? Denn sonst müsste man sich eingestehen, dass bei aller Empörung und bei allem Entsetzen über antisemitische Ausschreitungen wie jetzt nach dem Brandanschlag auf eine jüdische Synagoge in Berlin alles beim Alten bleibt. Wird sich jetzt etwas ändern?

Es ist kein gutes Zeichen, dass Islamverbände erst tagelang dazu aufgerufen werden müssen, zum Hamas-Massaker in [Israel](#) eindeutig Stellung zu beziehen. Was dabei herausgekommen ist, spricht für sich selbst. Milli Görüs rechtfertigte sich damit, dass der Verband den Terror in Israel „zunächst nicht richtig einordnen“ konnte. Die türkische Ditib beschwert sich gar, dass sie „erst zu einer richtigen Positionierung ermahnt werden“ musste. Der Zentralrat der Muslime verurteilte die „Instrumentalisierung“ des palästinensischen Befreiungskampfs durch Terroristen, lenkte den Blick aber sogleich auf die „zutiefst verstörende“ Politik Israels.

Was will man von solchen Verbänden, den wichtigsten Ansprechpartnern in Deutschland für die Meinungsbildung unter Muslimen, halten? Es hat Anläufe gegeben, ihnen ihre Rolle als „zivilgesellschaftliche“ Integratoren begreiflich zu machen, der wohl wichtigste waren die Islamkonferenzen. Was Israel angeht, beißt die deutsche Politik aber auf Granit, und es ist fast schon ein Trost, dass die zahlreichen [Islamverbände](#) selbst zusammengenommen nur einen Bruchteil der in Deutschland lebenden Muslime vertreten.



Eine Teilnehmerin einer Pro-Palästina-Demonstration in Frankfurt wird von der Polizei weggetragen. :Bild: dpa

Einwanderung in die deutsche Erinnerungskultur

Was will man von ihnen aber auch erwarten? Glaubt man deutschen Politikern bis hinauf zum Bundespräsidenten, ist jede Einwanderung nach Deutschland auch mit der Pflicht verbunden, in die deutsche Erinnerungskultur einzuwandern. Das müsste bedeuten, dass Einwanderer aus muslimischen Ländern dem dort zum Teil tiefsitzenden Hass auf Juden und den Staat Israel beim Grenzübertritt abschwören, die israelfeindlichen Brücken in ihre Heimatkultur abbrechen und ihren Kindern das Gegenteil dessen beibringen, was ihnen selbst beigebracht wurde. Wenn **Leitkultur** durchzusetzen oder auch nur zu kommunizieren schon schwierig genug ist, warum sollte sie in diesem Fall so selbstverständlich sein? Es ist deutsche Selbstüberschätzung, das zu verlangen und an die reinigende Kraft deutscher Geschichtspolitik zu glauben. Islamverbände und Moscheevereine sind der beste Beweis dafür, dass es eine Illusion ist, importierter Antisemitismus lasse sich so bekämpfen wie der hausgemachte.

Zum Kampf gegen den hausgemachten gehört zudem, dass der importierte Antisemitismus gerne relativiert wird. Auch jetzt heißt es wieder, mit der Empörung über den Antisemitismus, der ins Land einwandere, dürfe nicht vom „eigenen“ Antisemitismus abgelenkt werden. Aber wer will das? Und ist es nicht eher umgekehrt? Deutsche Politiker und deutsche Behörden sind bis heute nicht einmal in der Lage, die beiden Spielarten auseinanderzuhalten. Die Davidsterne, die jetzt an die Haustüren jüdischer Bürger geschmiert wurden, landen in der Statistik im Zweifel im Kapitel über Rechtsextremismus. Migrantische, „antikolonialistische“, linksradikale Hintergründe von Antisemitismus ließen sich auf dem Weg dieser statistischen Vertuschung über Jahrzehnte verharmlosen. Im Falle der Palästinenser ist das leicht zu erklären: Deren Befreiungskampf gehört seit jeher zur westdeutschen (linken) Willkommenskultur.

Verhindern ließ sich dadurch auch eine Debatte darüber, was denn sinnvollerweise zu tun sei. **Annalena Baerbock** versicherte, die „ganze Kraft des Staates“ werde sich jetzt gegen Hamas-freundlichen Antisemitismus richten. Schon kommen aber die üblichen, berechtigten Einwände: Ausweisungen ja – aber wohin? Verbote ja – aber wie wirkungsvoll sind sie? Strafen ja – aber wie oft werden sie tatsächlich verhängt? Es bleiben oft nur Appelle an Sozialarbeit und Antirassismus-Training oder Leerformeln wie „Nie wieder ist jetzt“. Die ganze Kraft, das sind die ohnehin überlasteten Schultern der Lehrkräfte an deutschen Schulen, die im Kampf gegen nahöstlichen Antisemitismus eine Sisyphosarbeit zu leisten haben.

Wenn tatsächlich die ganze Kraft des Staates gemeint wäre, dann müsste Deutschland die Kraft haben, seine **Migrationspolitik** umzustellen. Einwanderung von Antisemitismus lässt sich nur verhindern, indem er nicht einwandern darf. Die deutsche Politik spielt aber ausgerechnet hier das eine Grundrecht, das auf Asyl, gegen andere aus. **Die Lösung wären Kontingente. Davon ist aber Deutschland, ist Europa weit entfernt. Nur das aber, ein vertretbares Maß an Einwanderung aus muslimischen Ländern, wäre eine neue Dimension.**

20 octobre 2023 (FAZ)

[Abtreibungsdebatte: Kein Gott, nirgends \(faz.net\)](#)

ABTREIBUNGSDEBATTE:

Kein Gott, nirgends

EIN KOMMENTAR VON [DANIEL DECKERS](#)

-AKTUALISIERT AM 20.10.2023-08:48



Eine Frau hält einen positiven Schwangerschaftstest in den Händen (Symbolbild) Bild: dpa

Die Stellungnahmen von EKD und Diakonie für eine Legalisierung der Abtreibung bis zur 22. Woche sind frei vom Anspruch einer an theologisch-ethische Diskurse anknüpfenden Pragmatik. Nicht einmal das Wort Gott braucht es noch.

Die Erinnerung ist noch wach an die Zeit, als der EKD-Ratsvorsitzende [Wolfgang Huber](#) die Stellung der Kirchen in Staat und Gesellschaft auf die Formel brachte, die Kirchen wollten nicht Politik machen, wohl aber Politik möglich machen. Diesem Anspruch haben sich beide Kirchen lange Zeit auf je ihre, mitunter allzu konfessionell-pfadabhängige Weise gestellt. Doch auch in dieser Hinsicht scheint es mit dem christlich geprägten Zeitalter zu Ende zu gehen.

Dass sich die Repräsentanten der verfassten katholischen Kirche über dem Umgang mit sexueller Gewalt als Anwälte des Lebensschutzes selbst diskreditiert haben, ist wohl nicht mehr zu ändern. Die Stellungnahmen von [EKD](#) und Diakonie zugunsten einer Legalisierung der Abtreibung bis zur 22. Woche sind dagegen vollkommen frei vom Anspruch einer originären, an religiöse Überzeugungen und theologisch-ethische Diskurse anknüpfenden Pragmatik.

Nicht einmal das Wort Gott braucht es noch. Stattdessen werden die Judikatur des Bundesverfassungsgerichts und die entsprechenden Strafrechtsnormen als Ergebnis einer „unausgesprochenen religiösen Setzung“ delegitimiert. Dass [Kirche](#) sich selbst abschafft, muss man ihr zubilligen. Doch sollte sie bedenken, dass sie mit ihren polarisierend-einseitigen Stellungnahmen auch eine auf Ausgleich und Kompromiss angelegte Politik immer schwerer macht.

20 octobre 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/19/explosion-a-l-hopital-al-ahli-a-gaza-ce-que-montre-l-analyse-detaillee-des-images_6195448_3210.html

Explosion à l'hôpital Al-Ahli à Gaza : ce que montre l'analyse détaillée des images

Par [Liselotte Mas](#), [Thomas Eydoux](#), [Cellule Enquête vidéo](#), [Elisa Bellanger](#) (Motion design) et [Marceau Bretonnier](#) (Motion design) Publié hier à 17h53, modifié à 09h16

Enquête vidéo Deux jours après les faits, Hamas et armée israélienne continuent de se renvoyer la responsabilité du drame. Les images authentifiées et analysées par « Le Monde » permettent de mieux comprendre ce qu'il s'est passé.

Mardi 17 octobre à Gaza, comme tous les jours depuis le début de la guerre entre le Hamas et Israël, la chaîne de télévision Al-Jazira filme les toits de Gaza en direct. A l'écran, le bandeau indique qu'il est 18 h 59, lorsqu'une lueur s'élève dans le ciel, puis disparaît dans un flash. Huit secondes plus tard, un nouveau flash est visible, au sol cette fois-ci : une explosion retentit à l'hôpital Al-Ahli, à Gaza.

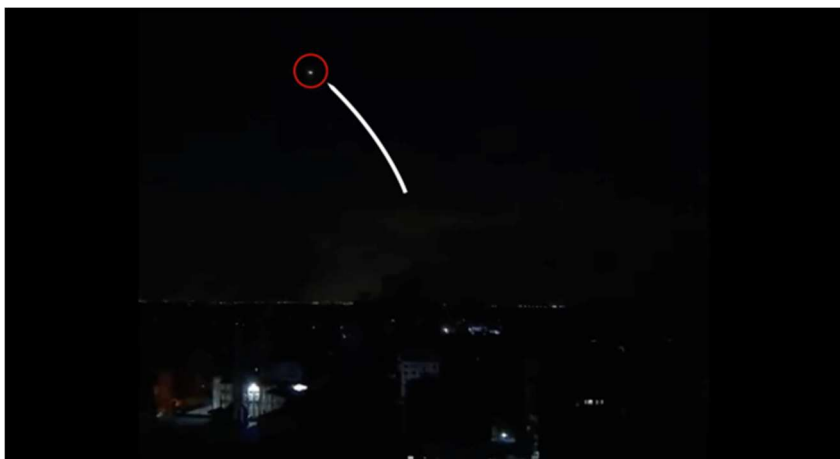
Voir la vidéo

Rapidement, le Hamas accuse les forces israéliennes d'avoir bombardé l'hôpital. « *Ce ne sont pas des frappes israéliennes qui ont touché l'hôpital* », dément Daniel Hagari, le porte-parole de Tsahal. Israël accuse au contraire une roquette palestinienne d'être à l'origine du drame.

Le Monde a authentifié et analysé une dizaine de photos et de vidéos du drame. Si ces images ne permettent pas de s'assurer de l'origine de l'explosion, elles apportent de nombreux éléments de contexte : comme la trajectoire probable du projectile, la présence de roquettes tirées de Gaza dans les instants qui précèdent l'explosion et les caractéristiques des dégâts.

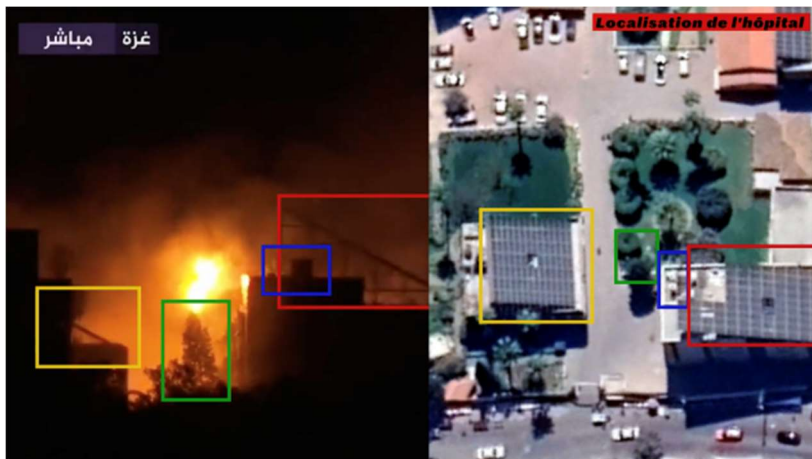
Le projectile suit une trajectoire allant du sud vers le nord

Située à 1,4 kilomètre au nord-ouest de l'hôpital, en plein cœur de Gaza, la caméra d'Al-Jazira capte tout ce qui se passe à l'est de la ville. [Sur les images](#), on voit un projectile avancer de la droite vers la gauche de l'écran. Il monte en cloche, puis explose dans le ciel. Les images ne permettent pas de suivre, ensuite, de trajectoires de débris potentiels vers le sol.



Sur les images, on voit un projectile avancer de la droite vers la gauche de l'écran. Il monte en cloche, puis explose dans le ciel.

La caméra dézoome et fait un mouvement vers le bas. Cinq secondes après la première explosion, une autre survient au sol. Puis trois secondes plus tard, une troisième, bien plus importante. Nous avons pu confirmer que cette dernière se produit dans l'enceinte de l'hôpital Al-Ahli, reconnaissable à plusieurs bâtiments. La chaîne de télévision précise qu'il est alors 18 h 59, heure locale.



« Le Monde » a pu confirmer que cette explosion se produit dans l'enceinte de l'hôpital Al-Ahli, reconnaissable à plusieurs bâtiments.

Des images montrent une salve de roquettes avant l'explosion

Voir la vidéo

La chaîne israélienne N12 affirme également avoir obtenu des images du moment où l'hôpital est touché par une explosion, prises par une caméra de surveillance à Netivot, en Israël, à 10 km de la frontière. *Le Monde* a pu déterminer précisément la position de la caméra, à l'extrémité nord-est de la ville. De là, elle enregistre tout ce qu'il se passe côté Gaza, à l'ouest.

On voit une série de lueurs qui s'élèvent dans le ciel, en réalité une salve de projectiles, et se dirigent vers la droite de l'écran. L'une d'entre elles plonge subitement vers le sol. L'heure indique 18 h 59 et 20 secondes, comme celle d'Al-Jazira. En croisant les champs des deux caméras, il est possible d'affirmer qu'ils suivent une trajectoire allant du sud vers le nord.



Trois vidéos authentifiées et analysées par « Le Monde » permettent de documenter l'explosion de 17 octobre à l'hôpital Al-Ahli. ELISA BELLANGER/« LE MONDE »

Une troisième caméra, située sur la frontière nord de la bande de Gaza, a également filmé la scène. Diffusée par le journaliste [Emanuel Fabian sur X](#), elle montre à la droite de l'image des projectiles qui s'élancent dans le ciel. A la 19^e seconde, une explosion au sol est visible à l'écran, sans qu'on puisse distinctement voir ce qui l'a provoquée.

Voir la vidéo

Le Monde a pu confirmer que ces images ont été prises à Netiv Haasara, un village israélien situé au nord de la bande de Gaza. La caméra est située entre le village et la frontière, à un peu moins de 10 kilomètres de l'hôpital Al-Ahli. Le journaliste israélien publie peu de temps après des éléments donnant l'heure précise à laquelle l'explosion a été enregistrée : 18 h 59 et 20 secondes. Le même horaire à la seconde près que celui de la vidéosurveillance de Netivot.

La forme du rayonnement lumineux issu de l'explosion et sa durée correspondent aux deux vidéos précédentes. Comme elles, cette caméra ne montre pas de traces de bombardement aérien, ni ne permet de distinguer de projectile terminer sa course sur l'hôpital. Les images montrent toutefois que dans la minute qui précède l'explosion, des projectiles sont tirés de Gaza en direction d'Israël, vers le nord.

L'impact dans l'enceinte de l'hôpital

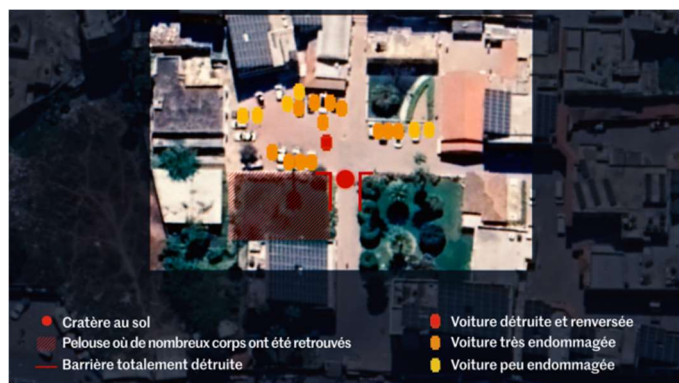
Voir la vidéo

Le lendemain, mercredi 18 octobre, des photos et [vidéos](#) montrent les conséquences de l'explosion. Sur le parking de l'hôpital, plus d'une dizaine de voitures sont calcinées, dont quelques-unes presque entièrement détruites. De nombreux vêtements, sacs et affaires personnelles sont visibles sur une partie de la pelouse. Surtout, un cratère de moins de 1 mètre de diamètre est creusé dans le sol.



Une taille qui correspond à une faible charge explosive ou à un choc cinétique important, mais pas à un bombardement aérien israélien classique. [Pour Justin Bronk](#), analyste militaire et chercheur spécialisé en aéronautique au Royal United Services Institute, un centre de réflexion britannique sur les questions de défense, cela ne correspond en tout cas pas « *aux bombes standard de la série JDAM/Mk80 de l'armée de l'air israélienne* »

Un bilan humain difficile à confirmer



Mercredi 18 octobre, des photos et vidéos montrent les conséquences de l'explosion du 17. Un cratère de moins d'un mètre de diamètre est creusé dans le sol.

L'explosion a fait au moins 471 morts, selon le ministère de la santé du Hamas. Impossible, pour le moment, de vérifier cette information de manière indépendante. Israël conteste ce bilan, qu'il considère plus faible, de même que les services de renseignement américains qui évaluent le nombre de victimes entre « 100 et 300 morts ». Une vidéo tournée de nuit et authentifiée par *Le Monde* montre toutefois des corps sur la pelouse de la cour de l'hôpital, vraisemblablement quelques instants après l'explosion. Au moins quinze personnes sans vie sont visibles, dont quatre enfants en bas âge.

A la date du 19 octobre, aucune trace probante du ou des projectiles ayant pu causer cette explosion n'était disponible.

A propos des images de vidéosurveillance

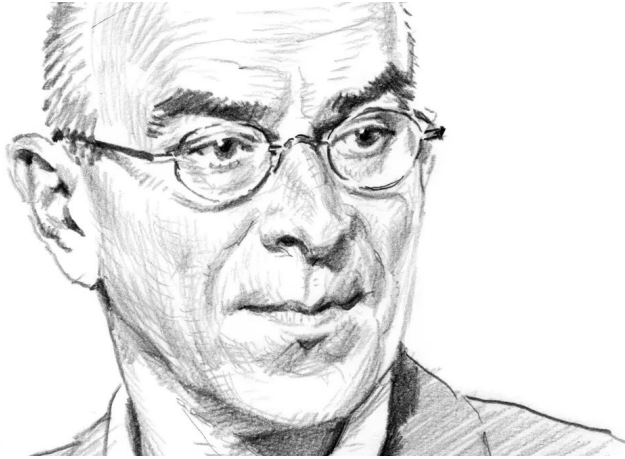
Les deux vidéos de surveillance filmées à Netivot et Netiv Haasara présentent plusieurs similarités qui nous permettent de les inclure dans cette analyse. Les explosions visibles surviennent exactement au même moment, à la seconde près, et sont ressemblantes de par la forme et la durée du rayonnement lumineux qu'elles dégagent. Publiées par deux médias israéliens, elles sont assorties d'un horodatage, 18 h 59 et 20 secondes, que nous n'avons pas pu vérifier indépendamment mais qui correspond au moment de l'explosion dans l'hôpital gazaoui. La taille et durée de l'explosion sont également compatibles avec les images de l'hôpital gazaoui, de même que la position de l'explosion. Ce faisceau d'indices nous permet de penser qu'elles montrent bien le moment de l'explosion sur l'hôpital Al-Ahli.

20 octobre 2023 (Le Figaro)

[Périphrases, néologismes, euphémismes : quand la novlangue des élites évite de nommer les problèmes liés à l'immigration \(lefigaro.fr\)](#)

Périphrases, néologismes, euphémismes : quand la novlangue des élites évite de nommer les problèmes liés à l'immigration

Par [Michel Bernard](#)



Michel Bernard *Fabien Clairefond*

TRIBUNE - L'agent d'entretien du lycée Gambetta d'Arras a déclaré n'avoir fait que «son devoir de Français» en repoussant l'assassin de Dominique Bernard, avant d'être «corrigé» par un journaliste, prétendant qu'il avait dit n'avoir fait que son «devoir de citoyen». L'écrivain Michel Bernard y voit une volonté de travestir la réalité pour la rendre compatible avec un paysage idéologique.

Dernier livre paru : Hiver 1812. Retraite de Russie (Éditions Perrin, 2022).

Christian Berroyer, l'agent d'entretien du lycée Gambetta d'Arras, qui a courageusement tenté de repousser avec une chaise [l'assassin de Dominique Bernard](#), a déclaré sur BFMTV qu'il estimait n'avoir fait que « *son devoir de Français.* » Le journaliste qui présentait le reportage l'a corrigé en prétendant qu'il avait dit n'avoir fait que son « *devoir de citoyen.* »

L'un s'exprimait avec un fort accent picard, l'autre dans ce phrasé caractéristique de la télévision régionale, un ton neutre, mécanique, coupé mal à propos de silences, comme essoufflé. Un agent d'entretien est un homme précis : réparer une fuite d'eau, remettre en place une prise électrique, manier des outils tranchants, des produits toxiques nécessitent un savoir-faire et des gestes de métier où l'à-peu-près, la négligence peuvent avoir des conséquences graves.

En parlant de « *son devoir de Français* », Christian Berroyer avait clairement indiqué qu'il n'avait pas fait face à un délinquant, un malfaiteur ou même un criminel, mais à un ennemi. Le mésusage des mots par ceux dont ils sont l'outil de travail, politiques, fonctionnaires, journalistes, universitaires, a une part importante dans la situation alarmante où se trouve la société française.

Ce mésusage n'est pas le fruit de l'ignorance et de la maladresse, il vise à travestir délibérément, méthodiquement la réalité pour la rendre compatible avec un paysage idéologique. Nul n'ignore plus que les valeurs et les règles des sociétés musulmanes ne sont pas exactement les mêmes que celles des sociétés occidentales et que leurs mœurs sont très différentes. C'est une source de conflits sans fin, d'une gravité croissante. Le nombre a rendu illusoire l'assimilation, l'intégration même, sauf pour les individus, les familles décidées à choisir non seulement la vie en France, mais la vie avec les Français et à se fondre

dans le peuple français. Une grande partie des élites se l'est longtemps dissimulé et, surtout, s'est efforcée de le dissimuler à la population, en masquant les réalités sous un brouillard de mots apparemment savants, à la signification incertaine, insaisissable, floue.

Depuis quarante ans, dans ces quartiers de banlieue, l'action publique a engendré à coups de circulaires, de notes de méthode et de rapports toute une phraséologie qui évite de nommer l'immigration et les problèmes liés à l'immigration.

Michel Bernard

Depuis quarante ans, on nomme « politique de la ville » les efforts financiers et les moyens humains considérables fournis par l'État, les collectivités, les offices publics de HLM pour améliorer les conditions de vie et d'habitat des immigrés, majoritairement musulmans, logés dans les quartiers bâtis dans les années 1950 et 1960 avec des moyens beaucoup plus modestes, pour faire face au boom démographique de l'après-guerre, vider les centres urbains insalubres, accueillir les rapatriés d'Algérie, supprimer les bidonvilles où travailleurs nord-africains et portugais s'entassaient misérablement. Mission accomplie, la politique de regroupement familial a bouleversé les données du logement social. Depuis quarante ans, dans ces quartiers de banlieue, l'action publique a engendré à coups de circulaires, de notes de méthode et de rapports toute une phraséologie qui évite de nommer l'immigration et les problèmes liés à l'immigration. Elle est riche en périphrases, néologismes, généralisations, expressions contournées, alambiquées.

Ce langage souvent abstrait évolue vite. Sa plasticité est infinie, il peut encaisser tous les chocs de la réalité, les démentis de l'événement, puisque sa relation au réel est gazeuse. Il est qualifié de technocratique, en réalité, il provient de l'université et est inspiré par les études et la spéculation sociologiques. Il a ses spécialistes, parfois issus des concours administratifs, du recrutement sur titres, souvent des professionnels du milieu associatif. Le vocabulaire technique des administrateurs, celui des finances publiques et du droit, est certes ingrat, mais il est, lui, adapté à son objet et précis, comme les gestes de l'agent d'entretien quand il change le joint d'un lavabo.

Pendant vingt ans, sous-préfet, ce langage de la « politique de la ville », je l'ai lu, fréquenté, subi, utilisé le moins possible. Avec certains préfets et des camarades, si la confiance était complète, il nous arrivait d'en rire amèrement... « les hommes-ressources », « les femmes-relais », ou l'inverse... les propos doctes de tel ou tel phraseur, des phrases incompréhensibles, des formules grotesques... Les noms des victimes et des auteurs ou suspects sur les télégrammes de police qui tombaient dans le bureau du directeur du cabinet nous empêchaient, même si d'aventure nous l'avions voulu, d'être dupes. J'ai occupé ce poste dans le Val-d'Oise pendant quatre ans.

Quand, après les massacres de *Charlie Hebdo*, du Bataclan et des terrasses des 11^e et 10^e arrondissements, la note sur les projets de « déradicalisation » à faire remonter en urgence nous est parvenue - j'étais en poste à Reims - cela n'a fait sourire personne. Cette fois, nous ne savions plus du tout à quoi, concrètement, cela pouvait correspondre. « Heureusement », les associations, toujours à la recherche de subsides, sont très vite venues proposer diverses actions aussi vagues qu'improvisées, qui leur permettaient de boucler leur budget annuel. Le million réservé à la Marne, si je me souviens bien, fut dépensé conformément aux instructions pressantes du ministre. J'ai quitté le service de l'État avant terme, quelques mois après, pour me consacrer à l'écriture.

Dominique Bernard a été assassiné, mais la discipline qu'il aimait, qu'il servait pour en faire partager les beautés et l'utilité à ses élèves, elle, est tous les jours poignardée par une interminable, une obtuse entreprise de maquillage de la réalité.

Michel Bernard

Dominique Bernard était agrégé des lettres modernes, professeur de français. Lecteur passionné de Julien Gracq, il connaissait le sens des mots, leur valeur, la difficulté et la grandeur de bien nommer les choses, d'exprimer la réalité rugueuse, tenace, têtue du monde. Il n'y a pas de littérature en dehors de cette nécessité : rapprocher les mots des choses, avec eux, faire voir, entendre, sentir le monde. Dire la vérité. Aucun roman, aucun poème ne tient debout, s'il s'écarte ou ne parvient à satisfaire cette exigence.

Dominique Bernard a été assassiné, mais la discipline qu'il aimait, qu'il servait pour en faire partager les beautés et l'utilité à ses élèves, elle, est tous les jours poignardée par une interminable, une obtuse entreprise de maquillage de la réalité. Et c'est la réalité, hideuse mais vraie, qui a tué cet excellent professeur de français.

20 octobre 2023 (Le Figaro)

[Pénalisée par sa dette record, la France à nouveau sur le gril des agences de notation \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Pénalisée par sa dette record, la France à nouveau sur le gril des agences de notation

Par [Anne de Guigné](#)



L'agence de notation attribue actuellement à Paris la note Aa2, l'équivalent d'un 18 sur 20, avec perspective stable. *Mike Segar/REUTERS*

ANALYSE - L'agence Moody's ouvre le bal dès ce vendredi soir. Suivront Fitch la semaine prochaine et S&P début décembre.

Déjà le retour des examens pour la France. Vendredi en fin de journée, Moody's livrera son nouveau verdict sur la solidité de la dette française. L'agence de notation attribue actuellement à Paris la note Aa2, l'équivalent d'un 18 sur 20, avec perspective stable. Le contenu du projet de loi de finances pour 2024 incitera-t-il ses analystes à revoir à la baisse cette évaluation? Personne ne prendrait le risque de se prononcer formellement en amont de la publication.

Le communiqué de Moody's est attendu avec d'autant plus de fébrilité qu'il pourrait donner le ton pour la suite des opérations. Les autres agences rendent en effet à leur tour leur copie dans les prochaines semaines: Fitch le 27 octobre, puis Standard & Poor's (S&P), la plus grande de ces institutions, le 1^{er} décembre. **Ces échéances sont inscrites en capitales dans les agendas à Bercy: une dégradation des notations peut jouer sur l'appréciation des investisseurs internationaux vis-à-vis des obligations souveraines hexagonales.**

Alors que la France s'apprête à lever en 2024 le montant historique de 285 milliards d'euros et que les taux à 10 ans atteignent déjà des plafonds historiques, c'est un sujet explosif pour le gouvernement. Depuis quinze jours, les investisseurs, inquiets de l'orientation des politiques monétaires et de la conjoncture mondiale, sanctionnent déjà tous les titres souverains pour se réfugier sur des actifs de plus court terme. Les rendements des obligations à moyen et long termes ont bondi. Celui de l'OAT française à 10 ans s'est ainsi stabilisé autour de 3,5%, un plus haut depuis la crise financière de 2008.

Scénario fragilisé

Le scénario sur lequel le gouvernement français a construit son budget 2024 paraît alors déjà fragilisé. Il repose sur l'hypothèse d'un taux à 10 ans à 3,4% à la fin de cette année et sur une charge de la dette de 52,2 milliards d'euros. Un choc pérenne de + 1% (bien supérieur aux tensions actuelles) par rapport au scénario de référence entraînerait une hausse de la charge de la dette de 2,6 milliards d'euros

supplémentaires la première année, a prévenu Bercy. **Un pays aux finances exsangues comme la France a très peu de marge de manœuvre pour absorber ces variations sur la charge de la dette. «Je crois que tout le monde a maintenant bien compris qu'un volume de dette sur PIB de 20 %, 60 % ou 200 %, cela ne voulait strictement rien dire. Ce qui compte, pour les finances publiques, c'est le poids que représente la charge des intérêts»,** expliquait ainsi il y a quelques mois au *Figaro* l'économiste Daniel Cohen.

Tout le monde a maintenant bien compris qu'un volume de dette sur PIB de 20%, 60% ou 200%, cela ne voulait strictement rien dire. Ce qui compte, c'est le poids que représente la charge des intérêts

Daniel Cohen, économiste

Une dégradation de la notation compliquerait encore l'équation hexagonale si elle se traduisait par une perte de confiance des investisseurs dans la capacité de la France à rétablir ses finances publiques. Ces derniers pourraient alors pénaliser Paris en exigeant un taux plus élevé, que les autres obligations souveraines. Ce n'est pour l'instant pas le cas: **la dette française demeure, relativement à ses pairs, une valeur recherchée sur les marchés. L'efficacité avec laquelle Bercy prélève les impôts explique notamment cette bonne appréciation.**

Pour complexifier un peu plus la feuille de route de l'Agence France Trésor, chargée, à Bercy, de la gestion de la dette, **la conjoncture apporte son lot de nuages noirs. La double perspective d'un ralentissement de la croissance et d'un maintien des taux élevés s'annonce potentiellement délétère pour les finances publiques, en raison d'une loi mathématique très simple: si la croissance du produit intérieur brut (PIB) devient inférieure aux taux d'intérêt réels, la charge de la dette augmente davantage que le PIB, au risque de provoquer un effet boule de neige sur la dette.** «Avec l'inflation, les taux d'intérêt réels sont toujours quasiment nuls et donc inférieurs à la croissance, rassure toutefois Stéphanie Villers, conseillère économique de PwC France. **Nous restons dans un environnement de stabilisation de la dette. La Banque centrale européenne (BCE) a bien conscience de la contrainte que les taux d'intérêt font peser sur les dettes»,** assure-t-elle.

Lutter contre les déficits

Dans une note publiée ce jeudi, les économistes du Trésor se sont attaqués aussi à cette question du risque d'emballement de la dette sur fond de croisement des courbes de croissance et de taux d'intérêt. «*Depuis la fin des années 1990, l'écart entre taux d'intérêt et taux de croissance a baissé pour des raisons structurelles, jusqu'à devenir négatif durant la dernière décennie, écrit l'auteur de la note, Guillaume Claveres. Mesuré avec les taux d'emprunt nominaux, l'écart pourrait redevenir positif dans certaines économies avancées dès 2023-2024, compte tenu des aléas baissiers affectant la croissance et de la forte remontée des taux.*»

Dans ce contexte, l'urgence est à la lutte contre les déficits excessifs, plaide le Trésor. C'est aussi officiellement la ligne du gouvernement, même si elle peine à s'incarner en de fortes décisions. À l'approche de la nouvelle salve d'évaluations par les agences de notation, **Bruno Le Maire se démène pour persuader de la volonté de l'exécutif de réaliser des économies.** Dans le contexte de tension accrue au Moyen-Orient et d'inquiétudes sur les marchés de l'énergie, il se devait d'abord de convaincre de la solidité de son budget 2024, dont la partie recette a été adoptée après déclenchement de l'article 49.3, mercredi. D'où des demandes insistantes auprès des parlementaires ces derniers jours pour qu'ils trouvent de nouvelles sources d'économies ou de recettes.

«Effort inédit de l'exécutif»

Dans une interview au *Financial Times*, le ministre martelait encore sa volonté de retrouver rapidement de «saines finances publiques». **«Le système de protection sociale français tel qu'il est aujourd'hui n'est plus soutenable», a-t-il encore affirmé.** Stéphanie Villers reconnaît ainsi «un effort inédit de l'exécutif pour expliciter les objectifs du budget 2024, et notamment la trajectoire de financement de la transition écologique».

En avril dernier, un premier avertissement avait secoué Bercy: Fitch avait abaissé la note française d'un cran, sans toutefois provoquer de réactions sur les marchés. La menace avait néanmoins été prise suffisamment au sérieux pour que Bruno Le Maire prépare avec le plus grand soin le rendez-vous suivant, avec S&P. Les analystes de l'agence avaient été abreuvés de notes rassurantes. Convaincus, ils avaient maintenu la note de la France. Les équipes de Moody's partageront-elles cette lecture? Verdict ce vendredi.

19 octobre 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/10/19/aicha-bechir-professeure-de-philosophie-les-injonctions-contre-les-francais-musulmans-sont-non-seulement-blessantes-mais-egalement-absurdes_6195429_3232.html

Aïcha Béchir, professeure de philosophie : « Les injonctions contre les Français musulmans sont non seulement blessantes, mais également absurdes »

[Tribune](#)

[Aïcha Béchir, professeure agrégée de philosophie](#)

La romancière estime, dans une tribune au « Monde », que les citoyens français de confession musulmane n'ont pas à s'excuser des crimes commis par le Hamas en Israël, car ils n'en sont pas responsables.

Publié aujourd'hui à 15h00 Temps de Lecture 2 min.

Depuis le 7 octobre et les attaques terroristes du Hamas en Israël, des voix s'élèvent pour appeler les « musulmans » français – et leurs représentants patentés – à condamner la guerre de terreur menée au nom de la libération de la Palestine par un parti islamiste et nationaliste. Pour ceux qu'elles montrent du doigt (« nous », les musulmans), de telles injonctions sont non seulement blessantes, mais également absurdes. Car, enfin, comment ce lien de causalité entre la pratique de l'islam et la défense du Hamas peut-il s'imposer comme une évidence dans le débat public en France ? A-t-on sommé les orthodoxes français de se désolidariser des crimes de l'armée russe commis sous la bénédiction nationaliste du patriarche de Moscou ?

Pour qui sait les entendre, de telles injonctions faites aux musulmans renvoient à un constat déjà formulé par Gérard Noiriel dans son livre *A quoi sert « l'identité nationale »* (Agone, 2007) : la convergence dans l'espace politico-médiatique, depuis les années 1980, de la figure menaçante du « musulman » (potentiel soutien du terrorisme islamiste), de l'« Arabe » (immigré volant le travail des Français) et du « jeune de banlieue » à la masculinité menaçante qui, tels [les « apaches » dans le Paris de la Belle Epoque](#), nourrissent les fantasmes sécuritaires alimentés par certains médias.

Fantasmes sécuritaires

De là nous viennent, depuis quarante ans, les discours apeurés de ceux qui tirent les dividendes politiques et médiatiques de la peur d'une contagion islamiste sans avoir jamais vécu dans les « banlieues » et qui, aujourd'hui encore – et sans même leur avoir posé la question –, considèrent tous les jeunes Français « arabo-musulmans » comme de potentiels fourriers du Hamas. **Il faudrait donc que les Français musulmans se désolidarisent du Hamas pour apaiser ce fantasme sécuritaire dont ils sont, depuis quatre décennies, les principales victimes.**

C'est aussi à la lumière de ce fantasme que l'on peut relire, avec le recul, la Marche pour l'égalité et contre le racisme dénonçant les crimes racistes et les violences policières, en 1983, devenue, une fois digérée par la presse, la « Marche des beurs ». On peut se lamenter qu'une telle marche n'ait pas eu de réels effets sur les doctrines du maintien de l'ordre dans la police française ou, à l'inverse, se féliciter que la jeunesse maghrébine ait accédé en quelques mois à une visibilité médiatique nationale.

Mais on ne regrette pas suffisamment que cette marche et sa récupération politique – en construisant le personnage médiatique du « beur » – aient systématiquement réduit nos existences à une signification raciale et religieuse comme nos pères ouvriers et grévistes qui, dans les mêmes années, étaient accusés de faire le jeu de l'Iran théocratique quand ils manifestaient pour leur dignité dans les usines Citroën.

Masque tragique du « musulman »

De ce tour de passe-passe, transformant chaque revendication légitime en une menace subversive, nous ne sommes pas sortis, quarante ans plus tard. Avec le temps, les entrepreneurs de fantasmes sécuritaires adossés à l'islam produisent ce qu'ils redoutent (ou désirent) le plus : les Français musulmans, systématiquement montrés du doigt et réduits à leur qualité de « musulman », suspectés et accusés de complicité avec les actes terroristes internationaux, réduits au statut de potentiel ennemi intérieur dans des guerres lointaines, vivent sous le masque tragique du « musulman ». **Un masque qui finit par leur coller à la peau et qu'ils doivent retirer bruyamment pour rassurer leurs concitoyens.**

Je suis née de parents immigrés maghrébins dans une petite ville industrielle de l'est de la France. J'ai grandi ici, élevée par l'école française, sa langue et sa culture, élevée par des parents qui, au fond d'eux-mêmes, n'ont jamais quitté leur pays natal et qui m'ont transmis la foi dans l'islam. **Enseignante de philosophie, musulmane, attachée aux valeurs de l'école républicaine, permettez aujourd'hui que je pleure mon collègue Dominique Bernard et toutes les victimes civiles du conflit israélo-palestinien sans avoir à m'excuser de crimes que je n'ai pas commis.**

Aïcha Béchir est professeure agrégée de philosophie et a écrit un premier roman, « L'Accusation » (JC Lattès, 208 p., 19 €)

19 octobre 2023 (Le Figaro)

[Climat: «L'effondrissement paralyse toute action politique» \(lefigaro.fr\)](#)

Climat: «L'effondrissement paralyse toute action politique»

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié il y a 4 heures, mis à jour il y a 45 minutes



Des militants du collectif écologiste «Les soulèvements de la Terre» manifestent à Nantes le 28 juin 2023 pour protester contre sa dissolution par le gouvernement. *SEBASTIEN SALOM-GOMIS / AFP*

ENTRETIEN - Dans son nouveau livre *Rien n'est joué: la science contre les théories de l'effondrement* (Les Arènes), Jacques Lecomte, membre du conseil scientifique de la Fondation pour la nature et l'homme, accuse les discours des collapsologues de nous mener dans une impasse.

Jacques Lecomte est docteur en psychologie et membre du conseil scientifique de la Fondation pour la nature et l'homme. Il vient de publier Rien n'est joué: la science contre les théories de l'effondrement (Les Arènes).

LE FIGARO. - Vous citez dans votre introduction toute une série d'experts du climat dénonçant les collapsologues. N'est-ce pas la preuve qu'il s'agit là d'un courant minoritaire ? Est-ce bien la peine de les contredire ?

Jacques LECOMTE. - Cette position est ultraminoritaire, et même inexistante sur le plan scientifique. Mais sur le plan social et politique, la collapsologie a un impact profond. Selon un sondage récent (Yougov, 2022), près de six Français sur dix redoutent l'effondrement de notre civilisation. **Ce discours effondriste touche particulièrement les jeunes qui sont de plus en plus rongés par l'éco-anxiété.** Il y a de bonnes raisons d'être inquiets par le changement climatique, mais les effondristes en donnent de mauvaises parce qu'elles sont fausses ou exagérées.

Vous êtes très critique du rapport Dennis Meadows «The Limits to Growth» qui prédisait en 1972 que le système s'effondrerait par manque de matières premières. Ils avaient tort ?

Le rapport Meadows est aujourd'hui mythifié. Son cœur n'est pas l'alerte environnementale, comme on le croit souvent, mais l'alerte à la pénurie de matières premières. Les auteurs ont utilisé un programme informatique pour compiler des données, mais ils ont trouvé ce qu'ils voulaient trouver. Ils affirmaient que l'effondrement aurait lieu dans les années 2000, faute de matière première : de pétrole, de gaz, de minéraux, de métaux. Ils ont donné des dates d'épuisement, et elles se sont révélées fausses, par exemple le pétrole en 2003 ou le cuivre en 2008. **Ils se sont trompés parce qu'ils ont confondu les ressources et les réserves.** Les ressources, c'est ce qu'il y a dans la terre (pétrole, charbon, fer, zinc, etc.) : on ne sait pas

combien il y en a, les évaluations sont hypothétiques. Les réserves, ce sont les ressources connues et d'exploitation rentable.

La grande erreur des effondristes est d'affirmer que nous serons contraints de passer à la transition écologique par manque de ressources. La démarche à faire ne consiste pas à attendre que les contraintes géologiques nous amènent à changer de régime. Il faut choisir de le faire, c'est un choix politique.

Jacques Lecomte

Les auteurs du rapport Meadows ont divisé les quantités de réserves connues à l'époque par la quantité consommée chaque année, pour fixer une date d'extinction. Ça paraît logique. Mais en fait, non. Car la quantité de réserves dépend beaucoup de la demande : plus un produit est demandé, plus on cherche de nouveaux gisements, plus on en trouve, et plus les réserves augmentent. **Prenons l'exemple du lithium : il y a quelques années, c'était assez peu utile dans l'industrie. Les réserves étaient donc faibles. Aujourd'hui, le lithium est un élément essentiel pour les batteries, les voitures électriques, les ordinateurs. Cette forte demande industrielle a entraîné une grosse recherche des compagnies minières pour trouver du lithium, on en a trouvé et les réserves augmentent. Plus on a besoin d'un produit, plus les réserves augmentent.** Les effondristes contemporains commettent la même erreur que le rapport Meadows lorsqu'ils nous prédisent la pénurie imminente de matières premières.

Oui, mais ces réserves ont bien une fin... La planète n'est pas illimitée...

Certes, mais par exemple **en ce qui concerne le pétrole, on a environ 50 ans de réserve.** Et les compagnies pétrolières continuent à trouver de nouveaux gisements. **C'est là la grande erreur des effondristes, ils affirment que nous serons contraints de passer à la transition écologique par manque de ressources.** Mais si on suit ce raisonnement, on en a pour des dizaines d'années d'énergies carbonées qu'on va aller puiser notamment aujourd'hui dans des zones sensibles telles que l'Arctique ou les eaux profondes de l'océan. **Aujourd'hui, le problème n'est pas la rareté mais l'abondance.** La démarche à faire ne consiste pas à attendre que les contraintes géologiques nous amènent à changer de régime. Il faut choisir de le faire, c'est un choix politique.

Le déclin de la biodiversité est indéniable. Pourtant, là aussi, vous accusez les effondristes d'alarmisme. La « sixième extinction de masse » est-elle une exagération ?

Cette expression désigne l'extinction d'au moins 75 % des espèces dans un laps de temps géologiquement court. Mais il faut voir ce qu'on entend par «laps de temps géologiquement court».

Quand nous pensons à l'extinction, par exemple des dinosaures, on pense à une météorite qui arrive sur la Terre et en quelques semaines, il n'y a plus de vie, tout a été ravagé. En réalité, un temps géologiquement court est immensément plus long. **Les cinq extinctions de masse du passé se sont déroulées sur des échelles allant de 160 000 ans à 29 millions d'années.** Or, le rythme d'extinction des espèces, selon l'Union Internationale pour la conservation de la nature est de moins de deux espèces par an. À ce rythme, il faudrait entre 500 000 ans et 4 millions d'années pour arriver à ce que 75% des espèces disparaissent. Ce qui correspond effectivement à un temps géologiquement court, mais pas du tout à l'idée que nous nous faisons d'une sixième extinction rapide.

Tout de même, n'y a-t-il pas matière à inquiétude ?

Oui, c'est exact, en particulier pour le climat et pour une partie de la biodiversité. Et il est évidemment nécessaire d'alerter à ce sujet. Le GIEC fait un excellent travail à ce sujet. Mais il ne faut pas tomber dans l'excès ou la mono-orientation, comme le font les effondristes et de nombreux journalistes. J'ai moi-même longtemps exercé ce métier et je sais bien que mes confrères ont tendance à dire: «*nous, on n'est pas là pour parler des trains qui arrivent à l'heure, mais des trains qui arrivent en retard.*» Ce à quoi je réponds très modestement qu'il n'y a pas deux sortes de train, mais trois. Cette troisième catégorie, ce sont les trains qui arrivent en avance, c'est-à-dire les réussites sociales et environnementales qui nous font avancer.

Dans mon livre, je montre qu'il y a souvent un gros décalage entre les publications scientifiques et ce qui est ensuite écrit dans les médias. Les résultats les plus récents de la recherche restent inconnus puisque la plupart des gens ne lisent pas les études scientifiques. Par exemple, pour la biodiversité, l'état actuel de la science nous montre qu'une grande majorité des espèces animales sont stables. Il y a des espèces perdantes et d'autres gagnantes, à peu près le même nombre. Mais dans les médias, on nous parle très peu des espèces stables et des gagnantes. Par exemple, on parle actuellement beaucoup de la forte raréfaction des oiseaux communs - les chardonnerets, les rouges-gorges, etc. C'est vrai. Mais quand j'étais jeune, je faisais partie d'une association d'ornithologie où mes aînés se lamentaient, à juste titre, de l'effondrement des populations de rapaces. Depuis, elles ont fortement progressé. Par exemple, le faucon pèlerin, une espèce rarissime autrefois en France, niche aujourd'hui à Paris, à Lyon, à Bruxelles. Les rapaces, les oies, les hérons se portent bien mieux, parce qu'on a mis en place des mesures de protection efficaces.

Il faut alerter, mais pas excessivement. Les messages alarmistes angoissants ont tendance à générer plus de prise de conscience mais moins d'action.

Jacques Lecomte

Si on dit «tout va mal» et si on ne présente pas d'exemple de ce qui va mieux, on ne donne ni l'envie ni l'idée d'améliorer. **Mon livre ne vise pas à nous rassurer à bon compte, je ne nie pas les problèmes, je dis simplement qu'il y a également des solutions et qu'il faut les faire connaître pour les multiplier.**

Vous évoquez cette phrase de Greta Thunberg «I want you to panic» (je veux que vous paniquiez). La peur n'est-elle pas le stimulant le plus efficace pour agir ?

Les études de psychologie montrent qu'à partir d'un certain niveau d'angoisse générée, on paralyse. Il faut donc alerter, mais pas excessivement. Les messages alarmistes angoissants ont tendance à générer plus de prise de conscience mais moins d'action. C'est bien établi en psychologie, et notamment en termes de santé : il n'y a pas de corrélation statistique entre la prise de conscience d'un problème et les comportements qui permettraient de le résoudre. Je pense comme **Michael Mann**, l'un des climatologues qui nous a le plus alertés sur le réchauffement climatique, qui dit : **«le catastrophisme constitue probablement aujourd'hui une menace plus grande pour l'action climatique que le déni complet.»** L'effondrisme est un discours qui amplifie les problèmes et minimise les solutions.

Pourquoi il y a des gens qui ont envie de croire aux mauvaises nouvelles ?

Pablo Servigne reprend l'expression d'un auteur américain : «*Oh my God ! point*». Le moment «Oh mon Dieu !» c'est quand, à la lecture d'un livre ou d'un documentaire, on a une prise de conscience soudaine sur les problèmes environnementaux. Pour lui, par exemple, ça a été la lecture du rapport Meadows. Le problème, c'est qu'après cela, les catastrophistes tombent dans différents biais cognitifs, en particulier le biais de confirmation. **Pablo Servigne et Raphaël Stevens affirment que pendant des années, ils n'ont pratiquement lu que de la littérature sur les effondrements. Une fois qu'on a intégré une forme de croyance, on risque fort de chercher tout ce qui pourra la conforter. Or, pour nous approcher de la vérité, nous devons nous confronter aux visions contraires à la nôtre.** Pour ma part, je m'efforce de lire avec autant d'intérêt et d'objectivité les études scientifiques susceptibles de contredire mes convictions que celles qui les confirment.

Est-ce qu'aujourd'hui, il n'y a pas une tendance à traiter de climatosceptique quiconque s'oppose au catastrophisme ?

C'est possible, effectivement. **Moi-même, il m'est arrivé dans des conférences que l'on me soupçonne à tort d'être climatosceptique, parce que je présentais une amélioration notable qui est la reconstitution de la couche d'ozone. Il y a 30 ans, le problème environnemental mondial, ce n'était pas le climat, c'était la réduction de la couche d'ozone qui nous protège. Les experts nous prédisaient des millions de cancers, des récoltes en chute libre, etc.** Depuis, on a pris des mesures et la couche d'ozone se reforme progressivement. Si nous restons vigilants, elle devrait être reconstituée vers 2040-

2050 sur la majeure partie du globe. Les médias nous parlaient beaucoup de la couche d'ozone il y a 20-30 ans, ils ne parlent presque pas des progrès actuels.



Rien n'est joué: la science contre les théories de l'effondrement, de Jacques Lecomte, Les Arènes, 416 p., 22€. Les Arènes

19 octobre 2023 (FAZ)

[Gazastreifen: Geschoss auf Krankenhaus laut Israel palästinensische Rakete \(faz.net\)](#)

WER HAT DIE KLINIK GETROFFEN?:

Wenn palästinensische Raketen im Gazastreifen niedergehen

VON HANS-CHRISTIAN RÖSSLE

-AKTUALISIERT AM 19.10.2023-13:17



Rauchwolken nach einem israelischen Luftangriff am Mittwoch im Gazastreifen Bild: dpa

Handelt es sich bei dem Geschoss, das ein Krankenhaus im Gazastreifen traf, um eine fehlgeleitete Rakete des Palästinensischen Islamischen Dschihads? Das sagen die Israelis. Es wäre nicht der erste derartige Fall.

Es wäre nicht die erste palästinensische Rakete, die vom Kurs abkommt und in Gaza abstürzt. Die Untersuchungen der Explosion auf dem Gelände des Ahli-Krankenhauses sind noch nicht abgeschlossen. Die Hamas spricht von Hunderten Toten; die Agentur AFP berichtete unter Berufung auf einen europäischen Geheimdienstmitarbeiter, man gehe in Europa eher von wenigen Dutzend Toten aus. Nach israelischer Einschätzung wurde die Detonation durch ein Geschoss verursacht, das die Terrorgruppe Palästinensischer Islamischer Dschihad (PIJ) in Richtung [Israel](#) abgefeuert hatte, das aber kurz nach dem Start in Gaza abstürzte.

Der amerikanische Präsident Joe Biden machte sich diese Position zu eigen und berief sich dabei auf Daten, „die mir von meinem Verteidigungsministerium vorgelegt wurden“. Für [Hamas](#) und PIJ war es ein israelischer Raketenangriff, den sie als „Genozid“ bezeichnen.

Gegenüber der „New York Times“ gestand jedoch ein Sprecher des PIJ ein, dass die Kapazität ihres Waffenarsenals „primitiv“ sei und dadurch schon Palästinenser getötet worden seien: „Wir haben Fehler gemacht, das will ich nicht leugnen. Aber nicht Fehler dieses Ausmaßes“, sagte er der Zeitung. Hinweise auf palästinensische Raketen, die nach dem Abschuss im Gazastreifen mit tödlichen Folgen niedergingen, hatte es schon in früheren militärischen Konfrontationen gegeben.

„Aus früheren Konflikten in Gaza wissen wir, dass im Durchschnitt etwa 33 Prozent der Raketen, die sie auf uns abschießen, in Gaza landen“, sagte der ehemalige israelische Botschafter in London, Mark Regev, in der Nacht zum Dienstag der BBC. Er gilt als einer der wichtigsten Berater des israelischen Ministerpräsidenten [Benjamin Netanjahu](#). Zum Zeitpunkt des Einschlags in dem Krankenhaus in Gaza habe es heftigen Raketenbeschuss in Richtung Israel gegeben. Laut Hamas war darunter auch eine Langstreckenrakete, die Haifa treffen sollte, die dort aber nie einschlug. „Wo ist diese Rakete hingeflogen?“, fragte Regev in dem Interview.

Terrorkommandos feuern Raketen oft aus dicht besiedelten Gebieten ab

Während der kurzen militärischen Eskalation im August 2022, die damals nur drei Tage dauerte, schlug nach israelischen Militärangaben ein Fünftel der mehr als 1100 in Richtung Israel abgefeuerten [Raketen](#) fehl; zahlreiche davon gingen demnach in Gaza nieder. Dadurch sei etwa ein Drittel aller 47 Todesfälle in dem Küstenstreifen verursacht worden, hieß es in Israel, wo von bis zu 15 Toten die Rede war.

Mit Videoaufnahmen und Radarbildern versuchte die israelische Armee zu belegen, dass mindestens eine Rakete des PIJ abstürzte, kurz nachdem sie gestartet war, und fünf Menschen, darunter vier Kinder, tötete. Die Terrorkommandos feuern ihre Geschosse oft aus dicht bewohnten Gebieten ab, auch aus der Nähe von Schulen und Krankenhäusern. Es gab laut Presseberichten auch Livefernsehbilder, die den Verdacht nahelegten.

Hamas und PIJ bestritten die israelische Darstellung, PIJ leitete jedoch angeblich eine Untersuchung ein. Es fiel zudem auf, dass die palästinensische Menschenrechtsgruppe Al-Mezan mitteilte, einige Zivilisten seien durch „Projektil“ und nicht durch israelische Luftangriffe ums Leben gekommen. Laut dem Palästinensischen Zentrum für Menschenrechte wurden 27 Menschen durch israelische Angriffe getötet, was deutlich unter der Gesamtzahl der Toten lag.

In einer Untersuchung von drei Vorfällen fand die Menschenrechtsorganisation [Amnesty International](#) später Indizien für Kriegsverbrechen auf beiden Seiten – in zwei Fällen wurde Israel bezichtigt, in einem Fall, im Flüchtlingslager Dschabalia, wo am 6. August 2022 eine Rakete explodierte, machte Amnesty International Palästinenser dafür verantwortlich. Dabei kamen sieben Menschen ums Leben, darunter mehrere Kinder.

Nach Ansicht von Amnesty International gibt es ausreichend Beweise dafür, dass der Angriff das Ergebnis einer fehlgeleiteten palästinensischen Rakete war. Auffällig sei gewesen, dass sofort die Überreste des Geschosses entfernt worden seien, während sie sonst als Beweisstücke aufbewahrt werden, wenn es sich um israelische Fabrikate handele. „Die von den bewaffneten palästinensischen Gruppen im Gazastreifen verwendeten un gelenkten Raketen sind von Natur aus ungenau“, heißt es weiter in dem Bericht.

Während des Gazakriegs im Sommer 2014 kam es zu mindestens einem ähnlichen tödlichen Vorfall, bei dem am 28. Juli in der Nähe eines Supermarktes im Schati-Flüchtlingslager 13 Zivilisten – unter ihnen elf Kinder – durch eine vom Kurs abgekommene palästinensische Rakete ihr Leben verloren. Die Kinder spielten während des islamischen Opferfests auf der Straße und kauften Süßigkeiten in dem Laden.

Hamas und PIJ machten israelischen Beschuss dafür verantwortlich. Ein unabhängiger Munitionsexperte, der im Auftrag von Amnesty International ermittelte, kam jedoch zu dem Ergebnis, dass es sich bei dem Projektil um eine palästinensische Rakete handelte.

19 octobre 2023 (Le Figaro)

[Michel Onfray: «L'islamo-gauchisme est un fascisme» \(lefigaro.fr\)](#)

Michel Onfray: «L'islamo-gauchisme est un fascisme»

Par [Michel Onfray](#)

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 14 minutes



Michel Onfray. E.Scorcelletti / Le Figaro Magazine

TRIBUNE - De l'abbé Grégoire à Jean-Luc Mélenchon, les accointances d'une partie de la gauche avec l'antisémitisme ainsi que sa complaisance envers la violence terroriste s'inscrivent dans une longue tradition, rappelle le philosophe dans un texte sans concession.

L'islamo-gauchisme n'existe pas, proclament les islamo-gauchistes, comme il y a peu les tenants de la théorie du genre, par exemple la ministre de l'Éducation nationale du gouvernement socialiste de François Hollande, Najat Vallaud-Belkacem, nous disaient que la théorie du genre n'existait pas... tout en favorisant son enseignement dans l'Éducation nationale. C'est fou comme la gauche est révisionniste, voire négationniste, quand il s'agit de faire oublier ses accointances avec les antisémites!

N'oublions pas que les inventeurs du négationnisme, tels Paul Rassinier, socialiste à la SFIO, puis communiste, ou Robert Faurisson, un temps compagnon de route du Comité Maurice Audin, un communiste membre du FLN, viennent de la gauche. Le journal *Le Monde*, autrement dit la gauche comme il faut, publie une tribune de Faurisson intitulée *Le problème des chambres à gaz ou la rumeur d'Auschwitz* le 29 décembre 1978. On a déjà le goût des vrais débats dans ce journal! Nombre de négationnistes sont aujourd'hui à l'extrême gauche, la vraie. Pierre Guillaume, le libraire de la Vieille Taupe qui diffusait les textes négationnistes et révisionnistes, venait de Socialisme ou barbarie. On comprend que la gauche exige le monopole de l'écriture de l'histoire dans les médias, l'université, l'édition, la recherche: elle a bien des choses à cacher...

Premier exemple

Les socialistes du XIX^e siècle, Marx compris, lire ou relire *La Question juive*, mais aussi Proudhon, Fourier, Leroux, Blanqui, sont antisémites et assimilent capital, capitalisme, argent, exploitation du prolétariat et Juifs. Ils fournissent les éléments de langage à l'antisémitisme de gauche contemporain paré des plumes de l'antisionisme.

Un certain Jean Jaurès, lors d'un voyage en Algérie datant d'avril 1895, écrit ceci des Juifs: «*Par l'usure, l'infatigable activité commerciale et l'abus de l'influence politique, (ils) accaparent peu à peu la fortune, le commerce, les emplois publics [...]. Ils tiennent une grande partie de la presse, les*

grandes institutions financières, et quand ils n'ont pu agir sur les électeurs, ils agissent sur les élus.»

Trois ans plus tard, dans son discours de Tivoli, il récidive: *«Nous savons bien que la race juive, concentrée, passionnée, subtile, toujours dévorée par une sorte de fièvre du gain quand ce n'est pas par la force du prophétisme, [...] manie avec une particulière habileté le mécanisme capitaliste, mécanisme de rapine, de mensonge, de corset, d'extorsion».*

Deuxième exemple

Le Parti communiste français, en vertu du pacte germano-soviétique, collabore avec les nazis entre le 23 août 1939 et le 22 juin 1941 (1), date à laquelle leur ami Hitler siffle la fin de la collaboration entre le totalitarisme brun, le sien, et le totalitarisme rouge, celui de Staline et de ses amis. C'est l'époque où, parlant de Léon Blum, Maurice Thorez, alors patron du PCF, écrit: *«Le sang innocent qui ne tache jamais ses mains aux doigts longs et crochus.»*

Le 22 octobre 1941, Guy Môquet, communiste, fils d'un député communiste, est fusillé comme otage et non comme résistant: il est emprisonné le 13 octobre 1940, le Pacte sévit toujours, pour avoir distribué des tracts défaitistes et collaborationnistes et non des tracts résistants (2). Il a été choisi parmi d'autres comme otage par les nazis pour venger la mort d'un de leurs officiers tué à Nantes le 20 octobre 1941 par trois communistes devenus résistants puisque le pacte a été rompu par Hitler le 22 juin 1941 et non parce qu'il résistait. Le pacte germano-soviétique invitait au contraire: il souhaitait la paix avec l'occupant nazi au nom d'un combat contre des ennemis communs: les gaullistes, la City, le capitalisme, les Anglais et... les Juifs. C'est le même PCF qui demande à l'occupant hitlérien que *L'Humanité* reparaisse en juin 1940 (3).

De même, Staline fut un antisémite invétéré, qu'on se souvienne du procès des blouses blanches en 1953.

Troisième exemple

Les attentats de Septembre noir, début septembre 1972, permettent à des terroristes palestiniens d'abattre onze athlètes israéliens, et un policier. Sartre manifeste son soutien ainsi qu'un certain Edwy Plenel. La notice Wikipédia intitulée «Prise d'otages des Jeux olympiques de Munich» est bien faite, on a de bons *community managers* à gauche: on n'y trouve en effet ni le nom de Sartre ni celui de Plenel. Dommage, car on eut aimé lire ce qu'écrivait l'actuel patron de Médiapart dans *Rouge* (n° 171): *«L'action de Septembre noir a fait éclater la mascarade olympique, a bouleversé les arrangements à l'amiable que les réactionnaires arabes s'apprétaient à conclure avec Israël. [...] Aucun révolutionnaire ne peut se désolidariser de Septembre noir. Nous devons défendre inconditionnellement face à la répression les militants de cette organisation. [...] À Munich, la fin si tragique, selon les philistins de tout poil qui ne disent mot de l'assassinat des militants palestiniens, a été voulue et provoquée par les puissances impérialistes et particulièrement Israël. Il fut froidement décidé d'aller au carnage».*

Dans cette guerre, la seule arme des Palestiniens est le terrorisme. C'est une arme terrible mais les opprimés n'en ont pas d'autre

Jean-Paul Sartre

On aurait également aimé lire ou relire ces phrases de Sartre, tellement à l'aise pendant l'occupation nazie qu'il pistonne Simone de Beauvoir pour qu'elle travaille dans une radio antisémite en 1944, quelques semaines avant le Débarquement allié (4), qui affirme dans *La Cause du peuple* du 15 octobre 1972: *«Dans cette guerre, la seule arme des Palestiniens est le terrorisme. C'est une arme terrible mais les opprimés n'en ont pas d'autre ; et les Français qui ont approuvé le terrorisme du FLN*

contre des Français doivent également approuver l'action terroriste des Palestiniens. Ce peuple abandonné, trahi et exilé ne peut montrer son courage et la force de sa haine qu'en organisant des attaques mortelles.»

L'ignominie remonte à loin. Nombre de philosophes dits des Lumières sont antisémites: Voltaire, Diderot, Kant, Sade, d'Holbach. Ce ne sont pas des penseurs de droite, catholiques, monarchistes, contre-révolutionnaires, mais des icônes pour les progressistes. De même avec l'abbé Grégoire qui, étrangement, passe pour un philosémita, probablement par ceux qui ne l'ont jamais lu, alors qu'il propose de régénérer la race juive, ce qui suppose donc qu'elle soit dégénérée, avant d'inviter les Juifs à cesser de l'être pour se fondre dans la République - lire, pour s'en rendre compte, son *Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs*. Pour les fainéants, la seule lecture du titre suffit pour constater que les juifs sont dégénérés physiquement, moralement et politiquement. Sous Mitterrand, l'homme dont l'*Essai* a été préfacé de façon élogieuse par Robert Badinter, a été panthéonisé... Il est vrai que cet évêque constitutionnel siégeait lors de la Convention avec les Montagnards, l'extrême gauche révolutionnaire. Il était du bon côté des forces du mal.

Quatrième exemple

Mitterrand, justement: cet homme dit de gauche a été, avant-guerre, compagnon de route de la Cagoule, monarchiste participant à des manifestations antisémites, il a été vichyste, maréchaliste, il a célébré la Milice qu'il ne trouvait pas assez Révolution nationale avant, devenu président de la République, de faire fleurir la tombe du maréchal Pétain.

Lors de son dernier déjeuner avec Jean d'Ormesson à l'Élysée, il confie à l'académicien le plus bavard de Paris, qui l'interrogeait sur l'effet du livre de Pierre Péan racontant cette odyssée fascistoïde dans le détail (5), que le tollé accompagnant cette révélation dans un livre dont la couverture était une photo de Mitterrand le jour où Pétain lui remet la Francisque, attestait de «*l'influence puissante et nocive du lobby juif en France*» (*Libération*, 27 août 1999)... Personne, parmi les wokistes, n'a jusqu'à l'heure proposé de débaptiser la bibliothèque François Mitterrand.

Mélenchon, et ceux de LFI et de la NUPES qui le suivent, héritent de cet antisémitisme de gauche. Après la Shoah, on ne peut plus être un antisémite à l'ancienne, on est désormais antisioniste, le glissement sémantique permet d'habiller la vieille pourriture avec un manteau neuf. L'incapacité dans laquelle cette gauche-là se trouve à nommer terroriste un massacre de masse de populations civiles innocentes, femmes, vieillards, enfants compris, parce qu'ils sont juifs, ce qui constitue un crime contre l'humanité, ajoute un chapitre à l'histoire de cet antisémitisme de gauche. Normal que, ne voulant pas voir cette infamie chez eux, ils prétendent la trouver chez Marine Le Pen, coupable d'être la fille de son père!

Quelques heures avant l'assassinat du professeur d'Arras, *La Voix du Nord*, journal local, publiait une pleine page dont le titre était: «Pour les profs, un manuel "d'autodéfense intellectuelle" contre l'extrême droite» afin de promouvoir un livre du professeur de philosophie Sophie Djigo. Peut-être Dominique Bernard a-t-il lu cette page avant qu'un musulman filé par la police ne lui ôte la vie en criant *Allahou Akbar*, un cri de guerre d'extrême droite comme chacun sait... À quand un manuel d'autodéfense intellectuelle contre l'islamo-gauchisme qui, lui, pour sûr, est devenu le nouveau fascisme?

On sait où se trouvent désormais les fascistes et les antifascistes, les vrais.

Le monde post-nazi

Rappelons enfin que, pendant la Seconde Guerre mondiale, le Grand Mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini, choisit son camp: il approuve Hitler qu'il rencontre à Berlin en novembre 1941 et, antisémitisme oblige, il souhaite rallier les Arabes à la cause nazie (6). Le 27 octobre de la même année, il rencontre Benito Mussolini qui accepte son soutien aux puissances de l'Axe. Il crée une division arabe

de waffen SS. À Berlin, le 2 novembre 1943, il enseigne: «*Les musulmans devraient suivre l'exemple des Allemands qui ont trouvé une solution définitive au problème juif*». Le 15 mai 1945, il est arrêté par les troupes françaises, puis transféré dans la région parisienne où il vit confortablement avec ses deux secrétaires. La mosquée de Paris met un cuisinier à sa disposition. Il déménage plusieurs fois et reçoit qui il veut, quand il veut, comme il veut. La France refuse son extradition. Mais il part finalement au Caire sous un faux nom avec de faux papiers fournis par le Quai d'Orsay. Il meurt à Beyrouth le 4 juillet 1974. Les leaders de l'OLP sont bien sûr à son enterrement. On voit bien quels Français s'y trouveraient aujourd'hui.

Je ne trouve pas anormal que la création de l'État d'Israël procède des légitimes dommages d'une guerre perdue par les nazis et ses alliés, un genre de queue de comète de la conférence de Yalta où se réécrit la géographie du monde post-nazi.

Hitler n'a pas tué les juifs parce qu'ils étaient juifs (mais) parce qu'ils étaient usuriers et liés à l'argent

Mahmoud Abbas, président de l'autorité palestinienne

Quant à l'actuel prédisent de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, il est l'auteur d'une thèse négationniste soutenue à Moscou en 1983: il affirme que les chambres à gaz n'ont pas existé. Un point de détail pour la gauche qui chemine aux côtés de cette engeance. Il est vrai que Mahmoud Abbas est un homme bien en cour à gauche. De fait: en 2015, Anne Hidalgo lui a offert la médaille Grand Vermeil de la Ville de Paris, la plus haute distinction que la capitale puisse décerner. La breloque lui a été retirée en août 2023 après que le récipiendaire eut dit à Ramallah, en Cisjordanie, qu'«*Hitler n'a pas tué les juifs parce qu'ils étaient juifs (mais) parce qu'ils étaient usuriers et liés à l'argent*». Or, en 2015, on sait depuis vingt-deux ans que Mahmoud Abbas a rédigé sa thèse négationniste dans la Russie bolchevique. Quand Anne Hidalgo lui remet cette médaille, c'est déjà un négationniste qu'elle honore. Un détail de l'histoire probablement.

Concluons

Comme un homme ivre de politique, mais surtout de lui-même, Mélenchon zigzague depuis plus d'un demi-siècle: trotskyste, mitterrandien, castriste, maastrichien, jospinien, fabiusien, antimaastrichien, jaurésien, gaulliste, productiviste, écologiste, voilà désormais Iznogoud, dont la ligne claire est d'être calife à la place du calife, islamo-gauchiste. Le républicain laïc franc-maçon qui fustigeait le port du voile, «*un chiffon sur la tête*», disait-il en 2017, est devenu cinq ans plus tard un communautariste qui défend le burkini, puis l'abaya.

Marx faisait de l'avant-garde éclairée du prolétariat l'élite destinée à imposer sa dictature ; Lénine voulait que cette avant-garde soit constituée de façon militaire en parti. Dans la logique libérale de la feuille de route strauss-kahnienne du think tank Terra Nova, Mélenchon remplace le prolétariat messianique par la populace faite de délinquance périphérique, de trafic de drogue, donc d'armes, de nihilisme des blacks blocs, de djihadisme des banlieues qui va de pair avec la misogynie, la phallocratie et, bien sûr, l'antisémitisme. Il croit l'instrumentaliser ; il est en fait instrumentalisé par elle. Ce bras que Mélenchon arme pour ses fins personnelles se retournerait contre lui le moment venu.

Les djihadistes d'appoint n'ont que faire des femmes cisgenres, des mariages homosexuels, des couples lesbiens, des transitions de transsexuels, des gestations pour autrui, des salades de quinoa, des éoliennes et des vélos électriques des petits-bourgeois Nupésiens. Ce bras que Mélenchon arme pour ses fins personnelles se retournerait contre lui le moment venu. En ces heures funestes, les Juifs seraient les premiers sacrifiés. Et, donc, la France avec eux.

Michel Onfray - "Il y a un antichristianisme civilisationnel et l'islamogauchisme en alternative"

- (1) *Le Pacte des diables. Histoire de l'alliance entre Staline et Hitler (1939-1941)*, de Roger Moorhouse, Buchet-Chastel.
- (2) *L'Affaire Guy Môquet. Enquête sur une mystification officielle*, de Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, Larousse.
- (3) *Juin 40. La négociation secrète*, de Claude Pennetier et Jean-Pierre Besse, Les Éditions de l'Atelier.
- (4) *Une si douce Occupation. Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre, 1940-1944*, de Gilbert Joseph, Albin Michel.
- (5) *Une jeunesse française. François Mitterrand, 1934-1947*, de Pierre Péan, Fayard.
- (6) *Le Croissant et la croix gammée. Les Secrets de l'alliance entre l'Islam et le nazisme d'Hitler à nos jours*, de Roger Faligot et Rémi Kauffer, Albin Michel. Et *Croissant fertile et croix gammée. Le III^e Reich, les Arabes et la Palestine*, de Klaus-Michael Mallmann et Martin Cüppers, Verdier.

19 octobre 2023 (FAZ)

[Angriff auf Israel: Woran eine Friedenslösung scheitert \(faz.net\)](https://www.faz.net)

ANGRIFF AUF ISRAEL :

Woran eine Friedenslösung scheitert

VON JOACHIM KRAUSE

-AKTUALISIERT AM 19.10.2023-11:01



Antiisraelischer Protest in Afghanistan am 18. Oktober Bild: AFP

Der Antisemitismus palästinensischer Extremisten ist älter als der Staat Israel. Es ist kein Zufall, dass seine Parolen klingen wie die der Nationalsozialisten: Sie haben diesen Extremismus gefördert. Ein Gastbeitrag.

Die meisten Beobachter hierzulande stimmen darin überein, dass politische Extremisten auf palästinensischer Seite und auf israelischer Seite die größten Hindernisse für eine Friedenslösung darstellen. Das ist korrekt. Nur wird dabei gerne übersehen, dass in [Israel](#) die religiösen und nationalistischen Extremisten eine Minderheit darstellen, in den palästinensischen Gebieten und in den arabischen Gesellschaften jedoch den Mainstream bilden. Vor allem daran ist eine Friedenslösung im Sinne eines Kompromissfriedens bisher immer wieder gescheitert. Beunruhigend ist dabei das Ausmaß des Antisemitismus unter Arabern und insbesondere Palästinensern.

Viele sehen die Verantwortung dafür in dem, was sie als „israelische Besatzungspolitik“ bezeichnen. Tatsächlich ist das Phänomen des palästinensischen Extremismus sehr viel älter und reicht in die Dreißigerjahre des 20. Jahrhunderts zurück. Die Hauptverantwortung für den zumeist religiös motivierten Extremismus trägt die 1928 in Kairo gegründete Muslimbrüderschaft und der frühere Großmufti von Jerusalem, der 1895 geborene Mohammed Amin al-Husseini.

Dieser organisierte 1936 in [Palästina](#) mit Unterstützung der Muslimbrüder einen Streik der Araber gegen die zunehmende Migration von Juden aus Europa nach Palästina, bei dem auch Schlägertrupps und Killerkommandos zum Einsatz kamen. **Die meisten Palästinenser hatten damals kein Problem mit Juden und leisteten teilweise auch Widerstand gegen den Boykottaufruf.** Die Einsatzkommandos Amin al-Husseinis töteten mehr Palästinenser als Juden, da ihnen am wichtigsten war, dass sie die Politik bestimmten.

Amin al-Husseini war ein unbelehrbarer Antisemit, und die Muslimbrüder waren es auch. **Ihre Argumente bezogen sie in den Dreißiger- und Vierzigerjahren aus dem Dritten Reich. Von dort erhielten sie auch finanzielle und materielle Unterstützung, um die unsäglichen antijüdischen Parolen der Nazis in der [arabischen Welt](#) zu verbreiten.** Die Muslimbrüder organisierten Hasskampagnen gegen jüdische Kaufleute und lancierten Horrormeldungen über jüdische Verschwörungen, die den Parolen der Nazis abgeschaut waren.

Amin al-Husseini reiste nach Deutschland und ließ sich mit Adolf Hitler und Heinrich Himmler fotografieren, mit denen er über die besten Möglichkeiten beriet, wie man die Welt von Juden befreien könnte. Er gewann die Nationalsozialisten dafür, einen arabischsprachigen Kurzwellensender in der Nähe von Berlin zu etablieren, der die arabische Welt mit antijüdischer Propaganda überschwemmte.



Prof. Dr. Joachim Krause war Direktor des Instituts für Sicherheitspolitik an der Universität Kiel. :Bild: Thomas Faust

Das schlimme Erbe des Muftis von Jerusalem

Diese wurde von Islamisten und Gegnern der Briten in der arabischen Welt begierig aufgesogen. **Amin al-Husseini erhielt eine stattliche Apanage Hitlers.** Vergeblich versuchte er, in der arabischen Welt einen Aufstand gegen die britische Militärmacht anzuzetteln. Nach dem Krieg sollte er als Kriegsverbrecher verurteilt werden und befand sich zeitweilig in französischer Gefangenschaft. Es gelang ihm aber, wieder nach Jerusalem zu kommen.

Viele Jahre blieb er der einflussreichste Politiker auf palästinensischer Seite. Seine Gegner in den eigenen Reihen wusste er durch Mord und Erpressung zum Schweigen zu bringen. **Als 1948 der Teilungsplan der Vereinten Nationen für Palästina verkündet werden sollte, war es Amin al-Husseini, der forderte, dass die Araber gemeinsam über die Juden herfallen und sie vernichten, sobald sich die britischen Streitkräfte zurückgezogen hätten.**

In der Folge kam es zum Krieg zwischen Arabern und dem gerade gegründeten Staat Israel, der mit dem Sieg Israels und der Flucht von etwa 700.000 Palästinensern endete. **Dieser Krieg war zwar eine Niederlage für Amin al-Husseini, aber er schürte den Hass der Araber auf Juden in einer Weise, die bis heute nachwirkt und die einen Frieden zwischen Israel und den Palästinensern verunmöglicht.**

Arabische Regierungen müssten unterstützen

Es ist hauptsächlich Amin al-Husseini und den **Muslimbrüdern** zu verdanken, dass in der arabischen und weitgehend auch in der weiteren muslimischen Welt ein Antisemitismus verbreitet ist, der sich wie ein Echo der nationalsozialistischen Propaganda anhört. **Dass es vorher keinen Antisemitismus in der arabischen Welt gab, wie einige Experten behaupten, dürfte unzutreffend sein. Aber den enormen Aufschwung des Antisemitismus in der arabischen Welt hätte es ohne das Zusammenwirken des Muftis von Jerusalem und der Muslimbrüder mit den Nationalsozialisten vermutlich so nicht gegeben.**

Amin al-Husseini blieb auch nach 1948 ein einflussreicher Politiker und leitete von 1951 bis 1962 die Islamische Konferenz. Er förderte die Karriere von Jassir Arafat, der den Kampf der Palästinenser gegen den jüdischen Staat in dessen Sinne weiterführte und mit ähnlichen Methoden seine Gegner im eigenen Lager niederhielt. Der ehemalige Mufti von Jerusalem starb 1974 in Beirut.

Das, was die Hamas-Terroristen am 7. Oktober im Süden Israels anrichteten, war genau das, was Amin al-Husseini sich vorgestellt hatte. **Der palästinensische Extremismus, in seiner Mischung aus religiösem und politischem Extremismus und Antisemitismus, bleibt das größte Hindernis für eine wie auch immer geartete Friedenslösung im Nahen Osten.**

Nur wenn es eine internationale Anstrengung unter Mitwirkung arabischer Regierungen gibt, diesen Extremismus auszutrocknen, kann es einen Frieden zwischen Israelis und Palästinensern geben. Und auch Deutschland steht hier in der Verantwortung, denn die massive Förderung des Antisemitismus in der arabischen Welt durch die Nazis wirkt noch heute nach.

19 octobre 2023 (The Guardian)

[The zero-waste city: what Kiel in Germany can teach the world](#) | [Recycling](#) | [The Guardian](#)

The zero-waste city: what Kiel in Germany can teach the world

When it comes to recycling, Kiel has pulled ahead of the crowd, with its ban on single-use items, plans for leftover meals and innovative ideas for discarded human hair



[Ajit Niranjani](#)

Wed 18 Oct 2023 15.00 CEST

The hair that drops in clumps on the floors of some salons in Kiel, a port city in northern [Germany](#), is swept up to be turned into fabrics that filter oil from water. Parents who want to buy their children cloth nappies instead of disposable ones can apply for grants of up to €200 from the local authorities. At the city's biggest festival last year, the organisers got rid of single-use cutlery and replaced it with a deposit system.

Germany is famed as a world leader in recycling – and Kiel, as I found out during a visit this summer, has some of the most weird and workable plans in the country to deal with its trash. It is the first German city to be declared “zero waste” by the environmental campaign group [Zero Waste Europe](#). The certificate does not mean it has already stopped throwing things away – far from it – but rather that it has a concrete plan for how to do better.

“It’s one step in the right direction,” says Bettina Aust – a Green party politician who was elected president of Kiel city council in June – over a glass of juice made from apples that had been saved from landing in a supermarket bin. “You have to keep thinking further ... You cannot stay still.”

Germany has a complicated relationship with waste. Despite its status as a world leader in recycling, Europe’s biggest economy is also one of its dirtiest. In 2021, the average German generated 646kg of waste, while the average EU citizen generated 530kg. Only in four EU countries – Austria, Luxembourg, Denmark and Belgium – did people throw away more.



‘For all their success sorting their trash, Germans struggle to recycle all of it’ ... waste separation bins in Berlin. Photograph: Alamy

Dino Klösen, a manager at Kiel’s waste management company ABK, says trends in the country’s consumption can be seen in its bins. Paper recycling bins that would have once been full of newspapers are now bursting with cardboard from delivery packages. “The weight of paper waste has dropped but the volume keeps rising from online shopping,” he says.

Awash with waste, cities like Kiel are exploring ways to throw away less and recycle more of what it does chuck. The city council has announced projects ranging from a ban on single-use items in public institutions, to installing more public drinking fountains, to teaching schoolchildren about waste. It is also encouraging people to make simple changes to their behaviour such as using solid bars of soap instead of buying plastic bottles of the stuff.

Other proposals are more systemic. The city is trialling a “pay as you throw” system where people are charged only for the rubbish they throw in the mixed waste bin. A report from the European Environment Agency last year found only about 30% of Germany is covered by such a scheme, even though areas that *were* covered saw an average drop in mixed waste of 25%.

Recycling is insufficient and inadequate to really tackle the waste crisis

Jack McQuibban

“General waste is the most expensive form of rubbish there is,” says Klösen. “We are trying to motivate citizens to throw less waste in the bin by making them pay less for doing so.”

Even though waste-cutting efforts like Kiel’s are fairly novel in Germany, recycling is firmly rooted in the culture. In 2021, Germans collected more than two-thirds of their municipal solid waste to be repurposed – more than any other country in Europe. They burned most of the rest for energy, and dumped just 1% in landfills (the EU average is 16%).

Rajat Handa, a waste consultant with BlackForest Solutions in Berlin, says Germany’s infrastructure for sorting waste and the culture around it are what makes its system the “pinnacle” of waste management. To effectively recycle waste or burn it for energy, he said, you first have to sort it well. “If you are not segregating your waste at source – or if it is not being segregated by the people who are picking up your trash – then all your fancy plans will fall flat on their face.”

Over time, Germans have grown accustomed to sorting their trash, which has been a legal requirement since 2015 and is made easier by a wide range of bins in public spaces and

apartment blocks. [Waste](#) collectors refuse to take bins that have been filled improperly and leave notes on bags that contain unsuitable items. Nosy neighbours sometimes step in when authorities aren't paying attention.



Most glass bottles in Germany are part of a deposit scheme. Photograph: Florian Gaertner/Photothek/Getty Images

Still, not every German recycles, says Handa, who moved to Germany from India in 2019. And even those who do sort their rubbish often get it wrong. A common mistake is putting pizza boxes in the “paper” bin even though they are contaminated by oil and can't be recycled, says Handa, who has encouraged his flatmates in Berlin to put them in the general waste bin instead. “I still have to remind them almost every week.”

The country's rules around recycling can create something of a headache for tourists, immigrants and even Germans themselves. Before I moved to Germany in 2017, I recycled only halfheartedly. I rarely rinsed out cans and yoghurt pots. If I bought a meal deal for lunch, I normally put the plastic packaging in a mixed-waste bin instead of hunting for a recycling bin or taking it home.

Most people I knew were similar, or worse. The apathy towards recycling in the UK is strong enough that prime minister Rishi Sunak recently included sorting your rubbish into “[seven different bins](#)” in a list of environmental proposals he said he would stop from becoming policy. “We will never impose unnecessary and heavy-handed measures on you, the British people,” he said.



Kiel-based company ResteRitter washes up plates, cups and cutlery at festivals to avoid using single-use items. Photograph: Nora Berries/ResteRitte

But in Germany, I quickly found, it is less controversial to sort waste than it is to chuck it in the wrong bin. In the half a dozen flats in which I have lived with Germans, none of my flatmates has ever made a fuss about separating their trash. They put paper in the blue bin, food in the green, metal cans and plastic packaging in the yellow and what little general waste remained in the black. We would take electronic waste to special drop-off

points. Glass bottles and jars went down the road to big bins that bore stern signs forbidding people from throwing stuff into them on Sundays or in the evenings.

Most glass bottles in Germany are part of a deposit scheme. You pay eight to 15 cents more for a drink, but can reclaim your money by bringing the empty bottles back to the local supermarket, after which they are washed and reused. Not everyone is willing to make the effort – I am not alone in hoarding crates of empty bottles at home for months – but in the end almost all get taken back. There are even “reverse vending machines” in shops and public places, which automatically scan and sort bottles inserted into them, and dispense a voucher for the appropriate deposit (if the bottle is not part of the scheme, it is spat back out).

For those too lazy to return their empties, perhaps after an evening drinking in a park, there is also an informal alternative. Germans regularly leave bottles in orderly piles by bins to be picked up by *Flaschensammler*, or bottle collectors. Many of these collectors are unhoused or in precarious living situations, claiming deposits on unwanted bottles to supplement low wages or pensions. The system is no substitute for bridging the country’s vast wealth inequality but it helps shift a little money from partygoers to people in poverty while keeping the streets clean.



Falke’s company transforms hair into mats that can absorb oil and be used as sewage filters. Photograph: Anne Juka/@fettfresshair

Germany’s first bottle deposit schemes date back to individual breweries in the early 1900s but only became federal law 20 years ago. The big boost to the country’s recycling system came in 1991, when landfills started to fill up with household waste. The government passed a law to push clean-up costs on to manufacturers and introduced a “green dot” symbol on packaging to show that its maker was paying a fee to collect, sort and recover the waste. The system has spread across the EU.

For all their success sorting their trash, Germans struggle to recycle all of it. The amount of plastic waste in Germany has risen by 64% in the last two decades but the amount recycled has only crept up a little. Meanwhile, the amount burnt has risen nearly seven-fold. Environmental groups have raised fears that the true recycling rate is lower than official figures suggest because they include items unsuitable for recycling and waste shipped abroad.

“To be the EU frontrunner is something to be proud of, for sure, but there are many caveats,” says Jack McQuibban from Zero Waste Europe, who estimates Germany’s recycling rate to be closer to 60%. “The fact that recycling has sort of flatlined in Germany over the past five or six years is something to be worried about.

“I think you need to worry about complacency,” he adds. “If people feel like they’re doing enough just by recycling, that’s insufficient and inadequate to really tackle the waste crisis.”

On my visit, I got a taste of Kiel’s new waste-free philosophy within half an hour of arriving at the central station. Hunting for a meal that wasn’t falafel from a *Dönerladen*, Germany’s fast food venue of choice, I stepped into a vegetarian Mexican restaurant that had just shut. The waiters passed me a spinach curry that had been prepared for order but not collected, without expecting me to pay for it. Leftover meals are taken home by staff or handed out to people who need them, one of them explains. “You have to have a little humanity.”



‘You cannot stay still’ ... Bettina Aust, the president of Kiel city council. Photograph: Bodo Quante

Then there’s Janine Falke, a hairdresser and salon owner in Kiel, who has for two decades watched her customers’ hair fall to the ground and be sent to waste incinerators. What people don’t realise, she says, is that hair has powerful fat-binding properties. “I always found it a shame to dispose of this resource as rubbish.”

During the Covid pandemic, Falke started a company to turn the hair from 30 salons in the city into useful products. She works with a company to process it with machines into mats that can absorb oil and be used as filters in industry or sewers. The project, which has received support from the city, is still being fine-tuned before they start selling. “We have a product that is scalable, but right now we have to work too much with our hands.”

Institutions and businesses need to improve but small behavioural changes can go a long way, says Moritz Dietsch, co-founder of the ResteRitter, a startup in Kiel that “rescues” fruit and vegetables that are about to be thrown out and makes marmalade and chutney from them. “The nice thing is that we could solve half the problem overnight if we, as a society, just wanted to do so.”

Germany throws out 11m tons of food each year, 59% of which comes from private households. The federal government plans to halve food waste from people and restaurants by the end of the decade but has so far struggled to make much headway.

Dietsch’s latest project is to replace single-use items in festival catering. He and his team bring old plates, cups and cutlery to big events and wash them up in a mobile sink so that food stalls don’t need to bring single-use packaging.

Most projects to reduce waste are run by volunteers, says Dietsch, and as a result are limited by how much people can achieve in their free time. Their goal is to find a working business model to solve the problem. “We live in a capitalist society, and if we don’t want to change the system, then we need to act within it.”

Whether that works depends on the cost of littering and the willingness of people to change their habits. So far, there seems to be more interest in using goods once then sending them off to be recycled than there is in using them over and over again.

Aust, the president of Kiel city council, says many people are so focused on recycling they haven't thought about reusing or reducing what they buy. "They simply don't think about it any further." A survey from the German Packaging Institute, an industry lobby group, found 76% of people thought recycling was the best way to deal with used packaging. Just half of the respondents said reuse.

In one sense, Germany's obsession with sorting rubbish shows how millions of individual choices, taken daily in homes and workplaces across the country, can help protect the planet from harmful pollutants. But with plastic production booming and ships of plastic waste still docking in ports across Africa and Asia, Germany's faith in recycling also shows the dangers of trying to clean up a mess instead of avoiding creating it in the first place.

"Congratulations to Germany, but it's not enough," says McQuibban. "We need to go beyond just recycling now."

19 octobre 2023 (The Economist)

[How rugby became a darling of Europe's chauvinist right \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Charlemagne

How rugby became a darling of Europe's chauvinist right

The sport's main attraction is that it isn't football

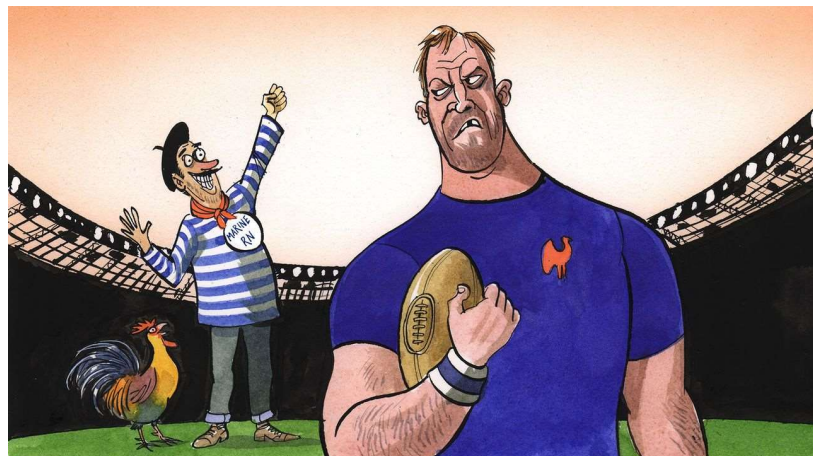


image: peter schrank

Oct 12th 2023

Rare is the European politician who does not profess a passion for football. Supporting the local club is a sure-fire way to being seen as an everyman; visiting players in the changing rooms after a match is as much a ritual of electioneering as smooching babies. One politician stands apart. Giorgia Meloni, Italy's hard right prime minister, is publicly unmoved by football, by far the most popular sport in Italy and Europe. Her game is rugby. There, burly men crash into each other for 80 minutes and whoever can most often limp, stagger or dive past the try line wins the game. Alas, Ms Meloni's support did not help her Azzurri progress past the group stages of the Rugby World Cup, which is currently taking place in France. But the tournament has rekindled the political class's interest in the sport there. Many, as it happens, are allies of Ms Meloni on the chauvinist fringes of the spectrum.

Rugby has historically been a pursuit of the prosperous middle class, a sport not so much of the streets as of the private school. That may once have limited its appeal among populists, keen to appeal to blue-collar types first. Not at all, according to *Valeurs Actuelles*, a magazine that doubles as a mouthpiece for the French hard right. It has lauded "La France rugby", an idyllic land where fans are polite, men are manly and players patriotic. That chimes with Ms Meloni, for whom rugby "represents true values, pride and commitment". In Britain, too, populists know how to rally around the oval ball. Nigel Farage, its Brexiteer-in-chief, wallowed in his party's "rugby club" image, and celebrated one national team win at a previous tournament with a pint of England's Glory.

Chauvinists are drawn to rugby because it is the un-football. In soccer, as Americans call it, players routinely feign injury and collectively howl at the referee when they are not awarded a penalty. In contrast, rugby players feign not to be injured and have to be hauled off the field by anxious medics. They politely address the ref as "sir", like children addressing an authority figure: just the thing for law-and-order fans. Between matches, footballers have feuds that fill the tabloids. Rugby matches end with a "third half" played in the pub, where opposing teams get blotto together. **Football may be the sport of the masses, but its stars live in the stratosphere. Kylian Mbappé, a French prodigy, is said to earn €72m (\$76m) a year in salary alone.** Rugby players used to be amateurs until the 1990s, and still make a pittance in comparison. That makes for more down-to-earth role models.

Football rewards individual brilliance: TikTok is filled with clips of bicycle kicks and impossible dribbles. In rugby, as Ms Meloni rightly puts it, “there is no place for exaggerated individualism to the detriment of the collective”; a key feature requires a complex choreography of 16 blokes locked in a scrum. Usually the rugby player’s name does not even appear on his team jersey. **The adulation of the collective and not the individual has knock-ons.** Stardom has given football players elevated ideas of their role in society, for example combating racism by taking the knee before matches. Europe’s populists don’t go for this kind of *wokisme*. Rugby players are subservient to their team and tend to make less fuss.

Another way in which rugby is not football is who plays it. For years politicians of the hard right in France grumbled about the national football team being, in their chauvinist eyes, not quite French. Many of its most dazzling stars hailed from the *banlieues*, sporting names like Zinedine and Karim. **There are a lot more dark faces in the French rugby team than there once were. But it remains a sport that draws players from the leafy suburbs and *la France profonde*, especially in the provincial south-west, which are paler and less prone to riots.** You cannot play a pickup game of rugby like you can one of football or basketball. Perhaps as a result, those from migrant backgrounds who do play are more showily integrated into their teams—and thus wider society. It is that sense of community, of belonging, that appeals to the chauvinists, who think it used to be the norm.

Such harking for yesteryear was on display in the opening ceremony of the World Cup on September 8th. Set in the 1950s—think berets and accordions—it dripped with reassuring clichés of *la France d’hier*. The intention was tongue-in-cheek, but it struck a chord. “This is the France we love, where young ladies didn’t wear *abayas* [a full-length robe worn by some Muslim women], where you didn’t have riots,” gushed one commentator. **Rugby has become a safe space for those who think things used to be better and fear the world is moving on only to leave them behind.** That is a powerful sentiment in Europe these days, not least among the French, over eight in ten of whom think the country is in decline.

Kicked into touch

The great bulk of rugby fans surely want nothing to do with the populist right. And the idyll imagined by the chauvinists is not quite what it seems. The fans supposed by *Valeurs Actuelles* to be of the polite sort were not above jeering President Emmanuel Macron during the opening ceremony. Nor are all players models of civic values: one forward in the French team, Bastien Chalureau, was convicted of a racist assault in 2020 (he is appealing against his sentence). Antoine Dupont, France’s captain, has in the past called for people not to vote for the hard right.

But for middle classes anxious about losing their place in the world, rugby is a haven, says Emmanuel Kujawski, a Green politico who plays on the wing for the European Parliament rugby team. Football can be played by anyone—a rich white kid, one from the *banlieues*, or one who shone on a dusty field in Africa and gets recruited to play in Europe’s top leagues, where Gulf sheikhs and American tycoons vie for their teams to prevail. **Rugby, at any rate in swathes of Europe, is a sport whose players and fans tend to honour a code of a supposedly more gentlemanly past.** It is no surprise it has proved attractive to those politicians intent on pitting Us against Them

19 octobre 2023 (The Economist)

[Joe Biden should admit Republicans are \(partly\) right about border security \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Lexington

Joe Biden should admit Republicans are (partly) right about border security

The witless politics of polarisation is jeopardising support for legal immigration

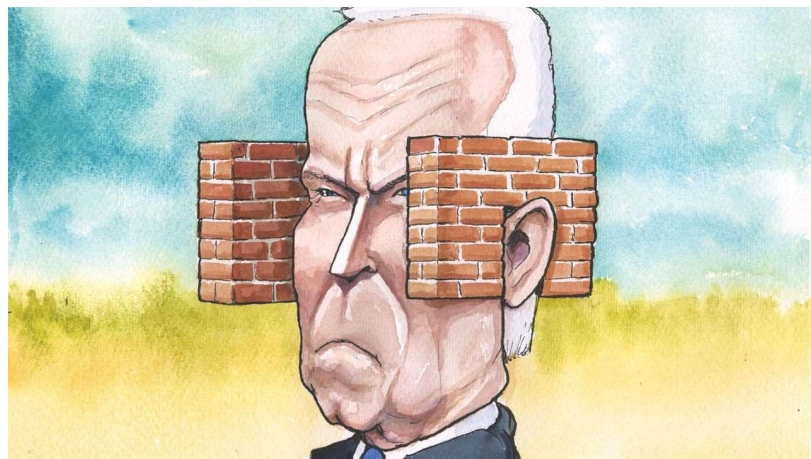


image: kal

Oct 12th 2023

If there were ever a good case for a centrist third party in American presidential elections—and right now there is not—the strongest reason would be the mass migration under way in the western hemisphere, which is prompting both major parties to take foolish and even inhumane positions. The surge in illegal crossings of the southern border is a complex problem. But having fed it through the polarisation machine, Democrats and Republicans have come up with simple, reciprocally stymying answers that defy not only compromise but common sense, too.

The latest demonstration came in early October, when the Department of Homeland Security (dhs) published plans to install 20 new miles of barriers along the Rio Grande in south-eastern Texas. As a candidate Joe Biden promised to build “not another foot” of wall, so reporters sensed the dangling shape of a favourite piñata, hypocrisy, and prepared to swing away.

But when they bearded the president in the Oval Office, he had an explanation: Congress made him do it. True enough. In 2019 Congress appropriated \$1.375bn for a “barrier system along the south-west border”. Having tried to persuade Congress to redirect what remains of that money, the Biden administration was at risk of breaking the law if it did not act. Asked if he believed a border wall “works”, Mr Biden replied, flatly, “No”. The problem turned out, in other words, to be worse than hypocrisy. It was inanity. Mr Biden could not give an answer that would strike any child as obviously true: walls do work, but only sometimes.

Mr Biden could have pointed to the case study surrounding him, in the form of the fence around the White House. Such efficacy in impeding ingress, he might have said, explained why as a senator he voted to build border barriers under a Democratic president, Bill Clinton, and a Republican one, George W. Bush. He might have added that it also explained why, when he was Barack Obama’s vice-president, that administration added more new miles of barrier than Donald Trump. (Although Mr Trump built 458 miles of wall, all but 87 replaced existing barriers; Mr Obama built 130 incremental miles.) Mr Biden might even have pointed out that the dhs’s 2023 budget states that barriers can work: “The border wall system impedes and denies illicit cross-border activity by allowing law enforcement an increased response time.”

But Mr Biden could permit himself no such nuance. Mr Trump has vowed to build a giant wall along the entire border, which stretches nearly 2,000 miles. This would be a boondoggle. A wall is unnecessary where natural barriers exist, and easily defeated in remote areas where patrols will not spot smugglers as they cut through, as they have done thousands of times. But despite Mr Biden's past positions, to acknowledge now that barriers can play a part in securing the border would be to say Mr Trump is not entirely wrong. And that, Mr Biden's advisers know, is anathema to the Democrats' progressive base.

The new bits of wall are to run through Starr County, Texas, in the district of Representative Henry Cuellar, a Democrat. Mr Cuellar thinks the barriers will be ineffective there; he favours more border agents and surveillance equipment instead. He is frustrated by Democrats' reluctance to secure the border. In early October he was carjacked at gunpoint in Washington. Unharmed and admirably unruffled—though annoyed to have his sushi stolen with his car—he seized the opportunity when Mr Biden called to express concern. “I said, ‘Mr President, we as Democrats can be strong on border security and still be respectful of immigrants’ rights,’” he recalls, adding, “We’ve got to find a balance.” He says Mr Biden understood and asked to follow up.

In fact, writes Franklin Foer in “The Last Politician”, a new book about Mr Biden, immigration was “where he was most out of step with his evolving party’s leftward trajectory”. As a candidate, Mr Biden worried that progressive politics “might cost Democrats the rustbelt”, but to win nomination he felt he had “to commit himself to a wholesale reversal of Trump immigration policy”.

Until recently, Mr Biden seemed content with that calculation, looking away as the border grew more chaotic. Mr Trump remained so noxious that suburban voters were unlikely to defect to him. Indeed, as though to remind them why they turned to Mr Biden in 2020—and why a centrist third-party is a terrible idea now, when it might elect Mr Trump—the former president recently said migrants were “poisoning the blood of our country”.

Blue state blues

But migrants by the tens of thousands are arriving in cities and states represented by Democrats. America's immigration system was built to manage single men from Mexico looking for work, not families travelling from Venezuela or farther afield. Unlike past migrants, the newcomers tend not to have contacts in America; rather than melt into the country they remain in shelters, weighing on public budgets. America needs more agents, asylum officials and beds at the border, more flexibility to send migrants to other safe countries, and harsher consequences for those crossing illegally without legitimate claims. Mr Biden could do some of this on his own, but much of it requires Congress to act.

Andrew Selee of the Migration Policy Institute, a think-tank in Washington, says the approaching budget negotiations might lead to a compromise. A deal is not probable, he says, but “there is definitely more of a pathway forward now than there was a month ago”. He cites more “willingness from the administration to explore some tougher options” and more concern from Republicans about unfilled jobs. Enhanced border security might also prove to be the price of the Ukraine funding Mr Biden wants.

The president should see this as an opportunity. Illegal immigration is eroding support for legal immigration. And most Americans would respect a politician big enough to acknowledge when the other guy has a point, even if his name is Trump.

19 octobre 2023 (NZZ)

[Künstler des deutschen Grauens: Anselm Kiefer im Filmporträt von Wim Wenders \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

Früher zeigte er den Leuten den Hitlergruss, um ihnen den Spiegel vorzuhalten. Anselm Kiefer schlägt sich hart wie kaum ein anderer Künstler mit der Vergangenheit Deutschlands

So nah war Anselm Kiefer noch nie. Wim Wenders' 3-D-Kamera zoomt in die apokalyptischen Topografien von Kiefers malerischem und skulpturalem Werk hinein. Entstanden ist dabei aber auch ein Porträt, das dem Malerfreund ein fragwürdiges Denkmal setzt.

Philipp Meier

19.10.2023, 05.30 Uhr 5 min



Wim Wenders' theatralische Inszenierung des Künstlerfreunds Anselm Kiefer in seinem Themenpark in Südfrankreich.

Wim Wenders / Road Movies

Wer zu diesem Künstler nur schwer Zugang fand, erfasst ihn jetzt augenblicklich: So macht ein Traumatisierter Kunst. Anselm Kiefer ist kurz nach dem Zweiten Weltkrieg in Deutschland geboren. Und alles in seinem Schaffen dreht sich um die Trümmer, in welchen seine Heimat versank. Wobei der Begriff «Heimat» in diesem Werk den bitteren Geschmack verkohlter Erde annimmt.

Das zeigt der neue Dokumentarfilm von Wim Wenders. Kiefers Kunst ist sperrig. Die Balken seiner düsteren Estrich-Bilder – ein Verweis auf die Konzentrationslager – legen sich überall quer. Dieses Œuvre ist schwer wie die Bücher aus Blei in seinen Bibliotheks-Installationen, die unter dem Gewicht der Menschheitstragödie ächzen. Vor allem aber weist diese Kunst-Topografie des Horrors erdrückende Dimensionen auf.

So bilden die riesigen Fabrikhallen, die Kiefer im Odenwald, dann bei Paris und in Südfrankreich als Ateliers dienen, den perfekten Ort für Wim Wenders' abenteuerliche, raumgreifende 3-D-Kamerafahrten: Kiefer wird als schwarzgekleideter Winzling herangezogen, wie er mit dem Fahrrad durch den Wald seiner wandhohen Bilder radelt, bruchstückhaft eine Melodie vor sich hin pfeifend, fast ein bisschen wie ein geistig Verwirrter. Hinzu kommt die apokalyptische Orchestermusik des deutschen Filmmusikkomponisten Leonard Küssner. Und alles ist untermalt von gespenstischem Flüstern und Wispern wie aus dem Erdreich der Toten.

Paul Celans «Todesfuge»

Anselm Kiefer ist der Künstler in Deutschland, der sich vielleicht am beharrlichsten mit dem Holocaust beschäftigt hat. Und Wim Wenders hat ihm dafür ein Denkmal gesetzt. Wenders und Kiefer, beide 1945 geboren, kennen sich seit 30 Jahren. Über den Freund wollte der Regisseur schon lange einen Film machen. Für seinen Porträtfilm «Anselm – Das Rauschen der Zeit» hat er ihn zwei Jahre lang mit der Kamera begleitet.

Der stille Begleiter im Ohr der beiden grossen deutschen Kunstschaffenden aber ist Paul Celan. Er bildet gleichsam eine Tonspur durch den gesamten Film hindurch, auch wenn das berühmte Gedicht über schwarze Milch und den Tod als «ein Meister aus Deutschland» nur anfangs rezitiert wird. Anselm Kiefer ist der Künstler, so vermittelt es der Film mit Nachdruck, der es sich zur Aufgabe gemacht hat, zu Celans «Todesfuge» das Bildmaterial zu liefern.



Anselm Kiefer inmitten seiner Kunst in einer seiner riesigen Fabrikhallen.

Road Movies

Denn wie Gerhard Richter oder Kiefers Lehrer Joseph Beuys ist auch er ein deutscher Nachkriegskünstler, der sich in Anlehnung an Theodor W. Adorno immer die Frage gestellt hat, wie man nach der Shoah noch Kunst machen könne.

Obwohl nach Kriegsende geboren, steckt in Anselm Kiefer eine kriegsversehrte Künstlerseele. Wie ein Besessener martert und schindet er in dem Film mit Flammenwerfer und anderem schwerem Gerät riesige Leinwände, bewirft sie mit Farbe, verätzt sie mit Säure, um zu zeigen, dass Kunst nur noch Verletzung, Trümmer, Zerstörung sein kann. Man könne doch nicht einfach eine Landschaft malen, durch die Panzer hindurchgefahren sind, gibt der über eineinhalb Stunden fast immer stumm bleibende Künstler einmal zu bedenken.

Und so sehen denn auch seine abgebrannten Stoppelfelder und zerfurchten Einöden aus, in die die Kamera wie in wirkliche Landschaften hineinfährt: Näher ist man Kiefers Kunst nie als in diesem Film, der den Beleg erbringt, dass da einer Landschaftsmalerei auf erschütternde Weise wieder möglich gemacht hat.

Das war vor allem interessant für die Kunstwelt ausserhalb Deutschlands. Während Amerika Kiefer als kühnen Tabubrecher feierte und ihm 1988 das Museum of Modern Art in New York mit einer grossen Retrospektive die höchsten Weihen «als wichtigstem Künstler der Gegenwart» verlieh, überschritt seine Kunst für seine deutschen Landsleute regelmässig die Schmerzschwelle.

Einen ersten Skandal provozierte Kiefer 1969, als er in einer fotografischen Aktion an verschiedenen Orten in Europa den Hitlergruss ausführte, da das in Deutschland seit 1945 verboten war. «Ich habe jedem den Spiegel vors Gesicht gehalten», nimmt Kiefer in einem historischen Interviewausschnitt im Film Stellung: Zu jener Zeit sei es unbedingt wichtig gewesen, das «Dritte Reich» wieder ins Gedächtnis zu rufen, da sich niemand damit habe befassen wollen.

Als er 1980 den westdeutschen Pavillon an der Biennale in Venedig bespielte, war man nicht bereit für die Art von Vergangenheitsaufarbeitung dieses Kunst-Berserkers. Man warf ihm Faschismus vor.

Mythenbildung

Kiefer schlug und schlägt sich auch heute in seinem Schaffen hart mit der historischen Vergangenheit Deutschlands. Seine Leinwände sind das Schlachtfeld für diese Auseinandersetzung. Er klagt die grosse Katastrophe an, verwahrt sich aber, sie zu mythisieren, wie ihm verschiedentlich vorgeworfen wurde. Der Mythos sei höchstens eine nichtrationale Art und Weise, Geschichte zu begreifen, sagt der Künstler einmal in dem Film.

Sollte der Verdacht einer Ästhetisierung und Überhöhung des Horrors immer noch im Raum stehen, so will ihn der Regisseur für seinen Freund mit diesem Film endgültig aus der Welt schaffen. Das gelingt allerdings nur streckenweise, nämlich dort, wo die Kamera auf dem Boden des Dokumentarischen bleibt und den Künstler bei seiner Arbeit beobachtet. Oder dort, wo der Film in historischen Interviews Kiefers in der Öffentlichkeit abgegebene Statements einfängt.

Sonst aber steht Wim Wenders' Film selber unter dem Verdacht der Mythenbildung: Wenders operiert mit allen ihm zur Verfügung stehenden Mitteln seines Genres, als wollte sich sein filmisches Werk dem Pathos des malerischen und skulpturalen Schaffens seines Freundes anverwandeln.

So fährt die Kamera durch düstere, raunende, rauchende und tropfende Kunst-Topografien in Anselm Kiefers eigenem Themenpark in Südfrankreich. In 60 Hallen, Gängen, Katakomben und Tunneln reiht sich dort ein Horrorkabinett Kieferscher Kunstinszenierung ans andere. Und immer wieder wandelt der Künstler selber als kleiner Junge – gespielt von Wim Wenders' Grossneffe Anton Wenders – durch die dystopischen Szenerien. Das wirkt manchmal auch komisch, etwa wenn der Junge, gekleidet wie ein Hitlerjunge, leise «Pommerland ist abgebrannt» vor sich hin singt.

Auch Kiefers Sohn springt dort ein, wo der Künstler in historischen Rückblenden als junger Mann auftritt. So ist dieser Film zweier alter Freunde zur sehr persönlichen Family-Affair geworden. Da finden denn auch zwei Kunstformen zusammen in einer Art Vermächtnis – und Zugeständnis an das jeweilige andere Medium: Wim Wenders gestand einmal, dass er am liebsten selber Maler geworden wäre, und Anselm Kiefer, der sich passagenweise mehr als Schauspieler seiner selbst denn als Künstler durch seine selber erschaffenen Kulissen der Finsternis bewegt, wäre nach eigener Aussage gerne auch Filmmacher geworden.

Fast unpassend leicht wird der Film für kurze Augenblicke, wo Anselm Kiefer durch Venedig begleitet wird. Das Auge empfindet geradezu Schmerz beim Anblick der lichtdurchfluteten Serenissima. Gewöhnt sich aber rasch wieder an die Dunkelheit des Palazzo Ducale, wo Kiefer 2022 für die

Biennale eine Ausstellung eingerichtet hat, indem er die Tizians und Tintoretos mit eigenen infernalischen Bildern der Düsternis verhängte.

«Die Leute suchen ja das Leichte, weil sie von Grund auf das Schwere nicht sehen wollen», lässt Wim Wenders gegen Schluss des Kinofilms Anselm Kiefer zu Wort kommen. Bevor er ihn in einer Bildmontage einen Hochseilakt über zerbombten deutschen Städten vollführen lässt – ein Turner über dem Abgrund.

19 octobre 2023 (Le Figaro)

[Agnès Verdier-Molinié: «Quand arrêterons-nous de financer ceux qui empêchent d'expulser les terroristes?» \(lefigaro.fr\)](#)

Agnès Verdier-Molinié: «Quand arrêterons-nous de financer ceux qui empêchent d'expulser les terroristes?»

Par [Agnès Verdier-Molinié](#)

Publié hier à 20:22, mis à jour hier à 21:13



Agnès Verdier-Molinié. *Fabien Clairefond*

TRIBUNE - Le gouvernement sous-traite l'essentiel de la gestion des migrants à des associations, qui aident notamment les familles à faire des recours quand leurs demandes d'asile sont rejetées, estime l'essayiste. Le tout aux frais du contribuable. *Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation iFrap (think-tank libéral). Dernier livre paru : Où va notre argent ? aux Éditions de l'Observatoire.*

France, terre d'asile ? France, terre aussi malheureusement de terrorisme. Comment avons-nous pu en arriver là ? Tout simplement, car nous ne sommes pas un pays peuplé de personnes intolérantes ou racistes, mais au contraire généreuses et très largement rousseauistes. Pour la France et les autorités françaises, chaque personne rentrée de manière illégale n'est pas un danger potentiel pour la sécurité de nos concitoyens, mais plutôt une victime. C'est comme cela qu'est rentrée illégalement (et y est restée) en France en 2008 la famille Mogouchkov : famille russe originaire d'Ingouchie, ils avaient été poussés à quitter la fédération de Russie à cause de leur adhésion au salafisme.

La famille du terroriste Mohammed Mogouchkov avait fait l'objet d'une tentative d'expulsion du territoire français en février 2014. En 2014, le salafisme affiché de cette famille n'a en aucun cas dissuadé plusieurs associations, dont le Mrap, la Cimade et RESF (Réseau éducation sans frontières) de tout faire pour empêcher cette expulsion. Pourtant, l'expulsion était programmée, les avions affrétés pour ramener toute la famille à Moscou. Aujourd'hui, prise à partie sur le sujet, la Cimade répond qu'elle réfute *«le présupposé d'un lien automatique entre personnes étrangères, délinquance et terrorisme»*. Elle aurait pourtant pu le faire, le lien, entre radicalisation de cette famille et risque terroriste... On ne peut pas dire qu'on ne savait pas en 2014, car en 2012 déjà, avaient déjà eu lieu malheureusement les attentats de Toulouse et de Montauban.

Des fonds publics dévoyés

Sous la pression de ces associations et du Parti communiste local, qui plaidaient que les enfants étaient *«scolarisés avec succès»* et que cela respectait les critères de la circulaire Valls de 2012, la

préfecture d'Ille-et-Vilaine, à la suite d'un avis de Matignon, avait finalement remis en liberté la famille Mogouchkov et suspendu leur expulsion. La suite est glaçante : en décembre 2016, un des fils Mogouchkov, alors âgé de 15 ans, Movsar, déclare lors d'une séquence « valeurs de la République » au lycée Gambetta d'Arras : *«l'attentat (de Charlie Hebdo) a eu lieu parce qu'ils ont insulté les musulmans. Ils ont insulté l'islam en représentant le Prophète»*.

Cette intervention lui vaut un signalement aux autorités par le lycée Gambetta d'Arras. Au printemps 2019, ce même frère est impliqué dans un projet d'attaque, déjoué, contre l'Élysée et les policiers en assurant la garde. Il est aujourd'hui incarcéré à la prison de la Santé pour association de malfaiteurs terroristes. En 2018, le père est finalement expulsé, mais revient dès l'année suivante...

Le père de famille et son épouse (ils ont 5 enfants) sont réputés ne pas travailler et habitent dans une cité HLM avec, là encore, des financements publics, les enfants sont scolarisés gratuitement et soignés gratuitement... On peut d'ailleurs légitimement se poser la question : comment une famille en situation irrégulière en France peut-elle habiter dans un HLM alors que ce n'est pas légal ? Et alors qu'il y a de telles files d'attente ? Quand allons-nous cesser cette machine infernale qui fait que nous conseillons gratuitement, logeons sur fonds publics, subventionnons avec le fruit de nos prélèvements obligatoires des personnes qui souhaitent ouvertement nuire à la France ?

On observe qu'en 2022, seulement 7 % des OQTF ont été exécutées. La France figure parmi les pays d'Europe comptant le moins d'expulsions réalisées

La Fondation iFrap dénonce depuis plus de dix ans le fait que les OQTF (obligations de quitter le territoire français) ne sont pas respectées. Sur les dix dernières années, leur taux d'exécution a presque toujours été en dessous de 20 %. On observe qu'en 2022, seulement 7 % des OQTF ont été exécutées. La France figure parmi les pays d'Europe comptant le moins d'expulsions réalisées.

À lire aussi *Pourquoi La France insoumise refuse aveuglément de qualifier le Hamas d'islamiste*
Quant aux places en centres de rétention administrative (CRA), l'objectif du gouvernement est d'atteindre 3 000 places d'ici 2027. Onze CRA seront créés. Mais certaines «*créations*» annoncées ne sont que des reconstructions de centres déjà existants, comme notamment à Oissel, en Seine-Maritime... Soulignons ici que, chaque année, seulement 57 millions sont consacrés aux CRA et seulement 64 millions à l'éloignement des migrants en situation irrégulière, quand le budget de la mission Immigration, asile et intégration est délégué à 45 % aux associations, qui touchent plus de 980 millions d'euros !

Repenser le système

La Cimade, le Mrap et RESF touchent des subventions publiques. Pour la Cimade, les montants sont d'ailleurs impressionnants : en 2022, c'est presque 6,5 millions d'euros de fonds publics qui lui ont été versés. Et le plus incroyable est que le montant le plus important vient du ministère de l'Intérieur, avec 2,6 millions d'euros, et des préfectures, pour le compte de l'État, avec 2,5 millions. Des fonds publics qui aident notamment les familles à faire recours sur recours quand leurs demandes d'asile sont rejetées par l'Ofpra. Et ce, car l'État leur délègue *«l'assistance juridique aux étrangers en situation irrégulière»* ! Cherchez l'erreur...

Il serait possible de supprimer l'attribution de logements sociaux et l'accès aux soins et à l'école pour tout fait de terrorisme, de radicalisation ou d'apologie du terrorisme

Allons-nous continuer longtemps à accepter un système extrêmement généreux et coûteux pour nos finances publiques, qui finance une casuistique juridique exponentielle – nationale et européenne – aboutissant à ce que les décisions d'expulsion nécessaires et évidentes pour notre protection n'aboutissent jamais ? Réfléchissons aussi à réduire drastiquement les avantages sociaux aux profils radicalisés : il serait possible de supprimer l'attribution de logements sociaux et l'accès aux soins et à l'école pour tout fait de terrorisme, de radicalisation ou d'apologie du terrorisme.

On pourrait se poser aussi la question de revenir sur le droit d'asile conventionnel et constitutionnel avec un pouvoir discrétionnaire du ministre de l'Intérieur sur la police des étrangers, comme c'était le cas au

début de la Ve République. De grâce, simplifions et encadrons les recours et conditionnons l'aide apportée à une véritable volonté d'intégration et de respect de la France et de ses citoyens contribuables, qui donnent beaucoup pour recevoir des coups de couteau en retour.

18 octobre 2023 (FAZ)

[Islam und der Hamas: Ein Unrecht wiegt das andere nicht auf \(faz.net\)](https://www.faz.net)

KHOLA MARYAM HÜBSCH:

Ein Unrecht wiegt das andere nicht auf

VON KHOLA MARYAM HÜBSCH

-AKTUALISIERT AM 17.10.2023-18:20



Die Publizistin Khola Maryam Hübsch Bild: Verena Müller

Wir müssen die Deutungshoheit über unsere Religion zurückerobern. Der Terror einfallender Horden, getarnt als Selbstjustiz der Unterdrückten, bleibt barbarischer Extremismus. Ein Gastbeitrag.

Ich erinnere mich noch genau, wie ich die Geschichte über den Propheten Muhammad und einen jüdischen Leichnam zum ersten Mal hörte. Der Prophet, so ist überliefert, steht aus Respekt auf, als eine jüdische Trauergemeinde an ihm vorbeizieht. Seine Gefährten beschwichtigten ihn, sitzen zu bleiben: Es ist nur ein Jude gestorben, sagen sie. „Ist ein Jude denn keine Menschenseele?“, erwidert der Prophet und bleibt stehen.

Ich musste unmittelbar an eine Szene aus Lessings Nathan denken, dem wohl wichtigsten Drama der Aufklärung. Weisheitstrunken fragt der Jude Nathan: „Sind Christ und Jude eher Christ und Jude, als Mensch? Ah! Wenn ich einen mehr in Euch gefunden hätte, dem es genügt, ein Mensch zu heißen!“. Im Jerusalem der Kreuzzüge lässt Lessing einen Juden, der seine gesamte Familie durch ein antisemitisches Pogrom verloren hat, zum Sinnbild der Menschlichkeit werden. Durch Gottes Hilfe gelingt es ihm, seinen Hass auf Christen zu überwinden, und er adoptiert ein christliches Baby.

Wenn ich dieser Tage durch meine Timeline scrolle und mir die Kommentare und Posts einiger meiner muslimischen Bekannten anschau, bin ich ratlos. Was ist geblieben vom rationalen Humanismus des Islams, der einst große Denker der Aufklärung wie Lessing inspirierte? Literaturwissenschaftler haben herausgearbeitet, dass zentrale Stellen der berühmten Ringparabel, die Lessing Nathan erzählen lässt, offenbar von Koranversen inspiriert sind.

Die Sprachgewalt des Korans vergessen

Muslimische Influencer scheinen die Sprachgewalt des Korans vergessen zu haben, es ist die Macht der Bilder, die überwältigt. Ich sehe Videos, in denen leblose palästinensische Babys herumgereicht werden. Bilder, die unerträglich sind. Ich spüre, wie der Schmerz mein Gehirn lähmt, wie sich eine Wut einschleicht, die droht, meinen Verstand auszuschalten. Trotzdem mache ich mir klar: Es sind Bilder, die im Gewand des Mitgefühls daherkommen und doch auch Zwietracht säen können. Wut klickt gut.

Während der Algorithmus mir palästinensische Säuglinge zeigt, titelt die „Bild“-Zeitung „Babys mit abgeschnittenen Köpfen“, es sind israelische. Die toten Babys, sie waren Menschenkinder. Ob sie eine jüdische oder eine muslimische Mutter hatten, ist belanglos. Mäßigende Töne, deutliche Worte der Solidarität mit israelischen Opfern haben es angesichts solcher herzerreißenden Bilder schwer in der muslimischen Social-Media-Blase.



Friedensgebet: In der Frankfurter Nuur-Moschee der Ahmadiyya-Gemeinde versammeln sich Gläubige. :Bild: Maria Klenner

Immer wieder fallen mir Statements auf, die auf ein halbes Jahrhundert israelischer Besetzung, der Vertreibung von Palästinensern und den Blockaden am [Gazastreifen](#) hinweisen. Es ist vom Freiluftgefängnis Gaza die Rede, vom Massaker 2014, von der Nakba. So, als wiege ein Unrecht das andere auf. Als sei Gerechtigkeit dadurch herzustellen, dass beide Seiten gleiches Maß an Leid erfahren. Es sei ein Kampf Verzweifelter gegen eine reiche Militärmacht, David gegen Goliath. Man müsse die Vorgeschichte benennen, schreiben sie.

Haben wir nicht immer eine Wahl?

„Ist euch klar, wie ihr damit verstanden werden könnt?“, frage ich irritiert und stoße auf Unverständnis. Die große Betroffenheit der westlichen Welt, die fassungslos auf [Israel](#) blickt, scheint manch einen muslimischen Aktivist blind zu machen für die grausamen Verbrechen, die den Solidaritätsbekundungen vorangingen. Was sie sehen, ist die Unsichtbarkeit palästinensischen Leids.

Können Ursachenanalysen unmittelbar nach einem Massaker historischen Ausmaßes anders gelesen werden denn als Rechtfertigungsversuch? Als seien die menschenverachtenden Gräueltaten [der Hamas](#) Teil eines dekolonialen Befreiungskampfes. Die Reaktionen auf meinen Einwand sind verhalten. Alle distanzieren sich sofort von den Terroristen, doch sie fragen: Welche Wahl haben Menschen im Gazastreifen? Ich frage zurück: Haben wir nicht immer eine Wahl?

Ich bin enttäuscht von meinen Glaubensgeschwistern. Gehört es nicht zum Kernanliegen unserer Religion, Hass und Wut in ein Gebet zu verwandeln, das das Herz schmelzen lässt und die Macht hat, alles zu verändern? Wurden die frühen Muslime nicht unter grausamer Folter dazu angehalten, ihren Glauben zu verleugnen, und dennoch riefen sie „Allahu akbar“ – das heißt: Gott ist größer. Größer als die Macht der Unterdrücker. Sie starben für ihren Glauben, das ist das Gründungsnarrativ der islamischen Religion.

Es ist das gleiche „Allahu akbar“, das wir dieser Tage aus verstörenden Videos hören, gerufen von gewaltberauschten Extremisten, die offenbar kurz zuvor eine junge Frau entführt und misshandelt haben. Es bedrückt mich, die heiligen Worte, die zum islamischen Gebet gehören, auf diese Weise verunglimpft zu sehen.

Deutungshoheit über den Islam zurückerobern

Statt uns der Macht des Gebetes bewusst zu werden und uns die Deutungshoheit über unsere Religion zurückzuerobert, akzeptieren einige von uns Muslimen, vielleicht unbewusst, die Schmähung islamischer Werte als Ausweg aus der wahrgenommenen Ohnmacht. Selbst wer zu wählen hat zwischen eigener Not und dem Ausüben schlimmster Grausamkeiten, hat eine Wahl.

„Und die Feindseligkeit eines Volkes soll euch nicht verleiten, anders denn gerecht zu handeln“, heißt es im Koran, „vielleicht wird Allah Liebe setzen zwischen euch und denen unter ihnen, mit denen ihr in Feindschaft lebt.“ Zur Nächstenliebe mahnende Koranverse scheinen wir als realitätsferne Folklore abzutun.

Ich höre in mir die Stimmen der anderen, die religionskritischen, die radikal-religiösen: Es gibt doch auch die Verse, die zur Gewalt aufrufen, die zum Töten von Ungläubigen auffordern. Sie beziehen sich ausschließlich auf das Recht zur Selbstverteidigung im Falle eines Angriffskriegs und können niemals ein Massaker an Unschuldigen rechtfertigen. Wenn „Klöster und Kirchen und Synagogen und Moscheen“ in Gefahr sind, wie der Koran glaubensübergreifend betont, sind Muslime verpflichtet, sie zu schützen.

Ich warte ungeduldig auf die Stellungnahme meiner muslimischen Gemeinde. Das Töten unschuldiger Zivilisten sei ein direkter Verstoß gegen die Lehren des Propheten des Islams, heißt es darin. Selbst im Kriegszustand darf laut islamischem Kriegskodex keine Frau, kein Kind, kein älterer Mensch, kein Geistlicher, kein Ort der Anbetung angegriffen werden. Eine Selbstverständlichkeit, an die man dieser Tage wieder erinnern muss.

Denn wie unmenschlich ein Krieg auch ist, so zwingen islamische Rechtsprechung und Völkerrecht ihn in ethische Rahmen. Der Terror einfallender Horden hingegen – getarnt als Selbstjustiz der Unterdrückten – bleibt barbarischer Extremismus, der islamischen Werten vollkommen entgegensteht.

Hässlicher Schlagabtausch im Internet

Natürlich gibt es Hassprediger, die den Islam anders auslegen. Doch wann ist ein besserer Zeitpunkt, auf das Friedenspotential einer Religion hinzuweisen, die mit 1,9 Milliarden Menschen ein Viertel der Weltbevölkerung beeinflusst, als in Zeiten des Krieges? Menschen, die sich zu diesem Glauben nicht aus politischen, sondern aus spirituellen Gründen bekennen, finden Trost im Gebet und folgen einer Ethik des gelebten Miteinanders.

Was sagt es über den Zustand der politischen Führer in muslimischen Ländern aus, wenn sie nicht imstande sind, einheitlich für eine Friedenslösung einzutreten, die nicht nur dem unschuldigen Teil der palästinensischen Zivilbevölkerung zugutekommt, sondern auch den Extremismus in den eigenen Reihen eindämmt?

Auch muslimische Prediger, die sich sonst gerne versöhnlich geben, fallen mit harter Wortwahl auf. Einer der einflussreichsten Imame im Internet, Omar Suleiman, liefert sich auf der Plattform X, vormals Twitter, einen hässlichen Schlagabtausch mit dem konservativen Bestsellerautor und reichweitenstarken Influencer Jordan Peterson. Beide hatten sich erst kürzlich für den interreligiösen Dialog zwischen Christen und Muslimen eingesetzt, nun wünschen sie einander die Hölle. „Give 'em hell“, schreibt Peterson an den israelischen Ministerpräsidenten Benjamin Netanjahu gerichtet und lässt offen, ob er noch zwischen Hamas und Palästinensern zu unterscheiden vermag. „Go to hell“, antwortet der Imam und hat sich damit entschieden, alle Brücken abzureißen. Millionen lesen mit.

Meine Freundin ruft an. Sie ist Muslimin, ihre Kinder besuchen die jüdische Schule. Ja, auch das gibt es. Sie ist erschüttert. Sie gehört zu denjenigen, die die israelische Perspektive verstehen, ohne die palästinensische aus den Augen zu verlieren. Für sie sind Juden Menschen, mit denen sie tagtäglich spricht. Die Kommunikationskanäle müssen offen bleiben, fordern Diplomaten aus aller Welt und auch islamische Geistliche, wie der Khalif meiner Gemeinde. Doch in der fragmentierten Welt der Filterblasen

und Echokammern haben wir den Gesprächsfaden längst verloren. Ich sehe unversöhnliche Meinungslager, die sich gegenseitig verurteilen. Klare Positionierungen jenseits des eigenen Lagers sind rar geworden, es scheint nur noch ein Pro-Palästina oder ein Pro-Israel geben zu können. Ich bin pro Mensch, denke ich.

Woher kommt das Frontdenken?

Woher kommt das Frontdenken, das nur noch die eigene Opferposition wahrnimmt? Wir werden gemeinsam angegriffen von Tätern, die Menschenfeinde sind. Zeigt sich Empathie nicht im uneigennützigem Einsatz für die Rechte anderer? Erkennen wir uns selbst und unseren Wert als Menschen nicht im Antlitz des anderen? War das nicht ein Kerngedanke der Aufklärung? Wenn jemand einen unschuldigen Menschen tötet, so soll es so sein, als habe er die gesamte Menschheit getötet, heißt es im Koran.

„Sind denn Jud und Muslim eher Jud und Muslim als Mensch?“, möchte ich mit den Worten Nathans fragen. Das Menschsein – es scheint uns nicht mehr zu genügen. Vielleicht werfen meine muslimischen Freunde mir nun vor, das Leid unserer palästinensischen Glaubensgeschwister zu verharmlosen und die historischen Zusammenhänge nicht ausreichend zu berücksichtigen.

Doch wer die Gewaltexzesse der Terroristen nicht rigoros verdammt, hat nicht erkannt, welches Elend für die Palästinenser daraus erwächst. Nachhaltiger Frieden ist ohne Gerechtigkeit nicht möglich. Gerechtigkeit entsteht nicht auf dem Rücken von Unrecht.

Ich habe Angst davor, dass ein Verbrechen gegen die Menschheit das nächste jagt. Der israelische Verteidigungsminister Yoav Gallant kündigte einen Vergeltungsschlag an, der über Generationen hinweg nachhallen werde. Ob das Völkerrecht aufrechterhalten wird? Ich mag mir nicht vorstellen, was uns bevorsteht.

Gallant spricht von „menschlichen Tieren“, nicht von Menschen. Eine Beschreibung, die auf radikalfaschistische Terroristen zutreffen mag. Doch denke ich an die unschuldigen Zivilisten auf beiden Seiten, die die Verlierer in diesem Kampf sein werden, möchte ich wie der Prophet aufstehen und sagen: Sind sie nicht Menschenseelen?

Die Journalistin und Buchautorin Khola Maryam Hübsch engagiert sich in der muslimischen Ahmadiyya-Gemeinschaft für den interreligiösen Dialog. In ihren Veröffentlichungen kritisiert sie unter anderem die Vereinnahmung des [Islams](#) durch Fundamentalisten. Sie ist regelmäßig auf Podien und bei Talkshows zu Gast und ist Mitglied im Rundfunkrat des HR. Hier schreibt sie über die jüngsten Ereignisse in Israel und Gaza.

18 octobre 2023 (The Economist)

[The Arab world thinks differently about this war \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Briefing | Maelstrom in the Middle East

The Arab world thinks differently about this war

But Israel's evidence about a hospital strike still carries little weight



image: getty images

Oct 18th 2023 | DUBAI

The scenes looped on news channels all night: ambulances, bodies, an explosion lighting the night sky. Hamas blamed Israel for the blast at [Gaza's al-Ahli hospital](#) on October 17th, which killed hundreds of people. Israel later denied that it was carrying out air strikes in the area; the explosion, it said, was caused by a misfired rocket launched by Islamic Jihad, another militant group in [Gaza](#). By the time Israel issued its denial, though, details had ceased to matter. The catastrophe had sparked protests in the West Bank and Jordan, and as far away as Tunisia. That was the maelstrom into which Joe Biden flew when he arrived in Israel on October 18th for a quick visit.

It is hard to generalise about “the Arab world”, a collection of 450m people spread across thousands of kilometres and nearly two dozen countries. But it is safe to say that most Arabs still sympathise with the Palestinian cause. Their dispossession remains a totemic political issue across the Middle East, able to mobilise popular anger and protest like little else.

The war between Israel and [Hamas](#), now in its 12th day, has been no different. Covered around the clock on television, discussed endlessly on social media, it has sparked an outpouring of support for Palestinians. Still, compared with past conflicts, like the 50-day war in Gaza in 2014, a few things look different.

One is geopolitics. Since 2020 four Arab states—Bahrain, Morocco, Sudan and the United Arab Emirates (uae)—have established relations with Israel, which previously had ties with just two (Egypt and Jordan). Saudi Arabia has been in talks to do the same. That has changed the way some Arab media outlets cover the conflict.

Al Jazeera, the Qatari broadcaster, has given ample time to Hamas, which is supported by Qatar. Meanwhile, channels run by Saudi Arabia and the uae have tried to walk a tightrope. Though they cover scenes of devastation in Gaza, they do not book Hamas officials for interviews (Arabic-speaking Israeli Jews are frequent guests, though). There have been heated debates in newsrooms over language: where once they might have used the phrase *jaish al-ihtilal* (“occupation army”), for example, today they just refer to it as the Israeli army.

A second difference is fear of a broader conflict. The 2014 war was limited to the holy land. It may not stay there this time—and that has complicated the discussion, at least in those countries close to Israel. Take Egypt. America and several Arab countries are urging it to open Rafah, the sole border crossing with Gaza not controlled by Israel, to allow civilians to escape the fighting.

But a broad swath of Egyptian society is adamant that their country should resist such pressure. “Why did you impose this war on me?” asked Ibrahim Eissa, a pro-government talk-show host, in a message directed at Hamas. “You want me to risk 100m Egyptians for your sake?” Other pundits have made similar remarks. One could dismiss them as mere mouthpieces for the regime—but their words have been widely echoed by the public.

The discourse is similar in Lebanon, which is four years into one of the worst economic crises in modern history. Many Lebanese are worried that Hizbullah, the powerful Shia militia and political party, will open a second front against Israel, thus dragging their country into another ruinous war like the one in 2006. “Don’t enter us into this hell,” wrote Dima Sadek, a well-known journalist who is both deeply supportive of the Palestinians and deeply critical of Hizbullah.

That points to a third shift: the region is more polarised today. Many Syrians, in particular, are appalled by the scenes in Gaza, where Israel’s siege warfare reminds them of the tactics deployed by Bashar al-Assad. But they are simultaneously loth to cheer for Hamas, a group backed by Iran, which did so much to destroy their country. And they fume at commentators across the Arab world who abhor Israeli atrocities but cheered Mr Assad’s. In Lebanon, too, some people are focused on the wider politics: whatever their views of Israel, they hope Iran (and thus Hizbullah) will emerge weakened.

In off-the-record conversations over the past 12 days, some Arab officials have spoken about Hamas and Gaza in the sort of language one would expect to hear from right-wing Israelis. They harbour no sympathy for an Islamist group backed by Iran. But they dare not repeat such remarks in public.

The disconnect between palace and public helps explain why Antony Blinken, the secretary of state, received a frosty reception on his recent round of shuttle diplomacy. First it was Muhammad bin Salman, the Saudi crown prince, who kept Mr Blinken and his entourage waiting hours for a planned Saturday-night meeting (the prince did not receive them until the next morning).

It is not unusual for Prince Muhammad, a night owl with an erratic schedule, to leave guests to cool their heels. That he did it to such a high-profile visitor, though, was seen as a pointed message. Then, after landing in Cairo, Mr Blinken was subjected to an unusual public lecture by Abdel-Fattah al-Sisi, the Egyptian president, who lamented the plight of the Palestinians.

Mr Biden will not even receive that chilly welcome. He had been scheduled to fly to Jordan after Israel, where he was to meet King Abdullah; Mahmoud Abbas, the Palestinian president; and Mr Sisi. But Mr Abbas backed out shortly after the hospital blast, and then Jordan announced that the whole summit was off. Whatever Mr Biden had hoped to say to Arab leaders, they are in no mood to hear it.

Yet behind the public posturing lies deep unease. Since October 7th many analysts have drawn parallels with the Yom Kippur war, the last time Israel experienced such a calamitous intelligence failure. But there is also a profound contrast with that moment.

In 1973 Arab states were able to launch a war that seemed, to Israel, an existential threat. Historians have argued ever since about whether that was true. But it felt that way at the time—enough so that Moshe Dayan, the defence minister, is said to have mooted the use of nuclear weapons. Half a century later, Israel was dragged to war by a militant group, and the region now faces the prospect of a broader conflict waged by other non-state actors supported by non-Arab Iran.

As for Arab states, they are nervous onlookers. Najib Mikati, the Lebanese prime minister, was blunt about the possibility of war in Lebanon: “These decisions are not in my hands,” he told al-Jadeed, a local

television network. The leaders of Egypt and Jordan fear fallout from the war will destabilise their own brittle regimes. Gulf states are nervous about antagonising Iran, lest its proxies lash out at Riyadh or Abu Dhabi. This is not an existential moment for Israel—but some Arab rulers fear it might be for them.

18 octobre 2023 (Le Figaro)

[Pourquoi La France insoumise refuse aveuglément de qualifier le Hamas d'islamiste \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Pourquoi La France insoumise refuse aveuglément de qualifier le Hamas d'islamiste

Par [Eugénie Boilait](#)

Publié hier à 19:21, mis à jour hier à 19:32



Carine Azzopardi *Fabien Clairefond*

ENTRETIEN - Dans son livre *Quand la peur gouverne tout*, la journaliste Carine Azzopardi étudie, entre autres, les convergences entre islamistes et wokistes. Une analyse qui permet de comprendre les prises de position de La France insoumise et de l'extrême gauche sur le Hamas.

*Carine Azzopardi est journaliste. Elle vient de publier aux Éditions Plon un ouvrage très documenté, *Quand la peur gouverne tout*, sur la manière dont islamisme et wokisme s'utilisent l'un l'autre pour faire avancer leur stratégie.*

LE FIGARO. - Dans votre livre, vous pointez les accointances entre wokisme et islamisme. Cette question est revenue sur le devant de la scène ces derniers jours avec le refus de l'extrême gauche de qualifier le Hamas d'organisation terroriste. Comment analysez-vous ces prises de position ?

Carine AZZOPARDI. - L'attitude actuelle de nombreux élus LFI, et leur difficulté à qualifier les événements survenus en Israël, n'est pas une simple attitude électoraliste. Le mal est plus profond que cela, car ils croient sincèrement à ce qu'ils disent. Pour les comprendre, il faut retourner aux sources du mouvement woke, qui imprègne une grande partie de ces élus. Le wokisme, selon l'AFP, c'est le militantisme contre toute forme de discrimination et d'exclusion visant une ou plusieurs minorités. Selon ce mode de pensée, toutes les inégalités sociales sont dues à des discriminations raciales, et il faut agir sur ce « *racisme inconscient* » dont les Blancs seraient par essence coupables envers les minorités. Or, dans la case des minorités, on place les minorités religieuses, donc naturellement les musulmans, qui sont vus comme les nouveaux damnés de la terre. Il y a par conséquent une impossibilité consubstantielle à ces mouvements de qualifier les mouvements islamistes de terroristes.

Certains communiqués syndicaux parus à la suite de l'assassinat du Pr Dominique Bernard, à Arras, sont, en ce sens, emblématiques. C'est mot pour mot ce que les mêmes communiqués disaient au lendemain de la mort de Samuel Paty. Ils citent la barbarie, la violence... « *Ne laissons pas les forces réactionnaires semer le poison de la division et du racisme* », écrit par exemple la CNT-SO. Ils se disent « *en colère parce que l'Éducation nationale et ses personnels ont volontairement été*

placés au centre d'instrumentalisations idéologiques et politiciennes sur les questions religieuses ». Cela revient à dire, entre les lignes, que, s'il n'y avait pas eu cette circulaire sur l'abaya, il n'y aurait pas eu d'attentat. Mais ils ne parleront jamais de l'idéologie qui arme intellectuellement les tueurs, parce qu'elle est dans leur angle mort.

Vous utilisez l'expression « inversion victimaire », qui, selon vous, peut servir à justifier les actes terroristes. C'est-à-dire ?

Dans la logique antiraciste, les victimes sont forcément « racisées » et ne peuvent donc être des bourreaux. C'est impossible à envisager. Et, dans la catégorie des victimes, on place les minorités musulmanes. Tout sera donc fait, dans le vocabulaire employé, pour ne jamais parler d'islamisme pour « ne pas stigmatiser ». On accepte, par stratégie, de parler de « crimes de guerre » (le nouvel élément de langage LFI), et non de crimes contre l'humanité, mais surtout jamais, au grand jamais, on n'ira jusqu'à employer le terme de « terrorisme islamiste ». Tout simplement parce que cela ne « cadre » pas avec le logiciel woke antiraciste.

Israël est vu par le mouvement Black Lives Matter comme le dernier endroit de la terre à décoloniser, en cela ce n'est pas très différent de ce que dit le mouvement Hamas dans sa charte.

Carine Azzopardi

Il ne faut pas « stigmatiser » les musulmans ou assimilés comme tels, donc on préférera taire la vérité. Le déni est total et produit cette inversion victimaire. Judith Butler, la papesse de la théorie du genre, a ainsi affirmé qu'il fallait « comprendre le Hamas et le Hezbollah comme des mouvements progressistes de gauche ». Pas plus tard que ce mardi, Danièle Obono, députée LFI, a affirmé, dans la même veine, que le Hamas était « un mouvement de résistance, reconnu comme tel par les instances internationales. » Inutile de préciser que c'est totalement faux. Le Hamas est placé sur la liste des organisations terroristes par l'Union européenne depuis 2003.

Dans votre ouvrage, vous affirmez : « Black Lives Matter est devenu le cri de ralliement de toute une jeunesse afro-américaine, solidaire du peuple palestinien victime de "génocide", selon le mouvement ». Quel lien observez-vous entre ces deux mouvements de contestation ?

Il y a une porosité entre ces deux mouvements sur le terrain et dans les discours. L'un des textes fondateurs de BLM, aux États-Unis, emploie le terme de « génocide » pour parler du peuple palestinien. Israël est vu par le mouvement BLM comme le dernier endroit de la terre à décoloniser, ce n'est en cela pas très différent de ce que dit le mouvement Hamas dans sa charte. Ce n'est pas une solution à deux États qui est préconisée, mais la disparition d'Israël. Dernier exemple en date : le mouvement BLM de Chicago a posté une affiche de soutien au peuple palestinien, en reprenant un dessin d'ailes volantes, glorifiant ainsi le mode opératoire qui a été mis en place le lundi 7 octobre lors du massacre dans la rave party, dans le sud d'Israël, par les terroristes du Hamas.

Avez-vous le sentiment que cette « perception d'un ennemi commun » est à l'œuvre aujourd'hui en France, au lendemain des actes terroristes perpétrés par le Hamas contre Israël ?

Le potentiel révolutionnaire des islamistes fascine depuis longtemps certains mouvements d'extrême gauche. Cette alliance à visée utilitaire était déjà dans un texte fondateur écrit par Chris Harman dans les années 1990 en Angleterre. Ce texte a inspiré chez nous les militants du NPA ou de Révolution permanente. Au lendemain de ces attentats, on voit qu'ils ne dérogent pas à ce soutien au nom de l'ennemi commun « blanc et sioniste ».

Cette alarme assourdissante qu'est la remontée extrêmement claire des chiffres et des actes antisémites en Europe et aux États-Unis doit nous faire prendre conscience que nous ne sommes qu'au début d'un processus qui vise à saper nos démocraties.

Carine Azzopardi

Mais cela ne concerne pas que la France, il faut élargir la focale. La semaine dernière, en Australie, un rassemblement pour la Palestine où l'on a scandé de longues minutes « gazez les juifs » a eu lieu sans

aucune réaction des autorités. En Irlande, des militants ont enlevé les fleurs en hommage aux victimes, sous les yeux de la police. À Harvard, bastion du wokisme, une lettre d'associations étudiantes a assuré que l'État hébreu était « *entièrement responsable* » des violences.

« Le positionnement du mouvement antiraciste renforce l'antisémitisme, et cette violence contre les juifs ici est vue comme une forme légitime de contestation de ce qui se passe là-bas », a écrit l'universitaire David Bernstein, que vous citez. En quoi la légitimation de ces actes qui se déroulent au-delà de nos frontières est-elle dangereuse pour nos démocraties ?

David Bernstein, qui a été longtemps investi dans les mouvements antiracistes américains, explique que le conflit israélo-palestinien est utilisé comme un prétexte par des mouvements woke qui font tout sauf soutenir réellement les Palestiniens. Ces derniers laisseront ainsi libre cours à l'expression d'un antisémitisme débridé qui prendra des juifs pour cibles, en Europe mais aussi aux États-Unis, parce que juifs.

De la même manière que le Hamas prend la population palestinienne en otage, les mouvements antiracistes woke dévoient la juste lutte contre les discriminations, parce que leurs postulats sont faux, si faux qu'ils en arriveront à justifier l'antisémitisme. Cette alarme assourdissante qu'est la remontée extrêmement claire des chiffres et des actes antisémites en Europe et aux États-Unis doit nous faire prendre conscience que nous ne sommes qu'au début d'un processus qui vise à saper nos démocraties. L'antisémitisme, c'est le canari dans la mine.



Quand la peur gouverne tout, Carine Azzopardi, Éditions Plon, 20,90 €. Éditions Plon.

18 octobre 2023 (NYT)

[Opinion | A Chill Has Been Cast Over the Book World - The New York Times \(nytimes.com\)](#)

A Chill Has Been Cast Over the Book World

Oct. 18, 2023



Adania ShibliCredit...Franziska Rothenbühler

By [Pamela Paul](#)

Opinion Columnist

Last week the literary association [Litprom canceled a celebration](#) for the Palestinian author [Adania Shibli](#)'s book "[Minor Detail](#)" at the Frankfurt Book Fair, one of the publishing world's biggest international book fairs. The novel, which was [a finalist](#) for the National Book Award and was [longlisted](#) for the International Booker Prize, was to be honored for having won the 2023 LiBeraturpreis, a German literary prize awarded annually to a woman from the developing world. A panel that Shibli, who splits her time between Jerusalem and Berlin, was to be on with her German translator, Günther Orth, was likewise canceled.

[In a statement](#) defending the decision, Juergen Boos, the director of the book fair, distanced the organization from the award, saying the prize came from another group, which was now looking for "a suitable format and setting" to honor Shibli elsewhere. He also said that "we strongly condemn Hamas's barbaric terror war against Israel" and that the fair "has always been about humanity; its focus has always been on peaceful and democratic discourse." Furthermore, Boos said, the Frankfurt Book Fair "stands with complete solidarity on the side of Israel."

Some readers, like the festival organizers, may also side entirely with Israel, which was brutally attacked by Hamas terrorists on Oct. 7. Others may side with Hamas or with the Palestinian people, now under fire by Israeli forces. Still others may have more complicated positions, condemning the actions of Hamas while supporting the establishment of a democratic Palestinian state or supporting Israel while disapproving of the tactics of Prime Minister Benjamin Netanyahu's government or its military.

But taking a side in a war does not require taking positions on a work of fiction — no matter the subject matter or the author's nationality — and that is the effect of the fair organizers' decision. Canceling a celebration of an author may not be the same thing as banning a book, but the organizers' decision amounts to demonizing a fiction writer and stifling her viewpoint.

The move sends an unfortunate message to both authors and readers, advancing the false notion that there is a wrong time for certain authors or novels and that now is not the time for Palestinian

literature. As if novelists were somehow responsible to or for global conflicts and must be judged in accordance with whatever political events take place at the time of publication.

Even if one chooses a side in this war, literature and the views of fiction writers shouldn't become collateral damage. It is no more wrong to read [the latest novel](#) by the Palestinian writer Isabella Hammad at this moment than it is to read the comic short stories of the Israeli author [Etgar Keret](#). Now may, indeed, be the very moment when it makes sense to consider a creative work that comes from the other side.

Shibli told me she doesn't fear the effects of Litprom's and the book fair's actions so much as she fears what they reflect in terms of political shifts. "It's alarming to witness this populism attempting to take its hold on literature," she wrote me in an email. "But literature cannot be in the grip of one group, not when it forges an intimate link with every reader."

Shibli has not been canceled. Her works are still available in translation from the Arabic. But a chill has been cast. The idea has been thrust out there by the organizers of one of the world's most prominent annual literary events that her fiction and, by extension, the work of other Palestinian writers are somehow not OK for our moment. And that the work of literary institutions is to reinforce borders rather than enable literature to transcend them.

"Minor Detail" undoubtedly offers sympathies to the Palestinian cause — a perspective that surely won't be embraced by all readers. It includes the story of a Bedouin girl who was gang raped and murdered by an Israeli Army unit in 1949, an atrocity that has been [well documented](#). One German judge of the prize, Ulrich Noller, resigned from the jury that determined the award last summer, saying [the novel serves](#) "anti-Israel and antisemitic narratives" and claiming it not only allowed such readings but also opened up space for them.

This is 2023's second controversy in which political passions over a war prevailed over the fate of an author's work. A month [after a dispute](#) between Ukrainian and Russian writers over a panel at the PEN World Voices Festival this year, the novelist Elizabeth Gilbert delayed her historical novel set in Siberia in response to online outcry from readers she said were Ukrainian. Gilbert said she made this decision on her own — we don't know for sure — but in the end, this is another example of a work of fiction's subject matter being deemed inappropriate for political reasons.

"It is not the time for this book to be published," Gilbert said [in a video](#) she posted online at the time. "And I do not want to add any harm to a group of people who have already experienced and who are continuing to experience grievous and extreme harm."

Let's be clear: Wars cause harm. Novels do not. Literature may raise uncomfortable questions or explore unpopular viewpoints or establish reasons to empathize with a character a reader might otherwise find repugnant. A novel's story, characters, politics and theme may not appeal to a particular reader. That reader does not have to like those books or read them to begin with. One need not like or agree with the author, either, to appreciate the person's work.

But novels need not appeal to or appease a political constituency. Those works of fiction written purely as political dogma in disguise tend to suffer the consequences with critics and readers. That said, even overtly political fiction and the novelists who write them should not be subjected to the passions incited by global conflicts.

These are just two examples, but the effects ripple out, generating tension and fear in the wider literary world. Already, there is fallout from the decision in Frankfurt. The [Indonesian Publishers Association](#), the Arab Publishers' Association, the Emirates Publishers Association and the United Arab Emirates Sharjah Book Authority have pulled out of the festival, which opened on Wednesday.

As the Sharjah Book Authority put it, "We champion the role of culture and books to [encourage dialogue](#) and understanding between people. We believe that this role is more important now than

ever.” In withdrawing on Tuesday, the Malaysian Education Ministry [noted its decision](#) is “in line with the government’s stand to be in solidarity and offer full support for Palestine.”

More than 600 publishers, editors, translators, writers and others in the industry, including Ian McEwan, Colm Toibin, Anne Enright and the Nobel Prize winner Abdulrazak Gurnah, have signed an [open letter](#) on the ArabLit website.

“The Frankfurt Book Fair has a responsibility,” the letter explains, “to be creating spaces for Palestinian writers to share their thoughts, feelings, reflections on literature through these terrible, cruel times, not shutting them down.”

In the statement Boos emphasized “peaceful and democratic discourse.” He and the fair’s organizers should then reflect on this: When you shut people out (be it through censorship, bans, social media campaigns, a canceled book celebration or the machinations of an autocratic regime), when people feel judged by or deprived of a voice that expresses their — and our common — humanity, we wall off our minds.

The moment people line up on opposing sides, when their eyes and hearts shut tight accordingly, is precisely when we need literature that challenges our presumed allegiances most.

“‘Adab’ in Arabic means ‘literature’ but also ‘ethics,’” Shibli told me. “Literature as ethics would perhaps open up more possibilities in our imagination on how we could live our lives together, in relation to each other.”

18 octobre 2023 (NYT)

[Hamis Is Barred From Social Media. Its Messages Are Still Spreading. - The New York Times \(nytimes.com\)](https://www.nytimes.com)

Hamis Is Barred From Social Media. Its Messages Are Still Spreading.

Hamis and Hamis-linked accounts are exploiting the challenge social media companies face in striking the right balance on moderation, experts say.



Palestinians walking among destroyed buildings that Israeli airstrikes hit in Khan Younis in Gaza on Tuesday. Credit...Yousef Masoud for The New York Times

By [Stuart A. Thompson](#) and [Mike Isaac](#)

Stuart Thompson covers the spread of false and misleading information online. Mike Isaac covers Facebook.

Oct. 18, 2023, 5:03 a.m. ET

Hamis is barred from Facebook, removed from Instagram and run off TikTok. Yet posts supporting the group that carried out terrorist attacks in Israel this month are still reaching mass audiences on social networks, spreading gruesome footage and political messages to millions of people.

Several accounts sympathetic to Hamis have gained hundreds of thousands of followers across social platforms since the war between Israel and Hamis began on Oct. 7, according to a review by The New York Times.

One account on Telegram, the popular messaging app that has little moderation, reached more than 1.3 million followers this week, up from about 340,000 before the attacks. That account, Gaza Now, is aligned with Hamis, according to [the Atlantic Council](#), a research group focused on international relations.

“We’ve seen Hamis content on Telegram, like bodycam footage of terrorists shooting at Israeli soldiers,” said Jonathan A. Greenblatt, the chief executive of the Anti-Defamation League. “We’ve seen images not just on Telegram but on the other platforms of bloodied and dead soldiers.”

Such posts are the latest challenge for technology companies as many of them try to minimize the spread of false or extremist content while preserving content that does not run afoul of their rules. In past conflicts, like the genocide in [Myanmar](#) or [other attacks between Palestinians and Israel](#), social media companies struggled to strike the right balance, with watchdog groups criticizing their responses for being too limited or sometimes overzealous.

Experts said Hamis and Hamis-linked social media accounts were now exploiting those challenges to evade moderation and share their messages.

Most online platforms have a long banned terrorist organizations and extremist content. Facebook, Instagram, TikTok, YouTube and X (formerly Twitter) have banned accounts linked to Hamas or posts that are overtly sympathetic to its cause, saying they violate their content policies against extremism.

Gaza Now had more than 4.9 million followers on Facebook before it was banned last week, shortly after The Times contacted Meta, Facebook's parent company, about the account. Gaza Now did not post the kinds of gruesome content found on Telegram, but it did share accusations of wrongdoing against Israel and encouraged its Facebook followers to subscribe to its Telegram channel.

Gaza Now also had more than 800,000 collective followers across other social media sites before many of those accounts were also removed last week. Its YouTube account had more than 50,000 subscribers before it was suspended on Tuesday.

In a statement, a spokesman for YouTube said Gaza Now violated the company's policies because the channel's owner had previously operated an account on YouTube that was terminated.

Telegram has emerged as the clearest launching pad for pro-Hamas messaging, experts said. Accounts there have shared videos of captured prisoners, dead bodies and destroyed buildings, with followers often responding with the thumbs-up emoji. In one instance, users directed one another to upload gruesome footage of Israeli civilians being shot to platforms like Facebook, TikTok, Twitter and YouTube. The comments also included suggestions on how to alter the footage to make it difficult for social media companies to easily find and remove it.

Telegram also hosts an official account for Al-Qassam Brigades, Hamas's military wing. Its follower count [has tripled](#) since the conflict began.

Image



A Palestinian living in Lebanon taking part in a protest in solidarity with Palestinians in Gaza in front of the French Embassy in Beirut on Monday. The protester wore a headband with the Qassam logo and name. Credit...Hassan Ammar/Associated Press

Pavel Durov, the chief executive of Telegram, wrote in a [post](#) last week that the company had removed "millions of obviously harmful content from our public platform." But he indicated that the app would not bar Hamas outright, saying those accounts "serve as a unique source of first-hand information for researchers, journalists, and fact-checkers."

"While it would be easy for us to destroy this source of information, doing so risks exacerbating an already dire situation," Mr. Durov wrote.

X, which Elon Musk owns, was [overrun with falsehoods and extremist content](#) almost as soon as the conflict began. Researchers at the Institute for Strategic Dialogue, a political advocacy group, [found](#) that in one 24-hour period, a collection of posts on X that supported terrorist activities received over 16 million views. The European Union [said it would](#) examine whether X violated a

European law that required large social networks to stop the spread of harmful content. X did not respond to a request for comment.

Yet accounts not directly claimed by Hamas present thornier challenges for social media companies, and users have criticized the platforms for being overzealous in removing pro-Palestinian content.

Thousands of Palestinian supporters said Facebook and Instagram had suppressed or removed their posts, even when the messages did not break the platforms' rules. Others reported that Facebook had suppressed accounts that called for peaceful protests in cities around the United States, including planned sit-ins in the San Francisco area over the weekend.

Meta said in a [blog post](#) on Friday that Facebook could have inadvertently removed some content as it worked to respond to a surge in reports of content that violated the site's policies. Some of those posts were hidden because of an accidental bug in Instagram's systems that was not showing pro-Palestinian content on its Stories feature, the company said.

Masoud Abdulatti, a founder of a health care services company, MedicalHub, who lives in Amman, Jordan, said that Facebook and Instagram had blocked his posts supporting Palestinians, and that he had turned to LinkedIn to share support for civilians in Gaza who were trapped in the middle of the conflict.

"The people of the world are ignorant of the truth," Mr. Abdulatti said.

Eman Belacy, a copywriter who lives in Sharkia governorate in Egypt, noted that she normally used her LinkedIn account only for business networking but had begun posting about the war after she felt that Facebook and Instagram were not showing the full picture of the devastation in Gaza.

"It might not be the place to share war news, but excuse us, the mount of injustice and hypocrisy are unbearable," Ms. Belacy said.

The challenges reflect the blunt content moderation tools that social networks have increasingly relied on, said Kathleen Carley, a researcher and professor at the CyLab Security and Privacy Institute at Carnegie Mellon University.

Many companies, she said, rely on a blend of human moderators — who can be quickly overrun during a crisis — and some computer algorithms, with no coordination between platforms.

"Unless you do content moderation consistently, for the same story across all the major platforms, you're just playing Whac-a-Mole," Ms. Carley said. "It's going to resurface."

Sheera Frenkel contributed reporting.

[Stuart A. Thompson](#) writes about how false and misleading information spreads online and how it affects people around the world. He focuses on misinformation, disinformation and other misleading content. [More about Stuart A. Thompson](#)

[Mike Isaac](#) is a technology correspondent for The Times based in San Francisco. He regularly covers Facebook and Silicon Valley. [More about Mike Isaac](#)

18 octobre 2023 (Contrepoints)

[L'Europe à la dérive : et si on revenait aux sources ordolibérales ? - Contrepoints](#)

EUROPE

18 octobre 2023

L'Europe à la dérive : et si on revenait aux sources ordolibérales ?

[Thierry Godefride](#)

De ses débuts ordolibéraux à son tournant écologique, l'UE semble avoir dévié de sa trajectoire originelle. Est-il temps de revenir aux fondamentaux pour contrer la montée des extrêmes ?



Source : Unsplash.

Dans son discours prononcé à la fin du mois d'août devant les ambassadeurs français réunis à Paris, la ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, avait prôné la construction d'un projet européen « positif et ambitieux » pour contrer la montée de l'extrême droite et des populistes, et appelé à « rendre l'Europe la plus concrète possible ». Ne faudrait-il pas déconstruire (c'est à la mode !) ce qu'elle est devenue pour la reconstruire telle que l'avaient imaginée ses fondateurs ?

Un projet économique...

Le traité instituant la Communauté économique européenne lui avait assigné pour mission de créer un marché commun entre les six États signataires, et d'ainsi favoriser un développement économique harmonieux et le relèvement du niveau de vie dans l'ensemble de la Communauté, garantissant à ses membres une expansion continue grâce à une stabilité accrue, et des relations plus étroites entre eux.

Ce traité fut précédé par celui créant en 1951 la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), et il fut signé en même temps que celui instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom, 1957) par les mêmes six États (Allemagne, France, Italie et les trois pays du Benelux). **L'accent était clairement mis sur l'économie, l'industrie et l'énergie, et empreint d'ordolibéralisme, à savoir de pensée libérale selon laquelle l'État a pour tâche de pourvoir un cadre normatif permettant la concurrence libre et non faussée entre les acteurs économiques, dans l'intérêt général.**

C'était, en tout cas, prendre le contrepied du communisme, nonobstant tout le bien qu'en disaient de grands sachants de l'époque **tels que Sartre** (« Tout anticommuniste est un chien »), et **donner à la France l'opportunité d'enfin se détourner du colbertisme, bien que la Constitution française de 1958 en ait promptement apporté le démenti. La CEE fut élargie au Danemark, au Royaume-Uni et à l'Irlande en 1973, et aux anciennes dictatures, la Grèce en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986, doublant le nombre des États membres, sans toutefois dénaturer le projet d'origine.**

Ont suivi l'Autriche, la Finlande et la Suède (1995), dix nouveaux États majoritairement issus de l'ancien bloc communiste (2004), la Bulgarie et la Roumanie (2007), la Croatie (2013), avant qu'en 2020 le Royaume-Uni ne quitte ce qui entretemps était devenu l'Union européenne avec le traité de Maastricht (1992) et **la création de l'Union économique et monétaire, avec pour but de renforcer le marché commun par la création d'une monnaie commune.**

... détourné par l'écologisme

L'objectif restait économique et partait d'un bon principe, mais il fut détourné.

Ce fut une autre occasion manquée pour la France et d'autres pays de mettre leurs affaires en ordre. **Par contre, les crises financière, budgétaire et sanitaire aidant, la Banque centrale européenne n'a pas manqué, avec ses programmes d'achats d'obligations sur le marché, de s'attribuer un pouvoir que même la Cour constitutionnelle allemande a jugé *ultra vires*, exorbitant du mandat qui lui avait été conféré. (la Cour de justice de l'UE a nié qu'il en fût ainsi.)**

Le traité modificatif de Lisbonne (signé en 2007, entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009) changea la donne.

Le pouvoir du président de la Commission européenne, désigné à la majorité qualifiée, et non à l'unanimité par le Conseil européen, et élu à la majorité par le Parlement européen, ainsi que le rôle de celui-ci, s'en trouvèrent considérablement augmentés. En effet, le Conseil choisit les membres de la Commission d'un commun accord avec son président élu avant que le Parlement n'en approuve la composition en tant que collègue à la majorité, et que le Conseil ne la nomme à la majorité qualifiée. **Par la suite, la Commission dispose du monopole de l'initiative législative et n'est plus responsable devant le Conseil européen, mais uniquement devant le Parlement européen.**

À peine élue en 2019, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a présenté **un plan** pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'UE pour 2030 d'au moins 50 %, voire 55%, par rapport aux niveaux de 1990.

Le plan consiste à revoir chaque loi sur la base de ses vertus « climatiques » et à faire adopter des directives liantes sur le plan économique et pour la rénovation des bâtiments, la biodiversité, l'agriculture et l'innovation, « le communisme par d'autres moyens », comme le disent ceux qui voient dans ce plan une résurgence du planisme économique, une attaque contre la propriété privée, et une ingérence dans l'existence de tout un chacun dès lors que comme l'a déclaré Richard Lindzen, le physicien de l'atmosphère et ancien professeur à l'Université Harvard et au MIT : « *Controlling carbon is a bureaucrat's dream. If you control carbon, you control life.* »

Qui plus est, lors de la conférence « *Beyond Growth* » (Au-delà de la croissance) qui s'était déroulée dans l'enceinte du Parlement européen à Bruxelles du 15 au 17 mai 2023, dans son discours d'ouverture de cet événement organisé par le groupe des Verts/Alliance libre européenne et les écologistes d'autres partis afin de mettre en cause « la focalisation néfaste sur la croissance économique » (la croissance du PIB) comme base de notre modèle économique, **la présidente de la Commission européenne avait déclaré :**

« En effet, si l'on remonte en arrière, il y a un peu plus de 50 ans, le Club de Rome et un groupe de chercheurs du MIT publiaient le rapport intitulé « Les limites à la croissance », dans lequel ils décrivaient les interactions entre croissance démographique, économie et environnement. Et, il y a 50 ans, leur conclusion était sans appel : il faut arrêter la croissance économique et démographique, ou notre planète n'y arrivera plus.

[...]

Je voudrais aujourd'hui m'arrêter sur un seul point, un point sur lequel le rapport avait indubitablement vu juste : je veux parler de l'affirmation claire et nette selon laquelle un modèle de croissance fondé sur les combustibles fossiles est tout bonnement obsolète. Ce constat a depuis été confirmé à de multiples reprises. Le dernier rapport en date du GIEC n'est que le rappel le plus récent du fait que nous devons décarboner nos économies le plus vite possible. Et c'est précisément pour cette raison que nous avons lancé notre pacte vert pour l'Europe. »

Revenir aux fondamentaux

En doutiez-vous encore, telle est l'idéologie dont s'inspire la politique de la Commission européenne. Tout le monde ne partage pas, loin s'en faut, cette vision idéologique de la Commission européenne.

Nous sommes loin de l'ordolibéralisme et de la prospérité pour tous.

Nous sommes loin du principe de subsidiarité, voire même de l'Europe de la taille des concombres et de la courbure des bananes. **Le décroissantisme est l'opposé de la vision des « pères fondateurs de l'Europe »**. Force est toutefois de constater que le Parlement européen adhère majoritairement à l'idéologie de la Commission, à l'exception des partis populistes, nationalistes et d'extrême droite.

Faut-il dès lors s'étonner que ceux qui rejettent la pensée unique et le dirigisme de la Commission se rabattent vers les partis qui s'y opposent ? À y regarder de plus près, en matière économique notamment, c'est effarant, mais c'est ainsi.

Aussi, si, au moment où le choc des civilisations se fait plus violent, madame Colonna a l'intention de promouvoir la renaissance du projet européen tel qu'il était à l'origine, libéral, fût-ce ordolibéral, de débureaucratiser, décentraliser et démocratiser l'Europe, elle mérite nos encouragements et notre soutien.

Encore faudrait-il que le peuple français soit prêt à accepter les réformes que cela impose. Pour qui a été chef de petite et moyenne entreprise en France, cela paraît moins évident, mais c'est à ce prix que l'on évitera un déclin fatal et le pire. C'est l'enjeu des prochaines élections européennes, mais pas seulement.

18 octobre 2023 (NYT)

[Opinion | What Joe Biden Did Right on Israel and Hamas - The New York Times \(nytimes.com\)](https://www.nytimes.com)

OPINION

President Biden's Finest Hour

Oct. 17, 2023



President Joe Biden spoke last week at the White House on the terrorist attacks in Israel.

Credit...Doug Mills/The New York Times

By [Bret Stephens](#)

Opinion Columnist

This column doesn't always abound with praise for President Biden and his administration. This week's is an exception.

On Oct. 8, the day after the greatest atrocity in Jewish history since Auschwitz and Bergen-Belsen, Jews in Israel and the diaspora woke up without a leader. The prime minister of Israel has never been, in a formal sense, the leader of the Jews — even when the office was held by people far worthier than Benjamin Netanyahu.

But the prime minister does have the most important job in the Jewish world, which is to ensure that Israel be a safe haven for Jewish life. The Jewish people have long memories; whatever happens next, Netanyahu will be remembered, irrevocably, as the man who failed — not tragically, much less heroically, but selfishly, arrogantly, despicably. He maintains political authority but is devoid of moral authority. I cannot imagine a future for him or his cabinet of blowhards and toadies except in exile, walled compounds or prison cells.

Biden stepped into the vacuum. I have read, probably a half-dozen times now, [his Oct. 10 speech about the massacres](#). For its moral clarity, emotional force and political directness it deserves a place in any anthology of great American rhetoric. Without equivocation, without the mealy-mouthed clichés and evasions that typified so many institutional statements about the assault, the president said what Jews desperately needed to hear.

That the massacres were “pure, unadulterated evil.” That there is “no excuse” for what Hamas did. That Israel has an affirmative “duty” to defend itself, not simply a passive “right.” That the United States will make good on its commitment to a Jewish state not with feeble statements of solidarity but with the surge of military force. A few days later, in an interview with “60 Minutes,” he called the assault “barbarism that is as consequential as the Holocaust.”

We need political leaders who maintain the capacity to call out barbarism by name and who commit themselves to its defeat. We need it especially on the political left, certain corners of which waited only a few days before returning to their usual program of denouncing Israel for its alleged or anticipated war crimes. These are the same people who sometimes pretend to believe in Israel's right to self-defense but offer no plausible strategy for how Israel can exercise it against a terrorist enemy that hides behind civilians.

We also need Biden's leadership given the moral void on the right. I spent the years of Donald Trump's presidency being hectorated by a certain type of Jewish conservative who insisted that Israel had never had a better friend in the White House. Today, Trump takes a dimmer view of Netanyahu — less because of his failed performance than because he can't forgive the prime minister for calling Biden in 2020 to congratulate him on his victory. Four days after the Hamas attacks, Trump also called Hezbollah, without reprobation, "very smart." About Vladimir Putin, he said, "I got along with him very good."

Very good. Very smart. The Republican front-runner.

Now Biden is going to Israel. It's a brave trip, even for a president with his vast security apparatus, given that Hamas's rockets continue to fall indiscriminately on Israel and a second front with Hezbollah could open at any time. He is going, almost surely, to do what he does best: console the bereaved and bereft, give courage to those in fear. This is statesmanship in the teeth of far-left opposition and incessant right-wing criticism. It's the president's finest hour.

I have seen some criticism that the hidden purpose of the trip is for Biden to hug Israel close so that he can stay its hand, or at least slow it. I doubt it, since he could hardly have been clearer in his "60 Minutes" interview that Hamas would [have to be eliminated entirely](#), even as there needed to be a path to a Palestinian state. That path is a long one, but Biden gets the big thing right — the former is the basic precondition for the latter. No Israeli leader can ever allow a Palestinian state to exist if a group like Hamas has even the whisper of a chance of gaining power.

I expect Biden to caution Israel's war cabinet that a military campaign that concludes with a long-term Israeli occupation of Gaza would be a Pyrrhic victory. I expect the Israelis to reply that they cannot be asked to eliminate Hamas as Gaza's dominant military and political actor without the cooperation of the United States and moderate Arab regimes, particularly Egypt. This is not a confrontation; it's a potentially fruitful dialogue that will work much better once Netanyahu is out of office and cannot put his personal needs ahead of the national interest.

I also hope that Biden's leadership can remind the decent left — and what's left of a decent right — of what American moral leadership looks like. To stand with our allies and hold our friends. To see our enemies for what they are and treat them accordingly. To remind ourselves that as others see us, so should we: as the last best hope of earth.

18 octobre 2023 (The White House)

[Remarks by President Biden on the Terrorist Attacks in Israel | The White House](#)

OCTOBER 10, 2023

Remarks by President Biden on the Terrorist Attacks in Israel

State Dining Room

2:24 P.M. EDT

THE PRESIDENT: Good afternoon.

You know, there are moments in this life — and I mean this literally — **when the pure, unadulterated evil** is unleashed on this world.

The people of Israel lived through one such moment this weekend. The bloody hands of the terrorist organization Hamas — a group whose stated purpose for being is to kill Jews.

This was an act of sheer evil.

More than 1,000 civilians slaughtered — not just killed, slaughtered — in Israel. Among them, at least 14 American citizens killed.

Parents butchered using their bodies to try to protect their children.

Stomach-turning reports of being — babies being killed.

Entire families slain.

Young people massacred while attending a musical festival to celebrate peace — to celebrate peace.

Women raped, assaulted, paraded as trophies.

Families hid their fear for hours and hours, desperately trying to keep their children quiet to avoid drawing attention.

And thousands of wounded, alive but carrying with them the bullet holes and the shrapnel wounds and the memory of what they endured.

You all know these traumas never go away.

There are still so many families desperately waiting to hear the fate of their loved ones, not knowing if they're alive or dead or hostages.

Infants in their mothers' arms, grandparents in wheelchairs, Holocaust survivors abducted and held hostage — hostages whom Hamas has now threatened to execute in violation of every code of human morality.

It's abhorrent.

The brutality of Hamas — this bloodthirstiness — brings to mind the worst — the worst rampages of ISIS.

This is terrorism.

But sadly, for the Jewish people, it's not new.

This attack has brought to the surface painful memories and the scars left by a millennia of antisemitism and genocide of the Jewish people.

So, in this moment, we must be crystal clear: We stand with Israel. We stand with Israel. And we will make sure Israel has what it needs to take care of its citizens, defend itself, and respond to this attack.

There is no justification for terrorism. There is no excuse.

Hamas does not stand for the Palestinian people's right to dignity and self-determination. Its stated purpose is the annihilation of the State of Israel and the murder of Jewish people.

They use Palestinian civilians as human shields.

Hamas offers nothing but terror and bloodshed with no regard to who pays the price.

The loss of innocent life is heartbreaking.

Like every nation in the world, Israel has the right to respond — indeed has a duty to respond — to these vicious attacks.

I just got off the phone with — the third call with Prime Minister Netanyahu. And I told him if the United States experienced what Israel is experiencing, our response would be swift, decisive, and overwhelming.

We also discussed how democracies like Israel and the United States are stronger and more secure when we act according to the rule of law.

Terrorists purposefully target civilians, kill them. We uphold the laws of war — the law of war. It matters. There's a difference.

Today, Americans across the country are praying for all those families that have been ripped apart. A lot of us know how it feels. It leaves a black hole in your chest when you lose family, feeling like you're being sucked in. The anger, the pain, the sense of hopelessness.

This is what they mean by a "human tragedy" — an atrocity on an appalling scale.

But we're going to continue to stand united, supporting the people of Israel who are suffering unspeakable losses and opposing the hatred and violence of terrorism.

My team has been in near constant communication with our Israeli partners and partners all across the region and the world from the moment this crisis began.

We're surging additional military assistance, including ammunition and interceptors to replenish Iron Dome.

We're going to make sure that Israel does not run out of these critical assets to defend its cities and its citizens.

My administration has consulted closely with Congress throughout this crisis. And when Congress returns, we're going to ask them to take urgent action to fund the national security requirements of our critical partners.

This is not about party or politics. This is about the security of our world, the security of the United States of America.

We now know that American citizens are among those being held by Hamas.

I've directed my team to share intelligence and deploy additional experts from across the United States government to consult with and advise the Israeli counterparts on hostage recover- — recovery efforts, because as president I have no higher priority than the safety of Americans being held hostage around the world.

The United States has also enhanced our military force posture in the region to strengthen our deterrence.

The Department of Defense has moved the USS Gerald R. Ford Carrier Strike Group to the Eastern Mediterranean and bolstered our fighter aircraft presence. And we stand ready to move in additional assets as needed.

Let me say again — to any country, any organization, anyone thinking of taking advantage of this situation, I have one word: Don't. Don't.

Our hearts may be broken, but our resolve is clear.

Yesterday, I also spoke with the leaders of France, Germany, Italy, and the UK to discuss the latest developments with our European allies and coordinate our united response.

This comes on top of days of steady engagement with partners across the region.

We're also taking steps at home. In cities across the United States of America, police departments have stepped up security around centers for — of Jewish life.

And the Department of Homeland Security and the Federal Bureau of Investigation are working closely with state and local law enforcement and Jewish community partners to identify and disrupt any domestic threat that could emerge in connection with these horrific attacks.

This is a moment for the United States to come together, to grieve with those who are mourning.

Let's be real clear: There is no place for hate in America — not against Jews, not against Muslims, not against anybody. We reject — we reject — what we reject is terrorism. We condemn the indiscriminate evil, just as we've always done.

That's what America stands for.

You know, just over 50 years ago — I was thinking about it this morning, talking with the Secretary of State, the Vice President in my office and — over 50 years ago, as a young senator, I visited Israel for the first time, as a newly elected senator.

And I had a long, long trip — or meeting with Golda Meir in her office just before the Yom Kippur War. And I guess she could see the consternation on my face as she described what was being faced — they were facing.

We walked outside in that — that sort of hallway outside her office to have some photos. She looked at me and w- — all of a sudden and said, “Would you like to have a photograph?” And so, I got up and followed her out.

We were standing there silent, looking at the press. She could tell, I guess, I was concerned. She leaned over and whispered to me — she said, “Don’t worry, Senator Biden. We have a secret weapon here in Israel” — my word this is what she said — “We have no place else to go.” “We have no place else to go.”

For 75 years, Israel has stood as the ultimate guarantor of security of Jewish people around the world so that the atrocities of the past could never happen again.

And let there be no doubt: The United States has Israel’s back.

We will make sure the Jewish and democratic State of Israel can defend itself today, tomorrow, as we always have. It’s as simple as that.

These atrocities have been sickening.

We’re — we’re with Israel. Let’s make no mistake.

Thank you.

18 octobre 2023 (The Economist)

[A solid win for Poland's opposition over the nationalist right \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Populists can be beaten

A solid win for Poland's opposition over the nationalist right

At last, some good news



image: getty images

Oct 17th 2023

Europe's liberals don't get much to cheer them up these days, but the news from Warsaw this week certainly qualifies. Confounding fears that many disenchanted voters might simply stay at home, Poles turned out in record numbers on October 15th [to vote down](#) the populist-nationalist Law and Justice party (pis) that has run the country for the past eight years. They gave what looks like a solid mandate for government to an opposition alliance headed by Donald Tusk, a former prime minister and a former head of the European Council to boot. The alliance won 248 seats in the 460-member Sejm, or lower house of parliament, and 66 of 100 seats in the Senate, the weaker upper house.

Following a run of alarming successes for illiberal populists—in Hungary and Italy last year, in Turkey in May, not to mention a sharp recent rise in popularity for Germany's AfD—the result is a relief. To understand why it is such good news, consider what would have happened if pis had managed to stay on.

Four more years of pis would have seen three kinds of problems. First, pis would have continued its creeping capture of the country's supposedly independent institutions, most notably the judiciary. It has installed its own hand-picked judges in senior positions, in particular taking over all 15 slots in Poland's Constitutional Tribunal, the country's most important since it can strike down laws it deems unconstitutional, as well as in a council that vets all lower judges. It has turned state broadcasters into megaphones for pis propaganda. It has deployed its people to run state-run industrial enterprises, such as Orlen, an oil company, which conveniently slashed the price of fuel ahead of the election. It has been building a patronage system, where even humble government jobs in towns it controls depend on supporting, or at least not criticising, pis.

There would, second, have been reason to fear a continuation and perhaps a deepening of pis's illiberal domestic agenda. It has made abortion illegal except in cases of rape or incest or to protect the life or health of the mother, and started rewriting textbooks to make them more "patriotic".

Third, a re-emboldened pis would have continued in its combative stance towards the eu, where it often teams up with Viktor Orban's government in Hungary, in a populist alliance that was strengthened by the recent return to power of Robert Fico in Slovakia. The central Europeans have been hostile to schemes to share the burden of illegal migration from the Middle East and Africa, and have backed each other in disputes with Brussels over the rule of law, which the populists tend to flout. Most alarmingly, given its

hitherto excellent record of supporting Ukraine, the pis government has recently started to play politics with the war, blocking the import of grain from its neighbour in defiance of eu rules.

Much, of course, can still go wrong. The opposition made an agreement before the election to form a government if it won, but there is no guarantee that this will proceed smoothly, given that it consists of nine parties whose agendas run from radical left to centre-right. And even if it does, a Prime Minister Tusk will encounter many obstacles. For a start he will face a president, Andrzej Duda, who though now technically non-partisan was previously a pis politician, and owes his present job to the party. Mr Duda can veto all legislation, and the opposition will not have the votes to override it. The next presidential election is not due till 2025.

Mr Tusk will also bump up against the pis-stacked Constitutional Tribunal; its judges are appointed for non-renewable nine-year terms. Short of changing the constitution itself, there will be no easy way to get rid of them; so Mr Tusk may find his bills struck down. Winkling out pis's judges from lower courts will invite the same criticisms that the opposition used to make of pis.

Mr Tusk will be able to count on goodwill from Europe, but this is not a panacea. Some €35bn (\$37bn) of covid-recovery funds and even more from the regular budget owed to Poland is blocked because of the row over the rule of law; the European Commission would be happy to unblock it, but first the Poles must meet the conditions it has laid down. That, of course, is exactly why creeping authoritarianism, pis- or Orban-style, is so dangerous. Turning it around will be hard. But at least a start can now be made. And opposition parties around Europe and the world can see that populists can be beaten.

18 octobre 2023 (The Economist)

[Joe Biden steers a risky course after a Gaza hospital blast \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Crisis in the Middle East

Joe Biden steers a risky course after a Gaza hospital blast

The president takes personal charge of diplomacy as he visits Tel Aviv

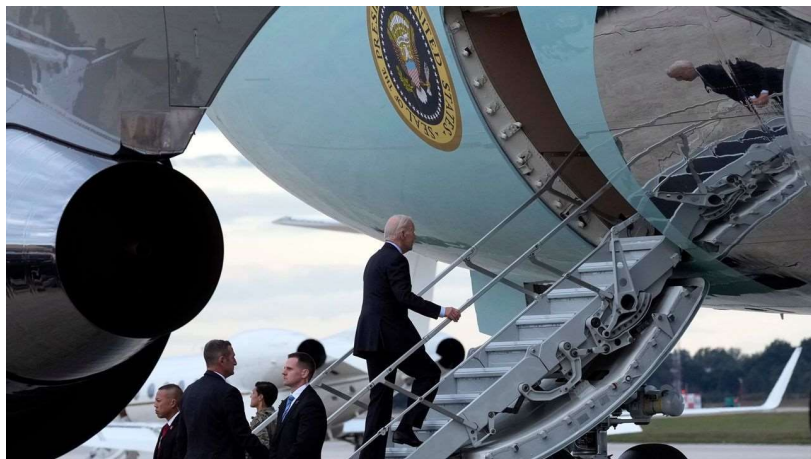


image: ap

Oct 17th 2023 | WASHINGTON, DC

President Joe Biden's visit to contain the [crisis](#) in the Middle East has been blown up by an explosion at a Gaza hospital that killed hundreds of Palestinian civilians. Amid mutual recriminations over who was responsible, Jordan denounced the "heinous war crime" and cancelled a summit it was due to host in Amman with [Mr Biden](#) as well as Palestinian and Egyptian leaders.

The president pressed on with the trip nevertheless, visiting [Israel](#) only. **But the worsening plight of Palestinians in Gaza, and the danger of growing escalation, grimly illustrate the difficulty of the path he is trying to steer: show his love for Israel while protecting civilians in the Gaza Strip; support Israel's retribution while restraining its excesses; ostracise Hamas while pointing to an alternative path to Palestinian statehood; deter Iran and its proxies while coaxing Arab allies to help.**

The blast at the Ahli Arab hospital in Gaza, some time after 7pm on October 17th, was a shock but not a surprise. Thousands of civilians were sheltering in its grounds, alongside the sick, in the hope that the institution would afford them some protection. Israel has bombarded Gaza with unprecedented ferocity ever since Hamas, the Islamist group that runs the territory, slaughtered Israeli communities around Gaza on October 7th, killing more than 1,400 people and kidnapping about 200. More than 3,000 Palestinians have died so far. **About 600,000 Gazans have fled their homes**, partly in response to Israel's call for Palestinians to leave the northern half of the territory including the main urban centre, Gaza City. **Israel has cut off supplies of food, water, electricity and fuel.**

The Israeli armed forces said the explosion at the hospital had been caused by a malfunctioning rocket fired by Palestinian Islamic Jihad, a separate militant group. **Some open-intelligence analysts posited that it happened when a Palestinian rocket exploded mid-air—perhaps intercepted by Israeli air-defence systems—and the warhead fell onto the hospital. Most of the Arab world was convinced it was an Israeli strike.**

Chaos is building in cities in the West Bank, where large street protests are threatening the stability of the fragile Palestinian Authority, Hamas's nationalist rival, and its leader, Mahmoud Abbas. He cancelled his meeting with Mr Biden in Amman. Returning to Ramallah, he declared three days of national mourning. Within hours, the Jordanian foreign minister, Ayman Safadi, said there was no point talking "now about anything except stopping the war".

In a statement, Mr Biden said he was “outraged and deeply saddened” by the deaths at the Ahli Arab hospital. By continuing his trip, he is giving Israel the benefit of the doubt, but has directed officials to “continue gathering information about what exactly happened”. A White House official said the president planned to consult in person with Arab leaders “soon” and agreed to be in contact in the coming days.

Mr Biden starts from the position that Israel has suffered “barbarism that is as consequential as the Holocaust”, as he put it in a televised interview on October 15th. It has a right and duty to destroy Hamas, in his view, and America will provide what military equipment it needs. An American aircraft-carrier strike group is already in the eastern Mediterranean, and a second is on its way. Cargo planes are ferrying military supplies.

Large billboards saying “Thank you, Mr President” have appeared on Tel Aviv’s main highway. Israelis have also noticed that the president spoke to the families of American hostages taken by Hamas before the Israeli prime minister got in touch with Israeli ones. **By embracing Israel, emotionally and politically, Mr Biden hopes to have a greater ability to restrain its response, reduce civilian casualties and thereby limit the backlash in the Arab world and beyond.**

Antony Blinken, his secretary of state, has been shuttling intensely across the Middle East ahead of Mr Biden’s trip, making ten stops in seven countries in five days. According to reports, he refused to confirm Mr Biden’s arrival until he had secured Israel’s agreement to establish a humanitarian corridor between Gaza and Egypt, and possibly to create one or more safe zones for civilians. With fresh water running short, none of these have yet materialised. Mr Biden will be hoping to clear remaining obstacles.

As Arab outrage grows, so does the risk of escalation beyond Gaza. Even before the hospital explosion, Iran’s foreign minister, Hossein Amirabdollahian, who has also been touring the region, warned of impending escalation. “Time is running out very fast,” he said on Iranian state television on October 16th. “If the war crimes against the Palestinians are not immediately stopped, other multiple fronts will open and this is inevitable.” He also threatened unspecified “pre-emptive action”. Israel is especially worried about the danger of a northern front opening if Hizbullah, a powerful Lebanese Shia militia closely allied with Iran, joins the fighting.

American naval deployments—and Mr Biden’s own presence—are intended as a strong signal of deterrence to Iran and its proxies. Mr Blinken said that among Mr Biden’s other objectives would be helping secure the release of the roughly 200 people taken hostage by Hamas, and receiving “a comprehensive brief on Israel’s war aims and strategy”.

“Nothing substitutes for direct face-to-face convos when you’re in a crisis,” says Aaron David Miller of the Carnegie Endowment for International Peace, a think-tank in Washington, DC. Beyond talking to the Israeli prime minister, Binyamin Netanyahu, and other leaders, Mr Biden will want to connect emotionally with the Israeli public, says Mr Miller. **“Biden is more popular in Israel than at home. The Israeli public has lost a good deal of faith in their own leadership, even before this crisis, and they’re looking to Biden for reassurance.”**

Intentionally or not, Mr Biden’s visit means that Israel’s ground operation will probably not start for some days, lest the American president be seen as giving the green light for what could be an especially destructive phase of the war. **An unspoken aim will be to talk to Israeli leaders about the “day after”, says David Makovsky of the Washington Institute, another think-tank. This includes reinforcing the Palestinian Authority (pa), dominated by Hamas’s nationalist rival, Fatah.** It was evicted from Gaza in 2007 but still runs autonomous parts of the West Bank. **“You will need an interim administration by Arab governments that ultimately hands off to the Palestinian Authority,” argues Mr Makovsky. “It will not be easy for them.”**

The cancellation of the Amman summit compounds the difficulties. **Most Arab leaders detest Hamas, the Palestinian branch of the Muslim Brotherhood, but dare not be seen to act against Palestinians—especially at a time of bloodshed.** Mr Biden will also want to signal his commitment

to a “two-state solution”, ie, the creation of a Palestinian state. In his interview, Mr Biden gave few details of his vision for the future of the region, but he traced some outlines. He said “it’d be a big mistake” for Israel to remain in occupation in Gaza after the fighting. **He also made clear there had to be “a path to a Palestinian state”, even if one would not be established soon.**

The president faces conflicting political pressures at home. Whereas the centre of the Democratic party supports Israel, the left is sympathetic to the Palestinian cause. Republicans denounce his various attempts to improve relations with Iran, a sponsor of Hamas, and will be ready to pounce on any hesitation in the administration’s support for Israel.

Whether bipartisan sympathy for Israel extends to being ready to fight militarily alongside it is more open to doubt. Asked whether American forces in the region would be ordered into action, Mr Biden replied: “I don’t think that’s necessary. Israel has one of the finest fighting forces” in the world. He also insisted there was “no clear evidence” that Iran planned or authorised Hamas’s murderous onslaught.

Israeli leaders like to say they do not expect other countries’ troops to fight on its behalf. And Mr Biden, for his part, has sought to end America’s “endless wars” in the Muslim world, not start a new one. Nevertheless, if the fighting spreads beyond Gaza, he may yet feel more direct American intervention is necessary. Scenarios for American military involvement have been discussed between American and Israeli officials, Axios reports, adding that one legal justification might be the need to protect American citizens in Israel. “President Biden [...] made it clear to our enemies that if they think of joining the attack against Israel there will be American involvement and Israel will not be on its own,” said Israel’s national security adviser, Tzachi Hanegbi.

Mr Biden will also be managing the crisis with an eye on America’s big-power rivals: Russia, a traditional ally of several Arab regimes; and China, a newer partner that buys much of the region’s oil and likes to portray itself as a friend of the non-Western world. Both hope to exploit popular Arab anger at Israel and America.

To compete, Mr Biden will need Congress to return to some semblance of normality before long. The legislature has been paralysed by infighting among Republicans in the House of Representatives, who have yet to agree on a replacement for Kevin McCarthy, the ousted speaker. Until then, they will probably not be able to pass any spending bills—including aid for Ukraine and Israel.

Mr Biden is confident that America can support its friends in both wars, and beyond. “We’re the United States of America, for God’s sake—the most powerful nation in the history of the world [...] We can take care of both of these and still maintain our overall international defence.”

18 octobre 2023 (NZZ)

[Entwicklungs- oder Terrorhilfe? Die deutschen Zahlungen an die Palästinenser \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch/entwicklung-oder-terrorhilfe?lang=de&from_public_gate=1)

«Enthumanisierende Lerninhalte sind selten zu beanstanden»: wie deutsche Steuerzahler Hass auf Israel finanzieren

Die Bundesregierung behauptet, schon immer ganz genau gewusst zu haben, was mit ihren Millionenzahlungen an die Palästinenser passiert. Ein Antrag des Entwicklungsministeriums wirft Fragen auf.

Marc Felix Serrao, Berlin

18.10.2023, 05.30 Uhr 4 min



Welche palästinensische «Bildung» haben deutsche Steuerzahler finanziert? Ein Mitglied des militärischen Arms der Hamas, der sogenannten Kassam-Brigaden, lässt sich im Mai 2021 in Gaza-Stadt bewundern.

Fatima Shbair / Getty

Finanziert Deutschland, ausgerechnet, den Terror gegen den jüdischen Staat? Die Bundesregierung hat diesen Verdacht in den vergangenen Tagen entschieden zurückgewiesen. Man habe stets «streng darauf geachtet, dass unsere Unterstützung für die Menschen in den palästinensischen Gebieten dem Frieden dient und nicht den Terroristen», teilte etwa die Entwicklungsministerin Svenja Schulze bereits am 8. Oktober mit – einen Tag nach dem Pogrom der Hamas im Süden Israels.

Wirklich sicher schien sich die Sozialdemokratin allerdings nicht zu sein. Weil der Terrorangriff eine solche Zäsur sei, komme das gesamte Engagement nun auf den «Prüfstand», kündigte Schulze an. Das scheint sinnvoll. Ein Antrag des Bundesministeriums für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ) aus der vergangenen Legislaturperiode wirft in puncto strenger Prüfung gleich mehrere Fragen auf. Der Text, der am 13. September 2018 vom Finanzministerium ans Parlament übermittelt wurde, liegt dieser Zeitung vor.

In dem Schreiben an den Haushaltsausschuss des Deutschen Bundestages bittet das BMZ – damals noch unter der Führung des CSU-Politikers Gerd Müller im vierten und letzten Kabinett von Angela Merkel – um die Freigabe von 25 Millionen Euro für den palästinensischen Bildungssektor. Die Summe ist überschaubar; im Bundeshaushalt sind allein im kommenden Jahr etwa 350 Millionen Euro Hilfe für die Palästinensische Autonomiebehörde vorgesehen.

Schwammige Formulierungen, vage Summen

Wer nun allerdings denkt, die Mitglieder des Haushaltsausschusses wüssten genau, wofür sie solche Gelder bereitstellen sollen, wird durch den Antrag eines Besseren belehrt. Die 25 Millionen Euro

sollten als Teil einer «Korbfinanzierung» dabei helfen, eine «Finanzierungslücke» des palästinensischen Bildungsministeriums zu schliessen. Bei einer solchen Finanzierung zahlen mehrere Geberländer in einen Fonds («Korb») ein, der dem Begünstigten dann zur Verfügung steht. Auf diese Weise, so das BMZ, trage Deutschland zur «Realisierung von Bildungschancen» der Palästinenser bei.

Der Rest des Papiers ist ähnlich schwammig formuliert. Von einer «Sektorarbeitsgruppe» ist die Rede, die unter der Leitung des palästinensischen Bildungsministeriums etabliert werde. Diese wiederum diskutiere «unter Beteiligung wesentlicher Akteure der Zivilgesellschaft und der Gebergemeinschaft» die Massnahmen. Der «grösste Anteil» der Mittel lande dann in der Bildungsinfrastruktur, wofür das BMZ mal anschauliche Beispiele wie Computerräume und mal nebulöse «Investitionen in die Verwaltungsinfrastruktur» als Beispiele nennt. Wer die beteiligten Akteure der Zivilgesellschaft sind, erfahren die Haushälter ebenso wenig wie die Grösse des «grössten Anteils» beziehungsweise die Art der Verwendung des verbleibenden kleineren Anteils.

Der fragliche «Korb» besteht laut dem Schreiben des BMZ bereits seit 2006. Deutschland habe sich seither mit insgesamt 77 Millionen Euro beteiligt. Damit sei das Land der grösste der beteiligten Geldgeber, vor Finnland, Irland und Belgien.

Geld für die Hamas? Auf keinen Fall!

Besonders interessant wird der Antrag mit Blick auf den Gazastreifen, wo der Partner der ausländischen Geldgeber – die Autonomiebehörde in Ramallah – bekanntlich seit 2007 nichts mehr zu melden hat und die Terroristen der Hamas das Sagen haben. Beim BMZ scheinen sie diese Realität auszublenden. Das Ministerium behauptet, dass die Autonomiebehörde auch in Gaza «zuständig» sei und ihre Massnahmen dort mit Hilfe einer «geberfinanzierten Projektimplementierungseinheit» durchführen könne. Es behauptet auch, dass ein Zugriff der Hamas auf das Geld «vollumfänglich» ausgeschlossen werden könne.

Man liest das und wundert sich: Wie soll die Behörde in Ramallah Investitionen in Gaza anweisen und überwachen, einem Gebiet, das von einer mit ihr verfeindeten Organisation kontrolliert wird? Und wie will das Ministerium in Berlin garantieren, dass die Hamas, die in Gaza mit eiserner Hand herrscht, nicht in den mit deutschen Steuermillionen reich gefüllten «Korb» greift?

Im Antrag des BMZ gibt es noch weitere Merkwürdigkeiten. So heisst es, dass der deutschen Regierung die Kritik bekannt sei, die «gelegentlich und vorwiegend von israelischer Seite» an palästinensischen Schulbüchern erhoben werde. Diese Kritik tut das BMZ dann umgehend ab: Palästinensische Schulbücher würden im internationalen Vergleich besonders oft untersucht, lässt das Ministerium die Parlamentarier wissen. Der «pädagogische Ansatz» sei modern. «Aufwiegelnde und enthumanisierende Lerninhalte» seien nur «selten zu beanstanden».

«Erziehung zum Hass»

Diese Darstellung ist bemerkenswert. Denn es gibt keineswegs nur eine gelegentliche israelische Kritik an den palästinensischen Schulbüchern. Die Kritik ist vielmehr massiv und anhaltend. Die Nahost-Denkfabrik Mena-Watch warnte im vergangenen Jahr vor einer [«Erziehung zum Hass»](#). Israels Botschafter in Deutschland, Ron Prosor, sprach im Interview mit dieser Zeitung erst

vor wenigen Tagen von einer mit deutschem Geld finanzierten [«Aufhetzung und Ideologisierung»](#), die aufhören müsse.

Inwiefern ist es nicht «aufwiegelnd», wenn Israel in palästinensischen Schulbüchern auf den Landkarten fehlt, wenn Juden abwertend und «Märtyrer» glorifizierend dargestellt werden? Wie kann die deutsche Regierung ausschliessen, dass die Hamas Zugriff auf Gelder bekommt, die dort investiert werden, wo die Terrororganisation das Sagen hat? Diese und weitere Fragen zur angeblichen «Unterstützung des Bildungssektors» durch die deutschen Steuerzahler hat die NZZ sowohl an die Pressestelle des BMZ als auch an den früheren Ressortchef Gerd Müller von der CSU geschickt. Beide haben bis zum Redaktionsschluss am Dienstag nicht geantwortet.

Die fragliche Millionenzahlung an die Palästinenser hat der Haushaltsausschuss des Bundestags seinerzeit bewilligt, wie sonst auch.

18 octobre 2023 (NZZ)

[Die Palästinenser müssten sich emanzipieren wollen und den Opfermythos ablegen \(nzz.ch\)](#)

GASTKOMMENTAR

Die Palästinenser müssten sich emanzipieren wollen und den Opfermythos ablegen

«Free Palestine» gibt es vermutlich nur mit einer israelischen Kooperation und der Absicherung der palästinensischen Bevölkerung durch Dialog und Kompromiss. Leichter aber ist es, immer für alles Israel die Schuld zu geben.

Mirna Funk

18.10.2023, 05.30 Uhr 7 min



An der Grenzmauer zum Gazastreifen kam es immer wieder zu Konfrontationen zwischen den Palästinensern und israelischen Soldaten wie hier am 1. September 2023.

Mahmoud Ajour / Imago

Juden abschlachten, ihnen den Tod wünschen und gleichzeitig von ihnen Essen, Wasser und Elektrizität fordern entbehrt nicht einer gewissen Ironie. Seit Jahren ruhen sich die Palästinenser auf ihrem Opferstatus aus und lassen sich vom verhassten zionistischen Staat Israel mit allem versorgen, was sie brauchen, anstatt eine dicke, fette Mauer um ihr 400 Quadratkilometer grosses Land zu ziehen. Sie hätten sich das Abu Dhabi der Levante an diesen Strandabschnitt hinsetzen können. Dafür wäre es notwendig gewesen, diplomatische Beziehungen zu Ägypten aufzunehmen, schliesslich teilen die beiden eine Grenze. Längst würde die Wirtschaft florieren. Vielleicht hätten sie sogar einen Flughafen. Von 1998 bis 2000 gab es nämlich schon einmal einen. Sie wären verschont von diesen ekelhaften Zionisten.

Der Anfang eines freien palästinensischen Staates wäre gemacht. Aber so denken die Palästinenser offensichtlich nicht. Im Gegenteil. Sie erinnern mich auf erschreckende Weise an einen bockigen 30-Jährigen ohne Freundin, der bei seiner Mutter im Souterrain wohnt und den ganzen Tag Videogames spielt. Immer wenn er die Mutter sieht, schreit er sie an. Manchmal beleidigt er sie. Aber meistens fragt er, wo sein Abendbrot bleibt und ob Mami endlich die Wäsche gewaschen hat. Alles und jeder ist schuld daran, dass er da unten im Souterrain wohnt, ausser er selbst. Natürlich.

Seit 2005 eigentlich frei

Es ist achtzehn Jahre her, dass Israel sich aus dem Gazastreifen zurückzog. Jeder Jude, der dort lebte, wurde umgesiedelt. Gaza wurde für die zartbesaiteten Palästinenser «judenfrei» gemacht. Das Erste, was die Bevölkerung tat, war, die Hamas zu wählen, dann die Anhänger der gegnerischen Partei

Fatah von den Dächern zu werfen und alle von Israel dort zurückgelassenen Infrastrukturen, wie Gewächshäuser und Technologien, zu zerstören. Okay, fine for me.

Anschliessend steckte die Hamas Zeit und Energie in den Aufbau ihrer jihadistischen Armee, die das Ziel hat, alle Juden auf der Welt auszulöschen. Das ist das Allerwichtigste, was betont werden muss: Denn in der **Hamas-Charta, Artikel 7**, steht: «Das Jüngste Gericht wird nicht kommen, solange Muslime nicht die Juden bekämpfen und sie töten. Dann aber werden sich die Juden hinter Steinen und Bäumen verstecken, und die Steine und Bäume werden rufen: <Oh, Muslim, ein Jude versteckt sich hinter mir, komm und töte ihn.>»

Gefangen im Feindbild

Wer die deutsche Geschichte nicht völlig verdrängt hat, bei dem müsste es jetzt ordentlich klingeln. Diese Erlösungsphantasien gab es nämlich schon einmal. Auch die Nazis glaubten, erst wenn die Welt von den Juden befreit sei, könne die deutsche Seele gesund sein: «Die Arier sind die Gotteskinder, und sie beantworten die Frage, warum die göttliche Potenz des Ariers als Basis des deutschen Volkes noch nicht entfaltet wurde, sie sagen, es gibt eine übermächtige Gegenkraft, die uns daran hindert – das ist die Verkörperung des Bösen. Und diese Verkörperung des Bösen (. . .) – das sind die Juden. Das Böse ist also die Kraft, die hinter dem Judentum steht», so beschreibt es der Historiker Claus-Ekkehard Bärsch in seinem Buch «Die politische Religion des Nationalsozialismus».

Nachdem also alles Jüdische in Gaza zerstört und der religiöse Kampf ausgerufen worden war, liessen sich die Bewohner Gazas trotzdem vom «bösen Yehudi» Elektrizität, Wasser, Nahrung und alles, was man sonst so braucht, liefern. **Sie forderten von der ganzen Welt Hilfgelder, weil es ihnen da in Gaza so furchtbar geht, und fingen irgendwann auch noch an, Raketen Richtung Israel zu schicken, die sie aus Rohren bauten, die eigentlich für den Bau eines Abwassersystems gedacht waren.** Mit dem Notwendigsten wurden sie von den bösen Zionisten versorgt. Sie hatten genug Zeit, sich den lieben langen Tag dieselbe Kamelle vom bösen Juden zu erzählen, der dringend umgelegt werden müsse, damit es ihnen gutgehen könne.

Dann kamen Social Media, und anstatt ein eigenes Elektrizitätswerk zu bauen, Arbeitsplätze zu schaffen und den Tourismus für ihren Beachstreifen am Mittelmeer zu fördern – **fingen sie an, den cleversten Move aller Zeiten zu machen, und das muss man ihnen wirklich zugestehen. Die Palästinenser haben es geschafft, ihr Opfernarrativ bis in den hinterletzten Hörsaal jeder Universität zu verbreiten, jede Menschenrechtsorganisation auf ihre Seite zu ziehen und eine Kampagne zu starten, die die Welt im Glauben liess, es gehe ihnen um Freiheit. Man erfand das «grösste Freiluftgefängnis» der Welt, an dem natürlich ausschliesslich Israel schuld war und ist, obwohl Gaza an ein anderes arabisches Land grenzt.**

Ägypten könnte in null Komma nix die Lage der Palästinenser verbessern. Aber kein Pieps zu Ägyptens Verantwortung. Weder von den Palästinensern selbst noch von den Spinnern, die sich ihnen weltweit angeschlossen haben, ohne das geringste Verständnis vom Nahen Osten zu haben. **Denn würden alle öffentlich über Ägypten sprechen, dann müssten alle öffentlich über innerarabische Konflikte sprechen, und das Ergebnis wäre, dass Ägypten die Palästinenser genauso wenig will wie Libanon, Jordanien und Syrien.**

Palästinenser sind das Pfand für die arabische Welt

Deswegen ist es wirklich so wie bei dem 30-Jährigen, der noch bei seiner Mutter wohnt. Der trollt im Internet, ist sauer auf die ganze Welt, vielleicht ballert er sogar noch Kinder in einer Highschool ab, aber ausziehen, also das ist wirklich zu viel verlangt. Weil natürlich die Emanzipation am schmerzhaftesten und am schwersten ist.

Die Palästinenser werden niemals «frei» sein, wenn sie sich nicht endlich emanzipieren. Dazu müssten sie anerkennen, dass sie für die Arabische Liga nichts weiter als ein Pfand sind und die Idee eines Palästinas «from the river to the sea» – also der Vernichtung Israels – niemals realisiert werden wird. Denn Israel wird bleiben. Wer immer nur Nein sagt, der wird am Ende gar nichts haben. **Dazu gehörte auch, sich nun lautstark und weltweit von der Hamas abzugrenzen. Ständig hört man, die Hamas, das seien nicht die Palästinenser.**

Aber, wo sind denn dann die anderen Palästinenser? Wo sind die Demos, auf denen von Palästinensern lauthals «Free Gaza from Hamas» gerufen wird? Wo sind die anonymen Schreiben von emanzipatorischen Gruppierungen in Gaza, die Amerika und die Europäische Union und die arabische Welt bitten, ihnen zu helfen? **Wo sind die Palästinenser ohne Hamas? Ich sehe und höre sie nicht.** Ich würde sie aber gerne sehen und hören. Sonst muss man irgendwann die Mär widerlegen und ganz klar sagen, es gibt sie wohl nicht.

In der Geschichte der Menschheit gab es immer wieder Aufstände und Revolutionen und Befreiungen von herrschenden Klassen. Darum soll es angeblich auch bei «Free Palestine» gehen. Bloss wird der Feind aufgrund der islamistischen Erlösungsphantasie beim Falschen ausgemacht. Seien wir ehrlich: Würde es auf diesem Stück Land, das Israel heisst, keine Juden mehr geben, die Palästinenser müssten vermutlich sofort gegen Ägypten – weil die Ägypter die Muslimbrüder hassen – in den Krieg ziehen und im Norden gegen den Hizbullah kämpfen, weil dessen Angehörige Schiiten sind. Aber die Hamas, das sind Sunniten, und Sunniten und Schiiten schlagen sich ja schon die ganze Zeit im Irak die Köpfe ein.

Was ich damit sagen will: «Free Palestine» gibt es mit grosser Wahrscheinlichkeit nur mit einer israelischen Kooperation und der Absicherung der palästinensischen Bevölkerung durch Dialog und Kompromiss. Und vielleicht werden die Palästinenser irgendwann zurückblicken und begreifen, was ihnen da jahrzehntelang entgangen ist, weil sie bockig vom Souterrain ihre Wäsche waschende und Abendbrot machende Mutter angeschrien haben, anstatt endlich auszuziehen.

Aber vielleicht ist es jetzt zu spät. Zu spät deshalb, weil am 7. Oktober 2023 das grösste Massaker an Juden seit dem Holocaust begangen wurde.

Komplett dichtmachen

Seit Tagen werde ich nach einer möglichen Lösung des Konflikts gefragt. Und die habe ich sogar. Aber nicht für die Palästinenser, weil ich es leid bin, mir mehr Gedanken um sie zu machen, als irgendeiner ihrer 200 Millionen Brüder und Schwestern es tut, die in der Region leben.

Die Lösung, die habe ich für die Israeli: Nehmen wir einmal an, wir schaffen es, die rund 200 Entführten zu befreien. **Ich weiss, unwahrscheinlich, aber ich möchte nach einer Woche Trauer auch einmal träumen dürfen. Ich würde eine Mauer um Gaza bauen, so hoch wie der Eiffelturm. Komplett dichtmachen und dann sagen, die Hamas müsse jetzt bitte Gespräche mit Ägypten beginnen, wir hätten uns entschieden, keinerlei Verantwortung mehr zu übernehmen. Ende und aus. Keine Elektrizität, kein Wasser, kein Essen, keine Hilfsgüter mehr über einen Grenzzugang von Israel. Denn den gibt es nicht mehr.**

Wird dies zu einer humanitären Katastrophe führen? Sehr wahrscheinlich. Werden dann die Ägypter daran schuld sein? Vermutlich wieder nicht, obwohl sie es schon seit achtzehn Jahren sind. Von dieser humanitären Katastrophe würden wir allerdings keine Bilder sehen. Keine Videos. Wir würden auch nichts hören. Es werden sehr viele Köpfe abgeschlagen werden, aber «dekolonialisieren» bedeutet auch, anzuerkennen, dass andere anders kommunizieren.

Als humanistische Europäerin wünsche ich mir natürlich, das würde nicht passieren. **Aber Emanzipation bedeutet auch, damit aufzuhören, «die da unten» zu bevormunden, als wären sie kleine Kinder. Die Palästinenser sind Erwachsene, und wenn sie sich die Köpfe abschlagen wollen, wenn sie vergewaltigen, foltern und Leichen schänden wollen, dann müssen sie das machen. Nur eben nicht mit Juden.**

Es wird Zeit, der Welt zu zeigen, wo das eigentliche Problem liegt.

Mirna Funk ist eine deutsche Schriftstellerin und Publizistin. Jüngst von ihr erschienen ist das emanzipatorische Pamphlet «Who Cares! Von der Freiheit, Frau zu sein» (DTV, München 2022).

18 octobre 2023 (NZZ)

[Biografie der Philosophin: wie Hannah Arendt zur Denkerin wurde \(nzz.ch\)](#)

Die Philosophin war auch politische Aktivistin: Eine Biografie zeigt das Leben von Hannah Arendt in neuem Licht

Hannah Arendt ist allgegenwärtig, keine Philosophin wird öfter zitiert als sie. Aber wie präsent ist ihr Denken tatsächlich? Die Biografie von Thomas Meyer zeigt Arendts Leben vor dem Hintergrund neuer Quellen.

Konstantin Sakkas

18.10.2023, 05.30 Uhr 4 min



Vom Denken zum Handeln: Im Pariser Exil 1933 half Hannah Arendt jüdischen Kindern bei der Ausreise nach Palästina.
Hannah Arendt Private Archive

Wenige zeitgenössische Gelehrte sind in der Geschichtswissenschaft und in der Philosophie gleichermassen zu Hause. Thomas Meyer ist einer von ihnen. Dass seine über fünfhundert Seiten lange Biografie über Hannah Arendt vom Verlag als neues Standardwerk beworben wird, liegt vor allem an den vielen unveröffentlichten Quellen, die Meyer in minutiöser Archivarbeit zutage gefördert hat. Sie werfen neues Licht auf die Dark Ages im Leben Arendts: die Jahre zwischen der Flucht aus Deutschland 1933 und der Emigration in die USA 1941.

Die «wichtigste Lebens- und Denkerfahrung» Arendts nennt der an der Ludwig-Maximilians-Universität München tätige Philosoph Meyer diese Zeit, in der sich die Schülerin von Jaspers und Heidegger von der klassischen Philosophie lossagte und zur politischen Aktivistin wurde. Als Mitarbeiterin der Kinder- und Jugend-Alijah in Paris war sie an der Emigration einiger hundert jüdischer Kinder nach Palästina beteiligt und trug so dazu bei, deren Leben zu retten.

Nicht alles von dem, was Meyer erzählt, ist neu, vieles aber wurde lange Zeit übersehen. Etwa dass Arendt im Juni 1935 nach Haifa fuhr und sich einige Zeit in Palästina aufhielt (wo sie auch den Zionisten Kurt Blumenfeld kennenlernte), liest man schon in der Arendt-Biografie von Elisabeth Young-Bruehl von 1977. Auch die Geschichte der rasch scheiternden Ehe mit Günther Stern (Anders) ist hinlänglich bekannt.

Ein Ziegenbock, der Hegel liest

Interessanter sind da Einblicke wie der, dass Hannah Arendt «als Kind und Jugendliche mal übersensibel, mal genialisch, mal durchschnittlich, gar schlecht in der Schule war», wie Meyer dem Tagebuch ihrer Mutter Martha entnimmt. **Oder dass sie im Juni 1972 im Gefolge der nachträglichen Anerkennung ihrer Habilitation über eine halbe Million Mark an entgangenem Lohn vom Land Baden-Württemberg erhielt.**

Die Zuerkennung des Sonning-Preises 1975 führte zu einem abermaligen Geldsegen von 200 000 dänischen Kronen und zu einem «regelrecht tiefen Durchatmen» Arendts. **Nun, kurz vor ihrem Tod, dachte sie «erstmalig übers Geldanlegen» nach.** Aufschlussreich ist auch die ausführliche Darstellung von **Arendts Herkunft, zugleich ein Stück Sozialgeschichte des jüdischen Bürgertums, aber auch typisch für Intellektuellenbiografien gestern und heute: erst «Landleute», dann kleine Unternehmer, dann Firmeninhaber.**

Das Buch lebt von Archivfunden. Etwa einem Brief des Philosophen Leo Strauss vom Oktober 1933 aus Paris. Darin zieht Strauss über seinen Fachkollegen Alexandre Kojève her. Kojève, schreibt Strauss, lese «Hegels Religionsphilosophie mit einer sehr komischen, juvenil-senilen Einleitung» und wirke dabei wie eine Mischung aus «Ziegenbock und einem Mitglied der Heilsarmee». Kojèves Pariser Vorlesung sollte die Hegel-Rezeption des 20. Jahrhunderts revolutionieren. Strauss schreibt aber auch: «Deine speziellen Freunde Günther Stern – Hanna Arendt wohnen in unserer Pension (wir schneiden sie)» – die Passage kann als das «älteste erhalten gebliebene Dokument» zu Arendts Pariser Exil gelten.

Meyer fügt dem Name-Dropping der Arendt-Interpretation einige neue Namen hinzu wie Leopoldine Weizmann oder Eva Stern, die Schwester von Günther Anders (Stern). Aber trägt das zu einem kohärenteren Bild von Arendts Denken bei? Arendts politische Ideengeschichte operierte, wie auch diejenige von Günther Anders, der sie vermutlich stärker beeinflusst hat als viele der im Buch Genannten, mit der Idee eines nach 1500 beziehungsweise 1800 einsetzenden Verfalls der europäischen politischen Kultur von einer wesenhaften hin zu einer instrumentellen Welthaltung.

Früh erwachsene Muttertochter

Der Wunsch, die Welt in ihrem Kern zu erkennen, wurde nach diesem Modell abgelöst vom Streben, sich das verfügbar zu machen, was die Welt dem Menschen bieten kann – eine These von Marx und Heidegger, die seit dem Ende des Zweiten Weltkriegs für den westlichen Kapitalismus- und Technikdiskurs leitend ist. Arendt, hält Meyer fest, habe Martin Heideggers Ontologie auf ihre Tauglichkeit für die politische Realität hin abgeklopft. Freilich mit dem Resultat, könnte man ergänzen, einer um die Zauberworte «Polis» und «Handeln» herum gebauten politischen Theorie, die an den Realitäten politischer Befreiung – etwa der Schwarzen in den USA – wenig interessiert war.

Aufschlussreich sind die Passagen über **Hannah Arendts Kindheit: die merkwürdig im Dunkeln bleibende Erkrankung des Vaters Paul Arendt (war es Syphilis?) und dessen früher Tod wie auch der Tod des Grossvaters innerhalb kurzer Zeit. «Der geliebte Grossvater schien nicht richtig vermisst zu werden», konstatiert Meyer. Beim Tod des Vaters habe Hannah versucht, «die Mutter zu trösten». Hannah Arendt, eine Muttertochter, die früh erwachsen werden musste und sich Freiheit in Gefühlsdingen zu versagen lernte.**

Es wird als Verdienst von Meyers bewusst wenig theoretisierender Lebensdarstellung gelten dürfen, **die Aktivistin, «Macherin» und Retterin Arendt in den Vordergrund** gestellt zu haben. Was Meyer dabei aber auch, und sei es unfreiwillig, enthüllt: Das Leben Hannah Arendts war, wie das ihres Lebenspartners Günther Anders, ein nur halb gelebtes Leben, das wenig echtes Glück gekannt haben dürfte.

Thomas Meyer: Hannah Arendt. Die Biografie. Piper-Verlag, München 2023. 528 S., Fr. 39.90.

18 octobre 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/10/17/tout-professeur-qui-declare-ne-pas-etre-raciste-est-dans-le-deni-selon-le-nouveau-reglement-en-vigueur-dans-des-universites-de-californie_6195009_3232.html

« Tout professeur qui déclare “ne pas être raciste” est “dans le déni”, selon le nouveau règlement en vigueur dans des universités de Californie »

Chronique

[Corine Lesnes, San Francisco, correspondante](#)

Les 61 000 professeurs des « community colleges » se voient sommés d’intégrer une perspective antiraciste dans leurs cours et d’identifier leurs préjugés en la matière, rapporte Corine Lesnes, correspondante du « Monde » à San Francisco, dans sa chronique.

Publié hier à 15h00, modifié hier à 19h27 Temps de Lecture 2 min.

Les professeurs de Californie viennent de découvrir avec effroi le nouveau règlement édicté par les autorités universitaires en matière de « diversité, égalité et inclusion » (DEI) dans les *community colleges*, les universités publiques à cycle court. Il régit l’attitude à observer à l’égard des élèves, le contenu des cours, jusqu’à recommander une forme d’introspection, sinon d’autocritique, de la part du corps enseignant sur les questions de genre et de race. « *Ce sont les sujets les plus contestés dans la société américaine actuelle et le gouvernement [de Californie] débarque et tranche autoritairement le débat* », déplore l’avocat David Ortner, un spécialiste de la liberté d’expression.

Les *community colleges* sont au nombre de 116 en Californie – ils sont 1 200 aux Etats-Unis – et accueillent 1,9 million d’étudiants, ce qui en fait le plus grand système d’enseignement supérieur aux Etats-Unis par le nombre d’élèves. Quasi gratuits, ouverts à tous, ils représentent la porte d’entrée vers les études supérieures pour les jeunes issus de milieux défavorisés. Après deux ans, ceux-ci peuvent demander leur admission dans une université et obtenir licence ou master. En Californie, deux tiers des étudiants de ces collèges communautaires sont issus de minorités. La majorité des professeurs sont blancs.

Publié avant la rentrée par la chancellerie des *colleges*, le nouveau règlement impose aux 61 000 professeurs d’intégrer une perspective antiraciste dans leurs cours. **Ils sont invités à « manifester une conscience constante et une reconnaissance des identités raciales, sociales et culturelles avec une compréhension de leur signification dans la création de structures d’oppression et de marginalisation ».** Il leur est recommandé d’identifier leurs préjugés et le tort causé par leurs comportements. **Selon le glossaire qui accompagne la circulaire, tout professeur qui déclare ne « pas être raciste » est « dans le déni ». Celui qui affirme pratiquer un enseignement au mérite ne fait que renforcer l’idéologie dominante. « Sous le couvert de standards, le mérite protège le privilège blanc. »**

Plusieurs plaintes déposées

Dans un Etat comme la Californie, laboratoire du multiculturalisme, le concept de racisme structurel ne fait pas grand débat et, depuis 2020 et [le mouvement Black Lives Matter](#), toutes les institutions ont révisé leurs approches pour inclure cet aspect. Bon gré mal gré, les professeurs ont appris à composer avec le pluriel *they* quand ils s’adressent à un étudiant plutôt que de choisir un pronom genré, comme « il » ou « elle ». **L’identité de genre, explique le glossaire, est « le sens intérieur qu’a une personne d’être un homme, une femme, les deux, entre les deux ou en dehors de la binarité de genre ».**

Mais ce qui inquiète surtout le corps enseignant, c’est que le nouveau règlement fait dépendre l’avancement et la titularisation des professeurs de leur « compétence en matière de DEI ». Les employés devront en faire la preuve à partir d’exemples concrets en matière de « *compétence culturelle, réflexion sur soi-même et progression personnelle* ».

Plusieurs plaintes ont déjà été déposées. Six professeurs – anglais, philosophie, histoire et chimie – poursuivent l’Etat pour violation du premier amendement de la Constitution sur la liberté d’expression. **« J’enseigne la chimie, a expliqué Bill Blanken, enseignant près de Fresno. Comment suis-je censé incorporer la notion de DEI dans mes cours ? Quelle est la perspective antiraciste sur la masse atomique du bore ? »**

Les professeurs sont soutenus par la Foundation for Individual Rights And Expression, une association de défense des libertés académiques. Celle-ci estime que l’administration *« ne peut en aucun cas pénaliser les membres du corps professoral pour leur refus d’endosser certains points de vue idéologiques ou de les incorporer dans leurs travaux »*.

La fondation ne fait pas de discrimination dans le choix de ses cibles. En septembre 2022, elle avait poursuivi l’Etat (républicain) de Floride à propos de la loi dite « Stop Woke », qui entend interdire les notions d’antiracisme ou d’intersectionnalité dans les classes ; un texte jugé *« dystopien »*, en novembre, par un juge fédéral, qui en a suspendu l’application. Alors que le Texas et la Floride cherchent à éliminer les références au DEI dans les cursus scolaires, la Californie entend les renforcer. La guerre culturelle profiterait peut-être d’un enseignement divers, égalitaire et inclusif à la définition de liberté.

18 octobre 2023 (Le Figaro)

[Comment le conflit israélo-palestinien se répercute en Europe \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Comment le conflit israélo-palestinien se répercute en Europe

Par Alexandre Devecchio



Bernard Rougier. *Fabien Clairefond*

ENTRETIEN - Si les enquêtes détermineront le lien ou non entre les attentats d'Arras et de Bruxelles et le contexte international, les prédicateurs islamistes et leurs réseaux instrumentalisent depuis des années le conflit israélo-palestinien pour dresser une partie des musulmans d'Europe contre les sociétés occidentales, analyse Bernard Rougier, universitaire, spécialiste du djihad et du salafisme.

Spécialiste du Moyen-Orient, Bernard Rougier est l'auteur des *Territoires conquis de l'islamisme* (PUF).

LE FIGARO. - Du renforcement de la protection des synagogues et des écoles juives à l'assassinat de Dominique Bernard, les répercussions du conflit israélo-palestinien en France ont été immédiates. Comment expliquez-vous que cette question soit si sensible en France et dans toute l'Europe ?

Bernard ROUGIER. - Les réseaux islamistes ont exploité le pourrissement de la question palestinienne pour lui donner une signification religieuse. Dès la signature des accords d'Oslo en septembre 1993, ils ont considéré – au Moyen-Orient comme en Europe – que le processus de paix était « batil », c'est-à-dire illégitime et hostile à Dieu dans son essence. J'ai vu ce travail s'accomplir dans un milieu arabe, musulman et palestinien, celui du plus grand camp de réfugiés palestiniens au Liban, au début des années 1990. Les religieux islamistes, d'inspiration salafiste ou soutenus par l'Iran khomeyniste, ont détruit de l'intérieur le lien national construit par l'OLP auprès des réfugiés, en substituant une histoire ottomane à l'histoire palestinienne, en séparant les filles et les garçons dans les écoles de l'UNRWA, en s'opposant au travail des femmes, en interdisant l'enseignement de la poésie de Mahmoud Darwich, etc.

Pour un militant exalté, tuer un juif n'importe où dans le monde est une contribution au conflit

Perdu par les diplomates de tout bord, le temps politique a été ainsi transformé en un temps religieux gagné par les islamistes. Pour ces derniers, la Palestine est la métonymie du malheur musulman : elle incarne en miniature une situation de persécution qui serait celle des musulmans à l'échelle mondiale. Déjà, au début des années 2000, al-Qaïda présentait son combat anti-occidental dans la continuité de la deuxième Intifada contre Israël. Toutes les sensibilités islamistes se sont accordées pour modifier la nature du conflit : de territorial et politique à l'origine, celui-ci est devenu, par l'effet de leur propagande, de nature religieuse et symbolique, opposant les musulmans au reste du monde.

C'est le triomphe d'une géographie symbolique et religieuse sur la profondeur et de l'épaisseur historique. Pour un militant exalté, tuer un juif n'importe où dans le monde est une contribution au conflit. La protection des synagogues et des écoles juives est le résultat de l'imprégnation islamiste d'une partie de la prédication islamique en Europe et en France, notamment auprès des plus jeunes. Mohammed Merah a été le produit social et idéologique d'une socialisation de quartier, avant de parachever sa formation militaire au Waziristan, et de tuer, à son retour à Toulouse, des enfants juifs en mars 2012.

Dominique Bernard a été assassiné le vendredi où le Hamas avait appelé à une journée internationale du djihad. L'attentat qui a visé la Belgique a eu lieu quelques jours après. Est-ce une simple coïncidence ?

L'enquête dira peut-être si l'acte avait été prémédité avant le déclenchement du Déluge d'al-Aqsa - le nom de l'opération donnée au Hamas à l'agression du 7 octobre 2023 -, ou encouragé par celle-ci, comme si l'exacerbation des violences retransmise par la télévision et les réseaux sociaux levait les dernières inhibitions morales. Ce qui est certain en revanche, c'est qu'il existe un rapport entre l'actualité moyen-orientale et l'intensification des appartenances religieuses à référent islamique en France et dans le monde en général. Les instruments de transmission d'un islamisme à bas bruit se transforment en lieux de mobilisation pour des individus et des groupes pressés d'en découdre.

Le témoignage de la jeune sœur de l'assassin du professeur Dominique Bernard au lycée Gambetta à Arras confirme la réalité d'une famille salafiste décidée à lutter contre les normes du savoir et de la civilité incarnées par l'école républicaine

Au début des années 2000, la filière djihadiste des Buttes-Chaumont s'était constituée sur fond de deuxième Intifada, de 11 septembre 2001 et de préparation de l'invasion américaine en Irak en 2003. À chaque crise, les prédicateurs se livrent à un travail de décodage par le religieux de l'actualité internationale, en formulant des cadres d'interprétation censés faire le lien entre la souffrance musulmane au Moyen-Orient et la situation des musulmans en France, « persécutés » par diverses lois (celle de 2004 sur l'interdiction des signes religieux ostentatoires à l'école comme celle de 2021 réaffirmant le respect des principes de la République). C'est ce climat ambiant qui produit l'atmosphère justifiant le passage à l'acte terroriste. Mais il existe un milieu favorable en amont.

Le témoignage de la jeune sœur de l'assassin du professeur Dominique Bernard au lycée Gambetta à Arras confirme la réalité d'une famille salafiste décidée à lutter contre les normes du savoir et de la civilité incarnées par l'école républicaine, en leur opposant un autre savoir, tiré d'un corpus divin, pour justifier toutes les formes de séparatisme avec la société globale. Ce salafisme de rupture ne peut perdurer, selon moi, sans relais collectifs dans le milieu de socialisation des intéressés.

On parle beaucoup de « fratries » jihadistes pour expliquer ce passage à l'acte. Est-ce une clef d'explication ?

La «famille jihadiste» se pense comme une famille islamique idéale, en contraste total avec la réalité familiale en banlieue, où la crise du modèle est encore plus accentuée que dans le reste de la société française au regard du nombre de divorces, de pères absents et de familles monoparentales. Pour les frères (les fratries) et les sœurs (le jihadisme adelphique des Clain), cette crise de la parentalité ne résulte pas d'une situation sociologique d'anomie ; elle est d'abord le résultat d'un droit occidental décadent à l'origine, pensent les jihadistes, de la crise familiale et de leurs souffrances personnelles.

A contrario, l'attention méticuleuse portée au droit de la famille musulman (souvent malékite) et la priorité donnée au mariage religieux sur le mariage civil manifestent une volonté d'échapper à des normes séculières rendues responsables de leur malheur privé. Le groupe en rupture se pense comme un collectif qui combine le matrimonial et l'idéologique pour augmenter sa solidarité interne à mesure qu'il se sépare de la société nationale. Mais les logiques du jihadisme sont multiples : migrant tunisien en situation irrégulière, le profil du tueur de Bruxelles s'apparente davantage à celui de Brahim Aouissaoui, l'auteur de l'attentat de la basilique Notre-Dame de Nice, porteur d'une idéologie assimilée dans son pays d'origine ou composée dans les « territoires circulatoires » des migrations internationales, pour reprendre l'expression du sociologue Alain Tarrius.

Après l'attentat du Hamas, on a pu voir des manifestations « propalestiniennes » aux cris de « Israël assassin ». Ces manifestants soutiennent-ils le Hamas ?

Il y a plusieurs expressions dans ces manifestations. Certains, fidèles à une vision progressiste des luttes décoloniales, apportent leur soutien à la cause palestinienne, conçue comme l'emblème par excellence de ces luttes, et dénoncent l'ampleur de la riposte israélienne à Gaza. Ils ne perçoivent pas le caractère inédit de l'attaque du 7 octobre dernier, et ce qu'elle a représenté pour la société israélienne – quelque chose entre le 11 Septembre aux États-Unis et le massacre du Bataclan et des terrasses en France. Ils inscrivent la séquence actuelle dans le cycle régulier et asymétrique des affrontements passés entre le Hamas à Gaza et l'armée israélienne. Une autre expression provient de milieux islamistes qui exploitent la dégradation politique, humanitaire et matérielle pour développer leur vision religieuse du monde et des rapports humains. Pour eux, ce qui se passe à Gaza est une opportunité unique. Les Frères musulmans expriment leur solidarité avec la branche palestinienne du mouvement.

D'autres, plus proches du djihadisme, se réjouissent de la porosité qui s'est manifestée lors du massacre du 7 octobre, quand le Hamas, organisation mi-politique, mi-terroriste, a basculé dans la tuerie de masse de type Daech. Il faut rappeler ici que des groupes djihadistes se sont formés dans la bande de Gaza depuis les années 2010 par des anciens des Brigades al-Qassam, hostiles au choix de la participation aux élections législatives décidée par le bureau politique du mouvement en 2006. Ce sont ces différents registres qui s'expriment dans les réseaux sociaux, où l'expression d'une solidarité avec les Palestiniens voisine avec un antisionisme plus agressif, confinant souvent à l'antisémitisme.

17 octobre 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/10/17/eva-illouz-sociologue-je-crois-qu-apres-les-attaques-terroristes-pour-la-societe-israelienne-le-hamas-est-devenu-le-nazi_6194943_3232.html

Eva Illouz, sociologue : « Je crois qu'après les attaques terroristes, pour la société israélienne, le Hamas est devenu le nazi »

Par [Luc Bronner](#) Publié aujourd'hui à 06h00

Entretien

L'universitaire franco-israélienne explique, dans un entretien au « Monde » que l'attaque terroriste du 7 octobre engage les deux camps dans une « guerre totale » et va changer irrémédiablement la perception des Palestiniens par les Israéliens.

Eva Illouz, sociologue, est directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris. Elle a enseigné à l'université hébraïque de Jérusalem, à Princeton et à Zurich. Elle a notamment écrit *Les Emotions contre la démocratie* (Premier Parallèle, 2022). **Elle a pris position contre le gouvernement de Benyamin Nétanyahou et avait signé, en août, une pétition dénonçant « un régime d'apartheid » pour les Palestiniens.**

Comment qualifier ce qui arrive à la société israélienne après l'attaque du Hamas, les 1 400 morts, les milliers de blessés et les otages ?

On a du mal à trouver les catégories pour qualifier cet événement inédit. Des attaques terroristes de cette ampleur, il n'y en a jamais eu, dans aucun pays. **Il y a des massacres, bien sûr, mais pas un attentat terroriste dont le nombre de victimes est, proportionnellement à la population, beaucoup plus grand que celui du 11-Septembre, ou qui serait l'équivalent de 10 000 personnes en France massacrées en quelques heures.**

J'oserais ajouter qu'il y a eu là des déclinaisons inédites de l'horreur : se réveiller un jour de fête au bruit de mitraillettes avec un ennemi infiltré chez soi, le faible devient le fort, le fort devient le faible, l'armée qu'on attend et qui ne vient pas, les terroristes qui tuent des bébés, décapitent, tuent les enfants en face de leurs parents, et les parents en face des enfants, kidnappent vieillards, enfants, hommes, femmes, l'enregistrement et la diffusion des massacres sur les réseaux sociaux, tout cela n'a aucun précédent. Il y a eu là une démultiplication des techniques de l'horreur.

Cela va rester le plus grand choc de l'histoire juive post-Shoah. C'est toute la réalité ontologique d'Israël qui a été remise en question. Les nazis essayaient de cacher les atrocités, pas de les diffuser. La mort elle-même est devenue un motif de propagande. **Il y a là un changement de régime de l'atrocité.**

C'est la raison pour laquelle la guerre est devenue totale et existentielle. Israël apparaît comme fort, mais cette force est sous-tendue par **une peur existentielle qui s'est radicalisée.** Pour un Israélien, la possibilité du génocide ne semble jamais très loin. **Il y a aussi une confusion terminologique inédite, puisque les « indigénistes décoloniaux » en France et sur les campus américains ont emprunté le vocabulaire de la résistance pour qualifier un crime contre l'humanité.**

La société israélienne est une société fracturée, comme l'avaient montré les manifestations massives de ces derniers mois contre les réformes du gouvernement Nétanyahou. Quelles peuvent être les répercussions sur le plan politique ?

L'horreur et la peur sont d'une telle ampleur que **la société entière est soudée autour d'un objectif : redonner un sentiment de sécurité aux citoyens.** En 1973, la guerre du Kippour avait aussi été vécue comme un choc, mais il y avait eu 2 800 morts, et parmi eux 0 civil tué. **Dans la situation présente, la division entre civils et militaires s'est effacée ; c'est non seulement ce qui caractérise le terrorisme mais aussi parce que des Etats, comme l'Iran, agissent comme des organisations terroristes.**

Cela veut dire aussi que les civils israéliens qui n'ont jamais porté d'arme sont en train de s'armer parce que la guerre peut surgir à tout moment dans leur cuisine. Il y a une forte militarisation de la société civile. Quand la sécurité sera retrouvée, il va y avoir des règlements de comptes avec le gouvernement d'extrême droite, qui, par sa négligence de tous les avertissements sécuritaires qu'on lui a donnés, a agi de façon criminelle.

Mais je crois aussi que toutes les positions politiques vont subir des révisions dramatiques. C'est vrai pour la gauche et c'est vrai pour la droite. **Le fait que la gauche postcolonialiste mondiale a refusé de condamner les massacres aura des répercussions sur la gauche israélienne. Après l'Intifada de l'an 2000, qui avait fait 1 000 morts israéliens, la gauche s'était effondrée parce qu'un grand nombre de gens étaient arrivés à la conclusion que les Palestiniens ne voulaient pas la paix. Cela va être plus dramatique aujourd'hui. Ce qui va disparaître notamment, c'est l'idée d'un Etat binational pour les deux populations qui était devenue en vogue cette dernière décennie.**

C'est vrai aussi pour **la droite, qui nous a menés dans ce désastre à cause de la doctrine sécuritaire qu'elle a défendue** : l'idée qu'on pouvait gérer, de façon indéfinie, les relations avec les Palestiniens comme un conflit militaire de basse intensité est un échec.

Benjamin Nétanyahou et ses alliés ont voulu utiliser le Hamas contre l'Autorité palestinienne pour rendre impossible la création de deux Etats ; ils n'ont pas voulu voir que le blocus de Gaza allait créer une situation explosive et ont laissé penser que le Hamas était des gens minables qu'on contrôlait facilement par l'argent du Qatar. Mais la plus grande erreur a été de ne pas avoir vu que le Hamas est un mouvement idéologique, millénariste et génocidaire et qu'on n'achète pas le calme avec un tel mouvement dont l'objectif est de vous éliminer.

La mise en place d'un cabinet d'union nationale peut-elle avoir des effets durables ?

Les Israéliens ont eu le sentiment d'avoir été abandonnés par l'Etat, qui a été spectaculairement dysfonctionnel. On savait que le gouvernement était composé de gens cyniques, calculateurs, fanatiques et incompetents, on en a la preuve éclatante.

La fonction essentielle d'un gouvernement d'union est de calmer les Israéliens sur le fait qu'on n'a pas donné la boîte d'allumettes à des pyromanes. Mais quand le retour à la sécurité va se faire, il est possible que le pays se divise encore plus profondément qu'avant la guerre. La droite accuse déjà les protestataires d'avoir été des traîtres et d'avoir permis ce désastre alors que le camp démocratique a, bien évidemment, tous les droits de penser que ce sont les réformes judiciaires et la négligence du gouvernement qui sont responsables de la situation.

Israël est traumatisé par les otages enlevés par le Hamas et retenus à Gaza. Des voix peuvent-elles s'élever en Israël pour s'alarmer d'un usage disproportionné de la force à Gaza ?

L'opération « Bordure protectrice », à Gaza en 2014, n'avait pas été conduite dans une situation aussi dramatique et répondait principalement à l'enlèvement et au meurtre de trois jeunes Israéliens et à de nombreux tirs de roquettes. Il avait pourtant été fait un usage excessif de la force. La plupart des Israéliens ne l'avait pas remis en question, seule une petite minorité, moins de 20 %, s'y était opposée. Moi-même je m'y étais opposée publiquement.

Dans les circonstances actuelles, la proportion sera beaucoup plus faible. **Mais il faut comprendre deux choses. La première, c'est que le Hamas se sert de sa population civile comme bouclier. Lorsque Tsahal a fait l'annonce que les Palestiniens devaient évacuer le Nord pour aller dans le Sud, le Hamas a fait une contre-déclaration en disant qu'il s'agissait d'une « fake news ». Tout le monde s'est concentré sur le désastre que l'annonce israélienne représentait pour les civils palestiniens – à juste titre, car il s'agit d'un désastre humanitaire à grande échelle –, mais presque personne n'a trouvé monstrueux que le Hamas puisse mentir à sa population pour la garder près de lui comme bouclier. On ne s'est pas non plus beaucoup ému du refus total de l'Egypte d'accueillir les Palestiniens.**

Deuxièmement, beaucoup d'Israéliens pensent que les civils palestiniens et leurs dirigeants ont en commun leur haine radicale des juifs. D'autant plus que les images de corps ensanglantés de jeunes filles israéliennes exhibés dans les rues de Gaza au milieu d'une foule excitée apparaissent incriminantes pour les civils. **Face à ces images, il devient difficile de faire la distinction entre le peuple de Gaza et ses leaders. On voit une population faire bloc avec le Hamas dans la haine des Israéliens et des juifs.** La perception que les Israéliens ont des Palestiniens de Gaza est très différente de celle qu'ils ont des **Iranien**s, là il est beaucoup plus facile de distinguer entre le régime des ayatollahs et une population civile en insurrection. **Avec le Hamas, la distinction s'estompe.**

Mais je voudrais aussi ajouter que cette notion de proportionnalité quand il s'agit d'un événement humain aussi violent que la guerre me laisse perplexe. Qu'est-ce que c'est la proportionnalité ? Décapiter, violer, torturer 1 500 Palestiniens contre les 1 500 juifs qui sont morts dans des conditions similaires ? Comment créer une commensurabilité des massacres ? Parce que Israël vit constamment dans un état de guerre et de conflit, il a développé une doctrine militaire exigeant que l'ennemi paye un prix plus fort, pour le dissuader de recommencer.

Cette guerre est différente : il s'agit d'un ennemi qui veut oblitérer Israël et sa population. Il s'agit d'une guerre totale. Les Israéliens pensent à cette guerre dans les termes suivants : ce sera nous ou eux. Lorsqu'un camp déclare officiellement que son but est de vous effacer de la surface de la Terre, il devient difficile de penser à la proportionnalité.

J'ajouterais cependant que le but de Tshal est d'éradiquer le Hamas et le Hamas seulement. Est-ce qu'ils y parviendront sans toucher massivement les civils ? Sans doute pas, et je le regrette profondément.

La nature de la guerre va-t-elle évoluer ?

Ce qui était perçu comme un conflit militaire ou colonial vieux de plus d'un siècle est désormais interprété à travers la grille de l'antisémitisme. **Il y a un basculement du politique au racial et au religieux. Pour la société israélienne, l'antisémitisme génocidaire qui habitait sur les terres de l'Europe a migré vers l'islamisme.** Jusqu'à présent, les Palestiniens, aux yeux des Israéliens, n'étaient pas les nazis. **Je crois qu'après les attaques terroristes cela a changé : le Hamas est devenu le nazi.** Il y a un risque que, par effet de contamination, les Israéliens voient l'ensemble des Palestiniens de Gaza de la même façon. **Est-ce que l'Europe aurait fait un compromis avec les nazis ? Churchill a décidé de bombarder Dresde, alors que l'Allemagne avait déjà perdu. Je ne dis pas que le Hamas est nazi. J'ai conscience des différences historiques et idéologiques. Mais c'est comme cela que, désormais, il est vu.**

Ce qui complique considérablement ces questions, c'est que ce sont les mêmes Palestiniens qui ont aussi été victimes d'un déplacement de population, du blocus, de la misère, qui est le résultat de l'asphyxie israélienne et de la corruption du Hamas.

Nous avons un objet conceptuel et moral à deux faces : d'un côté il y a une victime, mais de l'autre cette victime s'identifie à un groupe à visée génocidaire. **Il faut développer un regard humain et fraternel qui puisse voir toutes ces tragédies en même temps.** Mais, aujourd'hui, il faut choisir son camp.

17 octobre 2023 (Le Figaro)

[Des économistes voient le chômage à près de 8 % d'ici quelques mois \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Des économistes voient le chômage à près de 8 % d'ici quelques mois

Par [Anne de Guigné](#)

Publié il y a 5 heures, mis à jour il y a 3 heures

Croissance à 0,8 %, inflation à 3,3 % et 53 000 destructions d'emplois. Les économistes de l'OFCE assument une vision bien plus morose de l'économie française en 2024 que les prévisions officielles.

Selon l'OFCE, la politique de la banque centrale européenne (BCE) devrait continuer de porter ses fruits dans les prochains mois face à l'inflation. Les hausses de prix se calmeraient, au prix toutefois d'un net ralentissement de l'activité économique. **La croissance du Produit intérieur brut (PIB) atteindrait ainsi 0,8 %, (quand Bercy vise 1,4 %).** Le resserrement monétaire l'amputerait de 0,9 point après 0,4 point en 2023. Et le choc de l'énergie de 0,3 point.

La faible croissance de l'activité provoquerait un retournement du marché de l'emploi. **Pour l'OFCE, le chômage qui avait atteint un plancher à 7,1 % au début de l'année, repartirait à la hausse rapidement. Fin 2024, il serait ainsi remonté à 7,9 %. « La possibilité du plein-emploi s'éloignerait donc », avancent les économistes.**

Pouvoir d'achat en hausse

La hausse du taux de chômage s'expliquerait aussi par une augmentation de la productivité, qui plafonnait depuis le covid, alors que de nombreuses entreprises gardaient en emploi des salariés peu efficaces. « La baisse des soutiens publics aux entreprises associée à la sortie du « quoi qu'il en coûte » et aux remboursements des Prêts garantis par l'État (PGE) ainsi que le retour de la durée du travail à son niveau de 2019 devraient conduire à rattraper une partie des pertes de productivité observée », avancent les auteurs de l'OFCE.

Malgré cette remontée du chômage, le pouvoir d'achat se maintiendrait l'année prochaine. Il progresserait même de 0,4 %, en raison de l'augmentation des salaires réels (+ 0,6 %). « Ainsi en 2024, le revenu réel des ménages par unité de consommation serait 2,5 % au-dessus de son niveau de 2019 alors que le PIB par unité de consommation serait légèrement au-dessous de son niveau de 2019 (-0,3 %) ». Autrement dit, durant ces quatre années d'intenses remous, les revenus des ménages ont été davantage préservés que ceux des entreprises.

17 octobre 2023 (NYT)

[Opinion | Piling Horror Upon Horror - The New York Times \(nytimes.com\)](https://www.nytimes.com)

OPINION

MICHELLE GOLDBERG

Piling Horror Upon Horror

Oct. 16, 2023



Credit...Yousef Masoud for The New York Times

By [Michelle Goldberg](#)

Watching from afar as people race toward an abyss, I find it hard to know what to write except “no,” over and over. In the face of massacres that for Jews around the world brought back memories of genocide, the language of some Israeli leaders has, in turn, become murderous. On the cusp of a likely ground invasion of Gaza, many people I’ve spoken to, Jewish and Palestinian alike, are terrified that this rhetoric will become reality.

Isaac Herzog, Israel’s president, said that the “entire nation” of Gaza was “responsible” for the attacks at a news conference on Friday, telling reporters, “It is not true, this rhetoric about civilians not being aware, not involved.” Herzog later clarified that civilians are not legitimate targets, but his words, coming from a member of Israel’s center-left Labor Party, were still chilling, suggesting a broad political consensus that Gazans are collectively to blame for the horror that befell Israel. “All gloves are off,” Ron Prosor, a distinguished Israeli diplomat, [told](#) Politico.

In such an environment, the ruling Israeli right, some of whose members [spoke](#) of forcing Palestinians out of Israel even before Hamas’s latest rampage, has little to restrain it. Tally Gotliv, a member of the Knesset from Benjamin Netanyahu’s Likud party, [urged](#) the use of “doomsday weapons” on Gaza. Another member of Likud called for a second nakba, the Arabic word referring to the mass expulsion of Palestinians at Israel’s creation in 1948.

I can empathize with liberal Jews both in Israel and throughout the diaspora who feel too overwhelmed, at this moment of great fear and vulnerability, to protest the escalating suffering inflicted on Palestinians. It is not fair that events are moving too quickly to give people time to grieve the victimization of their own community before being asked to try to prevent the victimization of others. Nevertheless, as atrocities are piled on atrocities, I hope Jews will attend to what is being threatened in our name. And all Americans should pay attention, given how much our country underwrites Israel’s military.

In Gaza, mass death has already begun. Last week the defense minister, Yoav Gallant, announced that Israel was cutting off Gaza’s water, electricity, food and fuel. There was hopeful reporting over the

weekend that at the urging of President Biden's administration, water to a town in Gaza's south had been turned back on, but for many, drinking water is still unavailable. The Associated Press [reported](#) on Sunday that clean water has run out in U.N. shelters across Gaza. On Saturday, UNICEF [reported](#) that, according to local sources, more than 700 children in Gaza had been killed. The number by now is surely higher.

Some readers, I suspect, will respond that while this is all terrible, it is also all Hamas's fault. In many ways, I agree. Hamas's terror is clearly the immediate cause of the hell raining down on Gaza; most countries attacked as Israel was attacked would respond with war. That does not, however, license Israeli indifference, or worse, to the lives of civilians. Israelis have a right to their rage; I imagine that if I were Israeli, I would share it. But incitement against Palestinians, the overwhelming majority of whom have nothing to do with Hamas terrorism, is leading us toward somewhere even darker than where we are right now.

Influential voices in America are intensifying the bloodthirsty atmosphere. Appearing on "[Fox News Sunday](#)," the Republican senator Tom Cotton of Arkansas dismissed worries that mass civilian casualties in Gaza will work to Hamas's advantage on the world stage. "As far as I'm concerned, Israel can bounce the rubble in Gaza," he said. That phrase, "bounce the rubble," is a reference to a Winston Churchill [quote](#) about apocalyptic military overkill. To Cotton's right, the language is even more incendiary. "If it comes down to ethnic cleansing — you want to cleanse my people, I'll cleanse yours first," [said](#) Joel Pollak, a senior editor at large at Breitbart News, on the webcast of the leading young conservative Charlie Kirk.

We can already see where the total dehumanization of Palestinians leads. This weekend, a 6-year-old boy in Illinois was allegedly stabbed to death by his landlord, who is also accused of gravely injuring the boy's mother. According to the local sheriff's office, the victims were targeted "due to them being Muslim and the ongoing Middle Eastern conflict involving Hamas and the Israelis."

If this is the atmosphere in parts of the United States, it is exponentially more fevered in Israel. On Monday morning I spoke to Diana Buttu, a Canadian Palestinian lawyer in Haifa who once served as a legal adviser for the Palestine Liberation Organization. "I can understand what my grandmother felt in 1948 when she fled" from a town near Nazareth, Buttu said. "Because it's a climate of total fear that you're next. And this isn't just in the Gaza Strip; it's also spread to the West Bank."

Already, [according](#) to Al Jazeera, at least 55 Palestinians in the West Bank have been killed, some by soldiers and others by settlers. Haaretz [reported](#) that five Palestinians were shot dead by settlers in the village of Qusra. A message to the village on WhatsApp said, "We have no red lines. We'll punish you in order to make an example out of you."

Michelle Goldberg has been an Opinion columnist since 2017. She is the author of several books about politics, religion and women's rights, and was part of a team that won a Pulitzer Prize for public service in 2018 for reporting on workplace sexual harassment. [@michelleinbklyn](#)

17 octobre 2023 (The Economist)

[To save Palestinian lives in Gaza, open the crossing into Egypt \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Israel's ground offensive

To save Palestinian lives in Gaza, open the crossing into Egypt

Antony Blinken's shuttle diplomacy urgently needs to succeed. Here is how



image: reuters

Oct 16th 2023

The ground war has yet to begin, and already casualties are mounting. **Gaza's 2m people are kettled inside a space that is more densely populated than London**. As we write, the count from inside the enclave is over 2,500 killed and almost 10,000 wounded. **Because the median age in Gaza is just 18, many of the dead are children. Israel is determined to destroy Hamas. Urban warfare is bloody and intense. Something terrible is about to unfold.**

That is why, starting with the UN secretary-general, the search is on for ways to save lives—both inside Gaza and by preventing the fighting from spreading to Israel's northern border with Lebanon. Antony Blinken, America's secretary of state, is travelling tirelessly across the region. His boss, Joe Biden, may soon visit Jerusalem. **Amid this frenzied diplomacy, governments, aid agencies and Palestinian sympathisers are issuing desperate pleas for Israeli restraint.**

That aim is noble and just. Unfortunately, calls on Israel to stay its hand are being undermined by well-meant naivety and by double standards. As Mr Blinken is demonstrating, the only realistic path to protecting the innocent lies in hard-headed negotiations, and nowhere more so than over **plans to open up the crossing between Gaza and Egypt.**

Mr Blinken's first job is to set expectations of well-meaning people. They often assume that killing civilians must always be against international law. **However, Hamas terrorists have just demonstrated the gravity of the threat they pose by murdering 1,400 Israelis. In response, the Israel Defence Forces (idf) can lawfully make its country safe by destroying Hamas weapons, fortifications and fighters. Because the land beneath Gaza City is honeycombed by Hamas tunnels, a ground offensive is needed. The awful fact that many civilians will die, even if Israel tries to protect them, is not collective punishment of the Palestinians, but the ugly face of urban warfare.**

Outsiders are entitled to ask Israel to allow medical supplies, food and water into Gaza. There is room for argument about what counts as proportionate force and whether Israeli warnings to civilians are adequate. In the past, Israeli action has sometimes been excessive because the idf has wanted to demonstrate that violence does not pay; and in recent days the defence minister has stooped to calling Hamas terrorists "human animals". **All too often, however, when people place demands on Israel's**

conduct they betray double standards—because they do not take account of Hamas’s tactic of putting Palestinians in harm’s way.

In the 16 years that it has run Gaza, the group has not sought to help people prosper, but to strengthen its grip on power and to recruit and arm its militants. It does not protect Gazans in war, but uses their bodies as living armour. In the past it has exploited mosques, schools and hospitals to stash arms and conceal command posts. On October 13th Israel warned northern Gazans to flee ahead of its invasion. Hamas did not help them evacuate or attempt to win them safe passage to the south by releasing the 199 Israeli hostages it is holding. Instead it tried to manipulate them so that they would stay put in the line of fire. It knows that the toll of dead Palestinian women and children will create an international outcry.

How, then, to save innocent lives? Part of the answer is to appeal to Israel’s self-interest. Destroying Hamas would be within the laws of war, but if the cost of obliterating it is the death of many innocent civilians, the harm to Israel’s reputation will rapidly climb. In addition, the bloodier the fighting in Gaza, the more likely Hizbullah will attack in earnest from its bases in Lebanon. Israel does not want a second front.

Another part of the answer is to appeal to Israel’s values. Mr **Blinken** put it well when he echoed the sentiments of his president in Israel at the end of last week. **“How Israel does this matters,”** he said, standing beside Israel’s prime minister, Binyamin Netanyahu. **“We democracies distinguish ourselves from terrorists by striving for a different standard.”**

The immediate task is to save lives by persuading Israel to allow Egypt to open the Rafah crossing between Gaza with the Sinai peninsula. The hundreds of thousands of people moving south of the Wadi Gaza, a boundary set by Israel, will need food, shelter and medical aid on a huge scale. Supplies are being stockpiled on the Egyptian side, waiting to be allowed across into Gaza. Talks are focused on letting dual passport holders and aid workers out of Gaza as the aid goes in. A deal here is urgently needed.

That is unlikely to be enough. To save as many lives as possible, **Egypt should also open the Rafah crossing to Palestinians wanting to flee temporarily from Gaza.** It is easy to find reasons to object to such a plan. Palestinians understandably fear that they may never be allowed home. The precedent for that is on display in decades-old “temporary” refugee camps in Jordan and Lebanon. **For its part, Egypt would not like to be seen to connive in emptying Gaza.** It also fears that permanent camps could breed Islamist terrorism that aggravate instability in the Sinai, or blow back into the rest of the country. **If, years from now, camps become bases for attacking Israel, they might even poison relations between Egypt and Israel, a cornerstone of Middle East security.**

To guard against all of those things, Israel, America, Egypt and well-meaning Arab states, including those who have signed up to the Abraham accords—and Saudi Arabia, which may one day do so—**should make a formal guarantee, underwritten by the United States, that the flight into the Sinai would be temporary.** Egypt, which is in economic difficulties, may be more amenable if Arab states were to offer it relief on its debts. America could grease the wheels.

We do not underestimate how hard such an initiative would be to pull off. **In the old Middle East the very idea would have been unthinkable. But when Hamas started to massacre Israelis, that world was lost. A new Middle East is up for grabs and Iran, Hizbullah, Hamas and the forces of disorder intend to claim it. What better way to deny them than by a joint plan to save Palestinian lives?**

17 octobre 2023 (The Economist)

[To beat populists, sensible policymakers must up their game \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Free exchange

To beat populists, sensible policymakers must up their game

Weak economic growth is dangerous, as a wave of elections next year may show



image: álvaro bernis

Oct 12th 2023

Politicos, rejoice. When it comes to elections, next year is a big one. In 2024 the Republicans and Democrats will battle it out in America, of course—but there will also be votes of one sort or another in Algeria, India, Mexico, Pakistan, Russia, South Africa, Taiwan, probably Britain, and many more countries besides. All told, as many as 3bn people, in countries producing around a third of global gdp, will have the chance to put an “X” in a box. And in many of these locations, populist politicians are polling well. What would their success mean for the global economy?

Economists have long suspected that populists do grave damage. Names such as Salvador Allende in Chile and Silvio Berlusconi in Italy are hardly synonymous with economic competence. By contrast, what you might call “sensible” leaders, including, say, Konrad Adenauer in Germany and Bill Clinton in America, are more often associated with strong growth. New research, forthcoming in the *American Economic Review*, perhaps the discipline’s most prestigious journal, puts hard numbers on the hunch.

The authors, Manuel Funke and Christoph Trebesch of the Kiel Institute for the World Economy and Moritz Schularick of the University of Bonn, look at over a century of data. They classify administrations as “populist” or “non-populist” (or what you might call sensible), based on whether the administration’s ideology has an “us-versus-them” flavour. This is inevitably an arbitrary exercise. People will disagree over whether this or that administration should really be classified as populist. Yet their methodology is transparent and backed up by other academic research.

Mr Funke and colleagues then look at how various outcomes, including gdp growth and inflation, differ between the two types of regime. The trick is to identify the counterfactual—how a country under a populist government would have done under a more sensible regime. To do this, the authors create “doppelgänger” administrations, using an algorithm to build an economy that tracks that country’s performance pre-populist governance. During Berlusconi’s tenure as prime minister for much of 2001 to 2011, for instance, the authors compare Italy’s economy to a phantom Italy mostly comprised of Cyprus, Luxembourg and Peru. The three countries share characteristics with the world’s eighth-largest economy, including a heavy reliance on international trade.

Having identified 51 populist presidents and prime ministers from 1900 to 2020, the authors find striking results. For two to three years there is little difference in the path of real gdp between countries under populist and sensible leadership. For a time, it may seem as though it is possible to demonise your opponents and run roughshod over property rights without all that much consequence. Yet a gap eventually appears, perhaps as foreign investors start to look elsewhere. Fifteen years after a populist government has entered office, the authors find that gdp per person is a painful 10% lower than in the sensible counterfactual. Ratios of public debt to gdp are also higher, as is inflation. Populism, the authors firmly establish, is bad for the pocketbook.

The results are comforting for those who believe in the importance of honourable politicians doing the right thing. But what if sensibles are not what they used to be? Although Mr Funke and his colleagues cannot judge the record of the most recent populist wave, some examples suggest the gap between sensibles and populists may not be as large as it was. Under President Donald Trump, the American economy largely beat expectations. Recep Tayyip Erdogan has stifled free speech in Turkey, but relative to comparable countries, real economic growth has been pretty strong. Under Narendra Modi, India's economy is roaring ahead: this year its gdp is likely to grow by 6% or so, compared with global growth of around 3%. Under populist leadership, Hungary and Poland are not obviously doing worse than their peers.

Given Mr Trump's tariffs and Mr Erdogan's unusual monetary policy, it is unlikely that these countries' relative success is down to smart policymaking. Instead, their relatively strong performance may reflect the fact that countries with sensible leadership are finding growth harder to attain. In the 1960s Western countries, rebuilding from the second world war and with young populations, could hope to hit annual growth rates of 5% or more. The opportunity cost of poor economic management was therefore high. Today, in part because of older populations, potential growth is lower. As a result, the gap in gdp growth between a competent and an incompetent administration may be smaller.

Yet sensible politicians are also dropping the ball. In the past they promised voters higher incomes, said how they would deliver them and then implemented the necessary policies. These days, politicians across the oecd club of mostly rich countries pledge half as many pro-growth policies as they did in the 1990s, according to your columnist's analysis of data from the Manifesto Project, a research project. They also implement fewer: by the 2010s product- and labour-market reforms had practically ground to a halt. Meanwhile, politicians have put enormous blocks in the way of housing construction, helping raise costs and constraining productivity growth. Many focus their attention on pleasing elderly voters through generous pensions and funding for health care.

Shades of grey

Populists are themselves unlikely to solve any of these problems. But what are the sensibles offering as an alternative? Technocratic, moderate governments need to regain their growth advantage. After all, a belief that maverick politicians will damage the economy is one of the main things standing in the way of more people voting for them. If scepticism about the economic competence of sensible governments deepens, it may seem like less of a risk to vote for a headbanger. Although, over the long sweep of history, economists are right to mock the economic policies of populists, today the sensibles need to get their house in order, too.

17 octobre 2023 (FAZ)

[Georgi Demidows Roman „Fone Kwas“ erstmals auf Deutsch \(faz.net\)](#)

ROMAN AUS DEM GULAG:

Der Mann, der drei Mal starb

VON [ANNA PRIZKAU](#)

-AKTUALISIERT AM 16.10.2023-21:29



Was vom Terror des Bolschewismus blieb - vom Sockel gestürzte Stalin-Statue. Bild: Christophe Boisvieux/Laif
„Fone Kwas oder Der Idiot“ heißt Georgi Demidows glühender, genialer Roman über die Unmenschlichkeiten des Bolschewismus. Jetzt erscheint er erstmals auf Deutsch.

Sie töteten ihn zwei Mal. Zuerst im Winter 1938, als sie ihn holten. „Es war mein Tod als Physiker“, sagte er seiner Tochter. Und 1980, an einem Sommertag, töteten sie ihn auch als Schriftsteller. Sie holten diesmal alle seine Manuskripte. Er hörte auf zu schreiben. Und 1987 starb er wirklich – im Glauben, dass alles, was er je geschrieben hat, vernichtet worden sei. Sein Name war Georgi Demidow. Die doppelte berufliche Auslöschung durch die Sowjets hat diesen Namen ganz vergessen lassen. Bis jetzt. Denn jetzt erscheint „Fone Kwas oder Der Idiot“ – Demidows glühender, genialer, menschlicher Roman über die absurdesten Unmenschlichkeiten in Zeiten des Bolschewismus – zum ersten Mal auf Deutsch.

Eine Wohnung, ein Ehepaar, eine Nacht. Es klingelt an der Tür. So beginnt „Fone Kwas“. Was dann passiert, kennt man aus der Geschichte, wenn man Sowjetgeschichte kennt, denn es ist 1937. Männer stürmen in die Wohnung. Demidows Held heißt Rafail, ist hoher Ingenieur, und er versteht, „dass es sich um diejenigen handelte, deren nächtliche Arbeit sich am Morgen durch leere Arbeitsplätze, verschlossene Büros und das verängstigte Flüstern von Kollegen offenbarte“. Georgi Demidow braucht nur einen leisen, scharfen Satz, keine grausamen, großen Adjektive, um zu beschreiben, wie der Alltag im grausamen großen Terror Stalins geht.

Überhaupt die Sprache von Demidow! In „Fone Kwas“ hört, riecht und fühlt man alles: Gedanken eines Wissenschaftlers, Schweiß, der aus der Kleidung, mit der sich Menschen abwischen, ausgewungen wird, Gespräche von Verrücktgewordenen und immer wieder das Bellen der Apparatschiks.

Das Bellen der Apparatschicks

Klar, Rafail kommt ins Gefängnis. Kommt in die Zelle 22. Darin sind 23 Männer so eng zusammengestopft, dass keiner sitzen, keiner liegen kann – eine „Ansammlung von Körpern, Köpfen, Armen und Beinen auf dem Zellenboden“. Rafail, der Ingenieur, gewohnt, „in präzisen Kategorien zu denken“, weiß: „Höchst möglicher Koeffizient an Stapelung erreicht.“

Und jetzt beginnt der Bildungsroman von Georgi Demidow. Beginnt die Bildung seines klugen, dummen Helden Rafail, der in der Nacht, als sie ihn holten, noch geglaubt hat: Der NKWD irrt sich nie. Ja, am Anfang hofft er noch auf ein „Versehen“. Deshalb kommt sofort auch die „Sonnenfinsternis“ von Arthur Koestler in den Kopf – und die kopflose Wahrheit darüber, dass es in den Sowjetverfahren niemals um Schuld und Unschuld ging, dass sie fiktive, wertlose Begriffe waren. Naiver, armer Rafail!



Der Schriftsteller Georgi Demidow (1908–1987). :Bild: Irina Martin

Wie ein Kleinkind, das Sprechen lernt, muss er jetzt das Gefängnisleben lernen. Und dessen Regeln sind klar und kompliziert zugleich. Zuerst muss Rafail verstehen, dass es eine Rangordnung in der Zelle gibt: Am Kübel für die Exkremete wohnen die Neuen. Je weiter weg vom Kübel einer ist, desto voller ist dessen Bart, brauner das Hemd, zerschlagener das Gesicht – desto länger sitzt er ein.

Die, die hinten leben, genauer: immer noch am Leben sind, haben verlernt zu stehen, denn ihre Muskeln sind zu schwach geworden, auch das weiß Rafail nach nur drei Tagen Zelle auswendig, als wäre es ein Gedicht. Das Wichtigste, was er erfahren und begreifen wird, sind „die Methoden der Ermittlungen in konterrevolutionären Fällen“. Diese Methoden – also Folter – zählt Demidow dann technisch nüchtern auf. Deshalb wird sein gewaltiger Roman niemals zum Gewaltporno. Und deshalb tut es während des Lesens auch so weh.

Warum man trotzdem weiterliest? Nein, nicht weil man masochistisch ist. Und nein, auch nicht weil Demidow in „Fone Kwas“ erzählt, wie bestialisch Russen waren, also noch immer sind. Ja, wegen des neuen Kriegs der Russen gegen die Ukraine wird dieses Deutungsschicksal sehr wahrscheinlich zum Schicksal dieses alten Buches werden müssen. Wahrscheinlich auch, weil Demidows Familie, als er fünf Jahre alt war, in die Ukraine zog. Demidow lebte später im Donbass, danach in Charkiw.

Trotzdem: Der Stempel „Aktuell, weil Ukrainekrieg“ wäre ein großer Fehler, eine große Fälschung. Denn „Fone Kwas“ ist ein zeitloses, wahrhaftes Dokument der Literatur über den echten und zeitlosen Schmerz der Menschen; der Menschen in der Zelle, die mit dem Ingenieur einsitzen und zu Freunden werden.

Da ist der liebenswerte alte armenische Arzt Chatschaturow, der sich von einem Mitgefangenen alles über Armenien erzählen lässt, weil er es überhaupt nicht kennt. Da ist der guterzogene, charmante Staatsanwalt Berman, der früher immer wieder Blanko-Haftbefehle unterschrieb – und so vielleicht auch den für sich selbst.

Da ist ein gut gelaunter Tierarzt, er wird beschuldigt, Schafböcke umgebracht zu haben, obwohl es im Betrieb, in dem er angestellt war, nie Schafböcke gegeben hat. Später erzählt er in der Zelle vom Verhör und vom debilen Ermittler, dem er erst widersprechen wollte: „... da dachte ich: Warum? Warum sollte ich mich um den Wahrheitsgehalt meiner Lügen kümmern? (...) Je mehr Unsinn und Ungereimtheiten in meiner Aussage stehen, desto besser!“

Eine Idee, die das Leben rettet

Und genau diese Story bringt Rafail auf eine raffinierte, vielleicht auch lebensrettende Idee. Er will – im Angesicht dieser Ermittlung gegen ihn – das ganze NKWD-Drama und seine Apparat-Akteure in einen „Fone Kwas“ verwandeln. Was der Begriff bedeutet, erklärt Demidow zu Beginn seiner Geschichte, als es um Rafails Vater Lew geht: Der alte Mann wollte sein Leben lang reich werden. „Wenn es ihm gelang oder zu gelingen schien, einen Geschäftspartner, in der Regel einen Nichtjuden, zu täuschen, empfand Lew Moisejewitsch nicht nur keine Gewissensbisse, sondern war sogar recht zufrieden mit sich selbst.“ Die Leute, die Lew betrog, nannte er auf Jiddisch „Fone Kwas“, das hieß: einfältiger Mensch oder Idiot.

Rafail will jetzt also die Lügner selbst belügen. Er denkt sich angebliche Sabotageaktionen aus, die er gestehen wird, die, wenn man nur ein wenig was von Strom, Elektrizität und von Physik versteht, ein großer Witz sind. Rafail lächelt, als er sich dabei das Lachen „des zukünftigen Sachverständigen vorstellte, sobald der die ersten Zeilen seines Geständnisses gelesen hätte“. Der Ingenieur hofft darauf, dass spätestens dann der Irrtum seiner Verhaftung aufgedeckt sein wird.



Bild: Galiani Berlin

Warum Rafail überhaupt etwas Erlogenes gestehen will? Er muss. Das hat er auch gelernt. Am Ende gesteht jeder. Die Mitgefangenen erzählen alles, was gewünscht wird. Damit die Folter aufhört. Damit sie in den Gulag kommen. Denn in der Zelle, in der es keine Luft gibt, kaum Essen, keine Möglichkeit sich zu bewegen, in dieser Zelle gilt der Gulag als „das gelobte Land“.

Georgi Demidow war selbst in diesem Land, war an der Kolyma, war 14 Jahre lang dort. Er hätte eigentlich sterben müssen, doch auf der unglücklichen, großen Welt gibt es manchmal – sehr selten – kleines Glück: Der Physiker lag also schon im Sterben, kam ins Spital des Lagers, wo man erkannte, was er konnte. Demidow – Schüler des Nobelpreisträgers für Physik, Lew Landau – baute fürs Gulag-Krankenhaus einen Röntgenapparat und durfte deshalb als Assistent arbeiten – und das bedeutete: am Leben bleiben. Er lernte dort den später weltberühmten Schriftsteller Warlam Schalamow kennen.

Schalamow machte wiederum Demidow weltberühmt, doch unter anderen Namen, in den „Erzählungen aus Kolyma“. Demidow wurde zum Vorbild der fiktiven Helden von Schalamow, zum Beispiel in „Die Vita des Ingenieurs Kiprejew“, der Story über einen Häftling, der im Gulag eine Reparaturstelle für Glühbirnen einrichtet und so das Lagerleben leuchtend macht. Das hatte auch der echte Demidow getan.

Man muss die Lügner belügen

Aber zurück zum falschen Helden Rafail in seinem Buch. Er wartet immer noch auf das Verhör. Hat seinen großen „Fone Kwas“-Plan. Muss aber erst einmal erraten, welcher staatsfeindlichen Organisation er selbst angeblich angehört. Denn sie sind auch Erfindungen, NKWD-Erfindungen. „Wie ist das möglich

(...), wenn man nicht einmal weiß, welche Organisationen es gibt?“, fragt Rafail einen alten, weisen Mitinsassen. „Genau das ist gar nicht so schwer. Alle vom NKWD erfundenen geheimen Organisationen haben keine eigenen Namen“, erklärt er, es reiche, wenigstens ein bekanntes Adjektiv zu sagen, „sabotierend, nationalistisch, aufständisch, trotzkistisch-bucharinistisch und so weiter“.

Der Ingenieur versteht. Kennt jetzt das Vokabular des Schreckens. Muss nur noch das perfekte Maß für seine fiktiven Verbrechen finden. Er weiß, dass ein Geständnis, wenn es zu umfangreich, zu groß ist, auch zur Erschießung führen kann. Doch Rafail ist vorbereitet. Und die Verhöre fangen an. Wie diese enden, das muss jeder selbst lesen und selbst fühlen.

Und ja, man fühlt tatsächlich alles, was in „Fone Kwas“ passiert, in diesem großen, schmalen Roman eines Schriftstellers, der zu Lebzeiten nie Schriftsteller werden konnte. Er hat nach seiner Freilassung, nach so vielen Jahren Lager, nur für sich selbst und für den Samisdat geschrieben. Aber sein Schreiben sprach sich herum: Ein General aus Moskau kam. Demidow habe schon Talent, sagte der General, aber er solle lieber über andere Sachen schreiben – die Arbeiterklasse beispielsweise. Georgi Demidow antwortete, dass er über das schreiben werde, worüber er schreiben wolle – und nicht worüber er schreiben dürfe.

Danach und deshalb kam der KGB. An einem Augusttag 1980. Sie nahmen alles mit, was Demidow jemals geschrieben hatte, nahmen auch seine Schreibmaschinen mit. Sie wussten, dass er mit seinen Fingern – nach Jahren an der Kolyma verfroren und verkrüppelt – keinen Stift mehr halten konnte. Demidow war am Ende. Hörte für immer auf zu schreiben. Starb.

Doch seine Tochter kämpfte nach dem Tod des Vaters um dessen Manuskripte. Sie wurden nicht vernichtet. Sie erhielt sie 1989. Und 1990 wurde Demidow zum ersten Mal veröffentlicht. 2010 erschien ein Dokumentarfilm über ihn. Am Ende sieht man seine Tochter – da ist sie eher Großmutter als Tochter – in einer kleinen Buchhandlung. Sie schaut durch die Regale. Sieht dann zwei Bücher ihres Vaters. Greift sie. Sagt: „Papa, wenn du mich hörst: Wir haben es geschafft.“

In dem Moment möchte man sie umarmen und gleich danach die Welt – das üble, graue Dasein, in dem Menschen Unmenschliches erfahren mussten, erfahren und erfahren werden, in dem das Glück nur die Ausnahme ist. Aber am Tag, an dem man „Fone Kwas“ liest – leider liest man das Buch tatsächlich nur an einem Tag –, ist es doch da: greifbares, großes Glück. Und dieser eine Tag beweist, dass die Literatur das Böse doch besiegen kann. Ja, Georgi Demidow hat es geschafft. Er lebt. Obwohl man ihn zweimal getötet hat.

Georgi Demidow: „Fone Kwas oder Der Idiot“. Aus dem Russischen von Irina Rastorgueva und Thomas Martin. Erscheint am 2. November bei Galiani (208 Seiten, 22 Euro).

17 octobre 2023 (Le Figaro)

[Édouard Philippe: «Raymond Aron, un horizon intellectuel» \(lefigaro.fr\)](#)

«Raymond Aron, un horizon intellectuel»

Par Édouard Philippe



Édouard Philippe. *Fabien Clairefond*

TRIBUNE - À l'occasion du quarantième anniversaire de la mort du philosophe, l'ancien premier ministre rend hommage à cette figure du libéralisme qui a marqué sa formation intellectuelle et auquel son parti Horizons consacrera un colloque le 16 décembre prochain.

Lorsque Raymond Aron est décédé, le 17 octobre 1983, je n'avais pas encore treize ans. Autant dire qu'à cet âge, j'ignorais à peu près tout de sa personne et de son œuvre. Je me souviens de l'avoir vu passer à la télévision dans «Apostrophes», mais je ne saurais dire si c'était en direct, l'année de mes douze ans, ou bien plus tard, à l'occasion d'une retransmission. Je me rappelle très bien, en revanche, que ce vieux professeur était parvenu, malgré son air austère, à capter mon attention par la clarté de son expression. Et je garde un souvenir lumineux du premier livre que j'ai lu de lui, une fois devenu étudiant : *Les Étapes de la pensée sociologique*, un de ces livres dont la lecture donne le sentiment de devenir plus intelligent. Les coups de foudre intellectuels ne sont pas si fréquents, mais Aron, sans aucun doute, sait susciter des passions durables.

Plus tard, j'ai découvert qu'il avait été professeur de philosophie au Havre, au Lycée François-I^{er} (où il succédait à Sartre, qui reprenait, de son côté, le poste d'Aron en Allemagne). Bien plus tard, j'ai appris à quel point, de son vivant, il avait été honni des milieux intellectuels, au point d'être longtemps interdit de conférence à l'École normale supérieure. Aujourd'hui, les esprits équitables s'accordent pourtant à lui reconnaître d'«avoir eu raison» avant tout le monde, ou presque, sur les grandes questions historiques de son temps, au point d'avoir été un grand «professeur d'hygiène intellectuelle», comme le disait Claude Lévi-Strauss.

Exigence démocratique

Dès 1933, il fut l'un des premiers à comprendre que le pacifisme ne serait d'aucune efficacité pour arrêter Hitler et que les démocraties devraient se résoudre, tôt ou tard, à reprendre le chemin des armes. Il fut l'un des premiers en France à dénoncer le totalitarisme stalinien, à une époque où le marxisme-léninisme était célébré comme *«l'horizon indépassable de notre temps»* pour reprendre la formule de Sartre. Il fut l'un des premiers à se distinguer par la clarté de ses analyses sur les relations internationales, à l'ère de la course aux armements nucléaires et du monde divisé en deux blocs.

Sans avoir lu toute son œuvre - et sans prétendre un instant en être un expert -, je retire de ma fréquentation impressionnée des livres d'Aron quelques enseignements. Tout d'abord, une admiration pour l'homme, pour sa capacité à ne jamais recourir à l'insulte personnelle et - vertu si rare en son temps comme au nôtre - sa capacité à critiquer ses contradicteurs en prenant leurs arguments au sérieux, sans chercher à les dénaturer. Merveilles d'exigence dans la façon d'envisager le débat public et la controverse démocratique, cette rigueur et cette mesure devraient nous inspirer en toutes circonstances.

En 1965, (Raymond Aron) écrivait que l'une des menaces les plus sérieuses qui pèsent sur les démocraties modernes est l'inadéquation entre les moyens de l'État et les tâches nouvelles qu'il doit remplir. Six décennies plus tard, les événements lui donnent plus que jamais raison.

Je retiens également de ses travaux une certaine méthode d'analyse des phénomènes économiques, sociaux et politiques. Elle consiste, pour l'essentiel, à se méfier des schémas d'interprétation fondés sur une seule cause et à rechercher la pluralité des facteurs d'explication pour tenter de les hiérarchiser. Le tout avec l'ambition de tendre vers la vérité, sans jamais croire qu'on y est parvenu. Soyons clairs, la méthode aronienne n'est pas confortable : elle appelle à la nuance, à penser contre soi-même et à reconnaître qu'en politique, bien souvent, *«le choix n'est pas entre le bien et le mal mais entre le préférable et le détestable»*. Mais, elle a l'immense mérite de prémunir celles et ceux qui l'adoptent contre les errements auxquels peuvent si facilement conduire les passions idéologiques du moment. Enfin, je reste marqué par ses analyses portant sur la tension permanente qui s'exerce sur nos démocraties représentatives. En 1965, il écrivait que l'une des menaces les plus sérieuses qui pèsent sur les démocraties modernes est l'inadéquation entre les moyens de l'État et les tâches nouvelles qu'il doit remplir. Six décennies plus tard, les événements lui donnent plus que jamais raison.

Pour autant, en dépit de sa lucidité, Aron n'a jamais cédé au relativisme, au cynisme et au pessimisme. Considérant que l'Histoire n'est pas totalement déterminée à l'avance, il a toujours cherché à souligner l'importance des individus, et donc de l'action politique, sur le cours des événements. Comme le lui a écrit son ami Romain Gary : *«Votre clarté d'esprit souligne si bien ces temps obscurs que l'on en vient parfois, vous lisant, à croire à la possibilité d'en sortir et à l'existence d'un chemin.»* C'est donc peu dire que je dois beaucoup à la pensée de Raymond Aron et je ne peux qu'inviter les jeunes, et tous les autres, à découvrir ou redécouvrir son œuvre, à travers ses livres et les archives vidéo disponibles en ligne. En tant que président du parti Horizons, j'ai décidé d'organiser, le 16 décembre prochain, un colloque sur Raymond Aron. Pendant une matinée, des universitaires de renom et des élus se succéderont, autour de tables rondes thématiques, pour réfléchir à la manière dont l'œuvre de Raymond Aron reste non seulement actuelle mais nécessaire pour essayer de penser et d'agir aujourd'hui. Ce n'est pas si courant pour un parti politique. Mais je suis convaincu que Raymond Aron le mérite, et que ça ne peut pas faire de mal à la qualité du débat public, et donc à notre démocratie.

16 octobre 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/livres/article/2023/10/15/morceaux-choisis-de-stig-dagerman_6194600_3260.html

Morceaux choisis de Stig Dagerman

L'auteur suédois, qui s'est suicidé dans sa trentaine, aurait eu 100 ans cette année. Ecrivain du réconfort impossible et de l'« échec à exister », il est au cœur de « 31, c'est peu », de Christophe Fourvel.

Par [Florence Noiville](#)

Publié hier à 15h00



Stig Dagerman, en 1949, entouré (de haut en bas et de gauche à droite) des actrices Stina Stahle, Irma Christenson, Eva Stiberg et Nancy Dalunde. ALAMY STOCK PHOTO

En 1941, un Suédois de 18 ans s'inscrit au Club des jeunesses anarcho-syndicalistes de Stockholm. Il s'appelle Stig Jansson, s'essaie avec talent à la littérature et, pour donner plus de poids encore à ses écrits, décide de changer de nom. Il sera Dagerman. Stig Dagerman (1923-1954). En suédois, *dager* désigne la lumière du jour naissant, l'espoir. Dagerman se veut donc l'écrivain d'une aube nouvelle et pleine de promesses. Hélas, à mesure que son œuvre se déploie, elle se révèle hantée par l'impossibilité du bonheur, tant collectif qu'individuel. Et bientôt placée sous le signe de ce que l'auteur appelle lui-même *La Dictature du chagrin* (Agone, 2009).

Le 4 novembre 1954, dans le garage de sa maison, à Stockholm, Dagerman allume le moteur de sa voiture. Les gaz d'échappement envahissent ses poumons. Il meurt à l'âge de 31 ans, laissant derrière lui une douzaine d'ouvrages traduits en français parmi lesquels *L'Île des condamnés* (1946 ; Agone, 2009), [L'Enfant brûlé \(1948 ; Gallimard, 1956\)](#), ou encore ce texte court et culte, demeuré un véritable phénomène de librairie depuis sa sortie, en 1952 : *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier* (Actes Sud, 1981). « 31, c'est peu », remarque l'écrivain Christophe Fourvel, qui intitule ainsi le magnifique livre qu'il lui consacre à La Fosse aux ours. L'écrivain aurait eu 100 ans cette année. Célébré aussi par l'essai de Claude Le Manchec, *Le Rire caché de Stig Dagerman* (L'Élan, 300 pages, 15 euros), cet anniversaire est l'occasion de revisiter les thèmes-clés de cette prose ardente, douloureuse et tremblée. Une œuvre qui blesse ou qui brûle dès qu'on s'en approche.

Honte

Seule ou avec la culpabilité, sa complice de toujours, la honte s'insinue partout sous la plume de l'écrivain. Elle pointe son nez dès son tout premier texte, écrit à 18 ans pour un concours de nouvelles (« Le Chien et le destin », *Notre plage nocturne*, Maurice Nadeau, 1988). L'écrivain y compare l'animal et l'humain. Le chien, écrit-il, « s'accroupit dans le sable et fait ce que tout le monde est obligé de faire. Mais il n'a pas honte. La

honte, c'est pour les hommes. Seuls les hommes éprouvent de la honte. Au mauvais moment malheureusement ». Nous sommes en 1941. Dagerman fait allusion à la décision de la Suède d'opter pour la neutralité pendant la seconde guerre mondiale. Il voit la Norvège occupée et la Finlande en guerre contre le géant soviétique. Il n'est pas fier de son pays. Cinq ans plus tard, dans *L'Île des condamnés*, il reviendra sur ce qu'il considère comme un « *drame* » majeur du XX^e siècle : l'avènement d'un monde où la fraternité n'est plus.

Sur le plan personnel, c'est une honte sociale qui le tourmente. Ses protagonistes souffrent de leurs origines paysannes, du fait d'avoir été, comme Dagerman, abandonnés dans l'enfance, d'avoir grandi dans une pauvreté sans nom. Un complexe de classe que l'on voit ressurgir dans la nouvelle intitulée « *La Voiture de Stockholm* » (*Le Froid de la Saint-Jean*, Maurice Nadeau, 1988). Le jeune narrateur vit dans une ferme de l'Uppland. Un jour, une auto magnifique arrive de la capitale, et voilà que Rosa, la vache, raye d'un coup de corne sa rutilante carrosserie ! A l'intérieur, un homme habillé de blanc et une fillette de l'âge du héros... Ce dernier est pétrifié. Pieds nus dans un fossé, il s'attend à être réprimandé, puni peut-être. Mais la chute de Dagerman est plus terrible encore. L'homme sort inspecter la voiture, la fillette ouvre sa vitre, mais ni l'un ni l'autre n'ont un regard pour le petit « *va-nu-pieds* ». L'auto repart, « *laissant dans la poussière de la ferme un mégot de cigare* ». Quant au garçon, il aura une fois de plus « *échoué à exister* ». Plus tard, devenus adultes, certains personnages de Dagerman auront honte de leur honte. Mais ce sentiment au carré, loin de les guérir, viendra au contraire les torturer doublement.

Consolation

On la cherche partout chez Dagerman, en particulier dans cette confession au titre inoubliable, *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier*. Dans « *consoler* », on entend le latin *cum* et *solus*, c'est-à-dire à la fois « *avec* » et « *seul* ». Mais *solus* veut aussi dire « *entier* ». Etymologiquement, la consolation est ce qui « *rend entier* ». Métaphoriquement, ce qui permet de former un tout à partir de morceaux.

Quels morceaux ? On est frappé par le lien qu'établit ici l'écrivain entre le réconfort impossible et le dénuement total qui est le sien. Je suis « *dépourvu de tout* », écrit-il. De foi tout d'abord (« *Je ne puis donc être heureux, car un homme qui risque de craindre que sa vie ne soit une errance absurde vers une mort certaine ne peut être heureux.* ») Et il ajoute : « *Je n'ai rien reçu en héritage. On ne m'a pas légué la fureur bien déguisée du sceptique, les ruses de Sioux du rationaliste ou la candeur ardente de l'athée.* » Bref, rien qui puisse donner une cohérence, le consoler. S'il y a bien, pourtant, une chose qui n'est qu'à lui, un bien qu'il possède en propre, c'est son talent. Mais cette richesse est le contraire d'un réconfort. « *Quelle épouvantable consolation que ce qui me fait simplement ressentir ma solitude cinq fois plus fort.* »

Serpent

C'est un animal omniprésent chez Dagerman – notons que le lézard l'est aussi, mais sous une forme nettement moins invasive. Faut-il voir en lui une connotation biblique ou sexuelle ? Non, le serpent dagermanien – bête à sang froid, gluante, insaisissable, venimeuse peut-être et qui rampe à nos pieds à notre insu – est l'incarnation de la peur. Dans l'œuvre de l'écrivain, il ondule furtivement, se faufile d'un roman à l'autre, à commencer par celui qui en porte le titre, *Le Serpent* (Denoël, 1966). Dans « *L'Homme étranger* » (*Notre plage nocturne*), il sème la panique à travers une caserne, « *passé entre les arbres comme un éclair* ». Partout il se tord, s'entortille et continue, comme la peur, de remuer quand on lui coupe la tête. Que nous dit Dagerman de ce reptile ? Qu'il doit être saisi à pleines mains. Car, explique-t-il, « *la tragédie de l'homme d'aujourd'hui* », c'est qu'« *il a cessé d'avoir le courage d'avoir peur* ». Conséquence : il « *abandonne les activités qui l'inquiètent* » pour finir par « *ne plus penser* ». A l'opposé, « *l'homme angoissé (...), celui qui va au fond de sa peur, qui la connaît et la craint le moins parce qu'il la fréquente sans arrêt, cet homme, c'est le poète. Être poète ne signifie-t-il pas être plus angoissé que tous les autres ?* ». Et écrire, n'est-ce pas d'abord cela, apprivoiser une peur, la rendre plus docile : se transformer en charmeur de serpents ?

Voyage

Proches ou lointains, réels ou imaginaires, allégoriques ou fantasmés, des voyages de toute nature rythment l'œuvre de Dagerman. Il y a celui, intérieur (il n'aura jamais lieu), que l'écrivain a toujours rêvé de faire en Chine – à la place, il s'embarquera pour l'Allemagne en 1946-1947 et en tirera un essai saisissant, *Automne allemand* (Actes Sud, 1980), au cours duquel il erre dans les ruines des villes anéanties par les bombardements. Il y a celui, initiatique, de « Voyage du samedi » (*Le Froid de la Saint-Jean*), où une jeune fille vit son premier émoi amoureux avec l'étrange passager d'un train de banlieue. Il y a aussi les virées infructueuses, comme celle du lord qui veut voguer en bateau sur « *une eau vraiment verte* », mais d'un vert qu'il ne trouvera évidemment jamais (« Quand j'ai ramé pour un lord », *Le Froid de la Saint-Jean*). Ou encore la fuite énigmatique de cet homme qui décide de quitter sa maison après avoir effacé toutes les traces de sa présence sur terre (« Le Départ », *Notre plage nocturne*). Enfin, il y a l'ultime, le tant redouté grand voyage. Grand ? Au contraire : « *tout petit* », humble, léger, juste un petit trajet vertical. Dagerman l'évoque dans un poème gravé sur sa tombe : « *A quelle vitesse les érables jaunissent/qui illuminent notre promenade dans le parc/Mourir, c'est faire un tout petit voyage/Depuis la branche jusqu'à la terre ferme.* »

CRITIQUE

Un coup de foudre amical

« 31, c'est peu. Stig Dagerman (1923-1954) », de Christophe Fourvel, La Fosse aux ours, 212 p., 21 €.

On écrit pour un ami inconnu, et puis, un jour, on le rencontre. C'est ce qui s'est passé entre Stig Dagerman et Christophe Fourvel. En lisant *Le Condamné à mort* (Actes Sud, 1983), le Français a eu un coup de foudre d'amitié pour le Suédois (« Mon ami Stig Dagerman » est d'ailleurs le titre de la belle création radiophonique [qu'il lui a consacrée en 2022 sur France Culture](#)). Il a tout dévoré, a appris sa langue, est parti à Stockholm et à Alvkarleby, son village d'enfance. Ecrivain lui-même, Christophe Fourvel a fini par faire de ce compagnonnage un livre splendide, calme, mûri, magnifiquement ciselé. Un ouvrage qui n'est ni biographie ni essai littéraire ; ni carnet de voyage ni méditation personnelle. Mais tout cela à la fois, fragmenté en un feu d'éclats polychromes qui tentent d'approcher, sous tous les angles imaginables, cet auteur météore que l'on ne connaît souvent en France que pour un seul livre, le célébrissime *Notre besoin de consolation* est impossible à rassasier. Non moins impossible à rassasier, l'appétit du lecteur pour cette approche délicate, érudite, jamais pesante, respectueuse du mystère de l'homme et de sa fin tragique, alors qu'il venait d'épouser, en 1953, l'actrice suédoise Anita Björk.

L'existence, pour Dagerman, était comme une poupée russe : dans la dernière, il y avait « *un saut dans un grand trou* ». Dans la dernière poupée de *31, c'est peu*, on trouve au contraire une surprise, un inédit du grand écrivain. Et quelque chose comme un élan. Ou une envie double : relire l'œuvre de Dagerman, mais aussi découvrir celle de son « *ami* ».

16 octobre 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/10/16/nous-socialistes-attaches-a-nos-valeurs-decidons-la-suspension-immediate-de-tout-cadre-commun-d-actions-avec-la-france-insoumise_6194740_3232.html

« Nous, socialistes attachés à nos valeurs, décidons la suspension immédiate de tout cadre commun d’actions avec La France insoumise »

[Tribune](#)

[Collectif](#)

Plusieurs membres du Parti socialiste, dont Carole Delga, Anne Hidalgo et Nicolas Mayer-Rossignol, se disent favorables à l’unité nationale appelée par le président de la République et demandent, dans une tribune au « Monde », au parti de rompre avec LFI, après les déclarations de plusieurs de ses membres sur le Hamas.

Publié aujourd’hui à 10h04, modifié à 12h42 Temps de Lecture 4 min.

Depuis samedi 7 octobre et les attaques subies par Israël, nous vivons un état de sidération. Le Hamas, organisation terroriste prônant l’intégrisme religieux, le fondamentalisme islamiste et l’extermination des juifs, a délibérément préparé, orchestré et mis en scène de la façon la plus macabre qui soit les massacres et les attentats les plus tragiques de l’histoire d’Israël et parmi les plus dramatiques de notre histoire collective.

Les tirs de roquettes, les meurtres de masse, les personnes exhibées comme des trophées, les enlèvements d’enfants, de femmes ou de personnes âgées, les viols, les décapitations ont mis le monde entier sous le choc. Nous pensons à eux, parmi lesquels dix-neuf victimes françaises sont recensées à ce jour et treize de nos compatriotes sont retenus comme otages ou disparus. Avec émotion, nous leur témoignons, ainsi qu’à leurs familles et leurs proches, notre compassion, notre affection et notre soutien indéfectible.

Dans ce contexte sans précédent, il est de notre devoir de nous tenir aux côtés du peuple israélien sauvagement agressé, de l’accompagner dans sa douleur, d’exiger avec lui la libération des otages et d’agir avec les moyens de la diplomatie pour y parvenir.

Il est aussi de notre honneur de dire que rien, jamais, ne justifie le terrorisme. Le terrorisme ne se relativise pas. Le terrorisme ne se cautionne pas. Le terrorisme n’a jamais de circonstances atténuantes.

Initiative diplomatique

Il est, enfin, de notre responsabilité de dire que, si Israël a légitimement le droit de se défendre et d’empêcher le terrorisme, la réponse du gouvernement de Benyamin Nétanyahou, dont nous dénonçons par ailleurs la politique d’implantation de colonies et la dérive illibérale, ne peut se faire que dans l’impérieuse nécessité de préserver les vies des civils palestiniens, qui vivent dans la détresse et l’angoisse. La légitime défense ne saurait s’exercer en infligeant de nouvelles souffrances à la population gazaouie, déjà victime de l’intégrisme du Hamas, qui ne représente en rien le peuple palestinien. Ces derniers jours, des centaines de civils sont morts à Gaza, des milliers d’autres sont blessés, nassés ou déplacés. Nous pensons également à eux et à leurs proches.

Dans l’urgence, à l’instar des Nations unies, nous demandons le rétablissement de l’eau, l’ouverture de couloirs humanitaires pour acheminer de la nourriture, des médicaments et permettre les évacuations et offrir un refuge aux civils. Nous appelons la France et l’Union européenne à prendre une initiative diplomatique forte, sous l’égide du droit international et de l’ONU, pour contribuer à retrouver le chemin du dialogue et de l’apaisement. Notre pays doit œuvrer dans sa grande tradition pour prévenir toute extension du conflit. Souvenons-nous de François Mitterrand, qui, depuis la Knesset en mars 1982, rappelait la position de la France, son poids historique, ses amitiés, sa légitimité comme interlocuteur naturel au Proche-Orient. Il ne peut y avoir de paix durable sans reconnaissance, par tous, de deux Etats, souverains, vivant côte à côte en paix et en sécurité, dans le respect de leurs peuples.

Au carnage en Israël s'est ajouté, dans notre pays, [l'effroi de l'assassinat, ce vendredi à Arras, de Dominique Bernard, enseignant](#), par un homme « fiché S » pour sa radicalisation islamiste. Trois ans presque jour pour jour après l'assassinat du professeur Samuel Paty. S'attaquer à un enseignant, c'est s'attaquer à la République.

Ce nouveau drame, que l'on redoutait tant, nous bouleverse. Il doit nous alerter quant aux répercussions dans notre pays de la situation au Proche et Moyen-Orient. L'appel [*à des manifestations dans tout le monde arabe*] de Khaled Mechaal, dirigeant politique de la branche syrienne du Hamas, en date du 10 octobre, diffusé sur une chaîne de télévision au Yémen, peut être vu comme un appel à la globalisation du conflit et donc à une exacerbation des fractures de la société sur des clivages de religion, vraies ou supposées.

Unité de la gauche et des écologistes

Cette situation touche particulièrement nos compatriotes de confession juive, que la nation doit protéger. L'antisémitisme est un délit, et il tue. De la même manière, aucun amalgame ne saurait être fait envers nos compatriotes de confession musulmane qui souhaitent vivre leur foi selon les lois de la République. Plus que jamais notre pays a besoin d'unité.

C'est pourquoi, en femmes et hommes de gauche attachés aux valeurs humanistes et universelles que prône la République française, conscients de la gravité du moment dans lequel se trouvent le monde et notre pays, en responsables politiques, maires, présidents de région ou de département, élus locaux comme de la nation, en socialistes viscéralement attachés à notre histoire et à nos valeurs, nous agissons de toutes nos forces pour l'unité nationale appelée par le président de la République.

Nous appelons l'ensemble des organisations politiques républicaines, syndicales, associatives à participer à cet effort national, à combattre l'antisémitisme et le racisme, et à éviter l'embrasement de notre société.

Pour œuvrer à l'unité, nous devons agir dans la clarté. Nous le devons à toutes celles et tous ceux qui espèrent encore en nous. La clarté, c'est dire que [les positions répétées de la direction de La France insoumise et de certains de ses élus](#), refusant expressément de nommer et de condamner le terrorisme, pointant le Hamas comme une « *force armée palestinienne* » régulière, qualifiant de « *crimes de guerre* » ce qui relève du terrorisme, rendent impossible, sans renoncer à notre histoire et à nos valeurs, la poursuite de toute action commune avec cette formation politique. Signataires de cette tribune, nous décidons donc, dans les responsabilités qui sont les nôtres, la suspension immédiate de tout cadre commun d'actions avec La France insoumise et nous appelons le Parti socialiste, ses fédérations, ses groupes politiques, ses partenaires de gauche et écologistes à faire de même et à inventer ensemble, avec les forces syndicales, associatives et citoyennes, de nouvelles formes à la nécessaire unité de la gauche et des écologistes.

Nous sommes dans un moment de bascule du monde. Nos valeurs fondamentales sont en jeu : notre volonté de faire société ensemble, l'égalité réelle, l'avenir de nos enfants et de la planète. Soyons à la hauteur de l'histoire de l'humanité.

Premiers signataires : David Assouline, ancien sénateur, secrétaire général de Refondations ; **Ericka Bareigts**, maire de Saint-Denis (La Réunion) ; **François Bonneau**, président de la région Centre-Val de Loire ; **Fanny Chappé**, maire de Paimpol (Côtes-d'Armor), conseillère régionale de Bretagne ; **Michaël Delafosse**, maire de Montpellier ; **Carole Delga**, présidente de la région Occitanie ; **Marie-Guite Dufay**, présidente de la région Bourgogne-Franche-Comté ; **Lamia El Aaraje**, coprésidente de Refondations, adjointe à la maire de Paris ; **Anne Hidalgo**, maire de Paris ; **Patrick Kanner**, sénateur du Nord ; **Nicolas Mayer-Rossignol**, coprésident Refondations, maire de Rouen ; **Germinal Peiro**, président du conseil départemental de Dordogne.

16 octobre 2023 (FAZ)

[Claudia Goldin, Gender Pay Gap und die Child Penalty \(faz.net\)](#)

GEHALTSUNTERSCHIEDE:

Was Frauen wirklich wollen

VON [PATRICK BERNAU](#)

-AKTUALISIERT AM 16.10.2023-11:11



Bei der Montage eines Fertigungsroboters. Bild: Picture Alliance

Gehalt ist ihnen nicht so wichtig, und eine funktionierende Kinderbetreuung bringt nicht zwangsläufig mehr Frauen in Arbeit: **Nobelpreisträgerin Claudia Goldin ist die Mutter einer Forschungsrichtung, die überraschende Erkenntnisse birgt.**

Warum verdienen Rechtsanwältinnen weniger als ihre männlichen Kollegen? Diese Frage ist viel interessanter als die öfter gestellte, warum Frauen insgesamt weniger verdienen. Denn erstens sind die großen Kanzleien immer noch eine ziemliche Männerwelt, zweitens aber lässt sich der Beitrag von Rechtsanwältinnen zum Unternehmenserfolg ziemlich objektiv messen. Es geht darum, ob man neue Kunden bringt und wie viele Stunden man abrechnen kann. Und was da herauskommt, ist ganz erhellend.

Die Ökonominen Ghazala Azmat und Rosa Ferrer haben sich also Rechtsanwältinnen angesehen. Sicher ist: In den Kanzleien werden Frauen seltener befördert als Männer, insgesamt verdienen sie weniger. Doch wie groß der Unterschied zwischen Männern und Frauen war, das hatte wenig damit zu tun, ob in den Kanzleien viele Diskriminierungsfälle vorgekommen waren oder nicht. Tatsächlich ließ sich schon die Hälfte des Gehaltsunterschieds mit zwei Zahlen erklären, nämlich der Menge neuer Kunden und den abgerechneten Stunden. Das ist sogar recht unabhängig davon, ob die Frauen Kinder haben. Warum also bringen Frauen weniger Geld in die Kanzleikasse als Männer? Die Antwort ist überraschend: Es ist ihnen nicht so wichtig.

In der Tradition von Claudia Goldin entstanden

Die beiden Forscherinnen haben Anwältinnen untersucht, die ihre Zulassung im Jahr 2000 bekommen haben. „Wir konzentrieren uns hier auf eine Generation, die praktisch Geschlechtergleichheit bei der Zulassung zum Studium und kaum Leistungsunterschiede während des Studiums erlebt hat“, schreiben die Ökonominen. Als die Anwältinnen dann gefragt wurden, ob sie Partner werden wollten, war der Anteil unter den Frauen nur halb so hoch wie unter den Männern. „Früh im Leben werden Ziele geformt, die sich auf die Leistung auswirken“, sagen sie und verweisen auf ältere Studien, denen zufolge schon Achtklässlerinnen die Höhe des Gehalts und Arbeit generell nicht so wichtig finden.



Claudia Goldin :Bild: dpa

Diese Studie ist nur eine von dutzenden, die in der Tradition der neuen Wirtschafts-Nobelpreisträgerin Claudia Goldin entstanden sind. Ihr wurde der Preis am vergangenen Montag zugesprochen. Der „Preis der Schwedischen Reichsbank in Wirtschaftswissenschaften im Gedenken an Alfred Nobel“ stammt zwar nicht aus dem Testament von Nobel, sondern aus einer Stiftung der schwedischen Notenbank. Mit den Erben Nobels wurde allerdings schon vor mehr als 50 Jahren vereinbart, dass der Preis von der Nobel-Stiftung vergeben wird. Die Preisträger werden auf die gleiche Weise bestimmt wie die in Physik und Chemie, nämlich von der Königlich Schwedischen Akademie der Wissenschaften.

Kindergärten entlasten Großeltern

Deren Komitee hat sich in diesem Jahr für Goldin entschieden. Goldin hat die Untersuchung von Lohnunterschieden in die Ökonomie gebracht. Sie hat gezeigt, dass die in der Geschichte nicht immer gleich groß waren, dass sie heute vor allem nach dem ersten Kind anfallen, und vor allem: Wie die Ökonomie das traditionell tut, hat Goldin die Frauen nicht primär als Opfer gesellschaftlicher Umstände erforscht, sondern als handelnde Akteure. In den Studien, die Goldin folgten, geht es auch an den Satz, dass eine funktionierende Kinderbetreuung mehr Frauen in Arbeit bringt. Diese Vorstellung wird in deutliche Zweifel gezogen von einem internationalen Team, das gelegentlich internationale Lohnunterschiede berechnet und, wie Goldin immer wieder feststellt, dass die Unterschiede vor allem nach der Geburt des ersten Kindes beginnen – Ökonomen nennen es jetzt die „Kinderstrafe“. Dieses Team hat sich auch die Geschichte der österreichischen Familienpolitik vorgenommen: Seit den 50er-Jahren untersuchten sie die Einführung von Mutterschutz und Elternzeiten, den Ausbau der Kinderbetreuung und einiges mehr. Demnächst wird ihre Untersuchung veröffentlicht.

Was immer die österreichische Regierung tat: Kurzfristig hatten ihre Maßnahmen immer gewisse Effekte. Wenn die Elternzeiten länger wurden, wuchsen die Lohnunterschiede. Wenn die Kinderbetreuung ausgebaut wurde, nahmen zwar mehr Eltern sie in Anspruch. Doch längerfristig verschwanden die Effekte wieder. Dann nämlich stellte sich heraus, dass Kindergärten nicht etwa mehr Frauen in Arbeit brachten, sondern eher Großeltern entlasteten. Die Frauen verbrachten gar nicht weniger Zeit mit ihren Kindern, die Zeit im Kindergarten ging von der Zeit der Kinder mit anderen Familienmitgliedern ab. „Das lässt darauf schließen, dass arbeitende Mütter vor der Verfügbarkeit von Kindergärten ihre Verwandten als Erzieher heranziehen und dann zu Krippen und Kindergärten wechseln, wenn die verfügbar werden.“

Egal ob es um Elternzeit ging oder um die Kinderbetreuung – die langfristigen Effekte „schätzen wir auf genau null“, wie die Forscher in ihrem Wissenschaftsjargon schreiben. Die tatsächlichen Veränderungen kommen woanders her: aus dem Wertewandel der Gesellschaft.

Werte der Frauen ändern sich kaum

Die Veränderungen gehen allerdings nicht so schnell, wie sie in der öffentlichen Debatte manchmal scheinen. In den Unternehmen bewegt sich durchaus etwas: Im Januar erst **hatte das Deutsche Institut für Wirtschaftsforschung für die F.A.S. ausgerechnet, dass in den Firmen inzwischen Frauen genauso gute Beförderungschancen haben wie Männer, wenn sie Vollzeit arbeiten.** Die Zahlen legen nahe, dass ältere Frauen, bei denen relevante Karriereentscheidungen vor 10 oder 20 Jahren getroffen wurde, nach wie vor schlechtere Chancen haben. **Umgekehrt müssten junge Frauen, die Vollzeit arbeiten, eher bessere Beförderungschancen haben als Männer.**

Was sich allerdings kaum ändert, sind die Werte der Frauen: Nur in Ostdeutschland finden Frauen eine Vollzeitbeschäftigung von Müttern mehrheitlich in Ordnung, wenn das jüngste Kind vier Jahre alt ist. **Im Westen finden Frauen mehrheitlich, dass Mütter bis zum 12. Geburtstag nur Teilzeit arbeiten sollten.** Das Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung hat ermittelt: **Die Einstellung westdeutscher Frauen liegen damit nah an denen eingewanderter Frauen – egal ob aus westlichen Ländern, aus Osteuropa oder aus Asien und Afrika. Die Unterschiede zwischen Ost und West sind größer als die zwischen einheimischer Bevölkerung und Einwanderern.**

Das heißt: Damit sich wirklich etwas ändert, müssten sich die Werte der Bevölkerung ändern. Ob aber ein demokratischer Staat sich in die Werte seiner Bürger einmischen sollte, ist eine ganz eigene Debatte – und keine, die sich mit ökonomischen Werkzeugen beantworten lässt.

Claudia Goldin: Career & Family. Princeton University Press, 2021.

Ghazala Azmat und Rosa Ferrer: Gender Gaps in Performance: Evidence from Young Lawyers. Journal of Political Economy, 2017. [DOI: 10.1086/693686](https://doi.org/10.1086/693686)

Henrik Kleven, Camille Landais, Johanna Posch, Andreas Steinhauer und Josef Zweimüller: [Do Family Policies Reduce Gender Inequality? Evidence from 60 Years of Policy Experimentation.](#) American Economic Journal: Economic Policy, im Erscheinen.

16 octobre 2023 (NYT)

[Frankfurt Book Fair Cancels Award Ceremony for Palestinian Author - The New York Times \(nytimes.com\)](https://www.nytimes.com)

Award Ceremony for Palestinian Author at Frankfurt Book Is Canceled

The prize's organizers cited the Israel-Hamas war as the reason for stepping back from an event honoring a novel about the 1949 murder of a Palestinian girl by Israeli soldiers.



The Palestinian author and essayist Adania Shibli in 2021. Her novel, titled “Minor Detail” in English, won a German literature prize this year. Credit...Marco Destefanis/Alamy

By [Aishvarya Kavi](#)

Reporting from Berlin

Published Oct. 13, 2023 Updated Oct. 14, 2023

An award ceremony that was set to honor a novel by a Palestinian author at the Frankfurt Book Fair next week was canceled on Friday “due to the war in Israel,” according to Litprom, the German literary association that organizes the prize.

The novel, by [Adania Shibli](#), is titled “Minor Detail” in English and tells the true story of the [1949 rape and murder](#) of a Palestinian Bedouin girl by Israeli soldiers, according to its German publisher, Berenberg Verlag.

A German-language version translated from the original Arabic was published in 2022, and a previous English translation was nominated for a National Book Award in 2020 and the International Booker Prize in 2021.

The ceremony was intended to celebrate the novel for winning the 2023 LiBeraturpreis, a German literature prize awarded annually to an author from Africa, Asia, Latin America or the Arab world and presented at the Frankfurt Book Fair, one of the global publishing industry’s largest gatherings.

The controversy in Germany surrounding the novel began this summer when Ulrich Noller, a journalist on the Litprom jury, resigned over the decision to give the literature prize to Ms. Shibli’s novel. A literary critic with Die Tageszeitung, a left-leaning German newspaper, [reignited the debate this week](#), accusing the book of portraying “the State of Israel as a murder machine,” though other German critics have [praised the novel](#).

The Israel-Hamas war has inflamed longstanding divisions among Germany’s cultural institutions over support for Israel. In 2020, dozens of the country’s foremost cultural groups [raised concerns](#) that they could face charges of antisemitism over links — real or perceived — to the Boycott, Divestment and Sanctions movement against Israel, known as B.D.S. Germany’s Parliament has

designated B.D.S. as antisemitic, and called on Germany's states, which provide the majority of arts funding in the country, to deny subsidies to groups or individuals that "actively support" the campaign.

Juergen Boos, the Frankfurt Book Fair's director, said in a statement that the organization strongly condemned "Hamas's barbaric terror against Israel," adding, "Our thoughts are with the victims, their relatives and all the people suffering from this war."

Politics have sometimes loomed large over the Frankfurt Book Fair, which became a stage for European leaders to [campaign against rising far-right parties](#) in 2017, and [faced a boycott from Iran in 2015](#), when Salman Rushdie attended the event. ([Mr. Rushdie is set to return to the fair this year.](#))

In the statement, Mr. Boos said that organizers had "spontaneously decided to create additional stage moments for Israeli voices" at the fair.

The event will be held from Oct. 18 to 22. Litprom said it is searching for a "suitable format and setting" to hold the award ceremony after the fair concludes.

16 octobre 2023 (The Economist)

[A short history of Gaza \(economist.com\)](#)

[The Economist explains](#)

A short history of Gaza

To understand this war, consider the territory's past



image: getty images

Oct 12th 2023

On October 7th Hamas, the militant group that runs the Gaza Strip, [attacked Israel](#), killing 1,300 people and taking [dozens of hostages](#). Israel has responded with force: strikes on Gaza had killed around 1,400 Palestinians by October 12th. Residents of the strip, a 360-square-kilometre block of land wedged between Egypt, Israel and the Mediterranean, are [no strangers to tragedy](#). Since 2007 they have suffered a stifling blockade and a series of wars. How has the history of Gaza shaped its people?

Palestine, which had been part of the Ottoman Empire for the better part of four centuries, **was seized by the British in 1917**, during the first world war. That year Britain issued the **Balfour Declaration**, **pledging vague support for a Jewish "homeland" in Palestine**. After the war Palestine was administered by Britain, and Zionist immigration, which had begun in the late 19th century, increased. **Tensions between Jewish and Arab residents rose and in 1936 the Arabs revolted**. By 1939 their uprising had been suppressed—but **Britain palmed off the problem to the United Nations**, which voted to partition the land. **Britain soon withdrew. In 1948 the state of Israel was created**.



The Economist

Five Arab countries immediately invaded and Israel triumphed in the nine-month war that followed. About 750,000 Palestinian Arabs were uprooted. Many ended up in the two pockets of land retained by the Arabs: **Gaza, controlled by Egypt, and the West Bank, administered by Jordan.** Conditions in **Gaza** were dire: many people slept in barracks, schools and mosques. **Refugees in the strip were not allowed to enter Egypt, nor to return to Israel. They were trapped and stateless.**

In 1967, during a six-day war with Egypt, Jordan and Syria, Israel seized Gaza and the West Bank. Life in Gaza improved little under Israeli occupation. By the mid-1980s about 250,000 Palestinians, 10% of the population of the occupied territories, had been detained or interrogated, says Ian Black in "Enemies and Neighbours: Arabs and Jews in Palestine and Israel, 1917-2017". Israel established Jewish settlements in Gaza, angering Arab residents. **In 1987 Palestinians rose up, in what became known as the first *intifada*, or "shaking off",** a sustained movement of violent protests that lasted years.

In 1993 Israel and the Palestinians signed the Oslo peace accords, a five-year interim agreement that was meant to give the Palestinian people the right to self-determination. The [Palestinian Authority](#) (pa), a new entity, assumed limited control of Gaza and the West Bank, although the Israeli occupation continued. **Negotiators could not agree on the thorniest of issues, such as settlement expansion and who would control Jerusalem, and Hamas, which had emerged during the *intifada*, embarked on a campaign of suicide-bombings to oppose the accords.** The peace process ran aground. **In 2000 Palestinians rose up again in the second *intifada*.**

Israel withdrew from Gaza in **2005**, in part because it was so costly to hold. **A year later Hamas won a majority in a Palestinian election and formed a unity government with Fatah, its political rival. In June 2007, after a brief civil war, the militants assumed sole control of Gaza, leaving Fatah to run the pa in the West Bank. In response Israel and Egypt imposed a blockade on the coastal strip, strangling its economy.** Although the Israeli government has issued thousands of work permits in recent years, allowing Palestinians in Gaza to cross the border to earn money, conditions in the strip have improved little. **In 2022 the unemployment rate was 47%, and 70% for the young; eight-hour blackouts are a daily occurrence.**

As well as the blockade, people in Gaza have suffered the consequences of four wars, waged by Hamas and Israel. Between 2008 and 2023, these conflicts and various other outbursts of violence killed **5,360 Palestinians in Gaza and injured 63,000.** The latest conflict promises yet more misery. Israel has imposed a "full siege" on the strip, limiting access to fuel, electricity and food. A [ground invasion](#) appears imminent. **Civilians in Gaza have already suffered much, but the worst may be yet to come.**

16 octobre 2023 (The Economist)

[The Nobel prize in literature is prestigious, lucrative and bonkers \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Anyone speak Nynorsk?

The Nobel prize in literature is prestigious, lucrative and bonkers

Lifting the veil on how literature's most coveted award is judged reveals its arbitrariness



image: mikel jaso

Oct 5th 2023

The announcement of the winner of the Nobel prize in literature usually prompts one of three reactions. The first is “Who?”; the second is “Why?”; the third—by far the rarest—is “Hurrah!” This year, reactions were firmly in the first two camps. **On October 5th Jon Fosse, a Norwegian, was awarded the world's most prestigious writing prize. Many literary buffs had never heard of him.** Mr Fosse writes mainly in **Nynorsk**, a form of Norwegian which is, even among the country's writers, a minority pursuit. His best-known (but still little-known) work is a trilogy called “Septology”, which touts itself as a “radically other reading experience”.

In some ways awarding this prize is a simple process. As is customary, Mr Fosse was telephoned to hear a Scandinavian voice telling him he had won the coveted prize, which comes with SKr11m (around \$1m). Like many Nobel winners, he may then have opened the champagne. Or perhaps, as [Doris Lessing](#) did, he may have sighed and said: “Oh, Christ.”

In almost every other way the prize is a nightmare of complexity. **Judging anything, even a 100-metre race, can be hard. Judging literature—a symphony, not a sprint—is much harder.** Whatever the literary prize, from the Nobel (awarded for an author's oeuvre) to the Booker (for their most recent book), there will be those who critique the judges' decisions. Particularly when they do not win. “Posh bingo” is how Julian Barnes, an author, once described the Booker prize (which he won only on his fourth nomination).

Prize judges can seem less like they are making measured, critical decisions than picking names out of a hat. As Anders Olsson, the current chair of the committee, observes: “We always get criticism.” In its very first year, the Nobel committee caused outrage when it failed to give the accolade to [Leo Tolstoy](#) and offered it to Sully Prudhomme, a French poet, instead—a name as underwhelming then as it is now. **Many fantastic writers were not even nominated: [Anton Chekhov](#), [James Joyce](#), [Marcel Proust](#) and [Virginia Woolf](#) among them.**

The Nobel's judging criteria are at best esoteric and at worst wholly opaque. Alfred Nobel—a man who was better at chemistry than writing—stated in his will that a prize in his name should be awarded to “the person who shall have produced in the field of literature the most outstanding work in an ideal direction”. Whatever that means.

The field of rivals for the literary prize is vast. Authors cannot nominate themselves. Instead judges choose from all living writers, writing in **every language in the world (of which there are 7,000)**. **It is, acknowledges Mr Olsson, “an immense” task. And, naturally, a nonsense one.** The six members of the judging committee are not considering the oeuvre of every Irish author writing in Gaelic or every Papua New Guinean one writing in Hiri Motu.

Judges are, however, considering quite a lot of them. Each year, the committee sends around 4,000 invitations to literary organisations across the world requesting nominations by February. These nominations become a longlist of 200 authors who are whittled down to a shortlist of 20 by April. By May, they have produced a yet shorter list of five candidates (which, like all the other lists, is embargoed for 50 years). **Then the judging and the reading begin in earnest. It is as fair as it can be, which is to say, extremely unfair.**

Choosing between books is “very, very hard”, says Neil MacGregor, a former director of the [British Museum](#) and the chair of the Booker prize committee in 2022. **Judges must adjudicate between a book on the Sri Lankan civil war here and the inward musings of a middle-class American woman there. In other words, they are picking between literary “apples and oranges”.** They must also agree. It is “a bit like a criminal jury”, says Mr MacGregor. The atmosphere on prizes can be as fun as that makes it sound. **Judging the Booker prize led Joanna Lumley, a British actress, to conclude that the “so-called bitchy world of acting” was a “tea party compared with the piranha-infested waters of publishing”.**

Judging books presents other difficulties, too. The longlists for modern prizes are just that: long. Booker judges must wade through around 170 books in seven months; Nobel judges through the output of 200 authors in just two. “I don’t believe they can,” says Michael Wood, who chaired a different contest, the Baillie Gifford prize for non-fiction.

Each judge has her own method; some read 30-40 pages of each. Others scan them to see if they are a contender. Happily for judges (if not readers), all too often the answer is a flat no. The author Malcolm Muggeridge withdrew from judging the Booker because he was “nauseated and appalled” by the entries. **Mr MacGregor on several occasions found himself wondering, “How could anybody have thought this was worth publishing?”**

Judging the Nobel has other challenges. It considers works in translation, but even “Je ne sais quoi” loses a certain *je ne sais quoi* when it is in English. **The prize purports to be global but has tended to be Eurocentric: of the 120 winners to date, around 100 have come from Europe or America.** This is a bias of which the Academy is acutely—and, you sense, uncomfortably—aware.

The difficulties with the prize were, in fact, clear to the Swedish Academy from the beginning. When offered the donation from Nobel, the Academy had “some hesitations” about accepting it, according to Mr Olsson. Given the criticism that the Academy has sometimes faced, perhaps it wishes it had not. **Naturally, all Nobel prizes have had controversies—but few as ferocious as those raised by the literary one.**

Not everyone is cross. As Mr Barnes mused, writers see prizes as a lottery—until, that is, they win. Then they realise that those cursed prize judges are, in fact, “the wisest heads in literary Christendom

16 octobre 2023 (The Economist)

[Why young consumers love Birkenstocks \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Selling your sole

Why young consumers love Birkenstocks

The ancient German sandal-maker goes public



Blingenstock

simage: getty images

Oct 12th 2023

In the blockbuster “Barbie” film, the Birkenstock is more than a shoe. It is a symbol of the real world not run by girls. It is introduced as a deliberately drab antithesis of Barbie’s perfect stiletto. By the film’s end the titular blonde is wearing the cork sandal—with the hallmark double-strap in her signature pink—as she walks into her new life, no longer a doll but a woman ready to put her best foot forward.

Barbie is not the only one swapping heels for contoured soles. So are real-life youngsters. Birkenstock’s revenues have doubled in the past three years, to \$1.4bn. Almost half of last year’s sales came courtesy of buyers in their 20s and 30s. Some of that is down to clever product placement—social-media mentions of Birkenstocks reached a record high in July around the time of the “Barbie” premiere. A lot more has to do with a post-pandemic fashion for all things casual and comfortable, especially among Millennials and Gen-Zs, which has boosted sales of other ungainly casual-chic footwear, such as furry Ugg boots or Croc sandals.

What is cool with the kids proved hot with some investors. On October 10th Birkenstock raised \$1.5bn in an initial public offering (ipo) on the New York Stock Exchange, valuing the firm at around \$9bn.

Although Birkenstocks are far from beautiful—German children forced to wear them to school in the 1980s bemoaned their ugliness—their maker has managed to turn itself into an aspirational brand. It has collaborated with Dior, a high-fashion brand controlled by lvmh, a French luxury behemoth, to make \$1,100 mules. It probably helped that L Catterton, a private-equity firm which bought a majority stake in 2021, is backed by lvmh. The family holding company of lvmh’s boss, Bernard Arnault, said it would buy up to \$325m-worth of Birkenstock shares in the ipo and nominate one of Mr Arnault’s sons to its board.

Perhaps owing to the influence of its luxury backers, Birkenstock has no plans to increase production capacity; ever since Johann Adam Birkenstock started making shoes in 1774, the company has insisted on maintaining almost all its production in Germany (only some of the cork soles are made in Portugal). Engineering scarcity by limiting output is a time-honoured strategy for high-end brands that peddle exclusivity. Their couture-pocketed customers tend to be insensitive to price rises.

Birkenstock has managed to push up prices a bit in the past few years, but revenue growth also came from increased shipments. It is unclear how much more expensive it can make its sandals without putting off its customers. Investors are already watching their step. Its share price slipped by 13% on its first day of trading.

16 octobre 2023 (The Economist)

[The global backlash against climate policies has begun \(economist.com\)](https://www.economist.com)

It's not easy being green

The global backlash against climate policies has begun

Cost, convenience and conspiracy-mongering undercut support for greenery

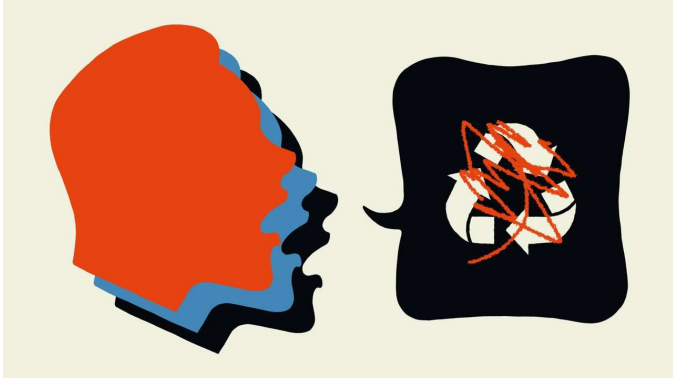


image: jared bartman

Oct 11th 2023 | AMSTERDAM, DELHI, MACKINAC ISLAND AND SÃO PAULO

“We need to be good stewards of our planet. But that doesn’t mean I need to do away with my gas vehicle and drive an electric vehicle with a battery from China,” said Kristina Karamo, the chair of the Republican Party in Michigan, on September 22nd. America’s Democrats, she warned, are trying to “convince us that if we don’t centralise power in the government, the planet is gonna die. That seems like one of the biggest scams [since] Darwinian evolution.”

It would be tempting to dismiss Ms Karamo as an irrelevant crank, but she is not irrelevant. She represents an extreme wing of **a movement that is gathering pace around the world: a backlash against pro-climate policies**. One of its more familiar cheerleaders could be America’s next president. On September 27th Donald Trump said: “You can be loyal to American labour or you can be loyal to the environmental lunatics but you can’t really be loyal to both...Crooked Joe [Biden] is siding with the left-wing crazies who will destroy automobile manufacturing and will destroy our country itself.”

On September 20th Rishi Sunak, Britain’s prime minister, announced a weakening of net-zero targets, including a five-year delay of a ban on the sale of new petrol cars. Two weeks earlier, Germany kicked a proposal for stringent green home-heating rules years into the future. France has seen huge protests against high fuel prices, and could one day elect as president Marine Le Pen, who deplores wind farms and thinks the energy transition should be “much slower”. In America climate change has become a culture-war battleground: at a recent debate for Republican presidential candidates, only one admitted that man-made climate change is real.

How serious an obstacle is all this to curbing global carbon emissions? Michael Jacobs of the University of Sheffield in Britain sees reasons for cautious optimism. **The world’s biggest emitter, China, understands the need to decarbonise and is investing massively in solar and wind. The second-biggest emitter, America, has taken a green turn under Mr Biden.** Brazil has sacked a rainforest-slashing president; Australia has ditched a coal-coddling prime minister. Nearly a quarter of emissions are now subject to carbon pricing. **And the pace of innovation is impressive.** Two years ago the International Energy Agency, a global body, estimated that nearly 50% of the emissions reductions needed to reach net zero by 2050 would come from technologies that were not yet commercially available. In September it said that number had fallen to 35%.

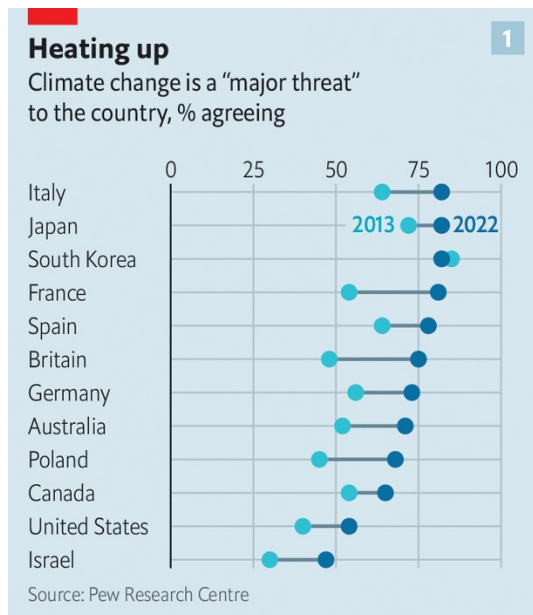


image: the economist

The political undercurrents are less reassuring. Voters are realising that remaking the entire global economy will be disruptive. Some—a minority—dispute that man-made climate change is under way. **Others object to certain policies deployed to tackle it, because they impose costs on ordinary citizens, or add hassles to their overstretched daily lives.** Some, particularly the elderly, do not like change at all, especially when it means fuss today in return for benefits they may not live to see. Even among those who accept that action is needed, **views differ as to who should shoulder the burden. Many would prefer it to fall on someone else.**

Awareness of the dangers of climate change seems to have risen over the past wildfire-charred decade. In polls of 12 rich countries by Pew, an American think-tank, the share of respondents who said it was a “major threat” rose in every country except South Korea, where it was already high (see chart 1). **Clear majorities everywhere bar Israel agreed with this description. Yet this does not mean they are willing to pay more taxes to help prevent climate change (see chart 2). In a survey of 29 countries by Ipsos, a pollster, only 30% of respondents said they would be willing to cough up.**

Crowding out

Perhaps most alarmingly, a partisan gap has opened even on scientific questions. In all of the 14 rich countries surveyed by Pew in 2022, people on the political right were less likely to see climate change as a major threat than those on the left (see chart 3). In Australia, Canada, Germany, the Netherlands and Sweden the gap was very large: between 22 and 44 percentage points. In America it was a gobsmacking 63 points. **And a new poll by YouGov for *The Economist* found that whereas 87% of Biden voters believed that climate change was caused by human activity, only 21% of Trump voters agreed.**

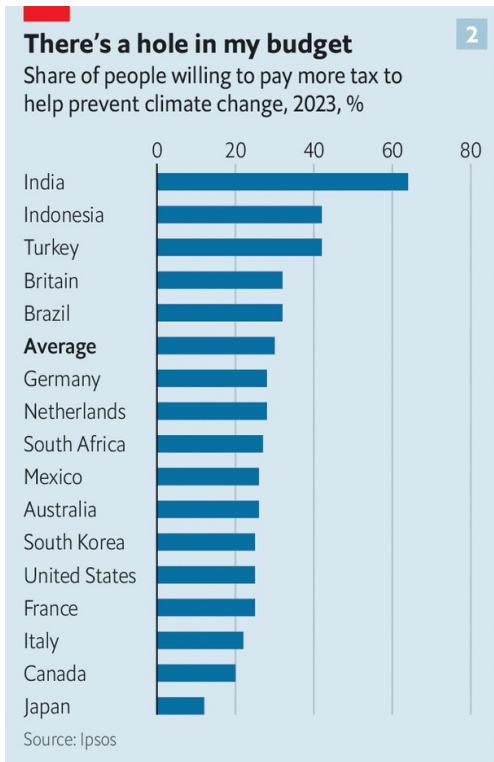


image: the economist

In democracies such divisions have consequences. (Public opinion matters in dictatorships, too, but that is beyond the scope of this article.) **In rich democracies, especially, divisions over climate are aggravated by populist politicians, who take real problems (such as cost and disruption) and exaggerate them, while claiming that the elite who impose green policies don't care about ordinary motorists because they cycle to work.**

Populism tends to undermine effective climate policy in several ways. First, populists are often sceptical of experts. When people say “trust the experts”, suggests Ms Karamo, they really mean: “You are too stupid to make decisions about your life.”

Second, populists are suspicious of global institutions and foreigners. “Every subsidy we award to an electric-vehicle manufacturer is really a subsidy to the [Chinese Communist Party], because we depend on them, like a noose around our neck, for the batteries,” says Vivek Ramaswamy, a Republican presidential candidate. Such attitudes are bad for climate mitigation, argues Dan Fiorino of the American University in Washington, dc, because “climate policy is as much a matter of foreign relations as it is of economic policy.”

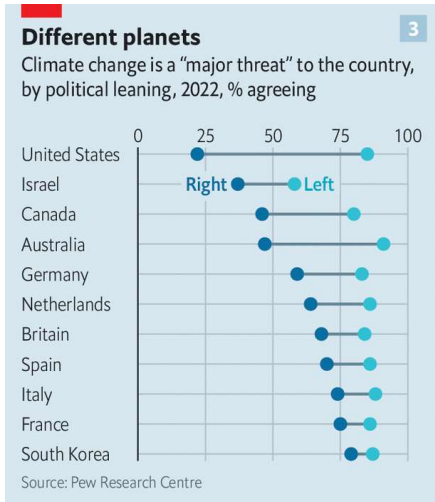


image: the economist

Third, populists encourage people to believe that the elite are plotting against them, thus adding paranoia to public life and making compromise harder. Mr Trump frames policies to promote electric cars as a threat to the American way of life, and does so in ways that make his fans bristle with rage and laugh out loud.

“They say the happiest day when you buy an electric car is the first ten minutes you’re driving it, and then, after that, panic sets in because you’re worried. Where the hell am I gonna get a charge to keep this thing going? Panic!” he told workers in Michigan. “If you want to buy an electric car that’s absolutely fine... But we should not be forcing consumers to buy electric vehicles...There’s no such thing as a fair transition to the end of your way of life.”

If Mr Trump is re-elected in 2024, he would once again pull out of the Paris Agreement on climate change. He would also roll back executive orders on such things as methane emissions. He would probably not be able to repeal Mr Biden’s big climate law (misleadingly called the Inflation Reduction Act), which involves huge subsidies that are popular with recipients in red states as well as blue ones. But he would appoint bureaucrats who could obstruct its implementation. At a minimum, America would cease to offer leadership on climate change at a crucial moment, says Mr Markey. **“You cannot preach temperance from a barstool. You cannot tell other countries to do the right thing if you as a country are not.”**

Similar arguments against greenery have taken root in Europe, too. Even where populist parties are not in government, they can influence it. In Sweden, where only 4% of people say climate change is “not a threat”, the centre-right ruling coalition has nonetheless cut taxes on fossil fuels several times in the past year. One reason is that it cannot pass a budget without support from the populist Sweden Democrats, who have 20% of parliamentary seats. **The populists want cheaper fuel. So do lots of Swedish voters.**

“Fuel Rebellion”, a Swedish Facebook group, boasts 600,000 members. Peder Blohm Bokenhielm, one of its leaders, says cars “have always been a big part” of his life. His father imported American Mustangs and Corvettes to Sweden. His first word as a child was “car”. And he has practical reasons for objecting to high fuel taxes, too. In a small Swedish village “there are no shops, and just two buses a day,” he says. “If you want to buy groceries, you need a car.” Charging points are not yet everywhere, and a car’s range matters in a country where journeys are long and getting stranded in the snow is hazardous. And don’t get people started on the cost of home-heating. Politicians who keep high fuel prices in place are “making it harder for people to live where they want to live”, Mr Bokenhielm says.

The right way?

In Germany this year the hard-right Alternative for Germany (afd) has risen in the polls—and did well in state elections on October 8th—**by lambasting the energy policies of the ruling coalition, which includes the Green Party.** It says they will “impoverish” the country. The afd is ostracised by mainstream parties, but **the centre-right borrows its talking-points.**

The Greens hurt their own cause with a plan to make green home-heating almost mandatory before there were enough skilled installers to install heat pumps. Householders struggled to book tradesmen. The government backed down in September and extended the deadline—but the political damage had been **done.**

Now in Germany it is not just the hard right that bashes the Greens. Their rallies have been pelted with stones, eggs and insults. Martin Huber of the Christian Social Union (csu), the main centre-right party in Bavaria, told *The Economist* that **all the Greens do is make Verbotsgesetze** (laws that forbid things). At a rally in Andechs, a pretty village 40km from Munich, the head of the csu, **Markus Söder**, drew guffaws from a beered-up Oktoberfest crowd with a series of jabs. When the lights suddenly brightened he quipped: **“So at least they are still sending us electricity from Berlin.”** An elderly supporter said: “I heat my house with wood. How can I afford to change this, and why should I in my old age?”

Not their cup of tea

In Britain, the Conservative prime minister has adopted the main populist themes. In a speech last month, Mr Sunak stressed that he favours curbing emissions, but decried the way Britain's climate goals had been set "without any meaningful democratic debate about how we get there". (His party has been in power since 2010.) He also lamented that green policies "will impose unacceptable costs". He named specific, frightening sums. "For a family living in a terraced house in Darlington, the upfront cost [of a heat pump] could be around £10,000 (\$12,200)."

He vowed to scrap plans that have never seriously been considered: "taxes on eating meat...compulsory car-sharing [and] a government diktat to sort your rubbish into seven different bins". And he played the nationalist card. "When our share of global emissions is less than 1%, how can it be right that British citizens are...told to sacrifice even more than others?" (Brits are less than 1% of the global population.)

"Rishi is playing with fire," says Michael Grubb of University College London. Businesses crave predictable policies in order to plan for the long term. "Making climate change part of a culture war will undermine investor confidence."

James Patterson of Utrecht University in the Netherlands argues that anti-green backlashes sometimes occur when environmentalists overreach; for example, by enacting policies so coercive that many people deem them illegitimate. This has happened in the Netherlands. A new populist party, the BoerBurgerBeweging (Farmer-Citizen Movement), shot to prominence when the government began to penalise farms emitting too much nitrogen.

Nitrogen is not a greenhouse gas; the problem is that big intensive Dutch farms produce enough of it (from fertiliser and cowpats) to threaten important nature reserves. The government wants to buy out farmers, leading to a reduction in the number of livestock of between a fifth and a half. Such bossiness has provoked rustic rage, with tractor protests and farms across the country flying the national flag upside down. The Farmer-Citizen Movement took 20% of the vote in provincial elections this year—in a country where only 2.2% of people farm. At a general election on November 22nd the more eco-friendly parties are expecting a thumping.

For the most part in developing countries, climate change is a less divisive topic in domestic politics than it is in rich ones. The elite discuss it—governments want to be compensated for the industrialised world's past emissions and to attract investment for the energy transition. But during elections in India or Africa the topic is barely mentioned.

However, voters in developing countries are even more sensitive to rises in the cost of living than those in rich countries. So they often resist policies that they think will batter their budgets. Hence the difficulty of cutting fossil-fuel subsidies, which were a staggering \$1.3trn (1.3% of global gdp) in 2022, according to the imf.

Such handouts are so popular that the harm they do to the environment is seldom motive enough for governments to get rid of them. Nigeria's new president, Bola Tinubu, scrapped a fuel subsidy this year not because it encouraged people to burn carbon, but because selling petrol at below-market prices was bankrupting the treasury. In 2022 it cost \$10bn, leaving the state oil firm with nothing left for the federal government, of which it is usually the biggest bankroller. Abolishing the subsidy frees up billions for public services, with the happy side-effect of reducing emissions. However, there is pressure to reinstate it. As oil prices rise, some fear a subsidy will be quietly reintroduced.

Several middle-income countries, such as Indonesia and India, are burning more fossil fuels even as they try to reinvent themselves as green powers. India's government plans to triple renewable-electricity-generation capacity by the end of the decade. It has also declared a moratorium on new coal plants and aims to become a big producer of green hydrogen. This is good news, but seems to be driven at least as much by worries about energy security as climate change: last year's green-hydrogen strategy mentions

a plan to be “energy independent” by 2047 before the target to achieve “net zero” by 2070. And despite the moratorium on new coal plants, Indian coal production grew by 14.8% last year.

National-security arguments can be a spur to green investment. Building wind farms can reduce dependence on energy imports, which is a point that many politicians emphasise. But if such arguments also spur governments to erect barriers to foreign inputs, it will make the energy transition more costly.

From a green perspective, the big middle-income country that has improved the most in the past year is probably Brazil. Yet it, too, is complicated. Under President Luiz Inácio Lula da Silva, who took office in January, deforestation in the Amazon in the first eight months of the year fell by a cumulative 48% compared with the same period in 2022, when his logger-loving predecessor, Jair Bolsonaro, was in charge. However, Lula also supports a push by Petrobras, the state oil firm, to increase output from 2.9m barrels a day to 5.2m by 2030. And his green plans have met resistance. In Congress 347 out of 594 lawmakers belong to the agri-business caucus, whose members fret that greens block development. Congress has curbed the powers of the environment ministry.

Sowing discontent

In most developing countries, net-zero targets are far in the future and voters have not yet been asked to make big sacrifices to reach them. For many, the harm wrought by climate change itself is a bigger worry. A massive 74% of **Indians**, for example, say they have experienced the effects of global warming, up from 50% in 2011, according to a survey by Yale University. “We’ve lost crops because of extreme heat and rains and it has got worse in the past few years,” says Shiv Kumari, a farm labourer in Delhi whose fields were flooded this summer. **Such trauma translates into greater support for green policies: 55% of Indians say India should reduce its emissions immediately without waiting for other countries to act, up from 36% in 2011.**

Globally, innovation will eventually ease the grumbles that drive so much of the anti-climate backlash. “The clean is already cheaper than the dirty in many parts of the economy, and those parts will just get bigger and bigger,” says Nicholas Stern of the London School of Economics. **But it matters immensely how fast this happens. Many green technologies require hefty upfront investment, which is harder when interest rates are high. This particularly affects the poor world.** “Look at Africa. If you pay 15% interest, wind and solar are not cheaper than fossil fuels for generating electricity, though they are cheaper at 7% or 8%,” says Professor Stern. He suggests supercharging multilateral lenders to crowd in other sources of finance. “The most unrealistic and dangerous thing of all would be to go slow,” he says.

16 octobre 2023 (The Economist)

[Which EU country is winning our economic pentathlon? \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Winners and losers

Which EU country is winning our economic pentathlon?

We've ranked countries on five measures



Oct 12th 2023

The European economies are in for a troubling few years. Germany is probably in recession. The European Commission is forecasting growth of just 0.8% for the EU as a whole in 2023, and little more in 2024. Inflation is coming down only slowly, prompting the European Central Bank (ECB) to raise rates yet again at its September meeting. Business confidence continues to worsen. The Commission has asked the ECB's former boss, Mario Draghi, to come up with a plan to strengthen Europe's economy. It could make a book, working title: "Whatever it Takes (to Grow)".

The Economist's assessment
Final medals table, awarded in five areas: demand, debt, demography, decarbonisation & decoupling

	Gold	Silver	Bronze
Ireland	■ ■ ■ ■	■	
Malta	■ ■ ■ ■		■
Cyprus	■ ■ ■ ■	■ ■	
Luxembourg	■ ■ ■ ■	■ ■	
Denmark	■ ■ ■ ■	■	■
Croatia	■ ■ ■ ■		■ ■
France	■ ■	■ ■ ■ ■	
Latvia	■ ■	■	■ ■
Sweden	■ ■	■	■ ■
Greece	■ ■		■ ■ ■ ■
Lithuania	■ ■		■ ■ ■ ■
Romania	■	■ ■ ■ ■	■
Estonia	■	■ ■ ■ ■	■
Bulgaria	■	■ ■	■ ■
Finland	■	■ ■	■ ■
Portugal	■	■ ■	■ ■
Austria	■	■	■ ■ ■ ■
Germany	■	■	■ ■ ■ ■
Slovenia	■	■	■ ■ ■ ■
Spain		■ ■ ■ ■	■
Netherlands		■ ■ ■ ■	■ ■
Poland		■ ■ ■ ■	■ ■
Belgium		■ ■	■ ■ ■ ■
Czech Rep.		■ ■	■ ■ ■ ■
Italy		■ ■	■ ■ ■ ■
Slovakia		■ ■	■ ■ ■ ■
Hungary		■	■ ■ ■ ■

Source: The Economist

Not all countries are equally affected, though. As our calculations show, they perform differently on the five major challenges that are facing all European economies. Demand will have to be lowered to fight inflation; and the resulting higher rates on debt-piles will weigh against spending. Ageing societies lose workers to retirement faster than youngsters enter the labour market. Meanwhile, the fight against climate change requires industry to transform; and trading with autocracies is increasingly a risk in the new geopolitical age. Welcome to our European economic pentathlon, where we award each country a gold, silver or bronze medal in each of the five disciplines, according to our assessment of their performance.



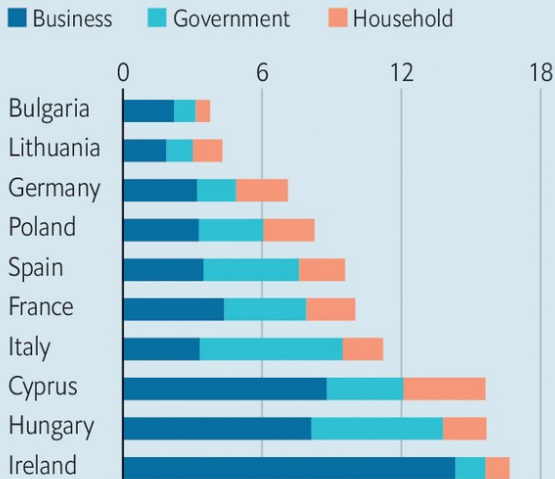
The Economist

We start with **demand**. The ecb is required to increase interest rates to bring down inflation. That is not always working according to plan. In Austria annual inflation is still at 5.8%, while it is down to 2.4% in Greece, close to the ecb target of 2%. The same interest rate could thus soon be too low for some, and too high for others. Additionally, the central banks of the seven eu countries that are not in the euro tend to try to ensure that their economies do not get too out of whack with the euro zone. Ideally, inflation in all eu countries should be close to the euro-zone average, even in those outside it. Those whose inflation rate deviates too much from the euro-zone average (currently 4.3%), whether below or above it, will have a costly period of adjustment ahead of them.

The data behind it: debt

Debt-servicing costs at current interest rates*

Selected EU countries, Q1 2023 or latest, % of GDP



*July/August 2023 interest rates applied to entire debt stock

Sources: ECB; Eurostat

The Economist

Next, **debt**. Higher interest rates will hit countries harder if they already have high public or private borrowing. To make a fair comparison of relative profligacy, we calculate the debt-servicing costs, as a share of gdp, on the total stock of firms', households' and governments' debt as if the rates charged currently on new loans or bonds applied to the whole stock. The reason why that is a fair comparison is that as older debt matures, it will need to be rolled over onto the new rates. Tax havens such as Ireland, Cyprus or Luxembourg have high corporate debt without it affecting the local economy much. But in Hungary, the Scandinavian countries and the Netherlands, private debt servicing is likely to be a drag on consumption, construction and investment. In the Netherlands, a drop in pension assets of households over recent years will add to the problem. In Italy and Greece, it is mostly governments that will soon have to set aside more funds for debt servicing.

The data behind it: demography

Net change* in labour force aged 15-64

Selected EU countries, 2022, % points



*Difference between share of population aged 60-64 and share aged 15-19

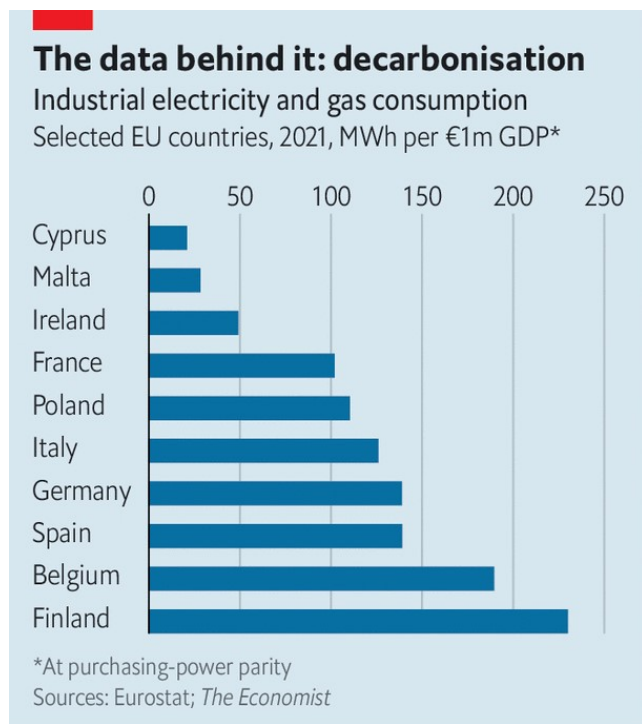
Sources: Eurostat; The Economist

The Economist

Now to **demography**. The struggle with ageing is one of the long-distance disciplines in our pentathlon. Successful countries have in the past stabilised their birth rate, brought in immigrants to enrich their

economies, encouraged workers to stay on the job well into their 60s and got men to do their share of care work at home so that women can tap their full economic potential in the labour market.

We measure what countries are now up against. We calculate the net shrinkage of the available labour force, without migration: the number of people aged 60-64, who are close to retirement, minus the youngsters aged 15-19, who are soon entering the labour market. At the bottom are central and eastern European countries, as well as the gerontocracies of the west, Germany and Italy. The number of native workers in Sweden, France or Denmark will remain similarly plentiful in the next few years. Among the eu's eastern members, Hungary, the Czech Republic and Romania are doing better on this measure than many western eu countries.



The Economist

The other long-distance race in our economic pentathlon is the **decarbonisation** of the European economy. Greening transport and heating will require hefty investment and should actually boost growth in the short term, as households and governments incur debt to fund new kit. The investment in renewable-energy generation will have a similar effect. Decarbonising industry, however, will be harder, as companies face competition at home and abroad. Until green electricity becomes abundant and cheap, their costs will remain higher. That is even true in countries with nuclear power or lots of renewables: because Europe's power markets are increasingly connected, prices tend to move in tandem. The overall consumption of gas and electricity by industry, our measure for this challenge, differs widely across Europe as a share of gdp. Within the group of rich countries, Finland and Belgium stand out as large industrial-energy consumers. Spain and Germany are also in the high-energy group, whereas in this discipline Poland and France are lower.

The data behind it: decoupling

Goods trade with autocracies
Selected EU countries, 2021, % of GDP

Imports Exports



*Germany & Netherlands counted as a single country because of the Rotterdam effect

Sources: Eurostat; *The Economist*; EIU

The Economist

Finally, all countries will face pressure to **decouple** from the world's autocracies. The eu's relationship with China in particular will need careful readjustment, to make the continent less vulnerable to economic blackmail. Should a political escalation lead to reduced trade and Chinese retaliation, it is mostly Germany and its big industrial firms, especially its carmakers, with large subsidiaries in China, that stand to lose. But importing from other autocracies also carries risks for supply chains. We calculate the total trade with those countries deemed autocracies by the Economist Intelligence Unit, and divide it by gdp. On this measure, some smaller eu countries do worst. Germany and the Netherlands run in this competition as a joint team, because the port of Rotterdam serves as the import route for many German customers, too, and Dutch trade figures tend to be overstated. They rank highest among larger countries, with France close to the lower end of the table.

Put it all together, and what do you get? Europe's economic pentathlon has a clear winner: Ireland with four golds and a silver, followed by two Mediterranean islands, another tax haven and Denmark. Being small clearly has its advantages, though Denmark is the only economic model that could be copied by others. Croatia's high position is clouded by its demographic problems. The best large economy is France, with two gold medals and three silvers. At the bottom of the table is Hungary, with Italy only a bit better; both with debt problems and a near-term struggle with demand. Germany is luckier: its one gold medal, on inflation, masks its three bronzes—on demography, decoupling and decarbonisation. Poland, a strong economic performer for years, received only bronze medals on inflation and demography, dragging it down our list. Just as in Germany's case, winning economic prizes in the past says little about who will be the winners in the next few years.

16 octobre 2023 (The Economist)

[A boost for Germany's right \(economist.com\)](https://www.economist.com)

German state elections

A boost for Germany's right

Bavaria and Hesse re-elect Christian democrats and rebuke the country's ruling coalition



Solid southern Söder

image: afp

Oct 8th 2023 | MUNICH

Germans may be renowned for obeying rules, but they seem to be resisting the Ampel, or traffic light. This cheery nickname for the left-of-centre coalition elected to run the central government two years ago refers to the colours of its three component parties: red for the Social Democrats (spd), yellow for the Free Democrats (fdp) and, unsurprisingly, green for the Greens. But judging by the elections held in two important states on October 8th, the German public seems less interested in the Ampel's stop-and-go signals than in turning sharply to the right.

Together, the central state of Hesse and the southern state of Bavaria—Germany's biggest by area and its second-biggest by population—account for almost a quarter of the country's inhabitants. Not surprisingly, their simultaneous elections are being seen as harbingers of broader political trends. These do not look good for Olaf Scholz, the chancellor, or his coalition. In both states all three Ampel parties fared worse than they did five years ago. Indeed the smallest of the three, the liberal-leaning fdp, embarrassingly dropped below the 5% minimum needed to hold any seats in the Landtag, or state assembly, of Bavaria, and barely hung on in Hesse.

The Ampel's pain was the right wing's gain. In Hesse the incumbent government was headed by the centre-right Christian Democratic Union (cdu), long Germany's biggest party. In Bavaria it was headed by the cdu's regional sister party, the Christian Social Union (csu), under its leader Markus Söder (pictured). The party has held power there without interruption since 1957. That strength looks undiminished. The cdu won 35% in Hesse and the csu a solid 37% in Bavaria. The twin parties will undoubtedly lead the next governing coalitions in both states.

More surprising has been the surge of two farther-right parties. The Alternative for Germany (afd), shunned by Germany's political mainstream for its immigrant-bashing rhetoric and extremist tendencies, emerged as the second-strongest party in Hesse, with 18% of the vote. Its tally rose four percentage points in Bavaria too, to 15%. **These are unusually strong results, not only because the afd's stronghold has been more in eastern than in southern states, but because Hesse and Bavaria are home to large—and relatively integrated—immigrant communities.** The rival Free Voters party, a rurally based traditionalist group with little footprint beyond the south, also gained more than four points in Bavaria, reaching 16%.

This rightward lurch means that, taken together, the right now accounts for two-thirds of the votes in Bavaria and well over half in Hesse, a stark danger signal for the Ampel almost halfway through its term. Ironically, however, this apparent peril makes it more probable that Mr Scholz's government will complete its term. With his junior partners, the liberal fdp and the Greens, getting pasted at the polls, neither they nor Mr Scholz's spd have any interest in bringing the Ampel down.

And though the surge in support for the afd worries many Germans, the party's stronger showing may prove hard to translate into greater power. All other parties still reject the idea of coalition deals with the hard right. Cooler analysts note that its gains have been made on specific hot-button issues, most importantly immigration and the Greens' climate agenda. The election debates were dominated by gleeful mud-throwing, often accompanied by outright untruths, such as charges that the Greens would ban cars and fireplaces.

Mr Scholz and his coalition have certainly heard the warnings. The Ampel's rhetoric on immigration has grown notably tougher lately, and the Green party has trimmed back some of its environmental ambitions. Perhaps, in another two years, their colourful lights can lure some of those voters back.

16 octobre 2023 (The Economist)

[Ehud Barak blames Binyamin Netanyahu for “the greatest failure in Israel’s history” \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Conflict in Gaza

Ehud Barak blames Binyamin Netanyahu for “the greatest failure in Israel’s history”

A former prime minister says “destroying Hamas” is unrealistic



image: afp

Oct 15th 2023 | TEL AVIV

FEW ISRAELIS have anything close to Ehud Barak’s experience of operating in [Gaza](#). In 2000 he was prime minister and defence minister when the second [intifada](#), or Palestinian uprising, erupted in Gaza and the occupied West Bank. Before that he was the commander of the Israel Defence Forces (idf) when Israel carried out its first major pullback from the cities in the Gaza Strip as part of the first Oslo Accords signed in 1993.

And then in his second stint as defence minister, in 2009, he oversaw Israel’s largest ground operation against Hamas in Gaza to date. Now the Israeli army is gearing up for what is expected to be a much larger ground operation in Gaza. Its target is Hamas, which [attacked Israeli communities and bases](#) along the border on October 7th, killing more than 1,300 Israelis, three-quarters of them civilians.

The atrocities represent “the greatest failure in Israeli history”, Mr Barak says. Now comes the military response. The army he once commanded faces [huge difficulties](#) going after a determined and well-armed enemy, entrenched in a tiny coastal enclave crowded with more than 2m inhabitants, he says. He is mindful of the implications of the inevitably heavy toll this operation will inflict on its civilian population. In the first nine days following the Hamas attack, nearly 2,400 Gazans were killed in Israeli air strikes, which Israel claims were against “Hamas targets”.

Mr Barak advises the government not to rush a ground operation. “We’re not facing an existential threat from Hamas,” he says. “Israel will win this.” Once all the reservists who have been called up have undergone refresher training, Israel can take control of most of the Gaza Strip and destroy Hamas’s centres of power and military capabilities “in two to six weeks.” Unlike the major ground operations in 2009 and 2014, when Israel simultaneously entered different areas of the Gaza Strip, thinks Mr Barak, this time the offensive could be carried out in stages.

Although he is confident about the army’s ability to pulverise Hamas in Gaza, the idf will face some constraints. Israel has acknowledged that Hamas took more than 120 civilians and soldiers [hostage](#). Mr Barak thinks that a ground operation should be delayed if an agreement can be reached to release some of them.

He also wants Israel to ensure that its actions are seen as legitimate by the wider world. In the aftermath of the terrorist attack most Western governments offered Israel their full support. But “the support also comes with an expectation we abide by international law in our operations,” Mr Barak warns. “Support will erode when there is footage of ruined homes [in Gaza] with bodies of children and weeping old women.” America’s naval presence—on October 14th it deployed a second aircraft carrier group to the eastern Mediterranean—is partly designed to deter outside actors from entering or escalating the conflict. But it “also emphasises Israel’s need to operate according to international law”.

Israel will need to keep a [watchful eye on Hizbullah](#), the Iran-backed Shia militia in Lebanon. It has perhaps 150,000 rockets aimed at Israel. Israel has sent troops and tanks to the border in the hope of deterring an attack. The Hamas attack from Gaza was, says Mr Barak, based on similar Hizbullah plans to take over settlements in the north. But Hizbullah has now lost the element of surprise and Israel is prepared. “Israel doesn’t have an interest in conflict with Hizbullah right now and I don’t think they will attack now that we’ve deployed a lot of forces up north,” he says. One of America’s aircraft carriers is now looming off the coast of Lebanon, sending a signal to Hizbullah, and to its sponsor, Iran.

Although Mr Barak strongly supports a ground campaign in Gaza, he is critical of talk of “destroying Hamas” by Binyamin Netanyahu, Israel’s prime minister, as well as ministers in his government and some generals. “What does it even mean?” he says. “That no one can still breathe and believe in Hamas’s ideology? That’s not a believable war aim. Israel’s objective now has to be clearer. It has to be that Hamas will be denied its Daesh-like military capabilities,” he says, referring to the Arabic term for Islamic State.

Mr Barak believes that the optimal outcome, once Hamas’s military capabilities have been sufficiently degraded, is the re-establishment of the Palestinian Authority in Gaza. The authority, which was established under the Oslo Accords and runs the autonomous parts of the West Bank, was ousted from Gaza by Hamas in a bloody coup in 2007. However he warns that [Mahmoud Abbas](#), the Palestinian president, “cannot be seen to be returning on Israeli bayonets”. There will, therefore, need to be an interim period during which “Israel will capitulate to international pressure and hand Gaza over to an Arab peacekeeping force, which could include members such as Egypt, Morocco and the United Arab Emirates. They would secure the area until the Palestinian Authority could take control.” Yet for now, other countries in the region seem to have no desire to contribute troops to such a force.

And then there is the great reckoning that will take place in Israel once the war ends. Questions will be asked as to who was responsible for the failures in intelligence and planning that allowed Hamas to take Israel so completely by surprise and to then reach civilian communities where they committed such horrific crimes.

“The immediate operational problems are being fixed now,” he says. “But a much deeper assessment will have to take place later.” When that happens, he is convinced that the blame will fall on Mr Netanyahu. “It will be clear that, above all, Netanyahu had a flawed strategy of keeping Hamas alive and kicking... so he could use them [Hamas] to weaken the Palestinian Authority so that no-one in the world could demand that we hold negotiations [with the Palestinians].”

Few people know the Israeli prime minister better than Mr Barak. The two men go back 55 years, to the days when Mr Netanyahu, then a commando in the secretive General Staff Reconnaissance Unit, served under Mr Barak, who commanded the unit. His older brother, Yoni Netanyahu, another of the unit’s commanders who was killed while rescuing hostages held at Entebbe Airport in 1967, was one of Mr Barak’s closest friends. In their political lives, they have been both close allies and bitter rivals.

In 1999 Mr Barak led the Labour Party to electoral victory, ending Mr Netanyahu’s first term as prime minister. But when Mr Netanyahu returned to office in 2009 Mr Barak served as his defence minister for four years. Since he left parliamentary politics in 2013, however, he has become increasingly estranged from Mr Netanyahu. Now aged 81, he has been active in the protest movement that has taken to the streets over the past nine months in an attempt to stop Mr Netanyahu’s government from making constitutional changes to [curb the powers of the Supreme Court](#). Mr Netanyahu, he says, ignored

repeated warnings from military commanders that the divisions this was causing were also tearing the army apart. During the protests thousands of reserve soldiers and officers said they would stop volunteering for the idf if the constitutional changes passed.

Mr Netanyahu is squarely to blame for the crisis, believes Mr Barak. Israel's strategy towards the Palestinians has backfired. "Because the deaths were mainly of civilians and the state has forsaken its most basic commitment to its citizens—to keep them alive—this was the worst type of negligence."

16 octobre 2023 (FAZ)

[Lieber Bürgergeld als Arbeit: Zu niedriger Mindestlohn? \(faz.net\)](#)

ZWEIFEL AM LOHNABSTANDSGEBOT:

Lieber Bürgergeld als Arbeit

VON [DIETRICH CREUTZBURG](#), BERLIN

-AKTUALISIERT AM 16.10.2023-08:08



Kündigen Arbeitnehmer ihre Jobs, um das Bürgergeld zu beziehen? Eine Umfrage unter Reinigungsfirmen legt nahe, dass dies gar nicht selten vorkommt.

Lohnt sich Arbeiten noch? Nachdem Arbeitsminister Hubertus Heil (SPD) eine weitere Erhöhung des Bürgergelds um 12 Prozent zum 1. Januar 2024 angekündigt hat, ist darüber ein hitziger Streit entbrannt: „Ein Problem mit dem Lohnabstandsgebot“ kritisiert CDU-Chef Friedrich Merz. Und die **FDP** pocht seither verstärkt darauf, Arbeitsanreize für Sozialleistungsbezieher zu verbessern. Doch nicht nur Sozialverbände weisen diese Kritik empört zurück. Das ihnen in diesen Fragen zugeneigte Deutsche Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) warf den Kritikern jüngst sogar „Populismus“ und „falsche Behauptungen“ vor.

Interessant sind deshalb Ergebnisse einer neuen Erhebung im deutschen Reinigungsgewerbe, das allein 700.000 Beschäftigte zählt: Mehr als zwei Drittel der Unternehmer dort haben demnach schon die Erfahrung gemacht, dass Beschäftigte ihre Arbeit aufgeben und zur Begründung die Möglichkeit des Bürgergeldbezugs anführen. Die noch unveröffentlichte Auswertung, für die der Bundesinnungsverband des Gebäudereinigerhandwerks (BIV) seine 2500 Mitgliedsunternehmen befragt hat, liegt der F.A.Z. vor.

Große Sorge unter Unternehmen

Im Einzelnen antworteten demnach 28,4 Prozent der Unternehmen, dass bei ihnen „bereits mehrere Beschäftigte mit konkretem Verweis auf das Bürgergeld gekündigt oder eine Kündigung in Aussicht gestellt haben“, so lautet die Zusammenfassung des Verbands. Weitere 40 Prozent bestätigen demnach diesen Trend, sprechen aber noch von Einzelfällen. Knapp ein Drittel erkannte bisher keinen Negativeinfluss des **Bürgergeldes** auf ihre Personalsituation. Darüber hinaus sollten die Befragten angeben, wie groß ihre Sorge ist, dass das Bürgergeld zunehmend in Konkurrenz zum Lohnerwerb tritt. Auf einer Skala von 1 bis 10 (größte Sorge) ergab sich ein Durchschnittswert von 8,8.

Thomas Dietrich, Bundesinnungsmeister der Gebäudereiniger, wertet dies als Warnruf mit Bedeutung über die eigene Branche hinaus. „Dass das neue Bürgergeld bei sieben von zehn Unternehmen in Deutschlands beschäftigungsstärkstem Handwerk die Personalnot verschärft, sollte die Politik dringend alarmieren“, urteilt er. Die „Balance zwischen Fordern und Fördern sowie sozialem Ausgleich und Anreiz zur Arbeit“ dürfe nicht verloren gehen. „Sonst droht eine gefährliche Entwicklung für den Arbeitsmarkt, die Wirtschaft und die Leistungsfähigkeit unseres Standortes.“

Zu niedriger Mindestlohn?

Oft wird eingewandt, dass nicht ein zu hoher Sozialtransfer für Arbeitslose, sondern ein zu niedriger **Mindestlohn** Probleme mit dem Lohnabstandsgebot verursache. Im Gebäudereinigerhandwerk gelten allerdings tarifliche Branchenmindestlöhne, die für alle Betriebe verbindlich sind und die über dem gesetzlichen Mindestlohn von derzeit 12 Euro je Stunde liegen: Die Untergrenze für einfache Hilfskräfte liegt für Gebäudereiniger derzeit bei 13 Euro und steigt zum 1. Januar 2024 auf 13,50 Euro. Und für Fachkräfte sowie Beschäftigte in der Glas- und Fassadenreinigung gilt ein eigener, höherer Mindestlohn: derzeit 16,20 Euro und von Januar 2024 an 16,70 Euro.

Die monatlichen Geldleistungen für Bezieher von Bürgergeld waren zum 1. Januar dieses Jahres um knapp 12 Prozent erhöht worden. Infolge der jüngsten Inflationsschübe führt die zuvor mit der Bürgergeldreform geänderte Anpassungsformel nun zu einer weiteren Erhöhung um gut 12 Prozent zum 1. Januar 2024. Für ein Paar mit drei Kindern gibt es laut einer Übersicht des Bundesarbeitsministeriums bisher Geldleistungen von insgesamt 1988 Euro; nach dem Jahreswechsel werden es damit 2230 Euro sein. Zusätzlich bezahlt das Jobcenter jeweils die Kosten einer angemessenen Wohnung.

Transferbezieher verdienen weniger

Falsch wäre in der Tat trotzdem die Behauptung, dass Bürgergeldhaushalte mehr Geld vom Staat bekommen, als sie an Gesamteinkommen erzielen können, wenn zumindest ein Elternteil arbeitet. Das liegt schon daran, dass auch Arbeitnehmerhaushalte aufstockendes Bürgergeld beziehen können, falls sie mit ihrem Arbeitslohn auf weniger als den sozialrechtlichen Mindestbedarf kommen. Zwar wird der Verdienst der Arbeitnehmer dann größtenteils mit dem Sozialleistungsanspruch verrechnet – aber in aller Regel zu weniger als 100 Prozent.

Allerdings heißt das nicht automatisch, dass Arbeiten auch attraktiv ist, da ein Vergleich der reinen Geldbeträge den für den Lohn erforderlichen Arbeitszeitaufwand noch nicht berücksichtigt. Eine Studie des Kieler Instituts für Weltwirtschaft (IfW) kam kürzlich zu dem Ergebnis, dass eine Arbeitnehmerfamilie, in der ein Elternteil Vollzeit zum Mindestlohn arbeitet, zusammen mit der Aufstockung durch Bürgergeld unter dem Strich mindestens 378 Euro mehr zur Verfügung hat als ein vergleichbarer Arbeitslosenhaushalt. Ein solcher Mehrverdienst von 378 Euro entspricht bei 38 Arbeitsstunden in der Woche einem rechnerischen Nettostundenlohn von gerade einmal 2,30 Euro.

Die FDP hat kürzlich angekündigt, der von Familienministerin Lisa Paus (Grüne) geplanten Kindergrundsicherung nur zuzustimmen, wenn sie in ein sozialpolitisches Konzept zur Stärkung von Arbeitsanreizen eingebettet wird. Auch dies hatten sich die Ampelparteien im Koalitionsvertrag vorgenommen, bisher gibt es keine konkreten Pläne dazu. Es gehe darum, „dass sich Arbeit noch mehr lohnt und weniger Menschen überhaupt auf den Sozialstaat angewiesen sind“, hatte FDP-Vize Johannes Vogel als Ziel formuliert.